

UNE MEILLEURE INFORMATION
DES HABITANTS

La réforme de l'enquête
d'utilité publique

LIRE PAGE 32

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Faÿet

1,30 F

Algérie, 1 DA ; Arabie, 1,30 dr. ; Tunisie, 100 m. ;
Allemagne, 1 DM ; Autriche, 10 sch. ; Belgique,
11 fr. ; Canada, 50 c. ; Danemark, 16 kr. ; Espagne,
16 pes. ; Grande-Bretagne, 10 p. ; Grèce,
10 dr. ; Inde, 40 rs. ; Italie, 100 L. ; Japon, 100 y. ;
Liban, 11 fr. ; Norvège, 2,75 kr. ; Pays-Bas,
1 fl. ; Portugal, 200 esc. ; Suède, 2,25 kr. ;
Suisse, 1 fr. S.A. ; 35 esc. ; Turquie, 10 m. ; U.R.S.S.,
Tarif des abonnements page 18

5, RUE DES ÉVALUÉS
75007 PARIS - CEDEX 08
C.C.P. 4309-22 Paris
Régist. Paris n° 89076
Tél. : 246-72-23

LES ÉLECTIONS PRIMAIRES AUX ÉTATS-UNIS ET LES ENTRETIENS DE WASHINGTON

M. Ford remporte deux succès sur M. Reagan

Le coup de fouet du Michigan

La nette victoire de M. Gerald Ford aux élections primaires du Michigan et du Maryland — après cinq défaites spectaculaires en onze jours — devant M. Reagan a sans doute plus surpris ses adversaires que ses partisans. Une défaite du président dans l'État qu'il a représenté pendant vingt-cinq ans, et dont il tient la machine politique bien en main, aurait été catastrophique.

Front-ère des responsables de sa campagne avaient-ils délibérément noyé le tableau à seule fin de faire apparaître plus éclatant le succès de leur « patron » ? Toujours est-il que le président, dont chacun avait cru noter, ces derniers temps, la démolition apparente, a fait, dans son État, une bonne campagne. Pas étonnant, certes — ce n'est pas le style de l'homme — mais une « campagne » à l'ancienne, avec train, petites gares, embrassades et majorités, comme au bon vieux temps du G.O.P. triomphant.

Renouant à refaire point par point, comme il ne l'avait que trop fait jusque-là, les arguments de son rival, M. Ronald Reagan — dont le « numéro » dynamique et percutant a été, dès le départ, mis parfaitement au point — M. Gerald Ford est apparu plus dignement comme le président, élevé sur le pavois par un accident de l'histoire, et qui vient de faire confirmer par les électeurs.

Il se peut, aussi, qu'il ait été aidé, « à l'extrême », par les déclarations de M. Kissinger. Vingt-quatre heures avant le scrutin, le secrétaire d'État assurait une nouvelle fois qu'il n'avait qu'un désir : renoncer au plus vite à ses fonctions, quelle que soit l'issue de l'élection présidentielle. Il prétendait de vouloir arguer de M. Reagan, qui dirige une bonne partie de sa campagne contre le secrétaire d'État et la politique de détente.

Quant aux démocrates de droite, ils ont été moins « séduits » par M. Reagan qu'ils ne l'avaient été en 1972 par M. Wallace. Les électeurs de cette tendance s'inscrivent en nombre pour le rival de M. Ford aux élections primaires de l'Indiana et du Texas. Au Michigan, ils ne se sont guère mêlés du débat qui divise les républicains.

Il n'en reste pas moins que M. Gerald Ford a encore un dur chemin à parcourir avant la convention de Kansas-City, en août. Les « primaires » qui auront lieu dans les prochaines semaines — au premier tour — sont les plus difficiles pour lui, notamment en Californie, où ses chances sont des plus réduites, face à M. Reagan, l'ancien gouverneur de cet État.

La victoire de M. Ford dans le Michigan peut cependant avoir d'importantes effets psychologiques : en rassurant les responsables de la campagne, en ralliant certains délégués non encore engagés, mais surtout en lui permettant de jouer à nouveau, d'un cœur plus serein, son rôle de président. C'est là d'ailleurs son meilleur atout.

Les Jeux ne sont pas faits non plus dans le camp démocrate, comme le montre la défaite de M. Jimmy Carter dans le Maryland. Le favori démocrate a été battu par M. Edmond Brown, le jeune gouverneur de Californie, ancien élève de J. Edgar Hoover, connu pour l'austérité de sa vie et ses prises de position écologiques.

M. Ford a trouvé au Maryland et au Michigan le stimulant dont il avait besoin pour poursuivre sa course. Mais, dans une compétition aussi ouverte, tout peut encore arriver.

LES SCÈNES DE L'AMÉRIQUE

Lire pages 19 à 21

Le début d'une enquête
sur la culture des États-Unis
à travers les spectacles

M. Carter essuie un échec au Maryland

Deux élections primaires ont eu lieu le mardi 18 mai aux États-Unis. Chez les républicains, M. Ford a très nettement distancé son rival, M. Reagan, dans le Michigan (55 % contre 34 %) et un peu moins largement dans le Maryland (58 % contre 42 %).

Chez les démocrates, M. Jimmy Carter l'emporte de justesse (44 % contre 42 %) devant M. Udall, dans le Michigan. Cependant dans le Maryland, le gouverneur de Californie, M. Brown, lui a infligé un échec assez sévère (49 % contre 37 %).

De notre correspondant

Washington. — Pour le président Ford, un succès dans le Michigan était une nécessité absolue. C'est avec soulagement que les stratèges de la Maison-Blanche ont pris connaissance d'une victoire qui dépasse largement les prévisions : leur candidat a remporté 53 % des suffrages contre 34 % à M. Reagan.

M. Ford, conscient qu'un échec, ou même un succès de justesse dans son propre État aurait sonné son glas politique, avait multiplié les efforts, menant une campagne comme au bon vieux temps, à bord d'un train spécial qui s'arrêtait dans toutes les petites gares.

D'autre part, il était solidement appuyé par le gouverneur, les parlementaires de l'État, ainsi que par les cadres de son parti. A priori le Michigan était pour lui un bastion, une chasse gardée. Enfin, le danger redouté par ses conseillers, ne s'est pas concrétisé : les électeurs démocrates qui, dans le passé, avaient appuyé la candidature du gouverneur Wallace, n'ont guère utilisé le « cross-over » — c'est-à-dire la possibilité qu'ils ont au Michigan — de voter dans l'élection républicaine et de faire ainsi le jeu de M. Reagan.

Dans le Maryland, le succès très large de M. Ford (58 % contre 42 %) à M. Reagan était attendu. Mais ces deux victoires simultanées ont redonné de l'élan à la candidature de M. Gerald Ford et devraient mettre fin aux hésitations des responsables de sa campagne.

Cependant, en dépit de l'optimisme affiché par son entourage, qui affirme que le président l'emportera maintenant au premier tour de la convention de son parti, tout n'est pas encore joué. Certes, M. Ford a rattrapé une bonne partie de son retard sur M. Reagan dans la course aux délégués. Et si l'ancien gouverneur de Californie reste en tête avec 303 mandats contre 433 à M. Ford, les 378 « non-engagés » sont enclins, dans leur majorité, à soutenir le président.

Mais, dans les primaires de la semaine prochaine, et surtout en Californie le 8 juin, M. Reagan est en bonne position pour accroître le nombre de ses délégués. Suffisamment, en tout cas, pour empêcher M. Ford d'être nommé au premier tour par la convention de Kansas-City, en août. Mais, pour l'instant, il est hors de doute que le président a réussi à retourner la position qui paraissait défavorablement compromise.

Dans le camp démocrate, M. Jimmy Carter a subi un nou-

vel échec qui, sans être décisif, encourage ses adversaires à persévérer dans leurs efforts pour lui barrer la route. Certes, dans le Michigan, il réussit à devancer, mais de très peu, M. Udall (44 % contre 42 %), alors que dans le Maryland il essuie une défaite sévère : le gouverneur Brown l'emporte avec 49 % des suffrages contre 37 %.

Ces deux scores — très médiocres ou franchement mauvais — de M. Carter montrent les hésitations de l'électorat démocrate envers un homme dont le silence et les ambiguïtés ont créé un certain malaise, voire de la méfiance.

Après le succès du sénateur Church dans le Nebraska, l'excellente figure de second de M. Udall indique un regain de vitalité chez les démocrates libéraux, la gauche du parti. Certes, le jeune gouverneur Brown peut être séduit d'avoir obtenu un succès après trois semaines seulement d'une campagne dans un État où il n'avait pas mis les pieds jusqu'à présent. Néanmoins, sa victoire n'est pas due seulement à ses qualités personnelles, mais aussi à l'appui qu'il a reçu du gouverneur du Maryland et de son « patron » de la machine électorale.

HENRI PIERRE

(Lire la suite page 4.)

La France contribuera à « l'efficacité de l'alliance atlantique »

déclare M. Giscard d'Estaing

M. Giscard d'Estaing poursuit, ce mercredi 19 mai, son séjour aux États-Unis et visite les sites historiques de Yorktown et de Philadelphie. Il doit, notamment, dans cette dernière ville, prononcer un discours consacré aux problèmes économiques et raco-

voir du conseil local pour les affaires mondiales la distinction d'« homme d'État international » (avant lui, M. Kurt Waldheim, secrétaire général de l'ONU, et le prince Bernhard des Pays-Bas ont reçu cette distinction). La journée s'achèvera par un spectacle de « son et lumière » offert par la France — à la maison de George Washington au Mont-Vernon.

Dans le discours qu'il a prononcé mardi au Congrès, M. Giscard d'Estaing a parlé du droit à l'indépendance de chacun et a affirmé que la France « continuera de contribuer à l'efficacité de l'alliance atlantique ».

De notre envoyé spécial

Washington. — Le point fort de la journée de mardi a été la réception de M. Giscard d'Estaing par les deux Chanceliers du Congrès, honneur accordé déjà au général de Gaulle et à Georges Pompidou, ainsi qu'aux chefs de gouvernement amis en visite officielle (M. Sadat et Rabin, notamment, en ont bénéficié cette année, mais suffisamment rare toutefois pour être une petite nouveauté de la vie washingtonienne).

Le président de la République, qui s'exprimait en anglais avec un peu plus de difficulté que la veille, mais d'un débit très lent, a réitéré certains mots difficilement compréhensibles — à d'abord cherché à séduire. Préoccupé par des sondages portant à conclure que la France, après son retrait de l'organisation militaire atlantique, n'est pas considérée comme un allié sûr par les Américains.

M. Giscard d'Estaing insiste, depuis son arrivée, sur les principes et valeurs politiques communs.

Sans doute la notion de

« monde libre » n'est pas évoquée, alors que celle d'indépendance est réaffirmée dans chaque discours. Mais par la chaleur du ton, par son exaltation des principes de liberté communs aux deux pays, par sa définition, quelque peu restrictive d'une détente associée à la vigilance et à un important effort de défense, le président de la République semble avoir agréablement surpris les Américains. Le *Washington Post* va même jusqu'à voir dans le discours au Congrès un « net changement de rapport aux soupçons sur les intentions américaines, exprimés par de Gaulle et Pompidou... changement susceptible de créer de nouvelles controverses politiques en France et d'augmenter le mystère déjà perceptible des Soviétiques devant les efforts de Giscard pour renforcer les relations franco-américaines ».

MICHEL TATU.

(Lire la suite page 4.)

Le danger de non-défense

I. — Janus ou la double face

par ANTOINE

SANGUINETTI (*)

chargées de « garantir le territoire national contre toute tentative de prise de gages ou d'agression » — comme si celle-ci ne couvrirait pas celles-là, — mais il n'est plus spécifié que ce soit le rôle fondamental des forces de dissuasion, dont le principe même n'est plus mentionné. La mission de sûreté des forces stratégiques, comme celle de manœuvre ultime d'avertissement et d'escalade aux frontières, qui étaient jusqu'à ce jour jugées indispensables à la crédibilité de notre menace de représailles, disparaissent purement et simplement de l'inventaire. Et tout ceci, rapproché du ralentissement ou de l'abandon partiel des programmes nucléaires — sur lesquels nous revendrons plus loin à l'heure des chiffres — et des risques pris avec le moral d'une marine qui constitue le vivier et le soutien indispensables de la composante stratégique principale, enlève beaucoup de leur crédibilité aux affirmations de continuité de la politique de dissuasion et suscite les doutes.

Il faut effectivement se reporter à l'interview du président, le 5 mai dernier à la télévision, pour éclairer le débat de façon décisive et sans ambiguïté. A la question « ce qui veut

dire que vous ne vous satisfaites pas de la seule dissuasion nucléaire ? », vient la réponse, énoncée de façon parfaitement réfléchie : la dissuasion nucléaire stratégique est la moyen « de dissuader l'agression de même type contre la France ». Que l'expression ait échappé à la vigilance des journalistes et des commentateurs ne change rien au fait qu'elle ait été prononcée. Et le monde entier était à l'écoute !

(Lire la suite page 13.)

(1) Le sténographe de l'entretien (d'ailleurs diffusé par le service de presse de la présidence de la République et reproduit dans le *Monde* du 7 mai) indiquait seulement : « dissuader l'agression contre la France ». En fait, M. Giscard d'Estaing avait dit à TP 1 : « dissuader l'agression de même type contre la France ». — (N.D.L.R.)

A PROPOS D'UN LIVRE DE J.-L. HEIM

L'homme de Neandertal

L'homme de Neandertal a été la première forme humaine ancienne à être découverte (1828 en Belgique, 1845 à Gibraltar, 1856 dans la vallée de Neandertal, près de Düsseldorf) et à être reconnue comme telle en 1884. Faute de méthodes précises de datation, on le qualifia d'abord d'« antédiluvien » sans autre précision. En 1888, on se rend compte qu'il est le contemporain des mammouths, des rhinocéros à narines cloisonnées et qu'il est le « fabricant » de pierres taillées, classées ultérieurement dans la « civilisation » moustérienne.

Les paléontologues disposent maintenant d'environ cent vingt-cinq individus de type néandertalien classique, dont certains presque entiers grâce aux rites funéraires pratiqués par l'homme de Neandertal. A elle seule, la grotte de la Ferrassie (en Dordogne, près du Bugue) qui a été fouillée à plusieurs reprises entre 1909 et 1972, et qui appartient actuellement au Musée des antiquités nationales de Saint-Germain-en-Laye, a permis de retrouver huit individus (un homme, une femme, cinq enfants et un fœtus) dont quatre presque complets. Le gisement de la Ferrassie présente, en outre, l'avantage d'avoir pas été perturbé avant d'être fouillé. L'abondant « matériel » y est particulièrement bien conservé. Ce qui explique que les Néandertaliens de la Ferrassie aient servi de point de départ à la vaste étude que vient de publier sur l'homme de Neandertal M. Jean-Louis Heim, professeur à l'Institut de paléontologie humaine, et maître assistant au Musée de l'Homme.

Les méthodes modernes de datation ont permis de situer dans le temps l'homme de Neandertal — classique (vraiment typé) : de — 75 000 ou — 70 000 ans à — 40 000 ou — 35 000 ans, c'est-à-dire pendant les deux premières phases de la glaciation de Würm, la plus récente des quatre grandes périodes glaciaires subies par l'hémisphère nord.

YVONNE REBERYOL.
(Lire la suite page 14.)

JEAN BERNARD
DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE

L'HOMME changé par L'HOMME

« En lisant le nouveau livre de Jean Bernard, on se sent intelligent... »
Pr. Paul Milieu

« Une merveille de simplicité, de science et d'imagination... »
Pr. Escudier-Lambiotte

Un livre essentiel que nul ne peut ignorer.

EDITIONS BUCHET/CHASTEL
18, rue de Condé - 75006 Paris

كتاب الرجل

PROCHE-ORIENT

Liban

M. Joumblatt demande aux belligérants d'épargner les civils

Les bombardements ont fait soixante-treize morts mardi à Beyrouth

Beyrouth (A.F.P.). — Après vingt-quatre heures de calme relatif, le bombardement des quartiers résidentiels de Beyrouth à l'artillerie lourde a repris mardi 18 mai en fin de soirée. Des obus de gros calibre sont tombés sur les deux secteurs de la capitale. Dans certains quartiers, les habitants ont dû gagner les abris. Mardi

soir, 73 morts et 88 blessés étaient dénombrés dans l'agglomération de Beyrouth, chiffre qui porte le bilan d'une semaine de guerre civile à 730 tués et 1 355 blessés.

M. Kamal Joumblatt, chef de file de la gauche libanaise, a qualifié d'« intolérable » le bombardement des quartiers résidentiels, ajoutant qu'il avait demandé aux belligérants de se limiter aux lignes du front « afin d'éviter aux civils les horreurs de la guerre ». Ce mercredi matin, alors que les combats faisaient toujours rage, la radio phalangiste annonçait qu'un nouveau cessez-le-feu convenu entre les belligérants dans la nuit devait entrer en vigueur « incessamment ».

Sur le plan politique, l'impasse demeure totale. On apprenait, mardi soir, de sources chrétiennes, que le président sortant, M. Soleyman Frangie, d'accord avec son successeur, M. Elias Sarkis, et les autres dirigeants conservateurs maronites, avaient décidé d'ajourner sa démission « tant que l'état actuel d'insécurité régnera au Liban ». De leur côté, les partis progressistes libanais ont invité toutes les parties impliquées dans la guerre civile à participer à une « table ronde » afin de parvenir à un accord politique global. Dans une déclaration faite à l'issue de la réunion des partis progressistes, M. Joumblatt a qualifié d'« illégale » l'intervention syrienne au Liban, et affirmé que le silence des pays arabes devant la tragédie constituait un « complot contre le peuple libanais ». Il a lancé, à la veille de la réunion au sommet quadripartite de Riyad, entre la Syrie et l'Égypte, l'Arabie Saoudite et le Koweït, un appel aux pays arabes afin qu'ils « ne laissent pas les Libanais tout seuls ». « Si l'ancien président égyptien Gamal Abdel Nasser était encore vivant », a-t-il ajouté, « il serait intervenu dès la première semaine des combats pour circonscire une crise qui prend chaque jour des proportions plus tragiques ».



(Dessin de PLANTU.)

A Jérusalem

Les obsèques d'un jeune Palestinien tué mardi ont donné lieu à de nouvelles manifestations

Alors que, la veille, les forces de l'ordre avaient reçu de strictes instructions de ne pas utiliser leurs armes qu'en toute dernière extrémité, un jeune Palestinien, Mahmoud Kierd, a été tué par balle, mardi 18 mai, au cours d'un

affrontement à Jérusalem, entre des gardes-frontières israéliens et des manifestants arabes. Les obsèques de la victime, qui ont eu lieu dans la soirée, ont donné lieu à de nouvelles manifestations anti-israéliennes.

De notre correspondant

Jérusalem. — Alors que dans les principales villes de Samarie (nord de la Cisjordanie) le calme était maintenu par un très strict couvre-feu, de violents incidents ont éclaté à Jérusalem, dans la matinée de mardi 18 mai. Au cours d'un heurt entre un groupe de jeunes Arabes et une patrouille de policiers, un manifestant âgé de vingt et un ans a été tué d'une balle dans la tête. Le policier qui a ouvert le feu, indique le communiqué, était en état de légitime défense, mais n'en a pas moins été arrêté pour les besoins de l'enquête. L'enterrement de cette nouvelle victime, la troisième en trois jours, a donné lieu à une nouvelle manifestation anti-israélienne, qui a groupé plus de cinq cents personnes, sur l'esplanade du mont Moriah, entre les mosquées El-Aqsa et Omar. La foule, qui brandissait des drapeaux palestiniens, scandait : « Allah Akbar » (Dieu est grand) et « Par notre sang et notre sang nous sauverons la Palestine ». Un très important dispositif de sécurité mis en place autour de l'esplanade n'est intervenu à aucun moment, et les policiers et soldats israéliens sont demeurés impassibles lorsqu'une immense chaire a salué les deux drapeaux palestiniens hissés sur la mosquée El-Aqsa.

La tension qui ne diminue pas, depuis le mois de février, dans certaines villes de Cisjordanie et dans la partie arabe de Jérusalem a été évoquée à la Knesset, où certains députés ont demandé l'application de mesures draconniennes contre les manifestations, mesures qui pourraient aller jusqu'à leur expulsion vers l'un des pays arabes voisins. M. Shmuel Tamir, député du groupe nationaliste Likoud, estime, comme d'ailleurs l'ensemble de ses collègues, que l'usage des armes à feu doit être évité au maximum, mais en revanche, dit-il, il convient d'employer de nouvelles méthodes de répression et de « dissuasion » en imposant le couvre-feu dans les zones de tension et en fermant les ponts sur le Jourdain.

M. Shimon Peres, ministre de la défense chargé de l'administration des territoires occupés, estime pour sa part que le calme pourra être rétabli rapidement sans avoir recours à des mesures d'une excessive gravité. Interrogé mardi à la télévision, M. Peres a rappelé que ce n'était pas la première fois que la Cisjordanie était le théâtre de manifestations hostiles à Israël et a demandé à ses compatriotes « de ne pas perdre le sens des proportions, même si, malheureusement, il y a des pertes en vies humaines ».

A un journaliste qui lui demandait si les méthodes très vigoureuses employées à Gaza il y a quelques années ne devaient pas être utilisées en Cisjordanie, le ministre a répondu qu'aucune comparaison n'était possible entre la situation qui prévalait à Gaza et celle qui règne actuellement en Samarie. A Gaza, dit-il, « nous avons affaire à des terroristes qui lançaient des grenades sur les Israéliens dans leurs camps, et il fallait les abattre. En Cisjordanie, ce sont de jeunes lycéens qui poussent des cris hostiles et lancent des pierres sur nos hommes. Notre riposte doit être différente ». Pour M. Peres, le comportement israélien doit être fondé sur la conviction profonde que « Juifs et Arabes sont condamnés à coexister dans ce pays, et que rien d'irréparable ne doit être accompli ». Le ministre ne croit-il pas que les élections du 12 avril ont contribué par leurs résultats à créer la situation actuelle ? « Non, répond M. Peres, les événements de même nature ont eu lieu avant les élections, et je ne crois pas qu'il faille attribuer à tous les élus la responsabilité des incidents. Le seul maître qui est même allé jusqu'à tenir à la radio israélienne des propos antisémites (allusion à M. Karim Halaf, maire de Ramallah) (le Monde du 27 avril), était en fonctions avant la consultation du 12 avril ».

Quant à l'avenir politique de la Cisjordanie, M. Peres a été interrogé sur l'étendue des territoires qui pourraient être restitués à la Jordanie. Contrairement à la thèse officielle israélienne, ne retenant comme interlocuteur, au sujet de la Judée et de la Samarie, que le gouvernement d'Amman ? « Non, répond M. Peres, le ministre de la défense estime que le régime hachémite s'est de lui-même déchargé de toute responsabilité sur la Cisjordanie après le sommet de Rabat, et qu'il ne voyait aucune raison de lui imposer une attitude différente. « En ce qui concerne la Judée et la Samarie », a déclaré M. Peres, « la Jordanie n'existe plus, elle s'est retirée du jeu ».

ANDRÉ SCAMAMA.

A travers le monde

Angola

TOUS LES BIENS LAISSÉS EN ANGOLE par les étrangers qui ont quitté le pays vont être dévolus à l'Etat. En annonçant cette décision le 17 mai, lors d'un rassemblement dans la province de Huila, le président Neto a ajouté que les traités conclus avant l'indépendance par les autorités coloniales portugaises seraient révisés prochainement.

Malawi

SOIXANTE ET UN ASIATIQUES EXPULSÉS DU MALAWI viennent d'arriver à Londres. Ils étaient tous porteurs de passeports britanniques. Le Foreign Office tient à préciser que rien ne permet d'affirmer que le Malawi va imiter l'Ouganda et expulser les quelque six mille huit cents Asiatiques porteurs d'un passeport britannique. — (A.F.P.)

Tunisie

QUATRE TUNISIENS ONT ÉTÉ CONDAMNÉS LUNDI 17 MAI par le tribunal cantonal de Tunis à dix mois de prison pour incitation à la grève illégale et entrave à la liberté du travail, annonce l'agence officielle Tunis Afrique Presse. Une cinquième personne, ayant à répondre des mêmes accusations, sera jugée ultérieurement. L'agence précise que ces cinq personnes avaient été arrêtées lors des grèves sauvages déclenchées à la compagnie chimique de Fer, puis aux P.T.T., entre le 6 et le 10 mai.

GEORGES SNYDERS

EGOLE, CLASSE ET LUTTE DES CLASSES

une relecture critique de

BAUDELOT / ESTABLET
BOURDIEU / PASSERON - ILLICH

364 pages 45 F

puf

ASIE

Chine

SELON « LE QUOTIDIEN DU PEUPLE »

Il existe véritablement une bourgeoisie au sein du parti communiste

La presse chinoise a accusé, mardi 18 mai, l'ancien vice-premier ministre Teng Hsiao-ping d'être l'agent du « révisionnisme soviétique » en Chine. Cette accusation, prononcée pour la première fois dans la presse, aggrave le cas de M. Teng Hsiao-ping, destitué de ses fonctions en avril, et celui d'autres dirigeants « engagés sur la voie capitaliste », ses collègues, qui sont depuis dimanche visés à mots couverts.

Liu Shao-chi, le président de la République limogé pendant la révolution culturelle, et le maréchal Lin Biao, qui avait perdu la vie en septembre 1971 alors qu'il fuyait en avion vers l'U.R.S.S., avaient aussi été accusés de vouloir restaurer le capitalisme en Chine pour servir les intérêts des « nouveaux seigneurs » de Moscou.

Dans un article de première page, le Quotidien du peuple écrit que les dirigeants du Kremlin avaient « placé tous leurs espoirs » en M. Teng Hsiao-ping et que leur « joie » de le voir réussir un moment fut suivie d'une « déception sans borne » à l'annonce de son « ignominieuse échec ». L'article, signé du pseudonyme Liang Hsiao, utilisé par les universités Peita et Tsinghua de Pékin, signale en termes à peine voilés la présence d'autres représentants de la bourgeoisie au sein du parti. « Il existe véritablement une bourgeoisie au sein du parti ».

Constant l'échec du vice-premier ministre destitué, Liang Hsiao affirme que les dirigeants du Kremlin « adorent faire de nouveaux paris » sur d'autres dirigeants chinois partisans d'une « restauration du capitalisme en Chine ». Il semble que des personnalités au pouvoir seront, à plus ou moins long terme, visées par la campagne en cours.

D'autre part, les commandants de sept districts militaires ont été remplacés récemment, vraisemblablement depuis la destitution de M. Teng Hsiao-ping. Indiquent les échos des radios militaires de l'Anhui, du Shanxi, du Tibet, du Hubei, du Kiangsi, du Hellingkiang et du Liaoning. Les nouveaux responsables des six premiers de ces districts sont : M. Yu Kuan, M. Wang Mao (précédemment commandant en second de l'Anhui), Wang Fu-

chih, Hsi Chin-wu, Chang Hsi-lung, Hsin Chun-chin et Chao Hsin-shun. Le commandant du Liaoning pourrait être le général Yang Da-yi, dont on a noté la participation à un meeting à Shenyang, mais sans que son nom soit accompagné d'un titre.

Ces changements pourraient être liés à des difficultés rencontrées dans la production et surtout dans les transports ferroviaires depuis la récente crise politique à Pékin. Dans certaines régions, selon des sources étrangères informées, des unités militaires auraient été appelées à intervenir pour rétablir le calme et un rythme de production normal à la suite de mouvements de mécontentement parmi les ouvriers.

Un commentaire soviétique

A Moscou, l'agence de presse Novosti a affirmé, mardi, que la destitution de M. Teng Hsiao-ping n'est qu'une « victoire illusoire » des « maoïstes » dans la mesure où « les problèmes fondamentaux ayant engendré la crise dans le pays sont restés sans solution ».

Après avoir souligné que, contrairement aux accusations de la propagande pékinoise, l'ancien vice-premier ministre et ses partisans n'avaient pas tenté de « restaurer le capitalisme », il ajoute : « Il est constaté l'impasse profonde dans laquelle la Chine est poussée par la politique réactionnaire et antipopulaire de Mao Tse-tung et se sont efforcés de la modifier. Leurs efforts se sont provisoirement soldés par un échec. Les événements d'août à Pékin, qui ont pris fin par la destitution de Teng Hsiao-ping de toutes ses fonctions importantes, ont montré une nouvelle fois le degré d'instabilité de la situation en Chine. Ils témoignent que la lutte au sein de la direction chinoise concernant les voies et les méthodes du développement socio-économique du pays est loin d'être terminée. » — (A.F.P.)

AFRIQUE

Algérie

Le débat sur la charte nationale mobilise tout le pays

De notre correspondant

Alger. — Le débat sur l'avant-projet de charte nationale (le Monde du 29 avril) mobilise toute l'Algérie. Le texte a été tiré à 1 600 000 exemplaires. « Tous les citoyens doivent s'exprimer librement », avait déclaré le président Boumedienne dans un discours du 1^{er} mai. Les Algériens étaient d'autant plus intéressés par la pratique, les choses se passerait comme le souhaitait le chef de l'Etat : les instances en place ne cherchaient-elles pas à orienter les discussions, à les limiter et à leur donner un caractère conformiste, en harmonie avec ce qu'elles estimaient être l'orthodoxie du régime ?

De leur côté, les dirigeants, à tous les échelons, s'étaient préparés à faire face à l'événement et à « organiser la campagne d'explications » comme ils avaient jusqu'ici coutume de le faire. Une instruction du président fixait le cadre du débat et les directives données par la commission nationale de la charte ont bouleversé leurs habitudes.

« Votre rôle, leur a-t-on dit, ne consiste pas à parler, mais à faire parler et à vous mettre à l'écoute du peuple. » Les opinions sont recueillies par tous canaux : celui du parti et des organisations de masse, grâce à l'action de leurs militants ; celui de l'Etat, à partir des A.P.C. (assemblées populaires communales), le wali (préfet) devant faire le rapport de synthèse ; enfin celui de la presse écrite et audio-visuelle. Depuis le 4 mai, date à laquelle le débat a officiellement commencé, El Moudjahid a publié plus de cent vingt opinions et suggestions et au moins autant de comptes rendus de réunions. Il n'en tient des milliers quotidiennement à Alger et sur l'ensemble du territoire. Le journal gouvernemental de langue française de même que les quotidiens en arabe consacrent plusieurs pages tous les jours à la charte, tandis que la radio et la télévision lui réservent de longues émissions.

En moins d'une semaine les Algériens, d'abord sceptiques, sont passés de la contribution prudente à la participation massive et vigoureuse. Au début, dans leurs lettres ou leurs interventions orales, ils prenaient quelques précautions oratoires en rappelant, par exemple, les réalisations du régime, avant de formuler leurs suggestions ou leurs critiques. Maintenant ils vont droit au but. Le style est ferme, l'argumentation serrée. Le changement est sensible par rapport aux généralités au style amphigourique et à la pensée « péleuse » auxquelles la presse s'était depuis trop longtemps confinée. A de nombreuses réunions, on voit des orateurs se lever et dire : « Voilà ce que j'ai vu et ce que je fais. Je dénonce les agissements de tel dirigeant ; j'ai été témoin de tels abus. »

Un grand dévouement

Dans l'ensemble, la première semaine a donné lieu à un grand dévouement. Ce que les citoyens chuchotaient entre eux, ils le disent maintenant ouvertement. Les sujets jugés tabous sont abordés. La deuxième lettre publiée par El Moudjahid, le 5 mai, sous le titre « Trois questions » — résumé de nombreuses interventions : « J'ai remarqué dans l'avant-projet de charte l'absence de trois points qui me tiennent à cœur : 1) Prééminence du civil sur le militaire et du parti sur l'armée ; 2) Prévision des modalités et des instances de recours pour chaque citoyen contre l'arbitraire de l'administration et de l'abus de pouvoir à tous les niveaux ; 3) Place de la presse et liberté d'expression et de contradiction. »

L'élimination de la corruption et l'abolition des privilèges accablent un certain nombre de dirigeants en place — deux phénomènes qui ont pris de l'ampleur au cours des dernières années, — le problème du contrôle populaire, le rôle de la presse, les moyens d'appliquer réellement les lois existantes et de respecter les orientations formulées

l'avant-projet de charte ont manifestement dominé la première partie du débat. Une fois dressé ce cahier de doléances, d'autres thèmes ont été plus systématiquement abordés.

« L'avant-projet, nous a dit M. Taleb Ibrahim, ministre de l'Information et de la culture, s'inscrit dans l'effort de réflexion entamé il y a des décennies par les nationalistes algériens. Sur le plan international, en cherchant à définir un socialisme du tiers-monde, cet effort va dans le même sens que celui des partis communistes français, italiens et espagnols, et de certains courants du mouvement socialiste européen qui veulent cerner de plus en plus la réalité pour dégager leur propre voie vers le socialisme. Sur le plan spirituel, il rejoint les préoccupations des chrétiens, et plus spécialement des catholiques, qui défendent leurs droits à être à la fois des croyants et des militants socialistes. »

On constate précisément qu'un bon dialogue s'est produit dans le débat à partir de la deuxième semaine : approfondissement des sujets abordés, réflexion théorique plus rigoureuse sur le plan idéologique et politique (nombre d'orateurs estiment que les problèmes concernant le socialisme en Algérie, l'islam et le socialisme, les rapports du parti et de l'Etat, etc., doivent être précisés et que certaines ambiguïtés doivent être levées), examen critique de la façon dont sont appliqués les choix économiques. « Quelle bouteille d'oxygène ! nous dit un militant de base. C'est comme si nous participions à une deuxième lutte d'indépendance. »

PAUL BALTA.

Le ministre algérien des affaires étrangères, M. Bouteflika a demandé mardi 18 mai dans un message à M. Waldheim, secrétaire général de l'ONU, que l'Organisation internationale fasse en sorte qu'un référendum d'autodétermination soit organisé sous contrôle au Sahara occidental. — (A.F.P.)

حزب الشعب

سكنا من الاصل

ASIE

Chine

LE QUOTIDIEN DU PEUPLE

La masse véritablement une bourgeoisie au sein du parti communiste

La presse officielle a accusé, dans un article paru le 17 mai, les dirigeants du parti communiste de ne pas avoir su reconnaître la bourgeoisie véritablement existante au sein du parti communiste. Cette accusation est une attaque directe contre le rôle de la bourgeoisie dans la construction du socialisme.

Un commentaire soviétique

À Moscou, l'agence de presse Tass a commenté l'article de la presse chinoise. Elle a souligné que la bourgeoisie véritablement existante au sein du parti communiste est une réalité que le parti doit reconnaître.

Après avoir lu l'article de la presse chinoise, on peut se demander si la bourgeoisie véritablement existante au sein du parti communiste est une réalité que le parti doit reconnaître.

Algérie

Le national mobilise tout le pays

Le national mobilise tout le pays. Les forces armées algériennes sont prêtes à intervenir partout où il y a une menace à la sécurité nationale.

Le passage de la guerre à la paix a considérablement marqué la vie quotidienne. Pour M. Hai Trang, un paysan algérien, la vie est devenue plus normale.

Les changements

Quels sont les changements apportés par le pouvoir révolutionnaire ? La superficie cultivée a augmenté, ainsi que la production.

Vietnam

DANS LES CAMPAGNES DU SUD

Une organisation souple est mise en place pour assurer l'autosuffisance alimentaire

De notre envoyé spécial

Nhi-Quy (province de Mytho, delta du Mékong). Une piste en terre de quelques kilomètres longeant un canal ombragé d'arbres quitte la R.N. 4 entre Mytho et Cal-Lay, à une centaine de kilomètres au sud de Saigon, pour s'enfoncer dans les rizières. Elle aboutit à Nui-Quy, un village du Delta parmi d'autres, que nous avons choisi de visiter à nouveau pour avoir déjà parcouru ce secteur, soit pendant la guerre, soit après la « libération ». La rue principale, parallèle au canal, est bordée de maisons de bois, la plupart abritant de petites boutiques où se vendent, parfois se fabriquent les produits indispensables à la vie des paysans. Partout slogans et drapeaux, ceux du G.R.P. était plus voyant que celui de la République démocratique, qui servira sans doute d'emblème au Vietnam réuni.

La persuasion

Le système est encore simple, souple. Le propriétaire foncier de Nui-Quy, Ba Kim, un vieillard qui louait ses terres, s'est contenté d'abaisser les fermages plutôt que de se voir imposer une réduction autoritaire.

Les chefs de village et les cadres nous reçoivent dans la maison d'un paysan aisé. Commence l'inévitable cérémonie de l'exposé préliminaire accompagné de thé, de fruits, et de cigarettes.

Une masse de chiffres

Jeune, dynamique, originaire du lieu, le responsable commence par assener une masse de chiffres. Grosse surprise quand il nous annonce que 480 hectares sur 370 sont cultivés alors que l'on voit des champs à perte de vue, ou que la nombre des vaches est plus élevé que le total des personnes âgées de plus de dix-huit ans. Il faut tout reprendre, tandis que l'interprète nous explique le problème posé par les nombreux cadres issus de la résistance et qui n'ont aucune notion des méthodes de gestion : « Il faudra des années pour les former. » Mais, lorsqu'il aborde les questions concrètes, le chef de village est de nouveau plus à l'aise.

Vérification faite, il apparaît que les rizières occupent 45 % de la superficie, contre 15 % aux autres cultures, que le village compte dix mille habitants. La guerre a levé un lourd tribut sur Nui-Quy : trois mille morts et près de mille blessés dans les deux camps depuis 1954. Cent trente-six « fantômes », militaires et civils, ont été recensés après la « libération ». Ils ont été « rééduqués » sur place dans une déconquête de riz ; le stage a duré trois jours. Cent vingt-neuf ont été autorisés à voter. Seuls l'ancien chef de village et l'ancien chef de la police secrète locale sont encore dans des camps ; au début, les milices révolutionnaires ont dû les protéger de possibles représailles des villageois.

Le passage de la guerre à la paix a considérablement marqué la vie quotidienne. Pour M. Hai Trang, un paysan algérien, la vie est devenue plus normale. Il a une maison, un terrain, un jardin. Il a des enfants. Il a une vie.

Le rôle de l'Etat s'est considérablement accru ; il intervient désormais dans la plupart des domaines. C'est lui qui fournit, à un prix taxé, engrais et carburant, et qui vend directement des produits de première nécessité (coupons de tissus, etc.). La récolte se divise en plusieurs parties : celle destinée à la consommation personnelle (M. Hai Trang et sa famille consomment environ la moitié du riz qu'ils produisent), les impôts en nature (entre 10 et 12 %), les grains destinés

« Convaincre les masses »

Que se passera-t-il quand commencera la phase, inévitable, de la collectivisation ? Certes, il a été annoncé officiellement que le processus avait été amorcé au Sud, mais il n'a pas été indiqué quelles régions et quelle superficie étaient touchées. Il s'agit sans doute d'anciennes « zones libérées », peu peuplées et sans grande signification économique. Le stade de la révolution bourgeoise-démocratique, qui voit la terre redistribuée de manière

plus ou moins égalitaire — et parfois, nous a-t-on dit, sans titre de propriété, — n'est que transitoire, les textes officiels venant de Hanoi le précisent clairement. Il se peut que certains paysans enrichis par la révolution rechignent à l'avenir à abandonner leur droit de propriété. Il faudra organiser un travail politique intense et de longue durée.

Un changement inéluctable

La construction du socialisme rend ce nouveau changement inéluctable. Comment et à quel rythme les autorités comptent-elles le provoquer ? L'expérience de la réforme de 1956 au Nord, et de la réforme engendrée par des méthodes similaires, ne sans doute pas été oubliée. « Le problème, c'est de convaincre les masses qu'elles y gagneront », nous affirme un responsable politique. Il ajoute : « Nous ne ferons la collectivisation que si cela accroît la production. Cela se fera en fonction des réalités et des conditions locales, et du niveau de conscience politique. Nous collectiviserons au fur et à mesure, en souplesse. Nous ne voulons pas imposer un système socialiste uniforme partout. » De fait, les différentes régions ou provinces, autonomes depuis la « libération », en l'attente de la formation d'un gouvernement réuni, font parfois montre d'initiatives originales.

D'autre part, tandis qu'une partie des forces armées se livre à des travaux de défrichement ou à de grands travaux hydrauliques notamment, les autorités ont créé dans tout le pays des « nouvelles zones économiques » pour accueillir la population quittant les villes pour les campagnes. Les familles reçoivent des lopins de terre et on les encourage à s'entraider.

Le but des responsables est avant tout d'assurer l'autosuffisance alimentaire du Sud, et de fournir autant que possible des matières premières aux usines, qui en ont tant besoin. Dans un second stade, il faudra produire un surplus destiné à l'exportation, source des devises. C'est de milliers de villages comme Nui-Quy, et de millions de paysans comme Hai Trang que dépend en fait l'avenir du sud du Vietnam.

PATRICE DE BEER.

Bangladesh

Une équipée sans gloire

Le roi Hassan a fait un disciple, au Bangladesh. Sans doute inspiré par le succès de la « marche verte » vers l'ancien Sahara espagnol, M. Bhasani, nomade algérien, a été porté aux coups d'éclat et dont l'hostilité à l'égard de l'Inde est aujourd'hui plus virulente que les ambitions révolutionnaires, a lancé il y a quelques jours une marche « pacifique » vers l'Inde, première étape d'une campagne de protestation contre l'attitude de New-Delhi dans l'affaire du partage des eaux du Gange (le Monde des 9-10, 11 et 13 mai).

Le Bangladesh dénonce avec fracas depuis trois mois les concessions pour son territoire de la mise en service du barrage de Farakka, situé en territoire indien, sur le grand fleuve asiatique, qui est entré en service pour les Bengalis, que pour les Indiens. Aussi bien les autorités de Dacca ne se sont-elles pas opposées, en dépit des interdictions qui, sous le régime de la loi martiale en vigueur, frappent toute manifestation politique, à l'initiative du vieux dirigeant islamogauchiste. N'était-ce pas l'occasion d'attirer à nouveau l'attention de l'opinion internationale ? L'Inde a fait mine de prendre « très au sérieux » la marche protestataire et a mobilisé ses forces armées le long de la frontière.

M. Bhasani tire une grande partie de son prestige du fait qu'il est un musulman, un prêtre, vénéré comme un saint par les paysans de sa région. A plus de quatre-vingt-dix ans, il conserve une vitalité et une flamme déconcertantes. Mais nombre de ses ultimatums, de ses mises en garde, de ses initiatives spectaculaires, ont avorté. Et c'est encore le cas avec la marche vers l'Inde. Certes, on peut penser que le jeune régime de Dacca ne se serait pas aventuré à laisser franchir la frontière. M. Bhasani a dû rap-

Le gouvernement et le patronat japonais sont déterminés à participer à la reconstruction du pays

De notre correspondant

Tokyo. — Une importante mission de la Fédération du patronat japonais, le Keidanren, va se rendre prochainement à Hanoi. Patronnée par le gouvernement, en accord avec celui de la République démocratique du Vietnam, elle marquera l'ouverture de relations actives entre le Japon et le Vietnam, qu'a préparées la récente reprise des rapports diplomatiques entre les deux pays.

On a dit, ces temps derniers, que la politique extérieure japonaise était paralysée par l'affaire Lockheed et la confusion qui en est résultée sur le plan intérieur. Il y a au moins à cela une exception, et c'est au Vietnam, où la politique nipponne va nettement de l'avant. Cette avance est d'autant plus remarquable qu'elle se produit, selon toute apparence, à l'insu du gouvernement de Hanoi, et que le Japon prend ici de larges distances par rapport à la politique américaine.

Les Etats-Unis ne sont pas encore dépourvus d'une attitude d'immobilité hostile envers leurs récents ennemis. Ils ont fait pression sur le Japon, notamment au printemps de 1975, pour que sa politique reste alignée sur la leur dans cette région, en lui reprochant d'aller trop vite et d'être trop conciliant avec le Vietnam communiste. Le Japon a passé outre, à partir de l'automne de 1975.

Tokyo s'est d'abord engagé à fournir à Hanoi une aide gratuite de 8 milliards de yens pour l'année financière 1975-1976. S'ajoutant à une promesse antérieure de 5 milliards, cela fait au total l'équivalent d'environ 195 millions de francs. Le mot de réparations n'est pas prononcé, mais en fait c'est de cela qu'il s'agit pour le Vietnam du Nord, le Vietnam du Sud ayant déjà reçu du Japon, au titre de réparations pour la guerre qu'il a perdue en 1945, une vingtaine de milliards de yens entre 1960 et 1974. Ce règlement financier a ouvert la voie à la normalisation diplomatique. En septembre 1975, Tokyo a officiellement reconnu la République démocratique du Vietnam. En octobre, il a inauguré une mission gouvernementale japonaise s'est rendue à Hanoi. Elle était dirigée par M. Kensuke Arita, vice-ministre des affaires étrangères, qui est le troisième personnage japonais à visiter officiellement le Vietnam. Il a eu des entretiens très satisfaisants, indique-t-on, avec les dirigeants vietnamiens, qui se sont

montrés soucieux de pousser les discussions à fond, avec un grand réalisme et une volonté d'arriver à des résultats concrets. On se félicite donc à Tokyo de voir les choses avancer plus vite qu'on n'avait pu l'espérer.

Le Japon souhaite que ses relations avec le Vietnam réunifié soient un pilier de sa politique en Asie du Sud-Est, un deuxième pilier, étant constitué par ses relations avec l'Association des nations du Sud-Est asiatique (ASEAN).

Une mission pétrolière japonaise est allée à Hanoi en mars. Elle a trouvé les Vietnamiens bien disposés à accepter la coopération du Japon pour la prospection et l'exploitation des gisements sous-marins, et favorables en général dans ce secteur. Il y a eu aussi, dans ce secteur, la coopération des pays du monde non communiste. Hanoi préfère cela, apparemment, à un appel aux spécialistes russes ou chinois, qui pourrait les mêler à la querelle entre Moscou et Pékin. Les concessions pétrolières que le Japon avait obtenues avant 1975 du Vietnam du Sud vont donc probablement être accordées sur la base d'accords nouveaux.

Hanoi accepte aussi que la France soit de la partie, en association avec le Japon, et n'exclut pas la participation d'une firme américaine.

Le Japon avait été déçu d'être laissé complètement à l'écart de la conférence de Paris sur le Vietnam. Il se rattrape aujourd'hui en étant le premier à apporter sa participation à l'effort économique qu'entreprend Hanoi. Un institut japonais de recherches économiques a calculé, quand la guerre durait encore, que la reconstruction du Vietnam pourrait coûter entre 12 et 15 milliards de dollars, dont 2 milliards à l'Inde et 3 milliards seraient dépensés au Japon. Il est à noter enfin que le Japon affirme son désir de ne pas faire cavalier seul : il souhaite que, dans la mesure du possible, sa collaboration soit concertée avec celle d'autres pays et passe par des organisations internationales.

ROBERT GUILLAIN.

SERIE NOIRE SUPER NOIRE

MAI 1976

NELSON DE MILLE
Haro sur les sorcières !

MARK Mc SHANE
Les flocons de sang

ROBERT DESTANQUE
Aveugle, que veux-tu ?

EUROPE

Espagne

En voyage officiel dans les Asturies

LE ROI JUAN CARLOS DÉCLARE QUE L'UNITÉ DOIT ÊTRE « FONDÉE SUR LA LIBERTÉ ET L'ÉGALITÉ POUR TOUS »

Oviedo (Reuter). — En visite dans les Asturies, le roi Juan Carlos a lancé, mardi 18 mai, un appel à l'unité de l'Espagne, « fondée sur la liberté et l'égalité pour tous ».

Dans cette province où Franco n'avait jamais effectué de déplacement officiel, le jeune roi a reçu un accueil chaleureux de la population à prédominance ouvrière. On y conserve encore le souvenir de la brutalité avec laquelle le général Franco, alors chef d'état-major de l'armée, avait réprimé en 1934 une révolte des mineurs : il avait ordonné l'exécution de deux milliers d'entre eux. Devenu chef d'État, il ne réussit jamais à y faire cesser une agitation sociale persistante.

Frère de cette ville s'est déroulée au huitième siècle une bataille qui marqua le départ de la reconquête par les chrétiens de l'Espagne occupée par les Maures. Une statue de bronze de Pelayo, le chef wisigoth qui avait fait subir aux Maures leur première défaite, se dresse sur la place, devant la basilique de Covadonga, où le roi Juan Carlos a pris la parole. « L'unité de l'Espagne suppose la liberté et l'unité de tous ses composants », a déclaré le souverain.

Seule note contestataire remarquée : deux pancartes portées au

milieu de la foule réclamaient la réouverture des puits de mine et la création de nouveaux emplois. À Oviedo, le président du conseil de la province, a demandé au roi d'accepter pour son fils, Felipe, sept ans, le titre de prince des Asturies traditionnellement sous la monarchie, le prince héritier d'Espagne a toujours porté le titre de prince des Asturies. Le roi a déclaré que l'acceptation officielle du titre pour son fils interviendrait bientôt. Des problèmes de succession non encore réglés l'empêchent pour le moment. Don Juan, le père du roi, n'a pas encore renoncé publiquement à ses droits.

● Traité américano-espagnol

— La commission des affaires étrangères du Sénat américain a approuvé, mardi 18 mai, par 101 voix contre 2, le nouveau traité américano-espagnol donnant aux États-Unis l'assurance de pouvoir utiliser des bases militaires en Espagne au cours des cinq prochaines années et prévoyant une aide américaine à l'Espagne de près de 1,3 milliard de dollars.

La résolution de la commission doit encore être approuvée par le Sénat à la majorité des deux tiers.

Italie

Le général Miceli entre en campagne aux côtés du M.S.I.

De notre correspondant

Rome. — Pour ouvrir sa campagne électorale, le Mouvement social italien (M.S.I.) avait l'intention, mardi 18 mai, une splendide villa sur les hauteurs de Rome. Dans le salon lambrissé au fond du parc, son secrétaire général, M. Giorgio Almirante, devait se soumettre pendant plus de deux heures aux questions des journalistes. Il les voulait « méchantes ». Elles le furent en partie, mais pas toutes à son adresse. La vedette était, en effet, le général Vito Miceli, ancien chef des services secrets, qui, à la surprise générale, brigue un poste de député à Rome et en Sicile sur la liste de la formation d'extrême droite, laquelle compte cinquante-six députés (sur six cent trente).

M. Almirante n'avait pas à s'inquiéter d'une telle concurrence. C'est lui personnellement, et en secret, qui s'était acquis l'adhésion du général. Le bénéfice de l'opération lui revenait en tout cas. Succès non négligeable pour un homme accusé parfois de mollesse au sein de son parti. La candidature du général Miceli n'a cependant pas pour lui que des avantages : plusieurs dirigeants du M.S.I. s'étonnent en privé qu'on ait fait appel au plus suspect des militaires, celui que la magistrature poursuit pour complicité dans des actions subversives, et même une tentative de coup d'État.

N'y a-t-il pas déjà assez de députés du M.S.I. pour lesquels

une demande de levée d'immunité parlementaire est formulée ? Pour désamorcer les critiques, M. Almirante compte sur trois facteurs : ses effets oratoires, son élégance vestimentaire et la médiocrité de son entourage. Il sait faire l'unanimité autour de lui par de violentes attaques contre les autres formations politiques, exprimées sur le ton le plus doucereux. Voilà un homme qui s'excuse presque, demande pitié et compréhension à « ses chers collègues » (les journalistes) avant de ridiculiser féroce un magistrat gauchisant ou un ministre démocrate-chrétien. Il tronque, déforme les noms, devient même vulgaire : et ses amis boivent du petit lait.

Fasciste, M. Almirante ? Il lève les bras au ciel, dans un geste de désespoir. Combien de fois devra-t-il répéter que le fascisme appartient au passé, que ce régime a eu ses défauts, ses qualités aussi, mais que trente ans se sont écoulés. Parions plutôt de choses sérieuses, urgentes, dramatiques. « Il faut sortir l'Italie de la crise économique et morale qu'elle traverse, la sauver du péril communiste car, s'il y a une menace de coup d'État, c'est de ce côté qu'elle se trouve. (...) L'unité, quel geste est le geste communiste, il ne se réalise pas brutalement avec des blindés,

mais par des accords trompeurs, et, parallèlement, par un renouveau des services d'information militaires. »

Qui, mieux que le général Miceli, pourrait le confirmer ? Tous les regards sont tournés maintenant vers l'homme qui, d'octobre 1970 à juillet 1974, dirigeait le service de contre-espionnage italien (S.I.D.). Plutôt rond, presque chauve, le visage tremblant un peu — d'émotion ou de colère ? — ce général sexagénaire a un ton menaçant. « Ce n'est certes pas de gaieté de cœur, dit-il, que je me présente aux élections, mais le moment est grave pour notre pays. Nous nous trouvons en face de communistes qui minent l'État avec le concours d'autres forces politiques. Il faut démasquer les intentions réelles de Moscou, dont la détermination n'est pas une pacification mais un bouleversement forcé. » Parlant

des élections du 30 juin, le général précise : « C'est l'ultime bataille démocratique. Je suis militaire. Je sens que nous ne pouvons pas nous permettre de la perdre. » Pourquoi ce général, qui fut par sa fonction l'un des hommes les plus puissants du régime démocrate-chrétien, se présente-t-il comme indépendant sur les listes du M.S.I. ? « Parce que, répond-il, c'est l'un des partis démocratiques de notre pays ; un parti qui a combattu avec courage et sans ambiguïté pour défendre les intérêts et les valeurs de l'Italie. » Il est vrai que le M.S.I. fut le seul parti à la défendre, depuis que des forces obscures cherchent à le « diffamer » et à diffamer l'État avec lui : lors de son insurrection pour la conquête politique (23 octobre 1974), son arrestation pour tentative d'insurrection armée (31 octobre 1974), son incrimination pour simple complicité (7 janvier 1975) et sa libération (10 avril de la même année).

La question la plus intéressante était de savoir pourquoi l'ancien chef des services secrets, victime d'accusations qui lui ont valu six mois de prison, veut entrer au Parlement. La réponse a été suggérée très clairement : parce que le général Miceli entend parler, et qu'il préfère le faire de la tribune de la Chambre plutôt que du banc des accusés. « Au Parlement, dit-il, je présenterai les aspects les plus délicats de cette affaire, surtout ceux qui regardent la sécurité de l'État. »

Il n'y a plus qu'à attendre, car le général Miceli — placé en troisième place sur la liste du M.S.I. à Rome — est pratiquement sûr d'être élu.

ROBERT SOLÉ



(Dessin de KONK.)

M. THORN SUGGÈRE QUE LA C.E.E. LANCE UN « PLAN MARSHALL » POUR L'ITALIE

Les milieux officiels britanniques estiment que la participation éventuelle des communistes au futur gouvernement italien pourrait amener l'OTAN et la C.E.E. à reconsidérer le rôle de l'Italie dans ces deux organisations. Indiquant-on mardi 18 mai de source compétente.

Il ne s'agit, assure-t-on, que d'une hypothèse, mais on s'attend qu'elle sera discutée par certains ministres des affaires étrangères, dont M. Anthony Crosland, le nouveau secrétaire au Foreign Office, en marge de la réunion du conseil de l'OTAN, les 20 et 21 mai, à Oslo.

Cependant, le Foreign Office a démenti une information du Financial Times selon laquelle un « document » sur ce problème aurait été préparé par ses services pour être utilisé par les ministres britanniques dans les discours qu'ils prononceraient avant les élections italiennes du 30 juin.

De son côté, M. Gaston Thorn, premier ministre du Luxembourg et président en exercice du conseil des ministres de la Communauté européenne, a déclaré le 18 mai dans une interview à la radio qu'il ne faut pas se précipiter à la participation des communistes italiens au gouvernement de leur pays ne favoriserait en rien l'unité européenne. Il estime que le Marché commun, comme l'OTAN, se heurterait alors à des difficultés.

M. Thorn a ajouté que les huit autres pays membres de la C.E.E. devraient accorder davantage d'aide à l'Italie, selon la forme d'un nouveau « plan Marshall », pour l'aider à surmonter ses difficultés économiques actuelles. — (A.F.P., Reuter.)

Union soviétique

L'HISTORIEN UKRAÏNIEN VALENTIN MOROZ RISQUE UN INTERNEMENT PSYCHIATRIQUE

Moscou (Reuter, A.F.P.). — L'historien dissident ukrainien Valentin Moroz a été transféré à l'Institut de psychiatrie légale Serbsky de Moscou, après avoir passé six ans dans la prison de Vladimir, à l'est de Moscou, a déclaré mardi 18 mai, au cours d'une conférence de presse, son épouse, Mme Elena Moroz.

M. Moroz, qui est âgé de trente-neuf ans, avait été condamné, en 1970, à six ans de prison, trois ans de camp de travail et cinq ans d'exil à l'intérieur du territoire soviétique pour « nationalisme ukrainien ». Son temps de prison à Vladimir devait être terminé le 1er juin. Mme Moroz a déclaré à des journalistes occidentaux qu'elle avait été informée par le service médical du ministère de l'intérieur du transfert de son mari à l'Institut Serbsky. Plusieurs dissidents de premier plan sont passés par cet institut avant d'être envoyés dans des hôpitaux psychiatriques.

Le transfert de M. Moroz, dont la santé mentale n'a pas précédemment été mise en question, pourrait signifier son entrée prochaine, pour une durée indéterminée, dans un hôpital psychiatrique et non dans un camp de travail.

D'autre part, le groupe récemment formé « pour l'extension des accords d'extraterritorialité en U.R.S.S. », a accompli son premier acte politique mardi en adressant à des ambassades étrangères, à Moscou, un appel en faveur de Mustafa Djemilov, un Tatar de trente-trois ans, qui a été passé huit ans en prison et qui a été condamné, le mois dernier, à Omsk, à deux ans et demi de travaux forcés dans un camp à régime sévère. M. Djemilov avait milité très activement en faveur du droit pour les Tatars de Crimée, exilés en Sibérie par Staline en 1944 et réhabilités après la guerre, de revenir dans leur pays.

Par ailleurs, apprenait-on mardi, M. Vladimir Boukovski, auteur du livre « Une nouvelle maladie mentale en U.R.S.S. : l'opposition » fait actuellement une grève de la faim dans la prison où il est interné, à 158 kilomètres de Moscou. M. Boukovski, qui avait refusé le travail, obligeait au début de l'année, entend ainsi protester contre la décision des autorités de la prison de le mettre au secret.

Une information vieille d'un mois est une information morte.



Un exemple d'information vivante : la passation des écritures en toute sécurité devient possible par le double contrôle de l'écran et du plan comptable enregistré dans l'ordinateur. Par ailleurs, le comptable peut demander l'édition de la balance ou le détail d'un compte client sur un terminal-imprimante associé.

La décision est prise. Il n'y a plus de transcriptions, sources de perte de temps et d'erreurs. C'est direct, instantané et vérifiable sur l'écran par l'émetteur lui-même. Le télétraitement confère donc à l'information la plus grande sûreté et la plus grande actualité possibles.

Il réduit considérablement le volume du papier à lire et à classer. Il permet une gestion dynamique.

Avec l'IBM 3, le télétraitement est accessible aux entreprises petites et moyennes. Il est simple à mettre en œuvre et d'un prix raisonnable. L'utilisateur n'a pas besoin d'être un spécialiste. Si vous grandissez, l'IBM 3 grandira avec vous. Car, évolutif, il sait s'adapter sans changement de programmes, sans modification des habitudes.

Mis en œuvre et constamment perfectionné depuis 6 ans, l'IBM 3 est largement éprouvé. De très nombreuses entreprises lui ont accordé leur confiance. Il ne fait courir aucune aventure à ses utilisateurs.

Au contraire, il les fait profiter d'une expérience acquise jour après jour, tâche après tâche, dans un monde concret.

Le vôtre.

IBM

Évitez l'aventure.

Le télétraitement : c'est tellement plus simple avec l'IBM 3.

IBM - Division des Systèmes de Grande Diffusion :

PARIS et région parisienne : M. Locsin
Tour Générale, Quartier Villon, 92800 Puteaux.
Tél : (1) 776.92.96
BORDEAUX (Mauges, Pau, Toulouse) - M. Ferré
331, bd du Président Wilson, 33200 Bordeaux.
Tél : (56) 08.84.85
LILLE (Amiens, Caen, Calais, Rouen, Valenciennes)
M. Boulet, 250, av. de la République, B.P. 3219.
59019 La Madeleine, Tél : (20) 51.92.54

LYON-ECULLY (Annecy, Besançon, Clermont-Ferrand, Dijon, Grenoble, St-Etienne, Valence) - M. Du Puy de La Tour
21, chemin de la Sauvagerie, B.P. 15,
69130 Ecullly, Tél : (78) 33.81.70
MARSEILLE (Ajaccio, Avignon, Montpellier, Nice, Nîmes, Perpignan, Toulon) - M. Stern
2, bd de Gabès, 13295 Marseille Cédex 2.
Tél : (91) 75.07.27

NANTES (Angers, Brest, Le Mans, Niort, Orléans, Rennes, Tours) - M. Villette
14, av. de la Libération,
44230 St-Sébastien-sur-Loire.
Tél : (40) 75.47.75
STRASBOURG (Metz, Mulhouse, Nancy, Reims, Troyes) - M. Franck
16, rue de Leicester, 67084 Strasbourg Cédex.
Tél : (88) 61.48.15

HERRING DAW RECHERCHE DES BUREAUX POUR SES INVESTISSEURS

Immeubles de rapport et opérations immobilières à monter. Paris et Région Parisienne. Étude rapide et confidentielle.

Herring Daw
Consultant Immobilier International

63 rue Pierre Charron,
75008 Paris - Tél. 660961

256.07.61

Portage
Le parti communiste présente
à l'élection prési

stop au
Portenseigne vous
la sécurité

portenzo
Département de la Seine-Saint-Denis
93100 La Courneuve

حکومت اسلامی

(De notre correspondant.

pour la pérennité de la coalition dans laquelle le président Kekkonen veut maintenir à tout prix les communistes. — G. G.

De notre correspondant

De notre correspondant

« l'application et la défense de la Constitution »,

« Le P.C.P., poursuit la déclai-

M. Otavio Palo est un vieux

re du secrétariat et de la commission exécutive du comité central. Il assurait, en outre, la direction du journal

● M. JOHAN RUSSOW, le di-

● **M. JOHAN RUSSOW**, le diplomate sud-africain qui aurait cherché à se procurer un film pornographique afin de discréditer un homme politique britannique, a été rappelé à Pretoria, a annoncé mardi soir 18 mai à Londres un porte-parole de l'ambassade d'Afrique du Sud. — (A.F.P.)

L'HISTORIEN UKRAÏN
VALENTIN MORO
RISQUE UN INTERV
PSYCHIATRIQUE

Moscou (R. I. P. 172).
torien dissident ukrainien.
Moroz a été transféré à l'hôpital
psychiatrique de la capitale, après
avoir passé six mois en prison.
Moscou, a déclaré mardi 11
au cours d'une conférence de
presse, son épouse, Mme Elena
Moroz, qui a été libérée
après six ans de prison.
1970, à six ans de prison
de camp, et a été libérée
d'après la déclaration de son

soviétique pour le moment
absolu. Son temps de promi-
disme devait être terminé le 1er

Mme Stroz a déclaré :
malles occidentales qu'elle
informée par le service de
ambassade de l'interieur de

de son mari à l'Institut de
Plusieurs incidents de pro-
sont passés par ces usages

psychiatriques

la santé mentale est par
ment est une de ces choses
signifier un autre proche
une autre intervention la

D'autre part, le groupe met

formé a pour l'élection
d'Helmi en l'absence de
son premier vote pollux:

Étranger, à l'Union RG
L'œuvre de M. de B.
Tous les Français ont le

passé sans que en même
été continué. Je n'ai pu
Ouvrir, à deux ans de date

aux forces de l'Armée
libre. 31. D'après les
actuellement en faveur de
les Tjans de l'Armée

Sibérie par Staline en 1945.
Bébé après la guerre.
dans leur pays.

Par ailleurs, apprenant
M. Vladimir D. Chornov, se
trouvant à une nouvelle adresse

Lettre à l'Assemblée
Lettre en C.F.S.
actuellement une fois
dans la zone de

130 kilomètres de
Korski, qui avait refusé de
obligatoire au début de
l'année. Mais, pendant de

de la mesure de la

RECHERCHE

LES INVESTISSEMENTS


Region Parisienne
confidentielle.

Date:

g Daw

0761

256.01.01



1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 2679, 2680, 26

[REDACTED]

1000

GUERRE ET RÉPRESSION

Le droit international humanitaire en question

La troisième session de la Conférence diplomatique sur le droit international humanitaire, dont l'objectif est la modernisation des quatre conventions de Genève de 1949 sur la protection des victimes des guerres, poursuit actuellement ses travaux à Genève avec la participation des représentants de cent vingt pays. Au cours des précédentes sessions, en 1974 et 1975, ceux-ci se sont opposés publiquement sur les problèmes politiques (celui du Vietnam surtout), mais ils ont ébauché discrètement

la codification de certaines règles humanitaires. La moitié de ces règles, parmi lesquelles figurent notamment l'interdiction de bombardement et l'introduction du « concept de lutte armée contre une domination coloniale et une occupation étrangère et contre les régimes racistes dans le cadre de l'exercice du droit des peuples à l'autodétermination », ont été adoptées durant la deuxième session. Les principales questions que s'efforce de régler l'actuelle conférence qui doit se

terminer le 11 juin portent sur la prévention des violations de la convention, la recherche des disparus et des morts, l'extension du statut de prisonnier de guerre aux guérilleros et l'interdiction des représailles dans les cas de guerre civile.

Ci-dessous, M. Thai Quang Trung exprime ses craintes que les travaux actuellement poursuivis à Genève ne soient pas suffisamment inspirés par les exigences humanitaires et par les préoccupations de la plupart des pays du tiers-monde.

par THAI QUANG TRUNG (*)

Au-delà des controverses byzantines entre experts militaires et juristes, le vrai débat qui anime actuellement la troisième session de la Conférence diplomatique sur le droit international humanitaire est en définitive celui de l'application concrète de ce droit. Nous avons tous en mémoire la tragique expérience du conflit au Vietnam. Le droit y fut impuissant. Sous nos yeux révoltés, de nombreux conflits armés à travers le monde continuent à évoluer en dehors de toute réglementation effective. La faiblesse du droit, c'est essentiellement son retard sur les faits. Les guerres ont changé de nature et le droit humanitaire repose toujours sur des concepts classiques des guerres conventionnelles. Lorsque ce re-

tard renforce l'injustice dans une situation conflictuelle, le droit perd alors sa fonction, sinon sa raison d'être.

Sauver les populations civiles

La guerre fait, de nos jours, plus de victimes civiles que de victimes appartenant aux forces combattantes : 45 % durant la première guerre mondiale, 50 % durant la seconde, 60 % durant la guerre de Corée, et 80 % est reconnu qu'au Vietnam 70 % des personnes « mises hors de combat » étaient des civils (1). Cette progression est due essentiellement au phénomène de la totalisation de la guerre.

En effet, les guerres sont devenues de plus en plus totales dans leur logique et leurs manifestations. La guerre civile et la guerre urbaine, avec l'intégration forcée des populations civiles dans la dialectique du combat, la démultiplication des moyens de nuire et la guerre aérienne effaçant l'échelle entre zones d'opérations et zones protégées. Sur un théâtre mobile, le front n'est plus souvent ni devant ni derrière. Il peut éclater tout instant de l'intérieur. D'autre part, de nouvelles catégories de personnes relevant plus des forces paramilitaires que des troupes régulières participent au conflit. Ce qui entraîne inévitablement un élargissement de la notion d'objectifs militaires. En fait, rien n'est plus barbare ni plus contraire au principe d'humanité que la pratique du massacre à volonté combinée avec celle du transfert forcé de la population civile. C'est ce qui se trouve être les premières victimes.

Selon la déclaration de Saint-Petersbourg de 1864, l'immunité de la population civile est garantie en raison de son caractère

inoffensif et de son statut de non-combattant. Pour la protéger de l'arbitraire des belligérants, l'article 28 de la IV^e convention de Genève de 1949 interdit l'usage tactique de la population civile dans la conduite des hostilités. Or, faut-il admettre que cette protection cesse dès lors que la population civile remplit indirectement une fonction politico-militaire et cesse par là d'être inoffensive ? Faut-il alors admettre que l'intégration de la population civile à la guerre de résistance constitue ce que le droit des conflits armés appelle « des actes de guerre risqués qui exposent la population civile à la réaction vaine de l'occupant » ?

L'admettre semble être dans la logique du droit des conflits armés. Mais cela ne pouvait conduire qu'à des conséquences absurdes. Car ce serait en définitive légitimer certaines pratiques militaires, notamment celles des zones de feu à volonté ou de massacre à volonté. Ce serait aussi admettre la légitimité de la politique de transfert forcé des populations civiles. C'est ce qui se trouve être les premières victimes.

La réaffirmation des règles fondamentales

Sauver les populations civiles représente donc la tâche la plus urgente. Il convient tout d'abord de cerner juridiquement la notion de population civile de la manière la plus extensive possible. Ainsi, le second rapport du secrétaire général des Nations unies sur le respect des droits de l'homme en période de conflits armés propose de reconnaître « comme personne civile toute personne qui ne prend pas part aux hostilités et qui ne se sert pas d'armes pour le compte de l'une ou de l'autre partie au conflit. Sont protégés en tant que civils ceux qui n'ont que des liens familiaux et sociaux avec les combattants de la liberté et ceux qui expriment spontanément des opinions favorables à l'une ou l'autre partie au conflit ». En citant de manière limitative les personnes qui ne seraient pas considérées comme personnes civiles, le rapport ajoute que « la population civile peut être trouvée à une certaine distance du lieu du combat, mais risque malgré tout de se trouver soudain dans une zone de combat élargie et mouvante » (3).

Enfin, l'article 35 du protocole II additionnel aux conventions de Genève de 1949 spécifie

même que « la présence au sein de la population civile de personnes isolées ne répondant pas à la définition de personnes civiles ne prive pas cette population de sa qualité » (4).

Il s'agit ensuite de réaffirmer et d'annoncer certaines règles fondamentales visant la protection des populations civiles. La résolution 1444 (XIV) de l'Assemblée générale des Nations unies affirme qu'il « est interdit de lancer des attaques contre la population civile en tant que telle ». La résolution 1444 (XIV) de l'Assemblée générale des Nations unies affirme qu'il « est interdit de lancer des attaques contre la population civile en tant que telle ». La résolution 1444 (XIV) de l'Assemblée générale des Nations unies affirme qu'il « est interdit de lancer des attaques contre la population civile en tant que telle ».

Protéger les combattants de la liberté

Alors que le droit international a, depuis longtemps, reconnu la légitimité des luttes armées par lesquelles les peuples exercent leur droit à disposer d'eux-mêmes, tel qu'il est garanti par la charte des Nations unies et consacré par la résolution 2621 (XXV) de l'Assemblée générale, les combattants de la liberté ne se voient pas encore assurer la protection humanitaire. Les gouvernements établis tentent souvent, par un système de classification arbitraire, de supprimer la distinction juridique entre prisonniers de guerre et détenus civils, entre prisonniers politiques et détenus de droit commun, afin de faire perdre à ces derniers le statut de combattants de la liberté. Les guérilleros sont considérés comme les « Jésuites de la guerre », placés en dehors du droit.

Il est devenu nécessaire de reconsidérer le droit en vigueur qui frappe les combattants de la liberté d'une grave discrimination. Ainsi, l'ensemble des experts consultés par le C.I.C.R. se sont

prononcés pour une révision des conditions d'accès à l'application de la III^e convention de Genève de 1949 auxquelles le droit des conflits armés subordonne la protection des combattants des irréguliers. Dans une nouvelle optique, le C.I.C.R. a proposé dans les protocoles additionnels un article interprétant aux conditions d'accès à la III^e convention de Genève de 1949 des critères de protection humanitaire à une nouvelle catégorie de prisonniers de guerre, membre des mouvements organisés de résistance tombés au pouvoir de l'ennemi. Pour être effectif, cet article doit couvrir les nombreux combattants de la liberté détenus quelque part les détenus civils et livrés à l'arbitraire du gouvernement détenteur.

La reconsidération du droit humanitaire est d'autant plus nécessaire que la politique dite du paysan-soldat est largement pratiquée par les mouvements de libération nationale. Cette politique, qui vise d'une part à réaliser le précepte du « poison dans

l'eau » et d'autre part à couvrir les combattants militaires et les tâches économiques, détruit en effet la distinction fondamentale entre combattants et civils. Ainsi en 1969, le P.L.V. du Vietnam du Sud fit-il justement savoir au C.I.C.R. que « les conventions de Genève de 1949 contiennent des dispositions qui ne correspondent ni à l'organisation de ses troupes, ni à son action » (5). Cependant, comme l'a bien conclu le protes-

Bannir la guerre technologique

Si la guérilla est certes un défi au droit, elle contribue néanmoins à son renouvellement. Au contraire, la guerre technologique qui, dans la situation vietnamienne, était indissolublement liée à la guerre populaire, en constitue un défi majeur. La guerre technologique, de par sa nature même, condamne toute réglementation à n'être qu'un leurre. En effet, comment réglementer des armes qui légitiment la guerre totale.

Dans le passé, des interdictions ou limitations expresses de l'emploi de certaines armes ont été imposées par trois raisons : d'abord, le souci d'éviter de « causer des maux superflus », ensuite celui d'éviter des effets produits sans discrimination, et enfin celui d'interdire la perfidie et la trahison. Or, le souci d'éviter de causer des souffrances inutiles justifiait-il le largage stratégique de bombes sur des zones de population civile ? D'autre part, si toutes les armes peuvent être utilisées sans discrimination, certaines ne peuvent être dirigées contre des objectifs militaires. Les produits chimiques et les défoliants déversés au Vietnam par dizaines de milliers de tonnes faisaient-ils, à la différence des microbes, la distinction entre combattants et civils ?

Enfin, du point de vue des effets, les armes utilisées par les guérilleros vietnamiens ou les bombes anti-personnel à fragmentation inventées par les Américains, lequel relève-t-il de la trahison et de la perfidie ? Il est évident que la guerre technologique, au sens strict, n'est pas un acte de guerre. Elle est une arme de la dernière version, la guerre géographique, a provoqué des ruptures de dignité au Nord-Vietnam en 1971 ou des fondations à contresaison au Centre-Vietnam en 1972, rend complètement illusoire toute réglementation juridique.

Il est donc impératif de réaffirmer le principe de base du droit international humanitaire : le Règlement de la Haye de 1864 formule en ces termes : « Les belligérants n'ont pas un droit illimité quant aux choix des moyens de nuire à l'ennemi. » Il faut absolument interdire les armes et les méthodes de combat qui relèvent de la guerre totale.

Un des fondements du droit international humanitaire, et qui détermine son application concrète, est l'égalité des belligérants. L'observation égale des règles humanitaires ne doit ni

avantager ni désavantager l'une des parties au conflit. Or, comment assurer l'égalité entre « la guérilla et l'éléphant », surtout lorsque la guérilla dans le combat dissymétrique profite à l'adversaire aux moyens de nuire illimités, lorsque le risque de violation peut être tenu par le risque de représailles, le plus faible ne pouvant porter la guerre chez le puissant. Ce serait alors une injustice criante que d'imposer une égalité de traitement entre les puissances qui bénéficient dans leur entreprise d'agression de l'avance industrielle et technologique et les mouvements de libération nationale qui seraient obligés, de par le droit en vigueur, de recourir à des moyens et méthodes qui les voueraient au suicide. Si le *ius in bello* ne saurait faire la distinction entre agresseur et victime, l'égalité de traitement doit au moins être fondée sur une réciprocité réelle pour pouvoir servir de base aux traitements humanitaires.

Le Vietnam ne fut certes qu'un cas limite. En révélant l'impuissance du droit, il aurait néanmoins beaucoup servi à son renouvellement. Cependant, il ne semble pas qu'on ait tiré toutes les leçons de cette tragique expérience.

(1) Conférence diplomatique sur la réaffirmation et le développement du droit international humanitaire, première session, C.I.C.R. ODDH/55 14, page 137.
(2) Edward R. Herman, *Atrocities in Vietnam, Myth and Reality*, Boston, Plenum Press, 1970, p. 61.
(3) Résolution 1444 (XIV) de l'Assemblée générale des Nations unies, A/2621, pages 18 et suivantes.
(4) Note d'information du C.I.C.R. sur le Vietnam, RICH, août 1969, pages 339 et suivantes.
(5) Jacques Freymond, *Légitimité à la violence*, Genève, L'Harmattan, 1972, page 22.

Libres opinions

Crimes en Uruguay

par ALFRED KASTLER (*)

DES hôpitaux psychiatriques de l'U.R.S.S. aux prisons de l'Amérique latine, les droits élémentaires de la personne humaine sont violés. Des gouvernements signataires de la Déclaration universelle des droits de l'homme les transgressent cyniquement leurs engagements, les autres se taisent pudiquement, liés par leurs servitudes économiques.

C'est à l'opinion publique qu'il appartient de dénoncer les crimes. Il ne faut pas se taire !

Une nouvelle suite de faits tragiques et troublants vient de se produire en Uruguay, faits que nous ne pouvons laisser passer sans le prétexte que le pays est parfois peu ou mal connu. Car, hélas, ce qui s'y passe n'est pas l'apanage de ce seul pays dont on se souvient qu'il a eu le renom de « Suisse de l'Amérique latine ».

Depuis l'installation des militaires au pouvoir en 1973, la dissolution du Parlement en juin de cette même année et la mise en place d'un « Conseil de sécurité nationale », la liste serait longue de toutes les violations systématiques des droits de l'homme en Uruguay. Les faits suivants, déjà relatés dans le *Monde* du 7 mai, en sont la plus récente illustration.

Le 28 mars 1976, sont arrêtés, alors qu'ils revenaient en Uruguay, après le coup d'Etat du 23 mars en Argentine, Ricardo Gil, professeur d'économie politique à l'université de Montevideo ; Elida Alvarez, mère de deux enfants, déjà torturée en 1974 lors de l'arrestation de son mari ; Luis Ferreira, militant syndical très connu. Début avril, à Buenos-Aires sont arrêtés Ary Cabrera, militant du syndicat des employés de banque en Uruguay, et Teiba Petronila Juarez, militante du syndicat des étudiants. Le 22 avril, les journaux d'Argentine et d'Uruguay rapportent la découverte du cadavre de Teiba Petronila Juarez, criblé de balles. Le lendemain, le journal uruguayen *El País* titre sur la découverte de trois cadavres mutilés sur la côte atlantique. Le 24, le même journal fait état de deux autres corps « sauvagement mutilés ». De fait, les photos à la une du journal confirment que ces cinq personnes ont subi des tortures, reconnues par le médecin légiste, avant de mourir.

Mais à partir de ce jour la presse rivalise en hypothèses extravagantes : « orgies en haute mer », « mutinerie sur un cargo », « piraterie », etc. Hélas, la certitude affirmée par les amis des cinq militants arrêtés est qu'il s'agit bien d'un crime politique. Dans ce cas, il est du respect le plus élémentaire des droits humains que le gouvernement uruguayen fasse droit à la demande des familles et des nombreuses personnes et associations qui se sont immédiatement manifestées : qu'une identification des corps puisse avoir lieu sous la responsabilité d'organismes internationaux dont la compétence technique ne puisse être mise en doute. D'autre part, il existerait un moyen de prouver que ces cadavres ne sont pas ceux des militants arrêtés : ce serait de montrer ces derniers, d'indiquer leur lieu de détention et de les faire rencontrer avec leurs familles.

Nous devons exiger cela : en effet, s'il est trop tard pour ces cinq victimes, peut-être pourra-t-on sauver d'autres prisonniers menacés par le même sort (le *Monde* du 7 mai). Nous venons d'apprendre la disparition, du pénitencier de Libertad à Montevideo en avril 1976, de quatre prisonniers politiques qui s'y trouvaient depuis 1973 : il s'agit de Raul Carboni Da Silva, professeur d'histoire, fondateur actif de la Fédération nationale des professeurs, torturé après son arrestation ; de Juan Carlos Mechoso Mendez, militant du Syndicat du Livre, d'Hector Romero, syndicaliste de la Fédération frigorifique, et d'Alfredo Pareja, étudiant des beaux arts.

Seule une protestation internationale peut, tel comme dans d'autres pays, tenter d'arrêter le bras des bourreaux. Nul doute qu'un pays se déshonore et qu'un gouvernement n'est plus digne de considération lorsqu'il consent ou ordonne de telles pratiques. Car ces dernières sont la négation du droit démocratique à la contestation et à l'opposition.

Si l'exercice de la terreur, à travers la menace de la torture, de la prison et de la mort, est la seule arme du pouvoir, ce dernier n'a plus que le nom de tyrannie. Et contre la tyrannie tout homme digne de ce nom s'est toujours élevé.

(*) Prix Nobel.

alfa romeo

“La voiture de vos prochaines vacances”

GAP

PANTIN

122 R. VAILLANT COUTURIER

93130 NOISY-le-SEC

845-97-67

Une nouveauté Hewlett-Packard, le HP-91 : il imprime !

Le HP-91 est le premier calculateur scientifique autonome avec imprimante et visualisation. Il comporte toutes les fonctions mathématiques, trigonométriques et statistiques, et il a 21 mémoires. Il fonctionne en autonomie complète grâce à sa batterie rechargeable. Son imprimante thermique très silencieuse vous permet de garder la trace écrite et commentée de vos calculs. En vente chez les distributeurs agréés Hewlett-Packard.

IRS

La Papeterie du Siècle

49, bd Latour-Maubourg

75007 Paris. Tél. 551 19.88.

L.P.S. Bureau

46, rue Laffitte 75009 Paris

Tél. 878 26.45.

La Règle à Calcul

La Règle à Calcul

65, bd Saint-Germain

75005 Paris

Tél. 033 02.63/033 34.61.

CF

Compta France

3, route de la Reine,

92100 Boulogne

Tél. 603 76.40.

HEWLETT PACKARD

Dimensions exactes : 22 x 20 x 6 cm Poids : moins de 1,2 kg

حکومت الامم المتحدة

POLITIQUE

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Les députés unanimes regrettent l'absence d'une politique globale de la famille

Mardi 18 mai, sous la présidence de M. Claudius-Petit (réf.), l'Assemblée nationale examine le projet de loi adopté par le Sénat (« le Monde » du 24 avril) relatif à la protection sociale de la famille.

Ce texte, analysé dans « le Monde » du 25 mars, prévoit un revenu minimum garanti pour les mères seules, un congé rémunéré pour les mères qui adoptent un enfant, un congé non rémunéré de deux ans avec maintien partiel du droit à l'avancement pour les mères fonctionnaires et la dispense, sous condition, du service national pour les jeunes pères et les jeunes gens qui se trouvent dans la nécessité de prendre la responsabilité d'une entreprise familiale.

« Le Parlement attendait un débat sur une politique globale de la famille », rappelle Mme MISSOFFE (U.D.R.), rapporteur. « Or, constate-t-elle, ce qui est proposé aujourd'hui n'apparaît que comme un ensemble de réformes ponctuelles qui s'inscrivent principalement à améliorer et à compléter sur certains points précis le dispositif existant des aides à la famille. » Certes, reconnaît-elle, ce texte qui s'inscrit dans « une démarche à petit pas » répond aux problèmes particuliers de trente-cinq mille parents isolés, de mille cinq cents mères isolées et de jeunes mères célibataires, mais « il est trop moléculaire pour répondre à l'insécurité de la société devant l'évolution de la famille et la chute brutale de la natalité en 1974, révélateur d'un malaise latent ».

Estimant qu'il n'appartient pas à l'Etat de concevoir, en ce

domaine, une politique « dirigée », elle se prononce pour une « série de mesures favorables » et préconise une simplification des prestations familiales et la revalorisation des allocations familiales. Pour Mme Missoffe, « il importe avant tout que la maternité et l'éducation des enfants ne portent pas préjudice à la carrière professionnelle de la femme ».

« Malheureusement, ajoute-t-elle, le budget du financement a jusqu'ici paralysé nombre d'initiatives en faveur de la famille. » A son avis, « il faut rester dans le domaine du possible, ce qui n'est pas le cas de certaines propositions, comme le salaire maternel. Il ne faudrait pas toutefois, note le rapporteur, que la gêne financière dans laquelle se trouve la Sécurité sociale, bloque l'adoption de toute réforme d'urgence ». Aussi, souhaite-t-elle la réforme du financement de la Sécurité sociale.

Passant ensuite à l'examen du contenu du texte, elle demande que le revenu minimum accordé aux parents isolés évolue de la même façon que le salaire minimum de croissance (SMIC). Puis elle estime « discutable » la nouvelle possibilité de dispense du service national au bénéfice de jeunes gens qui ont acquis la qualité de chef de famille avant leur incorporation à vingt-deux ans. Elle redoute l'effet incitatif à la natalité qu'elle comporte, effet qui risque de favoriser la constitution de couples occasionnels : « On ne peut admettre une telle dégradation du niveau de vie des familles », constate le ministre. La France est le pays qui met en œuvre le système le plus complet pour la natalité, mais le niveau de vie des familles est en baisse.

Mme Veil évoque ensuite les deux directions dans lesquelles se développera la politique gouvernementale : « Une politique cohérente des prestations familiales : réforme des conditions de ressources (création d'un complément familial) ; et un complément familial » qui se substituerait aux cinq allocations actuelles et intéresserait 70 % environ des familles, maintenant d'une progression des allocations familiales légèrement supérieure à leur prix. Elle déclare à ce sujet : « Il serait très intéressant de vouloir augmenter de façon massive la base des allocations familiales. Se donner l'objectif d'augmenter notre effort social pour un résultat démographique que les statistiques démontrent sans portée significative. On ne peut

que rester confondus, ajoute-t-elle, devant les représentations outrancièrement démographiques du groupe communiste ».

2) Un effort important pour assurer des conditions de vie favorables à l'attractivité de la vie familiale : compatibilité entre la vie professionnelle et l'éducation des enfants, logement, situation des femmes isolées et statut social de la mère de famille.

Pour terminer, Mme Veil présente les contenus dans le texte en discussion. En ce qui concerne l'institution d'une garantie de revenu au profit des mères isolées (trente-cinq mille mères devraient en bénéficier), elle précise que dans les cas particulièrement difficiles, les mécanismes de l'aide sociale continueront à jouer.

Dans la discussion générale, M. GAU (P.S., Isère) reconnaît que l'Etat ne peut et ne doit pas se désintéresser du grave problème posé par la baisse de la natalité, mais il souligne l'inefficacité d'une incitation financière directe (prime à la naissance, par exemple). Face à un phénomène, qui lui apparaît comme « la condamnation d'un certain type de société », il appelle à un effort collectif pour modifier les structures de cette société « afin de permettre aux Français d'envisager avec confiance d'avoir des enfants ».

« Pour favoriser la vie, il faut d'abord changer la vie », affirme M. Gau, favorable à une prestation unique versée dès le premier enfant, que la mère travaille ou non, à un montant qui tienne compte de la situation de la famille et en garantisse le pouvoir d'achat.

Après avoir souligné l'importance d'un effort en matière d'équipements collectifs et de conditions de vie et de travail, il évoque le problème essentiel de la compatibilité entre la vie sociale, le travail et la famille, et dénonce les inégalités qui font de la femme aujourd'hui encore, « un être et un travailleur de second ordre ».

Enfin, au cours de la nuit, sous la présidence de M. LEENHARDT (P.S.), M. PINTÉ (U.D.R., Seine-et-Marne) exprime la grande déception de son groupe face à l'absence de la loi sur la famille. Après avoir adopté un certain nombre de lois décentes, nous étions en droit d'attendre du gouvernement, déclare-t-il, un effort particulièrement important en faveur des familles. Trois idées devraient, à son avis, inspirer les textes du gouvernement : subordination de la notion de solidarité à celle d'égalitarisme,

harmonisation des activités professionnelles et familiales, clarté financière. Sur ce dernier point, il estime « condamnable » le principe même des transferts.

En ce qui concerne les prestations, il résume les chiffres avancés sur l'évolution du pouvoir d'achat des familles depuis 1949 et considère qu'il faut donner la priorité aux familles nombreuses, créer une allocation parentale, instituer un revenu minimum familial garanti qui serait accordé d'abord aux familles nombreuses, ensuite à l'ensemble des familles.

M. PINTÉ souligne ensuite l'importance du logement, des services collectifs et de l'aménagement du temps en fonction des obligations des parents.

« Une fois de plus, le montagnard accablé d'une souris », observe Mme Constant (P.C., Haute-Vienne), qui ajoute : « Le gouvernement est guidé non par l'intérêt des familles, mais par des préoccupations sectaires, anticommunistes — les seules mesures qu'il veut bien prendre en faveur de la famille sont celles qui ne coûtent rien à l'Etat ou pas grand-chose. C'est une politique parcellaire, émietlée, une politique d'assistance que vous pratiquez. Tout le contraire d'un grand dessein pour la famille française. »

Mme Constant multiplie ensuite exemples et chiffres afin de prouver que « les familles françaises ont du mal à vivre », et elle ajoute : « La vérité c'est que dans la crise actuelle il n'y a ni justice sociale, ni avenir, ni liberté concrète pour des millions de familles, ni liberté de choix pour la majorité des femmes. S'il existe aujourd'hui un malaise, affirme-t-elle, c'est parce que la crise de la société capitaliste retentit aussi à travers la famille ; l'attribuer à une crise de civilisation, c'est trop commode ».

Après avoir rappelé les mesures préconisées par son groupe, elle déclare : « Vous allez me dire que leur coût serait trop élevé. En fait, on ne peut servir deux maîtres à la fois : les intérêts de la majorité et les intérêts de la minorité. Les droits et les devoirs des familles populaires ».

Pour M. JOANNE (R.I., Charente-Maritime), l'Etat doit protéger et faire progresser la famille, mais sans l'absorber ni s'y substituer. Et il ajoute : « La famille est actuellement en dan-

ger. Le nombre d'enfants diminue. L'égoïsme s'installe. Le mariage est contesté. A Paris il indique que son groupe souhaite voir la famille placée au premier rang des institutions : « La politique familiale, précise-t-il, c'est mettre la famille au centre de la vie nationale ; c'est penser famille ». Il suggère la création d'un secrétariat d'Etat à la famille chargé de « restaurer l'image de la famille, de valoriser le mariage ». Pour terminer, il critique le caractère « fragmentaire » de mesures par ailleurs « opportunes et originales ».

Pour M. BRIANE (Réf., Aveyron), la famille reste la cellule de base de notre société ; si la politique des petits pas a des mérites en diplomatie, elle n'en a pas en ce domaine, car c'est la nation qui subira les conséquences de tout retard dans la politique familiale. A son avis, la fixation d'un revenu familial garanti est la seule solution qui préserve la dignité des familles. Le député plaide ensuite en faveur d'une politique du milieu familial d'une politique globale fondée sur la dignité (travail, l'assistance), la liberté (de produire, de travailler) et la responsabilité.

Après M. RAYNAL (U.D.R., Cantal) qui insiste particulièrement sur la politique familiale en milieu rural, Mme CHONAVEL (P.C., Seine-Saint-Denis) précise que son groupe votera la mesure dispensant du service national les jeunes pères de famille, « en raison de la situation particulièrement difficile dans laquelle se débattent les jeunes aujourd'hui », mais sans cautionner pour autant une politique « qui vise à faire de notre armée une armée de métier ».

Mme STEPHAN (R.I., Morbihan) consacre son intervention à la situation des veuves chefs de famille et des veuves de marins. Pour M. LABORDE (P.S., Gers), l'attribuer à une crise de civilisation, c'est trop commode.

Enfin, pour M. RENARD (P.C., Aisne), la présence massive des femmes dans la fonction publique nécessite la suppression de toutes les discriminations encore existantes, « or le texte institue la maternité comme un obstacle à la promotion de la femme fonctionnaire ».

La séance est levée à 23 h. 50, la suite de la séance étant renvoyée à mercredi. P. Fr.

L'Assemblée délimite le champ d'activité des voitures de petite remise

Mardi 18 mai, l'Assemblée nationale poursuit sous la présidence de M. Claudius-Petit (réf.), la discussion des conclusions du rapport de la commission des lois sur la proposition de loi de M. Neuwirth (U.D.R.), relative à l'exploitation des voitures dites de « petite remise » (« le Monde » daté 18-17 mai).

M. CHARLES BIGNON (U.D.R.), rapporteur, présente les conclusions de sa commission, inspirées des constatations suivantes : les taxis remplissent une mission de service public et doivent, à ce titre, être protégés contre toute concurrence déloyale ; la loi n'existant pas, cette mission doit être remplie par d'autres véhicules assimilés également à des prescriptions garantissant aux usagers les règles minimales qu'ils sont en droit d'attendre d'un transporteur public. Le rapporteur estime qu'il importe donc de donner dans la loi une définition claire de la voiture de petite remise (V.P.R.), puis de délimiter précisément le champ d'activité respectif de cette dernière et du taxi.

M. TATTEGER, secrétaire d'Etat à l'intérieur, et Neuwirth se rallient à la rédaction de la commission.

M. JANS (P.C., Hauts-de-Seine) critique les conditions dans lesquelles le texte est examiné et demande, au nom de son groupe, une suspension de séance.

Après une interruption de dix minutes, l'Assemblée aborde la discussion des articles. Elle repousse un amendement communiste qui supprimerait la catégorie des V.P.R., puis elle accepte un amendement socialiste qui précise que les V.P.R. doivent faire l'objet d'une location préalable « au siège de l'entreprise ». L'Assemblée ne suit pas le groupe communiste qui demandait que les V.P.R. ne puissent être équipées de radiotéléphone. Cet article précise notamment que les V.P.R. ne peuvent stationner ou circuler sur la voie publique en quête de clients.

A l'article 2, l'Assemblée repousse un amendement communiste suspendant la mise en

exploitation des V.P.R. jusqu'à l'examen de la situation des transports particuliers par la commission professionnelle au niveau de chaque département.

M. NEUWIRTH indique qu'il est favorable à la proposition de la commission consultative départementale.

M. TATTEGER précise qu'il en sera tenu compte dans les décrets d'application. L'article 2 est adopté, l'opposition votant contre. Il précise que le préfet peut, après avis du maire, autoriser l'exploitation de V.P.R. dans les communes dans lesquelles aucune autorité compétente n'a été investie des pouvoirs de police municipale.

A l'article 3, les socialistes proposent que dans les communes disposant de taxis, les propriétaires de V.P.R. actuellement en exploitation ne puissent transmettre leur autorisation. M. DEVERRE, président du groupe socialiste, propose que soit fixé un délai limite d'exploitation pour les sociétés.

M. TATTEGER s'engage à étudier ces propositions. L'ensemble des amendements est toutefois repoussé.

L'article 3 est adopté. Il précise que, dans les communes disposant de taxis, les V.P.R. régulièrement déclarées pourront continuer leur exploitation. Sont ensuite adoptés les articles 4 et 5. Ils précisent que les propriétaires autorisés à exploiter des V.P.R. dans les communes où n'ont pas été délivrées d'autorisations d'exploitation de taxis pourront continuer leur exploitation en cas de délivrance ultérieure de telles autorisations. Un décret précisera, dans un délai de six mois, les conditions auxquelles est soumise l'exploitation des V.P.R.

M. JANS (P.C.) regrette que le texte maintienne la confusion dans les agglomérations urbaines et annonce que son groupe ne le votera pas. M. DEVERRE souhaite que le Sénat améliore un texte que son groupe ne peut voter en l'état actuel.

L'ensemble du texte est adopté par l'Assemblée, l'opposition votant contre.

LA TAXATION DES PLUS-VALUES

Les républicains indépendants se disent « choqués par les campagnes excessives d'un conservatisme borné »

M. Roger Chénou, président du groupe des républicains indépendants à l'Assemblée nationale, a déclaré, mardi 18 mai, que son groupe avait débattu du projet de loi sur les plus-values. « Pour nous, a-t-il dit, l'objectif de ce projet est et doit rester unique : celui de soumettre à l'impôt le revenu des revenus qui y échappent. Il y a un accord de fond sur cet objectif », M. Chénou a précisé que son groupe souhaite des amendements sur plusieurs dispositions concernant les plus-values immobilières : les républicains indépendants sont attachés à la notion de « patrimoine familial » et soulèvent d'autre part le cas de certains terrains agricoles, en particulier pour la sylviculture, les plus-values mobilières ; M. Chénou demande que le texte soit un « élément d'incitation » pour l'économie ou, au moins, ne soit pas un « élément négatif » ; les délais : les républicains indépendants proposent de retarder la

durée d'une génération, soit autour de vingt ou vingt-cinq ans ; et les abattements : ils préconisent une « exonération partielle compte de la cellule familiale ».

M. Chénou a demandé également que les non-résidents étrangers ne soient pas taxés.

Enfin, le plupart des républicains indépendants, dit M. Chénou, « sont choqués par les campagnes excessives, quelle que soit l'étiquette politique sous laquelle se cachent ceux qui les mènent, d'une démagogie et d'un stérile ». Il a affirmé que, si l'on suivait « certains hommes politiques » ou « certains pseudo-journalistes qui ne sont que les porte-parole d'opérations financières », « on risquerait de conduire le pays vers des excès ».

M. Hector Rolland, député U.D.R. de l'Allier, président du groupe Républicains et Propositions, a déclaré, mardi 18 mai, que son groupe était favorable au projet de loi sur la taxation des plus-values. « Nous ne voulons pas d'un projet de loi qui punisse les honnêtes gens alors que 4 milliards de francs sont déjà partis pour l'étranger », a-t-il déclaré.

M. GUÉNA : nous devons montrer que nous existons.

M. Yves Guéna, secrétaire général de l'U.D.R., a déclaré, mardi 18 mai, au cours de l'émission de télévision TF1 Actualité : « Les partis de la majorité ont incontestablement besoin de se battre parce que depuis quelques mois on a l'impression qu'une chape de silence s'est abattue sur les rangs de la majorité, et de l'U.D.R. entre autres ». M. Guéna a ajouté : « Il est nécessaire que nous nous montrions, que nous existions, que ce qui est annoncé par les autres ne soit pas quelque chose de merveilleux et que ce que nous avons fait et continuons de faire ce n'est pas l'enfer mais le paradis socialiste ».

Le débat sur les « primaires » au sein de la majorité

• M. Lecanuet : un choix entre deux courants • M. Duhamel : un risque

Le comité central de l'U.D.R., qui siègeait, samedi 15 mai, a soulevé à l'unanimité que, lors du premier tour des prochaines élections législatives, la majorité présente plusieurs candidats dans chaque circonscription. Cette formule des « primaires » a aussi la faveur des républicains indépendants (« le Monde » du 12 mai) et de M. Jean Lecanuet, président du Centre démocrate (le giscardien). M. Jacques Duhamel, président du Centre Démocratique et Progrès, est en revanche hostile à cette compétition interne.

M. Jacques Duhamel, ancien ministre, président du Centre Démocratique et Progrès (qui doit fusionner avec le Centre démocrate le 21 mai pour constituer le Centre des démocrates sociaux), a déclaré, mardi 18 mai, que son groupe ne se prononcera pas sur la question de la primauté du 21 mai par le journal du jour et le 21 mai par le journal du lendemain.

« L'ancien ministre poursuit : « Mon étonnement vient d'une décision, rapprochée d'une déclaration. On sait que le président de la République entend gouverner au centre ; il l'a encore répété à peu de temps. Or, vouloir en même temps provoquer des élections « primaires » c'est-à-dire des concurrences au premier tour entre les formations de la majorité, et imposer un plancher de 15 % des suffrages au premier tour pour se présenter au second tour, sans déchet, en fin de compte, le candidat du centre ».

« Je ne suis pas, quant à moi, favorable à ces élections primaires. (...) Si au total, au premier tour, les voix de la majorité sont plus nombreuses, ainsi réparties sur plusieurs candidats, c'est difficile d'obtenir des reports considérables lors du second tour, sans déchet, en fin de compte, le candidat unique de l'opposition ».

M. Duhamel souligne : « Exiger en même temps un pourcentage de 15 % à l'issue de ce premier tour, c'est, en fait, actuel des choses, écarter délibérément les candidats du centre, à l'exception du candidat du centre, peut-être voulu — pour faire

absorber le centre par les républicains indépendants, — entre la volonté de gouverner au centre et la décision prise l'autre jour de fixer un pourcentage minimum pour se présenter au second tour des futures élections. On ne gouverne pas avec les absents ».

Dans une interview accordée mardi 18 mai à l'agence France-Press, M. Jean Lecanuet, président du Centre démocrate, déclare notamment : « Si comme le souhaite l'U.D.R. des élections primaires entre les formations de la majorité doivent avoir lieu lors des élections législatives prochaines (le principe pourrait être arrêté à l'automne), la naissance du nouveau parti centriste présente un intérêt capital. Sans prendre position sur le fond — seul le congrès de Rennes (qui consacrera la fusion du Centre démocrate et du C.D.P.) peut le faire, — je dirai que les élections primaires offrent un choix réel, au premier tour, aux électeurs de la nouvelle majorité, entre un candidat U.D.R. et un candidat appartenant à une autre composante de la majorité ».

M. Lecanuet semble s'envisager de « primaires » au premier tour, entre deux courants de la majorité : les gaullistes, d'une part, et tous les autres, d'autre part, ce qui impliquerait un accord entre les républicains indépendants et les centristes.

Conférence-débat

Institut Maurice-Thorez
boulevard Auguste-Blanqui,
75013 PARIS
(Métro : Corvisart)

« HUMANITÉ GLANDESTINE »
un éclairage nouveau sur l'histoire de

LA RÉSISTANCE
par Germaine WILLARD, agrégée d'histoire,
Présidente de l'Institut Maurice-Thorez

avec la participation de : Maurice BERLEMONT, Raymond DALLIDET, René HILSUM, Albert RIGAL, Pierre VILLON

Sous la présidence de Georges COGNIOU,
Président délégué de l'Institut Maurice-Thorez, SÉNATEUR de PARIS.

Jeu
20 mai
à
20 h. 30

LA DISCUSSION DU PROJET COMMENCERA LE 1^{er} JUIN

La conférence des présidents, prévue mardi 18 mai à l'Assemblée nationale, a inscrit à l'ordre du jour de la séance du mardi 25 mai la discussion du projet de loi sur la taxation des plus-values. Le projet modifiant l'article 7 de la Constitution, et la proposition de loi organique sur l'élection du président de la République, et ils commenceront l'examen du projet de loi relatif à la lutte contre le tabagisme.

La conférence des présidents a décidé de reporter la discussion sur le projet de loi de taxation des plus-values — initialement prévue pour les 25 et 26 mai — aux « mardi 1^{er} », mercredi 2 et jeudi 3 juin.

(Lire page 42 le Point de vue de Claude Guillard sur « Plus-values, épargne et monnaie ».)

me fera pas le o
Roger Salengro

ANIMATEUR ET RESPONSABLE DE FORMATION

ENTRAÎNEMENT A L'AUTOSCOPE

bien logé

حکومت الراجہ

صحة من الامم

POLITIQUE

politique globale de la famille

Le nombre d'enfants par femme est en baisse, c'est un fait. Mais, dans le monde, il n'y a pas de politique globale de la famille. Les gouvernements ne s'intéressent pas à la famille en tant que telle, mais à la natalité. Ils veulent augmenter le nombre d'enfants pour augmenter la main-d'œuvre. C'est une politique de natalité, pas une politique de famille. Les gouvernements ne s'intéressent pas à la famille en tant que telle, mais à la natalité. Ils veulent augmenter le nombre d'enfants pour augmenter la main-d'œuvre. C'est une politique de natalité, pas une politique de famille.

EN RÉPONSE À M. PONIATOWSKI

M. Marchais : on ne me fera pas le coup de Roger Salengro

M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C., a commenté mardi 18 mai dans les couloirs de l'Assemblée nationale les déclarations de son adversaire, M. Jules Borker, au micro d'Europe 1, sur le passé du secrétaire général, accusé par M. Poniatowski, de n'avoir été qu'un voleur. M. Marchais a réaffirmé qu'il avait été « requis » et non pas « colon » pour aller travailler en Allemagne. Il a assuré que le juge d'instruction, en possession des documents originaux, avait constaté la falsification des photocopies diffusées par certains journaux, la mention « requis » ayant été effacée.

La préparation des élections municipales

M. FITZGERALD (P.C.) : nous risquons des manœuvres de la droite.

M. Charles Fitzgerald, membre du secrétariat du parti communiste, a commenté mardi 18 mai au micro de France-Inter le congrès socialiste de Dijon. Il a déclaré : « Au moment des cantonales, notre parti avait traversé une période difficile. Mais nous sommes maintenant en mesure de faire face à la droite. La droite nous propose de nous retirer du socialisme pour que les choses soient claires et pour éviter la manœuvre de la droite. Le parti socialiste n'a pas accepté. Mais nous pouvons et nous risquons, si l'on n'accepte pas notre proposition [N.D.L.R. : la consécration de listes d'union] la victoire dans toutes les communes d'avoir le même genre de manœuvre lors des municipales. Dans de très nombreuses situations, il n'y aura que deux listes qui se présenteront : la liste communiste et la liste de la droite. Je vais ajouter une autre précision : c'est que le gouvernement vient de mettre au point et va introduire sans doute une loi qui permettra à la droite d'obtenir au premier tour pour pouvoir figurer au second. Si on s'en tient au projet de loi gouvernemental, il faudra voter 15 % des voix, c'est-à-dire 20 à 25 % (32 % pour être des votants) pour pouvoir se maintenir au deuxième tour. Que va-t-il se passer ? Il va se passer, si ce projet de loi est adopté, que notre parti, par exemple, va se trouver éliminé automatiquement dans toute une série de localités et ne pourra pas figurer au second tour. Par conséquent, là encore, il faudrait mieux (dès lors qu'on commence, d'ailleurs, à accepter le principe) constituer clairement et nettement des listes d'union partout pour aller à la bataille et permettre ainsi d'avoir des conseils municipaux unitaires. »

CORRESPONDANCE

LE DÉBAT SUR LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT

Qui est mystifié ?

Déjà, les communistes français n'ont pas fini d'entendre parler de la dictature du prolétariat. Hier encore, on les charpait de toutes les bases du totalitarisme, et il faut dire que la notion de dictature pesait lourd. Aujourd'hui qu'ils ont publiquement récusé ce concept, on les accuse de tous les abandons, ils deviennent presque obscènes de leur nudité théorique. Aussi bien, on mélange tout : le prolétariat, le peuple de France, la classe sociale et la masse des travailleurs, etc. On mélange tout parce qu'on ne sait pas de quel on parle, ce qui est le cas d'un peu près tout le monde ; ou bien parce qu'on triche, ce qui est le cas de M. Maximilien Rubel.

Un concept scientifique n'est pas scientifique parce qu'il serait vrai, encore moins parce qu'il serait « réaliste », c'est-à-dire qu'il désignerait le réel tel qu'il est. Une telle conception de la science dissimulerait en fait toute une métaphysique, que ce soit une métaphysique de la raison ou une métaphysique du réel. Un concept est scientifique dans la mesure où il est opératoire ; et, là encore, deux interprétations sont possibles.

On peut, d'une part, considérer qu'un concept est opératoire selon le rationnel, ce qui signifie qu'il doit s'intégrer logiquement dans une axiomatique. La valeur d'une axiomatique étant ici sa cohérence interne, si on enlève une pièce de l'édifice, l'ensemble s'écroule. A fortiori si la pièce en question est un axiome de base, ce qui est le cas de la fameuse dictature du prolétariat. Selon cette conception, donc, il est évident que l'abandon de l'axiome ruine l'axiomatique de référence. Mais il est tout aussi évident que cette conception renvoie à une métaphysique de la raison qui n'a rien à voir avec le marxisme.

Le « Point de vue » de M. Maximilien Rubel, publié sous le titre « Le parti de la mystification » (le Monde du 7 mai, page 10) a provoqué un certain nombre de réactions. On lira ici trois des lettres reçues de nos lecteurs au sujet de cet article.

Un parti devenu social-démocrate

En abandonnant la « dictature du prolétariat », le P.C.F. déclare abandonner ce que ses publications officielles donnent comme la forme de gouvernement la plus conforme à une société socialiste. Les critiques de gauche du P.C. à l'intérieur et à l'extérieur de celui-ci soulignent que c'est une théorie scientifique, une analyse non seulement de la société socialiste, mais des tendances déjà présentes au sein du capitalisme, qui se trouve ainsi abandonnée. Giscard et les autres critiques de droite croient que, dans la mise au point de sa stratégie électorale, le P.C.F. a succédé à une phrase, mais que ses buts véritables et ses analyses restent inchangés. Les termes dans lesquels ce débat est présenté nous portent à croire que l'on est forcé de ne choisir qu'une de ces interprétations. J'aimerais suggérer, au lieu de ce choix, que chacune des deux positions contient une grande part de vérité.

1) Parce que, pour le P.C.F., la « dictature du prolétariat » a toujours été identifiée au gouvernement en vigueur en U.R.S.S. l'abandon de la « dictature du prolétariat » est, en effet, l'abandon de la forme de gouvernement la plus conforme à une société socialiste ; 2) Les critiques de gauche du P.C.F., qui ont clairement raison quant à la nature scientifique de la « dictature du prolétariat » et quant à son statut dans l'analyse marxiste, ont eux aussi raison dans leur conclusion qu'il s'agit d'un abandon de principe, ce qui doit être clair maintenant, c'est que le P.C.F. en dépit de

D'un point de vue « marxien »

Maximilien Rubel accuse les communistes de ne vouloir renoncer à la dictature du prolétariat que pour mieux imposer celle du parti ou de ses « chefs ». Il conclut à la nécessité absolue pour l'abolition de la « dictature de quelques personnes » n'étant crédible pour la grande masse que si elle est précisément justifiée par celle du prolétariat. Rubel, l'erreur des communistes français est donc due, au fond, à ce qu'ils ne seraient pas révolutionnaires à la manière de Lénine. Ce qui semble étonnant, c'est que, dans la dictature de l'État, c'est la classe des travailleurs dans et hors l'État, et hégémonie des idées de la classe ouvrière au sein d'un mouvement révolutionnaire.

Ce triple rapport, pour se réaliser pleinement, rend obligatoires la séparation de l'État et de la vie politique autonome du parti des travailleurs, le développement de formes de pouvoir des travailleurs engagées dans la lutte, la modification de sa nature, et également, l'abandon de son existence, et enfin, le débat le plus large pour permettre l'instauration d'une véritable influence dirigeante reconnue et acceptée de la classe ouvrière dans toute sa diversité comme dans l'unité de son rôle révolutionnaire.

Voilà pourquoi ce n'est pas pour instaurer leur dictature que les communistes proposent de supprimer dans leur action politique le recours à la dictature du prolétariat, mais pour permettre que l'ensemble de ceux qui sont intéressés au socialisme se donnent les moyens actuels d'exercer une véritable contrainte à l'encontre de la poignée d'exploiteurs monopolistes en place. Moyens qui ne peuvent être autre chose que ceux d'une démocratie où l'État, les partis, les mouvements revendicatifs, et les formes autonomes d'organisation des travailleurs, ne se confondent pas, mais se déploient et s'enrichissent même « conflictuellement ». C'est ce que veulent les communistes pour réaliser en France le pouvoir des travailleurs. Et cela pour en finir avec un mode de production capitaliste, dont on ne prendra pas le risque d'affirmer avec M. Rubel, qu'il est « en pleine expansion mondiale », mais dont on peut dire, sans trop s'engager, qu'il est plutôt bougrement en crise.

La droite des « indépendants » au sein de la majorité

M. Lemaire : un choix entre deux courants

M. Lemaire, député communiste, a commenté mardi 18 mai au micro de France-Inter le congrès socialiste de Dijon. Il a déclaré : « Au moment des cantonales, notre parti avait traversé une période difficile. Mais nous sommes maintenant en mesure de faire face à la droite. La droite nous propose de nous retirer du socialisme pour que les choses soient claires et pour éviter la manœuvre de la droite. Le parti socialiste n'a pas accepté. Mais nous pouvons et nous risquons, si l'on n'accepte pas notre proposition [N.D.L.R. : la consécration de listes d'union] la victoire dans toutes les communes d'avoir le même genre de manœuvre lors des municipales. Dans de très nombreuses situations, il n'y aura que deux listes qui se présenteront : la liste communiste et la liste de la droite. Je vais ajouter une autre précision : c'est que le gouvernement vient de mettre au point et va introduire sans doute une loi qui permettra à la droite d'obtenir au premier tour pour pouvoir figurer au second. Si on s'en tient au projet de loi gouvernemental, il faudra voter 15 % des voix, c'est-à-dire 20 à 25 % (32 % pour être des votants) pour pouvoir se maintenir au deuxième tour. Que va-t-il se passer ? Il va se passer, si ce projet de loi est adopté, que notre parti, par exemple, va se trouver éliminé automatiquement dans toute une série de localités et ne pourra pas figurer au second tour. Par conséquent, là encore, il faudrait mieux (dès lors qu'on commence, d'ailleurs, à accepter le principe) constituer clairement et nettement des listes d'union partout pour aller à la bataille et permettre ainsi d'avoir des conseils municipaux unitaires. »

absorber... M. Lemaire, député communiste, a commenté mardi 18 mai au micro de France-Inter le congrès socialiste de Dijon. Il a déclaré : « Au moment des cantonales, notre parti avait traversé une période difficile. Mais nous sommes maintenant en mesure de faire face à la droite. La droite nous propose de nous retirer du socialisme pour que les choses soient claires et pour éviter la manœuvre de la droite. Le parti socialiste n'a pas accepté. Mais nous pouvons et nous risquons, si l'on n'accepte pas notre proposition [N.D.L.R. : la consécration de listes d'union] la victoire dans toutes les communes d'avoir le même genre de manœuvre lors des municipales. Dans de très nombreuses situations, il n'y aura que deux listes qui se présenteront : la liste communiste et la liste de la droite. Je vais ajouter une autre précision : c'est que le gouvernement vient de mettre au point et va introduire sans doute une loi qui permettra à la droite d'obtenir au premier tour pour pouvoir figurer au second. Si on s'en tient au projet de loi gouvernemental, il faudra voter 15 % des voix, c'est-à-dire 20 à 25 % (32 % pour être des votants) pour pouvoir se maintenir au deuxième tour. Que va-t-il se passer ? Il va se passer, si ce projet de loi est adopté, que notre parti, par exemple, va se trouver éliminé automatiquement dans toute une série de localités et ne pourra pas figurer au second tour. Par conséquent, là encore, il faudrait mieux (dès lors qu'on commence, d'ailleurs, à accepter le principe) constituer clairement et nettement des listes d'union partout pour aller à la bataille et permettre ainsi d'avoir des conseils municipaux unitaires. »

ANIMATEURS ET RESPONSABLES DE FORMATION qui utilisent le magnétoscope

L'AFCA (Association de Formation Continue par Audio-Visuel) organise du 21 au 25 juin un stage :

ENTRAÎNEMENT À L'AUTOSCOPIE

le magnétoscope au service du formateur (expression orale, école de vente, dynamique des groupes)

L'AFCA organise également des stages intra-entreprise en pédagogie audiovisuelle et en communication.

AFCA - 44, rue Henri-Barbusse - Paris (5^e) - 326-90-10

DEJA DU TEMPS DE NOS GRANDS-PARENTS

la Rue de Provence

ETAIT LA RUE DE L'ARGENTERIE

BIJOUX

La tradition se perpétue...

Henri HERMANN

an n° 45

VENTE, ACHAT - NEUF, OCCASION

Appartement témoin sur place

33, rue Censier

Prix fermes et non révisables.

SEFRI-CIME 538 52 52

quand on habite

Censier 33

(du 2 au 5 pièces)

on est bien entouré

bien logé

2 pièces : 54,83 m² + balcon 6 m²

bien entouré

Censier 33

bien logé

4 pièces : 102,93 m² + balcon 11,52 m²

حکذا من الاجل

DÉFENSE

SUR LA PROGRAMMATION MILITAIRE

Le danger de non-défense

(Suite de la première page.)

S'il faut en croire le sens des mots, il n'y aurait donc plus, en dépit des tentatives de maintien des apparences, continuité de notre politique de défense. Ni même glissement, mais bien changement intégral de doctrine. Alors que, jusqu'à ce jour, le rôle profond des forces stratégiques était « de dissuader quiconque d'attaquer le territoire d'une façon ou d'une autre », elles ne neutraliseraient plus désormais que l'agression « du même type », c'est-à-dire la moins probable, l'agression nucléaire contre notre propre territoire. Aux autres agressions, nous répondrions comme autrefois par l'acceptation de la bataille qui caractérisait les guerres européennes de la première moitié du siècle et les conflits marginaux de la deuxième moitié, et dont on comprend mieux, dès lors, le retour en force très remarqué dans nos concepts. Dans cette bataille nous entendons conserver, cependant, « la possibilité de nous protéger par l'utilisation des armes nucléaires sur le terrain », en soutien de nos armées classiques.

L'Etat ferait sienne désormais la conclusion, qui relève de la faute contre l'esprit, entre la doctrine de « riposte graduée » inventée par les Américains à l'usage des seuls théâtres d'opérations extérieurs, et la doctrine de protection des sanctuaires nationaux qui, chez les deux superpuissances, repose sans ambiguïté sur la menace de représailles massives contre l'autre sanctuaire, et d'elle seule, dans une optique de refus de tout combat. Souvenons-nous de la mise en alerte massive des forces stratégiques américaines au moment de Cuba, et du recul soviétique qui s'ensuivit sans coup férir.

Le chemin des déviationnistes

On connaissait de longue date l'existence dans l'armée de cette tendance au déviationnisme puisqu'il est de notoriété publique que la doctrine de dissuasion a toujours fait l'objet des réticences du haut commandement et d'une partie d'un corps d'officiers élevé et instruit — on pourrait dire conditionné — dans la mystique à courte vue du combat, du sacrifice suprême pour la patrie et de la gloire. Et il est patent que, pour beaucoup, le fait nucléaire créait une insécurité, et n'a semblé être accepté que dans la mesure où cette attitude pouvait servir de paravent au maintien d'engagements antérieurs, en attente de jours meilleurs.

En fait, seule la même intransigence gouvernementale qui préside à la montée en puissance des forces nucléaires stratégiques aurait pu empêcher de germer dans certains esprits, à la faveur du manque d'information et d'une ignorance aberrante des réalités nucléaires, l'idée d'améliorer les armes nouvelles à une simple extrapolation en puissance des explosifs classiques, susceptible de

trouver son emploi au niveau de l'artillerie divisionnaire. Et seule une telle intransigence aurait pu empêcher que ne se développe la tentation d'étendre en conséquence le rôle de l'atome tactique, bien au-delà du simple avertissement, jusqu'à la notion d'affrontement nucléaire et de coup d'arrêt porté en Europe à l'agression.

L'escalade graduelle de la bataille jusqu'au stade nucléaire n'est envisagée par les superpuissances que sur les théâtres d'opération extérieurs n'engageant pas leur propre sanctuaire ni leur population. Le potentiel intellectuel, démographique, industriel, économique et commercial de notre continent est tel par ailleurs que son absorption définitive dans le domaine de l'une ou l'autre des superpuissances romprait sans remise l'équilibre mondial en sa faveur ; et mieux vaut pour chacune d'elles, par conséquent, la destruction intégrale de l'Europe plutôt que de la voir tomber intacte en possession de la version. Mais ce n'est pas aux Européens à entrer dans ce jeu !

La fusion de l'atome, et plus encore sa fusion, ne sont pas des explosions au sens véritable du terme, mais le déclenchement de forces apocalyptiques, à l'échelle des cataclysmes naturels. On ne peut envisager leur emploi, jamais réelles, au-delà d'une menace d'espérance brisée pour sa survie par un groupe humain en passe d'être détruit et sauvé par l'énormité même de sa menace. Il y a là un domaine de réflexions fondamentales dans l'irrationnel que le rapport gouvernemental n'aborde à aucun moment.

L'idée même d'un échange nucléaire anti-forces en Europe, qui ne pourrait déboucher que sur un massacre général des populations et la désertification de notre continent, sans pertes comparables pour des armées étrangères équipées précieusement et instruites en vue d'une telle éventualité, devrait provoquer la révolte de tout Européen instruit de ses effets. Et pourtant, ce concept insensé a en fait largement débordé chez nous le stade de la tentation, puisque nous avons à ce jour multiplié les systèmes d'armes nucléaires tactiques bien au-delà des besoins d'avertissement, et que l'on entend même parfois énoncer le nombre de divisions adverses qui devraient être détruites par notre coup d'arrêt. Il en est déjà résulté la dispersion de nos efforts industriels et le gaspillage de moyens financiers déjà insuffisants. Il semble devoir s'ensuivre désormais le démantèlement du concept gaullien de la sécurité française, par retour, quarante ans trop tard, à la stratégie de bataille de 1939.

La renonciation volontaire

Une telle perspective, dans le sens d'un changement radical intervenu en sous-main dans notre doctrine de défense et de l'adoption, pour la défense de notre territoire, des thèses de l'OTAN pour celle de l'Europe, peut éclairer les ambiguïtés de l'exposé des motifs de ce rapport sous un jour nouveau. Il s'agit de celles qui ont trait aux missions de nos forces conventionnelles, et parmi celles-ci, du soul nouveau de rétablir une parité terrestre franco-allemande, contre la logique de notre effort nucléaire.

On pouvait s'étonner, en effet, que toutes les autres missions énoncées et qui ont trait à notre action extérieure en Europe ou hors d'Europe, soient présentées sous le vocable de « contribution ». C'est normal pour

ce qui concerne la dissuasion, vue sous l'angle classique traditionnel d'une agression sur notre continent. Mais pour la défense de nos intérêts dans le monde ou en mer, un tel vocabulaire, à tout le moins, une atténuation de notre souci d'indépendance et de liberté d'action. Une politique indépendante, on n'y contribue pas seulement : il arrive qu'on doive la mener ; et ce sont d'autres, dans ce cas, qui y contribuent ou l'appuient, ou qui la contrecarrent.

Mais surtout, alors que l'importance du tiers-monde ne cesse de croître et que s'ouvre l'ère nouvelle de l'exploitation des océans, alors que le pacte atlantique ne s'étend pas au-delà des strictes limites de l'Europe et de la Méditerranée — à l'exclusion même de l'Afrique du Nord et du Proche-Orient — tandis que les rivalités économiques entre les nations industrielles et commerciales de l'atlantisme ne cessent d'augmenter, l'immense domaine des appuis, essentiellement pacifiques mais non moins réels, que peuvent apporter les forces armées à une politique mondiale indépendante, semblerait désormais limité à la seule défense des pays, de moins en moins nombreux, qui nous sont liés par des accords, et à une protection du trafic maritime qui a déjà été déclarée impossible au plus haut niveau de la nation.

Là aussi les questions se pressent à l'esprit. S'agit-il d'un abandon déguisé de la capacité de stratégie indirecte qui était le complément normal et l'un des buts de notre effort nucléaire. Si oui, cet abandon résulte-t-il d'une volonté délibérée de renoncer aux possibilités qui nous sont ouvertes par l'équilibre dissuasif couvrant notre sanctuaire ? Ou pensons-nous entériner ainsi, simplement et silencieusement, une perte de liberté d'action consécutive à la mise en veilleuse inavouée de nos forces stratégiques ?

Gage politique sur l'autel européen

En Europe, la doctrine de défense de la France a toujours été dominée, comme de juste, par le souci de ses puissances voisines et particulièrement, depuis un siècle, par la crainte de l'Allemagne, réunifiée sous l'égide de la France guerrière à la faveur d'un oubli de notre politique traditionnelle. Et ce dernier siècle, marqué par deux conflits mondiaux, avait apporté la preuve à deux reprises que la France, parce qu'elle est tout à la fois moins riche et moins peuplée, ne pouvait plus équilibrer seule l'Allemagne par les moyens classiques.

Après la dernière guerre, « l'ennemi héréditaire » ayant été, pour un temps, affaibli, la puissance nouvelle du vieux l'impérialisme russe nous amène à rechercher notre sécurité dans une adhésion, aux côtés de l'Allemagne du reste, à l'alliance atlantique. Et il nous faut attendre 1955 et le coup d'arrêt de Suez — où, avec nos alliés anglais, nous subissons le chantage conjoint américain-soviétique d'une menace de frappe nucléaire sur notre territoire — pour comprendre que la fusion de l'atome avait introduit un facteur nouveau dans les rapports de nations et que, désormais, seule la possession de forces de dissuasion pouvait assurer à une puissance moyenne son indépendance face aux grands de ce monde.

L'arme atomique, qui nous rendait notre indépendance vis-à-vis des superpuissances, présentait du même coup l'avantage, dans l'incertitude où nous sommes encore du devenir politique de l'Europe, de résoudre le problème des antagonismes armés franco-allemands, en nous plaçant à un niveau de puissance militaire, donc politique, incomparable à celui de l'Allemagne — parce que d'une nature fondamentalement

différente, — et durable dans la mesure où cette arme est interdite à nos voisins, réduite au rôle peu enviable de fournisseurs de gros bataillons au profit commun de leurs alliés majeurs.

La plus que jamais, la question vient à l'esprit des raisons du retour d'un vieux complexe, compréhensible au niveau du corporatisme militaire, mais pas de la conscience responsable de la nation. L'idée de rouvrir, avec nos riches et nombreux voisins, une course aux armements classiques où notre seule chance est l'échec, ou la ruine, résulte-t-elle — ce pourrait être une justification — de la perspective déjà évoquée de mise en veilleuse inavouée de nos forces stratégiques ? Dans l'affirmative, un tel abandon volontaire de souveraineté, qui consacrerait le retour de la France dans le troupeau des nations moyennes banalisées et protégées, est-il un gage offert sur l'autel de l'Europe ? Car si l'orgueil légitime de l'Allemagne, maintenue par le seul poids de son passé en « minorité » politique dans un monde dominé par l'atome, peut s'accommoder du protectorat d'une superpuissance éolignée, ou rêver d'une aventureuse

réunion, on conçoit qu'il puisse lui être intolérable de se ranger sous la bannière de voisins qu'elle surpasse économiquement, et qu'elle se sentirait capable, en pleine souveraineté, de dominer militairement.

Priorités et tentations

Quant à la définition des priorités, que nous réclamions depuis des années, entre les forces conventionnelles de manœuvre en Europe et celles de présence et d'intervention dans le monde, si elle n'est pas tranchée au fil des phrases, tout confirme en fait, depuis le maintien du service militaire dans sa forme actuelle jusqu'à la programmation proprement dite qui fait l'objet de la fin du rapport gouvernemental, que l'accent est mis désormais, au détriment des autres composantes de nos armées, sur un appareil terrestre destiné au premier chef à apporter son concours au combat de l'alliance, aux côtés des forces de l'OTAN.

Et pourtant nous ne pouvons compter sur personne pour soutenir notre indépendance sur un théâtre mondial caractérisé en permanence par les affrontements ouverts et les crises ;

tandis que le président lui-même fait état à la télévision, le 12 novembre 1975, de l'improbabilité d'un conflit armé sur le théâtre européen. La vraie lutte, dans nos régions, revêt actuellement des aspects essentiellement économiques et idéologiques, où les forces armées sont impuissantes.

Devant certaines coïncidences de l'actuelle réforme de l'armée de terre française, dont on veut espérer qu'elles ne sont pas des convergences, répétées sans nous lasser, car les tentations ont parfois la vie dure, que ce serait la pire des fautes que d'envisager, pour nos armées, le rôle discuté et impossible de « dernier rempart » d'une société libérale dont on n'aurait pas eu le courage de colmater les brèches les plus béantes, socio-économiques, par des réformes de structures appropriées.

ANTOINE SANGUINETTI.

Prochain article :

LE CHEVAL ET L'ALOUETTE



LES TAPIS D'ETE: UN AIR DE VACANCES DANS LA MAISON.

Un air de Bouzouki ou de flûte chinoise pour se croire en vacances : c'est un peu léger. Offrez-vous plutôt le plaisir de marcher pieds nus sur des tapis de cyprès de Chine, de vous allonger confortablement sur un tapis Grec et découvrez les utilisations multiples des revêtements végétaux en décoration.

Jusqu'au 30 Juin, profitez de nos revêtements végétaux et tapis d'été.		
Quelques exemples :		
REVÊTEMENTS VÉGÉTAUX pour pose mur à mur	Nattes de charvre de Manille 180 x 270	350 F
	Nattes espagnoles enalfa 170 x 240	390 F
	Carpets en sisal 120 x 180	120 F
	GRAND CHOIX DE TAPIS INDUSTRIELS Toutes dimensions, de la descente de lit au tapis de 3 m x 4 m. Reproduction de dessins orientaux, de style ou contemporains. Tapis blancs unis ou jaspés à partir de	840 F
TAPIS VÉGÉTAUX Nattes de maïs de Chine 180 x 240	Nattes de cypérus de Chine 150 x 210	300 F 95 F
	Tapis flokatis Grèce - 200 x 300	490 F
		Tapis marocains Jaspés, 170 x 240 1.800 F
		unis blancs, 170 x 240 1.870 F
		à dessins, 170 x 240 1.720 F
		Tapis portugais point plat 150 x 230 1.900 F
		Tapis espagnols bouclés blancs, 200 x 300 2.800 F
		Tapis pure laine fabriqués en Grèce, 200 x 300 1.400 F

à la place clichy le magasin intertapis de Paris 93 rue d'Amsterdam

Sur ces articles, promotion jusqu'au 30 Juin 76 REMISE 10 % * exemple : nattes espagnoles enalfa 390 F - 351 F

080 6087

AVANT LE DÉBAT

s « gros bataillons »

par le général AN VUILLERMET (*)

« Nos forces armées complètes, fait, quelque cinq cent mille personnes, dont deux cent mille dix mille personnels engagés de carrière pour un coût de 50 milliards de francs, de 3 % du produit national brut. L'ensemble est ventilé de façon suivante, en chiffres ronds :

	EFFECTIFS	BUDGET (en milliards de francs)
Armée de terre	300 000	12,8
Armée de l'air	175 000	4,9
Marine	70 000	1,6
Forces armées spéciales	330 000	7,8
Forces armées de réserve	320 000	3,5
Total	995 000 h. (1)	30,6

(1) Dans notre tableau, dix mille militaires, soit 1 % du potentiel de la

armée ne figurent pas : la réserve des unités combattantes, les unités de réserve de la réserve de l'armée de terre, les unités de réserve de la réserve de l'armée de l'air, les unités de réserve de la réserve de la marine, les unités de réserve de la réserve des forces armées spéciales, les unités de réserve de la réserve des forces armées de réserve.

La réserve des unités combattantes, les unités de réserve de la réserve de l'armée de terre, les unités de réserve de la réserve de l'armée de l'air, les unités de réserve de la réserve de la marine, les unités de réserve de la réserve des forces armées spéciales, les unités de réserve de la réserve des forces armées de réserve.

La réserve des unités combattantes, les unités de réserve de la réserve de l'armée de terre, les unités de réserve de la réserve de l'armée de l'air, les unités de réserve de la réserve de la marine, les unités de réserve de la réserve des forces armées spéciales, les unités de réserve de la réserve des forces armées de réserve.

La réserve des unités combattantes, les unités de réserve de la réserve de l'armée de terre, les unités de réserve de la réserve de l'armée de l'air, les unités de réserve de la réserve de la marine, les unités de réserve de la réserve des forces armées spéciales, les unités de réserve de la réserve des forces armées de réserve.

La réserve des unités combattantes, les unités de réserve de la réserve de l'armée de terre, les unités de réserve de la réserve de l'armée de l'air, les unités de réserve de la réserve de la marine, les unités de réserve de la réserve des forces armées spéciales, les unités de réserve de la réserve des forces armées de réserve.

La réserve des unités combattantes, les unités de réserve de la réserve de l'armée de terre, les unités de réserve de la réserve de l'armée de l'air, les unités de réserve de la réserve de la marine, les unités de réserve de la réserve des forces armées spéciales, les unités de réserve de la réserve des forces armées de réserve.

La réserve des unités combattantes, les unités de réserve de la réserve de l'armée de terre, les unités de réserve de la réserve de l'armée de l'air, les unités de réserve de la réserve de la marine, les unités de réserve de la réserve des forces armées spéciales, les unités de réserve de la réserve des forces armées de réserve.

La réserve des unités combattantes, les unités de réserve de la réserve de l'armée de terre, les unités de réserve de la réserve de l'armée de l'air, les unités de réserve de la réserve de la marine, les unités de réserve de la réserve des forces armées spéciales, les unités de réserve de la réserve des forces armées de réserve.

La réserve des unités combattantes, les unités de réserve de la réserve de l'armée de terre, les unités de réserve de la réserve de l'armée de l'air, les unités de réserve de la réserve de la marine, les unités de réserve de la réserve des forces armées spéciales, les unités de réserve de la réserve des forces armées de réserve.

La réserve des unités combattantes, les unités de réserve de la réserve de l'armée de terre, les unités de réserve de la réserve de l'armée de l'air, les unités de réserve de la réserve de la marine, les unités de réserve de la réserve des forces armées spéciales, les unités de réserve de la réserve des forces armées de réserve.

La réserve des unités combattantes, les unités de réserve de la réserve de l'armée de terre, les unités de réserve de la réserve de l'armée de l'air, les unités de réserve de la réserve de la marine, les unités de réserve de la réserve des forces armées spéciales, les unités de réserve de la réserve des forces armées de réserve.

La réserve des unités combattantes, les unités de réserve de la réserve de l'armée de terre, les unités de réserve de la réserve de l'armée de l'air, les unités de réserve de la réserve de la marine, les unités de réserve de la réserve des forces armées spéciales, les unités de réserve de la réserve des forces armées de réserve.

La réserve des unités combattantes, les unités de réserve de la réserve de l'armée de terre, les unités de réserve de la réserve de l'armée de l'air, les unités de réserve de la réserve de la marine, les unités de réserve de la réserve des forces armées spéciales, les unités de réserve de la réserve des forces armées de réserve.

La réserve des unités combattantes, les unités de réserve de la réserve de l'armée de terre, les unités de réserve de la réserve de l'armée de l'air, les unités de réserve de la réserve de la marine, les unités de réserve de la réserve des forces armées spéciales, les unités de réserve de la réserve des forces armées de réserve.

La réserve des unités combattantes, les unités de réserve de la réserve de l'armée de terre, les unités de réserve de la réserve de l'armée de l'air, les unités de réserve de la réserve de la marine, les unités de réserve de la réserve des forces armées spéciales, les unités de réserve de la réserve des forces armées de réserve.

La réserve des unités combattantes, les unités de réserve de la réserve de l'armée de terre, les unités de réserve de la réserve de l'armée de l'air, les unités de réserve de la réserve de la marine, les unités de réserve de la réserve des forces armées spéciales, les unités de réserve de la réserve des forces armées de réserve.

La réserve des unités combattantes, les unités de réserve de la réserve de l'armée de terre, les unités de réserve de la réserve de l'armée de l'air, les unités de réserve de la réserve de la marine, les unités de réserve de la réserve des forces armées spéciales, les unités de réserve de la réserve des forces armées de réserve.

La réserve des unités combattantes, les unités de réserve de la réserve de l'armée de terre, les unités de réserve de la réserve de l'armée de l'air, les unités de réserve de la réserve de la marine, les unités de réserve de la réserve des forces armées spéciales, les unités de réserve de la réserve des forces armées de réserve.

La réserve des unités combattantes, les unités de réserve de la réserve de l'armée de terre, les unités de réserve de la réserve de l'armée de l'air, les unités de réserve de la réserve de la marine, les unités de réserve de la réserve des forces armées spéciales, les unités de réserve de la réserve des forces armées de réserve.

La réserve des unités combattantes, les unités de réserve de la réserve de l'armée de terre, les unités de réserve de la réserve de l'armée de l'air, les unités de réserve de la réserve de la marine, les unités de réserve de la réserve des forces armées spéciales, les unités de réserve de la réserve des forces armées de réserve.

La réserve des unités combattantes, les unités de réserve de la réserve de l'armée de terre, les unités de réserve de la réserve de l'armée de l'air, les unités de réserve de la réserve de la marine, les unités de réserve de la réserve des forces armées spéciales, les unités de réserve de la réserve des forces armées de réserve.

La réserve des unités combattantes, les unités de réserve de la réserve de l'armée de terre, les unités de réserve de la réserve de l'armée de l'air, les unités de réserve de la réserve de la marine, les unités de réserve de la réserve des forces armées spéciales, les unités de réserve de la réserve des forces armées de réserve.

SCIENCES

L'homme de Neandertal

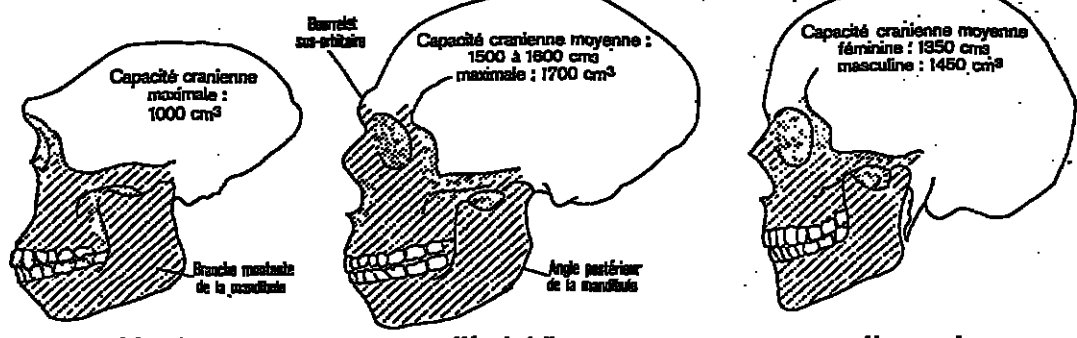
(Suite de la première page.)

Les progrès de la paléontologie humaine ont permis de situer également l'homme de Neandertal dans la lignée humaine : pour la plupart des spécialistes, il est déjà *Homo sapiens*, mais de la variété *neandertalensis* alors que depuis 40 000 ou 35 000 ans, les seuls hominides vivant sur la terre sont, quelle que

(1500 à 1400 cm³ contre 1350 à 1450 cm³), donnent ainsi à l'homme de Neandertal le plus gros cerveau de toute la lignée humaine. Ensuite, la forme de la tête est sensiblement différente de celle de la nôtre. Le crâne est étiré vers l'arrière, ce qui permet un grand développement des lobes occipitaux alors que la face se prolonge vers l'avant en

caje) et l'armature osseuse sont, les premières très importantes, la seconde très robuste, de façon à pouvoir assurer une mastication puissante et bien que la face est très grande par rapport à la boîte crânienne.

Le reste du corps est assez peu différent du nôtre. A part la tête, le squelette d'*Homo sapiens* nean-



De l'homme de Neandertal à l'homme actuel, la face (en gris sur les trois schémas) diminue en importance relative par rapport à la boîte crânienne.

soit leur race, *Homo sapiens* de la variété *sapiens*. On peut enfin — en l'état actuel des connaissances — situer dans l'espace l'homme de Neandertal : en près de cent cinquante ans, on a découvert une cinquantaine de sites répartis de l'Ouzbékistan à Gibraltar, les plus nombreux ayant été trouvés en Europe, particulièrement en Belgique et dans le sud-ouest de la France.

L'homme de Neandertal se distingue des autres hominides surtout par sa tête. Tout d'abord la capacité crânienne est très grande, plus grande en moyenne que la nôtre

« musée », musée souvent accablé par un million d'années. Les sinus ou cavités des os frontaux et maxillaires de l'homme de Neandertal sont extraordinairement développés. Les sinus frontaux ont ainsi créé un puissant bourrelet sus-orbitaire, présent déjà chez le fœtus, atténué chez le jeune enfant et réapparaissant à la puberté. Quant aux sinus maxillaires — encore plus importants — ils gonflent les maxillaires et projettent donc la face vers l'avant. A ces caractères osseux s'ajoute le fait que les cavités de la face (orbites, cavité nasale et bu-

dontale) sont donc assez proches de l'homme *sapiens*. Tout au plus, remarque-t-on, chez l'homme de Neandertal, de grosses articulations, un tronc très large, probablement très musclé et des jambes assez courtes. Avec sa taille moyenne (1,70 mètre au maximum pour l'homme de la Ferrassie) le Neandertalien devait être assez trapus.

D'où vient ce crâne très particulier ? Il est difficile de le dire avec précision. Mais il semble bien que l'homme de Neandertal dont les spécimens les plus récents sont les plus typiques constitue une lignée parallèle à celle d'*Homo sapiens* *sapiens*. En l'état actuel des connaissances, l'homme de Mauer (— 800 000 ou — 700 000 ans), lui-même issu d'*Homo erectus* (ou *Pithecanthropus*) selon une filiation encore mal connue, pourrait être à l'origine des deux variétés *sapiens* et *neandertalensis*. Chez l'homme de Mauer, dont on n'a retrouvé qu'une mandibule unique, on remarque des traits annonçant déjà l'homme de Neandertal (forme de l'arcade dentaire, morphologie des dents, angle postérieur de la mandibule), alors que subsistent des caractéristiques, de type *Pithecanthropus* (mention en retrait, large branche montante de la mandibule, etc.).

Une disparition encore inexpliquée

La tendance à la « neandertalisation » s'accentue progressivement avec les hommes de Tautavel, de Saccopastore et de Krapina. Au contraire, on trouve chez certains autres hominides (homme de Steinheim, de Swanscombe, de Fontécheval) des particularités annonçant l'homme *sapiens* *sapiens*. Si bien que, pendant l'interglaciaire Riss-Würm (— 100 000 à — 70 000 ans), les deux lignées, *neandertalensis* et *sapiens*, sont nettement différenciées.

Les deux lignées s'étant développées parallèlement, il est possible que se soient produits des mélanges. Des traces en ont été trouvées en Palestine, ce qui n'exclut pas

qu'il y ait pu en avoir ailleurs. Mais toute trace néandertaloïde semble avoir disparu chez l'homme de Cro-Magnon ou de la Vache-Paillée, et a complètement disparu chez l'homme de Neandertal s'est éteint vers — 40 000 ou — 35 000 ans.

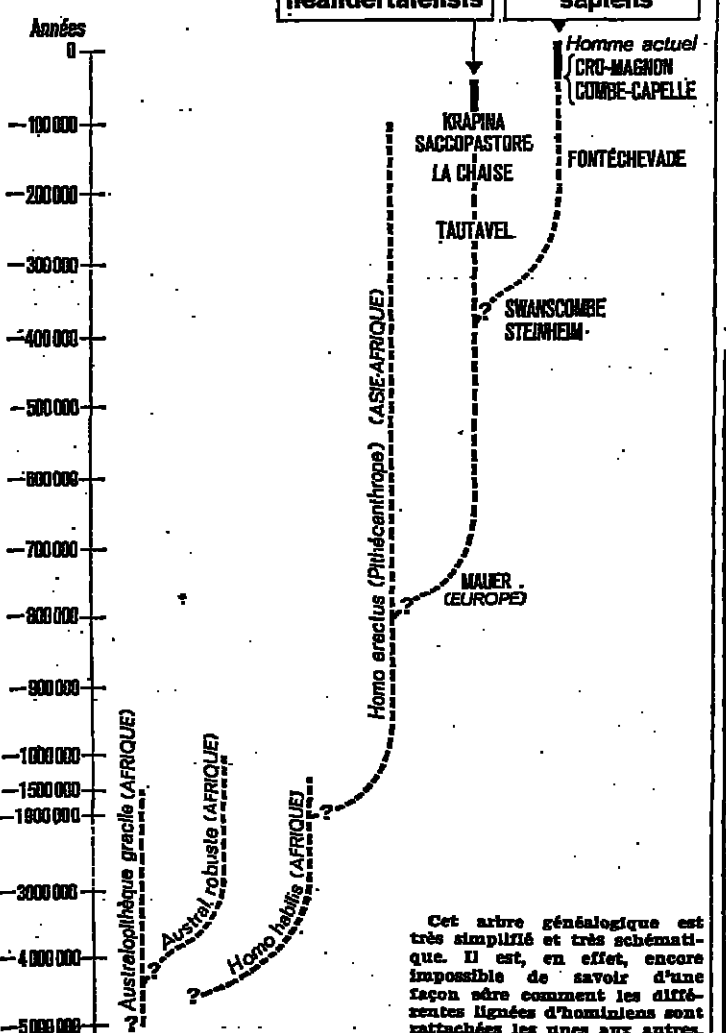
Pourquoi l'homme de Neandertal a-t-il disparu ? Aucune réponse sûre n'est possible. On ne peut faire état d'hypothèses plus ou moins fragiles. L'extraordinaire « pneumatisation » des sinus a, bien évidemment, attiré l'attention des spécialistes. Certains ont suggéré que ces sinus gonflés étaient la marque concrète d'une grande adaptation au froid — les animaux du pays froid, tels les rhinocéros marins, ont, eux aussi, de très vastes sinus — et que cette adaptation trop poussée (et irréversible comme toute évolution) avait empêché l'homme de Neandertal de supporter le réchauffement consécutif à la fin de la dernière phase du Würm. A ce point, on pourrait d'ailleurs répondre que la période relativement plus chaude séparant Würm I de Würm II (d'environ — 55 000 à — 40 000 ans) avait été bien supportée par l'homme de Neandertal.

D'autres ont pensé que la grosseur remarquable de la tête, des mains et des articulations pouvait être due à un hyperdéveloppement de l'hypophyse dont le développement aurait pu entraîner l'extinction de la sous-espèce *neandertalensis*. D'autres enfin ont imaginé des causes sociales : les représentants de la lignée *sapiens* *sapiens* (homme de Cro-Magnon ou celui de la Vache-Paillée), poussés par leur nombre (?) et leurs capacités (?), auraient pu à peu près monopoliser les terrains de chasse à leur usage exclusif.

Quoi qu'il en soit, l'homme de Neandertal n'était pas la brute épaisse qu'on imagine trop souvent. Il n'avait pas nos techniques, mais il savait tirer partie des possibilités qu'il offrait à lui-même. Il avait à sa disposition des pierres cristallines, il en tirait de fort beaux outils. En outre, il était déjà familiarisé avec les abstractions métaphysiques. Sans celles-ci, pourquoi aurait-il le premier pratiqué des rituels funéraires ? Tous les corps, manifestement enterrés, ont été couchés sur le côté, en « chien de fusil », dans la position classique du dormeur. L'enfant retrouvé à Teshik-Tash (Ouzbékistan) était enterré de cornes de chèvres et de bouquins. Celui de Khatzi (Israël) était accompagné de bois de cervidés. A la Ferrassie, l'homme et la femme gisaient tête contre tête, dans deux fosses opposées orientées est-ouest. A proximité des deux sépultures d'adultes, reposaient les quatre enfants et le fœtus. Sur trois de ces petites fosses, des ailes taillées étaient disposées. En outre, neuf petits monticules (dont un au-dessus du fœtus) avaient été faits et plusieurs de ces tombes étaient couvertes de dalles de pierre. A Shanidar (Irak), un lit de fleurs avait été dressé sous l'un des corps. Au mont Ciré (Italie), la grotte Guertina a révélé un crâne unique soigneusement déposé en son centre.

YVONNE REBEYROL.

* Les Hommes fossiles de la Ferrassie. Tome I. Très nombreuses illustrations. Edit. Masson, 331 p., 200 fr.



Cet arbre généalogique est très simplifié et très schématisé. Il est, en effet, encore impossible de savoir dans quel ordre les différentes lignées ont évolué. Les dates sont donc données à titre indicatif.

ÉDUCATION

A Blois

Le procès intenté par un professeur est reporté par suite d'une alerte à la bombe

Sur communication téléphonique anonyme au journal *la Nouvelle République*, faisant savoir qu'une bombe allait exploser au palais de justice de Blois, l'audience du procès en diffamation intenté par M. Paul Pouvilion, professeur d'éducation culturelle au lycée agricole de Vendôme, au directeur de son établissement, M. Rembert, et divers membres du conseil d'administration a dû être interrompue mardi 18 mai par 20 heures. Après cette fausse alerte, l'heure tardive a nécessité le report du procès au 8 juin prochain.

Les enseignants de l'académie d'Orléans-Tours, affiliés au Syndicat national des professeurs d'agriculture (S.N.P.A.), avaient fait grève le même jour pour protester contre les sanctions prises contre ce professeur et organisé des manifestations de répression et une manifestation qui ont rassemblé plusieurs centaines de personnes.

M. Pouvilion, suspendu de ses fonctions par mesure conservatoire le 1^{er} décembre 1975, à la suite d'un conflit avec la direction de l'établissement, a été ensuite suspendu sans traitement de ses fonctions. Il a été réintégré à son poste d'office dans un autre établissement à partir du 1^{er} juillet, par une commission disciplinaire présidée le 23 mars dernier. Or ce professeur estime avoir été diffamé par M. Rembert et quatre membres du conseil d'administration (représentant respectivement les professeurs d'agriculture, les parents d'élèves de la Fédération Agricole, la seule représentante des enseignants professionnels des organisations professionnelles

agricoles), qui s'étaient, selon lui, abusivement érigés en instance disciplinaire. Il a aussi introduit un recours contre cette décision auprès du tribunal administratif. Dès son arrivée au lycée agricole de Vendôme en septembre 1973, M. Pouvilion avait eu des difficultés avec son chef d'établissement et aussi, d'après ce dernier, avec les autres professeurs. Dans son précédent poste, M. Pouvilion avait été mis en cause lors d'une grève de la faim d'élèves du lycée de Hyes.

Les motifs invoqués pour la sanctionner étaient « un blocage, l'opposition totale entre ce professeur et les autres, ainsi que le caractère nettement orienté de son enseignement ». D'autres causes, plus générales, doivent être recherchées dans la situation particulière des professeurs d'agriculture, de l'enseignement agricole. Créé à l'initiative de M. Edgard Pisani, alors ministre de l'Agriculture, en décembre 1960, le corps des professeurs d'éducation culturelle a souvent fait l'objet, depuis, de critiques sévères. Les programmes très larges, les contacts peu formels avec les élèves, les thèmes abordés (société, politique, religion, art...) n'ont pas toujours été acceptés. Enfin, les liens complexes existant dans l'enseignement agricole entre les directeurs d'établissements et les parents d'élèves, souvent membres d'organisations professionnelles agricoles, accentuent parfois les difficultés de certains enseignants dont les comportements pédagogiques sont jugés illégitimes. — M. R.

« Toute la vérité sur la réforme Haby »

UNE LETTRE DU MINISTRE DE L'ÉDUCATION

Nous avons reçu de M. René Haby, ministre de l'éducation, la lettre suivante :

Permettez-moi de relever le caractère assez surprenant de l'article consacré au projet de loi explicatif actuellement diffusé auprès des parents sur le contenu de la réforme du système éducatif. La première phrase, l'auteur estime qu'il s'agit d'une « marque d'hostilité » vis-à-vis « des syndicats et fédérations de parents d'élèves ». Où est l'hostilité ? Pourquoi les syndicats et les fédérations de parents seraient-ils pris à partie, alors qu'aucune allusion, même indirecte, n'est faite ni aux uns ni aux autres ?

Bien entendu, je récusais catégoriquement la version de l'auteur de l'article, qui laisse entendre que syndicats et fédérations seraient visés par cette phrase, pourtant banale : « A ceux qui critiquent cette réforme, souvent sans la connaître, vous pouvez répondre ». Mais il ne peut ignorer les attaques lancées en permanence contre la réforme, au niveau des établissements scolaires et en direction des parents et des élèves par des tracts qui affirment gravement que « la scolarité va être ramené de six à quatre ans », que « les enfants seront livrés à douze ans au patronat », que « le bac va devenir une guillotine avec des patrons dans le jury », que « la sélection sera organisée dès l'âge de quatre ans », que « le niveau culturel va être abaissé », etc.

Est-il interdit au ministre d'avancer quelques idées différentes et plus proches de la volonté du législateur ? Il n'y a aucune polémique ni aucune provocation envers les syndicats ou associations dans cette attitude. L'airne scolaire paraît-elle si calme qu'on veuille y agiter quelques feuilles orange en laissant ramper des serpents ?

Le mot d'ordre de grève lancé par le Syndicat national des lycées et collèges (S.N.L.C.), les 17 et 18 mai (le 18 mai) a été suivi par 70 à 80 % de nos adhérents, ce qui est une organisation nationale de l'éducation, pour sa part, précise que moins de 1 % des enseignants du second degré ont participé à ce mouvement. Le S.N.L.C. explique cependant que la grève a été suivie de deux façons : « Certains professeurs ont fait une grève classique, d'autres, ayant des classes d'élèves, ont fait des cours mais se sont déclarés grévistes ».

BBC English for Management

Cours d'anglais supérieur pour hommes d'affaires, directeurs commerciaux et techniciens. Nous faisons usage de matériaux et techniques modernes conçus et développés par la BBC Broadcasting Corporation.

■ Intégration en pension d'enseignement moderne, entièrement axée sur la communication.

■ Cours d'anglais en Angleterre pour secrétaires de direction.

■ Des cours peuvent être donnés sur place pour groupes partout en Europe.

■ Pour une documentation complète, écrire :

Recruitment Officer
English for Management
The British Council
Lang End, near High Wycombe
Buckinghamshire, England
Tél. : 0494 500000 (9 lignes)
Tél. : 0494 500000 (9 lignes)

IDRAC

ÉTABLISSEMENT PRIVÉ D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR COMMERCE, qui prépare jeunes filles et jeunes gens aux fonctions de :

CADEAU DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE

Fonctionnaire adhérent au service technique

3 ans d'études. Niveau d'entrée : — sur titre pour les bacheliers, — sur examen pour les élèves de niveau terminal.

L'année préparatoire et quatre années de formation sont d'un niveau très élevé. Elles justifient par un niveau technique, économique, statistique, langues, droit, gestion, marketing, psychologie, techniques d'expression, l'élève de commerce.

En fin de deuxième année, les élèves sont présentés par l'Institut à l'un ou l'autre des brevets de technicien supérieur (brevets d'état) suivants :

— B.T.S. de commerce international et gestion commerciale.

— B.T.S. de distribution, commerce et gestion commerciale.

La troisième année est consacrée à :

MARKETING ET MANAGEMENT

Chaque année de formation est suivie d'un stage de 10 semaines.

IDRAC, 30, rue de Valenciennes, 59000 Lille. Tél. : 72.23.85. Corres. à Lyon 67, chemin des Marais, 69003 Villeurbanne.

800 millions de francs par an

La coopération franco-allemande s'étendra à toute la gamme des activités concernant la réalisation des réacteurs nucléaires, sauf le combustible.

1) La recherche et le développement. — Le C.E.A. dépense aujourd'hui environ 400 millions de francs par an pour la mise au point et les essais des composants des réacteurs nucléaires. L'Allemagne un peu moins. Les deux pays sont convenus que le C.E.A. et son homologue allemand de Karlsruhe, le centre de recherches nucléaires G.F.K. (Gesellschaft für Kernforschung) coordonneront leurs recherches afin d'éviter les doubles emplois et de combler les lacunes, chaque pays devant rapidement dépenser des sommes équivalentes. Ce sont donc au total quelque 800 millions de francs par an qui seront dépensés dans

les prochaines années de part et d'autre du Rhin.

2) Le portefeuille de connaissances technologiques. — Les connaissances accumulées par la France et l'Allemagne sont mises en commun, et une société de systèmes à laquelle la France participera pour 65 % et l'Allemagne pour 35 % détiendra la licence des réacteurs actuels et pourra le faire, moyennant rétribution, aux industriels étrangers. Les recherches seront réparties en tenant compte de l'avance française. Les partenaires dans cette société sont les sociétés qui construisent les réacteurs nucléaires en France et en Allemagne. Il est convenu que le partage du capital sera rééquilibré à 51 % pour Novatome et 49 % pour Interatom lorsque l'industrie allemande aura reçu commande de son septième réacteur, sans doute pas avant 1990-1995.

3) L'industrie. — Novatome et Interatom ont signé à Bonn un accord délimitant les grandes lignes de leur collaboration industrielle. Ces deux entreprises deviennent licenciées de la société de systèmes. L'industrie allemande aura été invitée à créer une société commune sur une base égalitaire, lorsque le marché se sera développé.

L'objectif est bien, à terme, de dépasser la différence de conception qui existe entre le modèle français et le modèle allemand de réacteur pour aboutir à un modèle unique, ce qui permettrait de rationaliser les composants et d'avoir une ingénierie commune. Si un tel accord n'est pas atteint, les deux sociétés industrielles auraient dû se séparer. Si bien que, pendant l'interglaciaire Riss-Würm (— 100 000 à — 70 000 ans), les deux lignées, *neandertalensis* et *sapiens*, sont nettement différenciées.

Novatome et Interatom deviendront plus associés que concurrents, quel qu'il soit le résultat de la coopération. L'Allemagne a aussi peu de réacteurs à haute température, mais elle construit un prototype de 300 MW. Ainsi, l'avance française sur les réacteurs nucléaires sera compensée par l'avance allemande sur les hautes températures. Mais deux industries allemandes sont sur les rangs pour construire de futurs réacteurs à haute température, et il faut attendre une rationalisation industrielle outre-Rhin avant de conclure des accords analogues à ceux sur les réacteurs. La France, pour sa part, ne souhaite pas dépenser autant d'argent sur les hautes températures que sur les réacteurs. Mais une collaboration ultérieure sera probablement mise en œuvre, car Bonn y attache une grande importance.

DOMINIQUE VERGÈRE.

Publié par l'Université de Paris VII organise, du 1^{er} au 7 juillet, le stage suivant :

Pédagogie à médiateur corporel

Ce stage s'adresse à des éducateurs, enseignants et animateurs.

Bénéficiaires et inscriptions : Formation Permanente, Université de Paris VII, Route de la Tour de la Ville, 75271 PARIS CEDEX 12. Tél. : 008-22-22 et 008-22-70, p. 389.

pour la 1^{re} fois, un dictionnaire complet dès le début de la scolarité

Larousse encyclopédie des débuts

Pour un bon dictionnaire dans la vie scolaire, le Larousse encyclopédie des débuts est la solution.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un dictionnaire complet, riche en informations, qui aide les élèves à comprendre le monde qui les entoure.

Il couvre tous les domaines de la connaissance, de la science à l'histoire, de la géographie à l'art.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un outil indispensable pour tous les élèves du primaire et du secondaire.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage de référence qui aide les élèves à développer leur esprit critique et leur capacité d'analyse.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage de qualité, qui a été rédigé par des experts du domaine.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été illustré par des artistes de renom.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été traduit dans de nombreuses langues.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été révisé et mis à jour régulièrement.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été imprimé sur du papier de qualité.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été distribué dans toutes les bibliothèques et librairies.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été utilisé par des millions d'élèves.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été reconnu comme l'un des meilleurs dictionnaires du monde.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été recommandé par des enseignants et des parents.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été utilisé par des millions d'adultes.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été reconnu comme l'un des meilleurs dictionnaires du monde.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été recommandé par des enseignants et des parents.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été utilisé par des millions d'adultes.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été reconnu comme l'un des meilleurs dictionnaires du monde.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été recommandé par des enseignants et des parents.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été utilisé par des millions d'adultes.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été reconnu comme l'un des meilleurs dictionnaires du monde.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été recommandé par des enseignants et des parents.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été utilisé par des millions d'adultes.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été reconnu comme l'un des meilleurs dictionnaires du monde.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été recommandé par des enseignants et des parents.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été utilisé par des millions d'adultes.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été reconnu comme l'un des meilleurs dictionnaires du monde.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été recommandé par des enseignants et des parents.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été utilisé par des millions d'adultes.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été reconnu comme l'un des meilleurs dictionnaires du monde.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été recommandé par des enseignants et des parents.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été utilisé par des millions d'adultes.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été reconnu comme l'un des meilleurs dictionnaires du monde.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été recommandé par des enseignants et des parents.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été utilisé par des millions d'adultes.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été reconnu comme l'un des meilleurs dictionnaires du monde.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été recommandé par des enseignants et des parents.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été utilisé par des millions d'adultes.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été reconnu comme l'un des meilleurs dictionnaires du monde.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été recommandé par des enseignants et des parents.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été utilisé par des millions d'adultes.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été reconnu comme l'un des meilleurs dictionnaires du monde.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été recommandé par des enseignants et des parents.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été utilisé par des millions d'adultes.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été reconnu comme l'un des meilleurs dictionnaires du monde.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été recommandé par des enseignants et des parents.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été utilisé par des millions d'adultes.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été reconnu comme l'un des meilleurs dictionnaires du monde.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été recommandé par des enseignants et des parents.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été utilisé par des millions d'adultes.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été reconnu comme l'un des meilleurs dictionnaires du monde.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été recommandé par des enseignants et des parents.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été utilisé par des millions d'adultes.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été reconnu comme l'un des meilleurs dictionnaires du monde.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été recommandé par des enseignants et des parents.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été utilisé par des millions d'adultes.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été reconnu comme l'un des meilleurs dictionnaires du monde.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été recommandé par des enseignants et des parents.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été utilisé par des millions d'adultes.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été reconnu comme l'un des meilleurs dictionnaires du monde.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été recommandé par des enseignants et des parents.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été utilisé par des millions d'adultes.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été reconnu comme l'un des meilleurs dictionnaires du monde.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été recommandé par des enseignants et des parents.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été utilisé par des millions d'adultes.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été reconnu comme l'un des meilleurs dictionnaires du monde.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été recommandé par des enseignants et des parents.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été utilisé par des millions d'adultes.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été reconnu comme l'un des meilleurs dictionnaires du monde.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été recommandé par des enseignants et des parents.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été utilisé par des millions d'adultes.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été reconnu comme l'un des meilleurs dictionnaires du monde.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été recommandé par des enseignants et des parents.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été utilisé par des millions d'adultes.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été reconnu comme l'un des meilleurs dictionnaires du monde.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été recommandé par des enseignants et des parents.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été utilisé par des millions d'adultes.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été reconnu comme l'un des meilleurs dictionnaires du monde.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été recommandé par des enseignants et des parents.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été utilisé par des millions d'adultes.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été reconnu comme l'un des meilleurs dictionnaires du monde.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été recommandé par des enseignants et des parents.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été utilisé par des millions d'adultes.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été reconnu comme l'un des meilleurs dictionnaires du monde.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été recommandé par des enseignants et des parents.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été utilisé par des millions d'adultes.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été reconnu comme l'un des meilleurs dictionnaires du monde.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été recommandé par des enseignants et des parents.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été utilisé par des millions d'adultes.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été reconnu comme l'un des meilleurs dictionnaires du monde.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été recommandé par des enseignants et des parents.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été utilisé par des millions d'adultes.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été reconnu comme l'un des meilleurs dictionnaires du monde.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été recommandé par des enseignants et des parents.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été utilisé par des millions d'adultes.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été reconnu comme l'un des meilleurs dictionnaires du monde.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été recommandé par des enseignants et des parents.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été utilisé par des millions d'adultes.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été reconnu comme l'un des meilleurs dictionnaires du monde.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été recommandé par des enseignants et des parents.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été utilisé par des millions d'adultes.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été reconnu comme l'un des meilleurs dictionnaires du monde.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été recommandé par des enseignants et des parents.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été utilisé par des millions d'adultes.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été reconnu comme l'un des meilleurs dictionnaires du monde.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été recommandé par des enseignants et des parents.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été utilisé par des millions d'adultes.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été reconnu comme l'un des meilleurs dictionnaires du monde.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été recommandé par des enseignants et des parents.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été utilisé par des millions d'adultes.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été reconnu comme l'un des meilleurs dictionnaires du monde.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été recommandé par des enseignants et des parents.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été utilisé par des millions d'adultes.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été reconnu comme l'un des meilleurs dictionnaires du monde.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été recommandé par des enseignants et des parents.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été utilisé par des millions d'adultes.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été reconnu comme l'un des meilleurs dictionnaires du monde.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été recommandé par des enseignants et des parents.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été utilisé par des millions d'adultes.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été reconnu comme l'un des meilleurs dictionnaires du monde.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été recommandé par des enseignants et des parents.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été utilisé par des millions d'adultes.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été reconnu comme l'un des meilleurs dictionnaires du monde.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été recommandé par des enseignants et des parents.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été utilisé par des millions d'adultes.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été reconnu comme l'un des meilleurs dictionnaires du monde.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été recommandé par des enseignants et des parents.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été utilisé par des millions d'adultes.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été reconnu comme l'un des meilleurs dictionnaires du monde.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été recommandé par des enseignants et des parents.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été utilisé par des millions d'adultes.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été reconnu comme l'un des meilleurs dictionnaires du monde.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été recommandé par des enseignants et des parents.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été utilisé par des millions d'adultes.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été reconnu comme l'un des meilleurs dictionnaires du monde.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été recommandé par des enseignants et des parents.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été utilisé par des millions d'adultes.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été reconnu comme l'un des meilleurs dictionnaires du monde.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été recommandé par des enseignants et des parents.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été utilisé par des millions d'adultes.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été reconnu comme l'un des meilleurs dictionnaires du monde.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été recommandé par des enseignants et des parents.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été utilisé par des millions d'adultes.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été reconnu comme l'un des meilleurs dictionnaires du monde.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été recommandé par des enseignants et des parents.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été utilisé par des millions d'adultes.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été reconnu comme l'un des meilleurs dictionnaires du monde.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été recommandé par des enseignants et des parents.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été utilisé par des millions d'adultes.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été reconnu comme l'un des meilleurs dictionnaires du monde.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été recommandé par des enseignants et des parents.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été utilisé par des millions d'adultes.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été reconnu comme l'un des meilleurs dictionnaires du monde.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été recommandé par des enseignants et des parents.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été utilisé par des millions d'adultes.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été reconnu comme l'un des meilleurs dictionnaires du monde.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été recommandé par des enseignants et des parents.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été utilisé par des millions d'adultes.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été reconnu comme l'un des meilleurs dictionnaires du monde.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été recommandé par des enseignants et des parents.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été utilisé par des millions d'adultes.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été reconnu comme l'un des meilleurs dictionnaires du monde.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été recommandé par des enseignants et des parents.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été utilisé par des millions d'adultes.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été reconnu comme l'un des meilleurs dictionnaires du monde.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été recommandé par des enseignants et des parents.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été utilisé par des millions d'adultes.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été reconnu comme l'un des meilleurs dictionnaires du monde.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été recommandé par des enseignants et des parents.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été utilisé par des millions d'adultes.

Le Larousse encyclopédie des débuts est un ouvrage qui a été reconnu comme l'un des meilleurs dictionnaires du monde.

Le Larousse encyclopédie des débuts est

MÉDECINE

KONK 2

Konk n'est pas bavard, mais ses dessins dans « le Monde » en disent long...

Un recueil de 128 pages 20 F

LES ÉDITIONS OUVRIÈRES
12, av. Saint-Jacques, 75014 Paris Cedex 13

A L'ACADÉMIE

Le manque de donneurs de reins

Près de mille huit cents Français, souffrant d'une grave insuffisance rénale, attendent de pouvoir subir la greffe du rein, qui leur permettra de mener à nouveau une vie normale. Les techniques de transplantation sont au point, les structures chirurgicales mises en place. Cependant, pour la plupart d'entre eux, l'attente risque de durer des années, par suite de l'insuffisance des dons d'organes.

L'académie de médecine s'est émue de cet état de fait. Elle a consacré, le 18 mai, une séance spéciale au problème des transplantations rénales, rendu plus actuel encore par la décision qui vient de prendre le service de transplantations rénales de l'hôpital Necker de ne plus accepter de malades sur les listes d'attente (le Monde du 13 mai).

Les professeurs Jean Crosnier et Jean Hamburger, ont souligné que mille huit cents greffes devraient être entreprises chaque année en France, alors qu'actuellement le nombre des interventions ne dépasse pas trois cent cinquante.

Après une greffe de rein prélevé sur un donneur vivant, appartenant à la famille du malade, le pourcentage de réussites après cinq ans atteint 91 %. Ce pourcentage est de 67 % après transplantation d'un rein prélevé sur un cadavre. Et la majorité des malades sur lesquels la transplantation a échoué peuvent être à nouveau placés en rein artificiel en attendant une nouvelle greffe.

Le professeur Jean Dausset a rappelé, pour sa part, que l'organisme créé spécialement en France pour recueillir les reins à transplanter, « France-Transplant », possède un réseau nation-

nal comportant vingt-quatre équipes «médico-chirurgicales» et vingt laboratoires.

Toutes ces équipes ou laboratoires sont reliés à un ordinateur central dans lequel sont enregistrées toutes les caractéristiques des malades en attente. Le rein est prélevé et expédié par les moyens les plus rapides vers le receveur désigné et la greffe est pratiquée dans un délai qui n'exécède pas en moyenne dix-sept heures.

Les reins transplantés sont prélevés sur des personnes dont le cerveau a été irrémédiablement détruit (le plus souvent au cours d'un accident), mais dont la circulation sanguine et la respiration sont assurées artificiellement par des appareils. Les praticiens se refusent cependant toujours de prélever certains organes sur ces malades s'ils n'ont pas obtenu le consentement de la famille du mort. Or, dans la plupart des cas, les proches se refusent à laisser prélever le prélevement.

M. Jean-Paul Jeanneney, ancien ministre des affaires sociales, venu en tant que « père d'un malade », a estimé qu'il fallait légiférer sur le sujet. Il a suggéré que soit établie une réglementation qui autorise le prélèvement d'organes, à l'exception des personnes nanties d'une carte de refus interdisant tout prélèvement sur le corps du porteur.

Au cours de la séance du 11 mai dernier, l'Académie avait élu deux correspondants étrangers dans sa troisième division (hygiène et épidémiologie) : M. Jean Van Beneden, de Liège, et M. Marcelino Candau, de Rio-de-Janeiro, ancien directeur de l'Organisation mondiale de la santé.

A Toulouse

DOUZE MÉDECINS CONTESTATAIRES SONT CONDAMNÉS À PAYER LEUR COTISATION À L'ORDRE

(De notre correspondant régional.)

Toulouse. — C'est une « décision de clemence », ont déclaré, mardi 18 mai, les avocats, tous membres du Mouvement d'action judiciaire, alors que le tribunal de grande instance de Toulouse venait de faire connaître son jugement dans le procès opposant le conseil départemental de l'Ordre à douze médecins ayant refusé de régler leurs cotisations (« le Monde » du 17 avril).

Le président Couronne a déboulé le conseil de l'Ordre, qui réclamaient des dommages et intérêts, et a seulement condamné les douze médecins contestataires aux dépens et à verser leurs cotisations, dont le montant avait été d'ailleurs remis à un huissier.

Avocats et médecins — ces derniers ont été soutenus dans leur action par deux cents de leurs confrères, dont les professeurs agrégés Bernard Cathala, Jean Gouri, Marie Blanche-Larue, Louis Larue, président de l'université Paul-Sabatier de Toulouse, Jacques Frit et Guy Espagno — considèrent que ce jugement pourra avoir valeur de précédent, car d'autres procès vont être appelés incessamment devant les tribunaux d'instance de Muret et de Villefranche-de-Lauragais.

Le collectif santé, dont se réclament les médecins contestataires, a également reçu l'appui du syndicat santé C.F.D.J., des services sociaux du S.N.S.-Sup et de la F.N.S. de l'université Paul-Sabatier de Toulouse, ainsi que de l'Association des centres de soins de Toulouse et des environs. — L. P.

AUX HOSPICES CIVILS DE LYON

Le long combat des psychologues et des orthophonistes

De notre correspondant régional

Lyon. — Depuis cinq mois, quarante-six psychologues et orthophonistes sur les cinquante et un employés par les Hospices civils de Lyon (H.C.L.) n'ont perçu aucun salaire et sont dépourvus de couverture sociale. Pourtant, depuis le 15 décembre 1975, ils ne sont plus en grève. Certains patrons des services dans lesquels ils travaillent régulièrement — même si c'est à temps partiel — ont délivré des certificats attestant de leur présence à leur poste. En vain. La direction des H.C.L., dont le président est M. Louis Pradel, maire de Lyon, refuse les arguments avancés par les psychologues et orthophonistes. Les intéressés ont déposé le 18 mars un nouveau recours devant le tribunal administratif de Lyon pour obtenir le paiement de leur salaire. Il n'est pas certain cependant que la juridiction puisse examiner leur requête avant les vacances.

Ce conflit ne se fonde pas seulement sur des questions de mode de rémunération. Il pose un problème de fond : l'absence de statut professionnel de psychologue et d'orthophoniste.

Des textes ont certes paru en 1971 — le 22 octobre pour les psychologues et le 3 décembre pour les orthophonistes — mais ni les uns ni les autres ne les ont acceptés. La non-application immédiate de ces décrets a laissé le problème dans l'ombre. Le 13 mai 1974, un autre décret a paru, précisant le statut des « attachés d'hôpitaux ». Employés et payés comme tels jusqu'ici, psychologues et orthophonistes n'entraient pas dans le cadre de la nouvelle définition : ils devaient pour l'administration des H.C.L. à partir de mars 1975, des « agents vacataires ». En juillet 1975, le conseil d'administration des Hospices accepta que soient rédigés de nouveaux contrats. A l'automne dernier, lorsque les documents furent envoyés individuellement pour signature, la protestation fut quasi unanime : la rémunération était fixée à la division de 25 % par rapport à la situation antérieure ; certains avantages

acquis avaient disparu. L'administration introduisit enfin une obligation de pointer une fois par semaine.

Psychologues et orthophonistes renvoyèrent collectivement les contrats non signés et décidèrent de faire grève. Celle-ci a été suspendue le 15 octobre au 15 décembre par quarante-six des cinquante et un psychologues et orthophonistes.

Le 15 décembre, un compromis fut signé entre les parties. Il déterminait provisoirement la durée du travail pour les contrats dits à temps partiel, fixait une rémunération horaire sans diminution par rapport au taux appliqué dans le passé, rétablissait le droit aux congés payés et à la formation personnelle et précisait enfin que « jusqu'à la date de signature des contrats, les psychologues et orthophonistes actuellement embauchés percevront des acomptes sur la base de leur rémunération antérieure ». Cette clause n'a pas été respectée par la direction des H.C.L. Absence de contrats et de fiches de pointage justifiées pour l'administration son refus de payer même des acomptes. Les nouveaux contrats seraient actuellement soumis à l'avis de la préfecture. Ceux auxquels ils sont destinés n'en ayant pas encore pris connaissance, réservent leur appréciation et continuent à refuser totalement le pointage.

Rassemblements depuis le 6 mars dernier un collectif national, psychologues et orthophonistes des H.C.L., estime que leur action a valeur de test national. Ils croient en effet déceler dans l'attitude des pouvoirs publics les signes d'une « riposte en main » destinée à réduire les psychologues au rôle de « testeurs ». On en ferait, disent certains, des personnels techniques de formation réduite et à faible coût d'emploi. Leur rôle se limiterait alors à classer les enfants dans une échelle allant de débiles profonds à surdoués et ne leur permettrait pas d'agir sur le contexte familial ou constitutionnel dans le but de supprimer, ou de réduire les causes d'un blocage.

BERNARD ELIE

RELIGION

UN DÉBAT AGITÉ À LA SORBONNE

Le silence de Dieu

Fanatisme pas mort. De l'aveu même des organisateurs (1), le colloque du 17 mai à la Sorbonne entre croyants et athées a pris par moments des allures de croisade et de « polémique de type médiéval », peu dignes de la noblesse et de la gravité du sujet : Dieu.

L'agressivité de tel ou tel orateur a froissé le risque de diffusion de la parole. Personne n'ayant songé à débiter les micros, le vacarme de certains propos passionnés dépassait parfois la limite du supportable. La tension qui régnait sur l'estrade a failli gagner la salle. Avant de quitter spectaculairement les lieux, un auditeur s'est campé devant le podium pour vociférer ; une vieille dame se dressait obstinément sur son siège pour prendre la parole...

Par bonheur, la grande majorité des douze orateurs ne s'est pas laissée entraîner dans ce sillage. A quel bon en jeter à la figure les passages de la Bible les moins édifiants, les horreurs de l'Inquisition, le « ridicule » des disputes entre théologiens chrétiens, les prétendues « hérésies » de Jean XXIII, le caractère considéré comme « scandaleux » des propos du cardinal Marty (« l'athéisme est une maladie sociale », etc. ?

Des milliards de soleils

N'est-il pas plus fructueux de chercher à comprendre les mobiles de la foi et de la non-foi, de prendre acte de ce que Dieu ne puisse être enfermé dans une formule ou une formule ? Pourquoi l'homme comme si croyant et incroyant appartenait à des galaxies différentes, alors que les uns et les autres sont de la même race. « Nous sommes tous habillés par le Dieu des autres et nous sommes tous habillés par le doute des autres » (pasteur Marchand). N'est-il pas des croyants qui deviennent athées ? Et des athées qui deviennent croyants ? Se convertir dans un sens ou dans un autre, serait-ce se renier ? Ce n'est pas assez de dire que l'homme de foi doit tolérer l'in-

croiance et réciproquement. Chacun a quelque chose à apprendre de la position de l'autre.

« Si Dieu était pour moi ce qu'il est pour vous incroyants, je serais à vos côtés », a déclaré le Père Brien, qui a ajouté : « Discuter sur Dieu, c'est évaluer Dieu ; on ne trouve Dieu que dans le silence. Sans éducation, il n'y a pas de connaissance de Dieu. »

M. R. Labregère, président de la Libre Pensée, apprécie la tolérance de Mahomet et reconnaît qu'il a eu le mérite d'édicter un code « génial » pour son temps. Quant à M. François Perin, de l'Institut, il discerne plus de grandeur dans l'athée, qui a trouvé en lui les fondements de la vie spirituelle et qui est responsable devant lui-même, que dans le croyant, qui se réfère à un Dieu Incommensurable.

Croyants et incroyants pourraient se retrouver devant cette évidence qu'il n'y a ni des preuves de l'existence de Dieu ni des preuves de son inexistence. Troisième catégorie : les agnostiques, hommes du « peut-être » : parmi eux se range M. Robert Mallet, recteur de l'Académie de Paris, qui présidait le colloque. Il se plait à citer une des dernières paroles d'André Gide, troublante par son ambiguïté : « C'est toujours la lutte entre ce qui est raisonnable et ce qui ne l'est pas. »

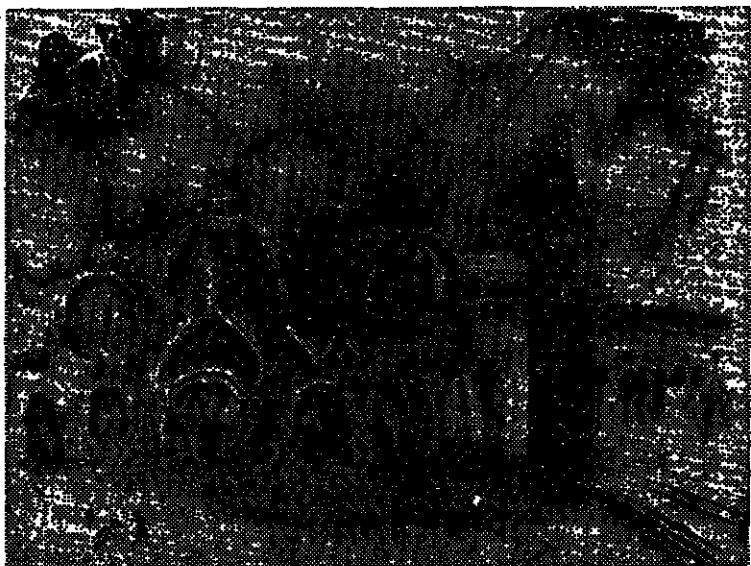
Parmi les orateurs, un homme hiératique, tout de rouge vêtu et d'un calme marmoréen : le vénérable Lama Künzang Dorje, représentant le bouddhisme en Europe. Ses propos ont vivement impressionné l'auditoire.

« Il y a des milliards de soleils, et notre galaxie n'est que poussières. Comment serait-ce sur notre Terre qu'on pourrait trouver la vérité ? Si le monde est illusoire, il faut essayer de sortir de la rêverie. Abraham ? La Genèse ? C'est du passé. Celui qui parle ne sait pas, celui qui sait ne parle pas. »

HENRI FESQUET.

(1) Débat organisé par l'Association française d'échanges et de liaisons, rue de la Gare, 9870 Varennes-sur-Loire.

Venise malade va-t-elle mourir d'indifférence?
Donnez 260^F pour sauver Venise.
Vous recevrez cette estampe.



Salvador Dali fait don de son talent à Venise.

Venise se fissure, Venise se défigure. Comme le portrait de Dorian Gray abandonné aux vices d'un temps sans amour. Pollution atmosphérique, pollution de la lagune, maladie du marbre et de la pierre, humidité et sel marin, affaissement du sol et ravages causés par les hautes eaux, les pigeons de la place St-Marc eux-mêmes contribuent à sa dégradation. Des Français ont été à la base d'un vaste mouvement d'émotion internationale. Les mesures nécessaires commencent à être prises. Salvador Dali fait aujourd'hui don de son talent pour sauver Venise. Soyez avec lui, un maillon de cette précieuse chaîne qui conservera Venise pour les générations à venir.

Comité Français pour la Sauvegarde de Venise.
Président : Gaston Palewski, membre de l'Institut

Campagne des Grandes Causes Internationales - Création McCANN ERICKSON - Photocompo SOG - Studio G. Filon. Photographie Bussière. Photo L. de Pomery. Avec l'aide et la collaboration du LIVRE DE PARIS. Cet emplacement a été offert gracieusement par Le Monde.

BONNE COMMANDE

Je, soussigné M., Mme, Mlle^e

Nom - Prénom (en majuscules) _____

Adresse _____

Code postal _____

Localité _____

Verser la somme de 250 F pour la sauvegarde de la ville de Venise + 10 F de frais d'envoi de l'estampe = 260 F

☐ par chèque bancaire ci-joint ☐ par virement postal

Libellé à l'ordre de « Venise - Banque de France »

* Ce bon et votre chèque sont à adresser à :

VENISE - BANQUE DE FRANCE B.P. 2416 Paris 75016.

Le comité s'engage en échange :

- à m'envoyer l'estampe ci-dessus (38 x 78 cm) 13 couleurs avec relief sur papier Vellin d'Arche, par chèque, d'après une gouache originale de Salvador Dali représentant la Basilique St-Marc de Venise.

- à veiller à ce que ma participation soit affectée aux opérations de sauvegarde de Venise qu'il entreprendra et dont les dépenses seront contrôlées par les autorités françaises de Venise ou le bureau local de l'UNESCO.

Signature _____ Date et signature _____

M. Gaston Palewski.

(et vous avec moins de 15 ans signer des parents ou des tuteurs légaux.)

صلى الله عليه وآله وسلم

LES HOSPICES CIVILS DE LYON

Le long combat des psychologues et des orthophonistes

De notre correspondant régional

Depuis cinq mois, les psychologues et orthophonistes des Hospices civils de Lyon ont mené un combat acharné pour la reconnaissance de leur statut. Leur lutte a abouti à la signature d'un accord-cadre le 15 décembre 1975, qui leur a permis de faire passer leur statut de celui de simples collaborateurs à celui de véritables professionnels de la santé.

Le 15 décembre, un accord-cadre a été signé entre les représentants des psychologues et orthophonistes et les représentants de l'administration des Hospices civils de Lyon. Ce document, qui a été ratifié par le conseil d'administration des Hospices, reconnaît le statut de professionnels de la santé à ces deux catégories de personnels.

Les psychologues et orthophonistes des Hospices civils de Lyon ont travaillé pendant cinq mois à la reconnaissance de leur statut. Ils ont mené une lutte acharnée pour faire passer leur statut de celui de simples collaborateurs à celui de véritables professionnels de la santé.

Le 15 décembre, un accord-cadre a été signé entre les représentants des psychologues et orthophonistes et les représentants de l'administration des Hospices civils de Lyon. Ce document, qui a été ratifié par le conseil d'administration des Hospices, reconnaît le statut de professionnels de la santé à ces deux catégories de personnels.

POLICE

Le congrès de la fédération C.G.T. de la police est celui de la résurrection

De notre envoyé spécial

Valence. — Pour la Fédération générale des syndicats de la police nationale C.G.T., le congrès du trentenaire, qui s'ouvre ce mercredi 19 mai à Valence, est celui de la résurrection. Après avoir connu jusqu'en 1948 une situation de quasi-monopole dans la police (même les commissaires en faisaient partie à la libération), la C.G.T. s'était vue brutalement ramenée à une fraction minoritaire par le départ massif d'adhérents qui allaient, quelque temps plus tard, se constituer en syndicats autonomes. Commentait alors pour l'organisation confédérale une « traversée du désert » qui devait durer un quart de siècle.

C'est l'arrivée massive d'éléments jeunes qui allait assurer le renouveau de la C.G.T. Peut-être une partie de ces nouveaux venus cotisaient-ils à la Confédération avant de devenir policiers et continuent-ils de le faire par routine. Au même temps, ils sont certainement moins sensibles que leurs aînés à la nécessité souvent avancée — pour cette profession dotée d'un statut spécial — de se défendre à travers un syndicatisme spécifique, en quelque sorte corporatif. Beaucoup de nouveaux policiers réclament d'ailleurs l'abrogation du statut spécial — qui leur enlève notamment le droit de grève — et souhaitent devenir des « fonctionnaires comme les autres ». De ce fait, les slogans confédéraux les rapprochent certainement plus du reste des travailleurs que ceux des autonomes, qui jouent souvent sur les particularismes.

Les responsables des grandes

PRESSE

Contre le régime fiscal

QUINZE HEBDOMADAIRES PARISIENS S'ORGANISENT

Quinze hebdomadaires parisiens (1) ont décidé, mardi 18 mai, de constituer une Association de la presse périodique politique (A.P.P.P.) pour s'opposer au projet du gouvernement concernant le régime fiscal de la presse (le Monde du 14 mai).

Dans un communiqué remis à M. Christian Foccart, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Economie et des Finances, les signataires déclarent que « le nouveau projet de loi du gouvernement concernant le régime fiscal de la presse mettrait en péril l'existence de tous les hebdomadaires et mensuels d'information politique ».

« L'énorme augmentation des taxes qu'ils paieront, poursuivraient-ils, entraînerait dans les prochaines années la disparition d'un grand nombre d'entre eux et freinerait la création de nouveaux périodiques. Les journaux périodiques, quelles que soient les opinions qu'ils représentent, sont indispensables à l'exercice de la liberté d'expression et du droit à l'information des citoyens ».

Les hebdomadaires précisent que l'association « est ouverte à tous ceux qui participent au débat démocratique en apportant à leurs lecteurs une information générale, à la fois politique, économique, sociale et culturelle, qui constitue la part la plus importante de leur surface rédactionnelle ».

(1) Le Courrier enchaîné, France nouvelle, l'Humanité-Dimanche, Minute, le Nouvel Observateur, le Point, Politique-Reforme, Témoignage chrétien, la Terre, Tribune socialiste, l'Unité, Valeurs actuelles, la Vie catholique, la Vie ouvrière.

Seule TWA offre autant de vols quotidiens vers les U.S.A.

New York

sans escale.

Le premier 747 de la journée - Vol quotidien - Départ: 12 h - Arrivée: 13 h 45.
Deuxième vol quotidien: Départ: 15 h - Arrivée: 17 h 15.

Boston

sans escale.

Le seul vol quotidien sans escale - Départ: 13 h 45 - Arrivée: 15 h 25.

Washington


sans escale.

Le seul vol quotidien sans escale - Départ: 12 h 45 - Arrivée: 15 h 30.

Los Angeles

San Francisco.

Boeing 747. Le seul vol direct quotidien via le Pôle.
Départ: 11 h 40. Arrivée Los Angeles: 16 h 10.
Arrivée San Francisco: 18 h 16.



TWA. N°1 sur l'Atlantique.

RELIGION

UN DEBAT AGITE A LA SORBONNE

La foi de Dieu

La Sorbonne a été le théâtre d'un débat agité hier soir, 18 mai, sur la foi de Dieu. Le débat a été animé par le philosophe Jean-Louis Marion, qui a défendu la thèse de la foi comme une attitude de l'homme face à l'infini. Il a été opposé à celle de Jean-François Lyotard, qui a soutenu que la foi est une simple croyance humaine.

Le débat a été très animé et a duré jusqu'à tard dans la nuit. Les participants ont échangé de vives opinions sur la nature de la foi et son rôle dans la société moderne.

ALLIANCE EUROPEENNE DE L'AIR

CHARTERS A.R.

AJACCIO 520F	ATHENES 600F
BASTIA 520F	LISBONNE 500F
ALGER 690F	ISTANBUL 800F
TUNIS 800F	LE CAIRE 1.200F

4 rue de l'Echelle, Paris 13e
3 bis rue de Valenciennes, Paris 11e
Tél. 260.74.93 et 44.89 - 325.76.25

JAMES SARAZIN.

le phénomène

C'est vrai, il y a deux époques dans la photo : avant et après l'apparition des appareils reflex 24 x 36.

C'est vrai, la plupart des photographes célèbres ont donné au reflex 24 x 36 ses lettres de noblesse.

C'est vrai aussi - conséquence directe - le prix moyen de ces appareils semble restreindre leur usage aux seuls professionnels, et posséder un reflex reste pour beaucoup un rêve inaccessible.

Au delà des qualités certaines il y a un phénomène de mode qui masque la frontière entre les perfectionnements utiles et les gadgets coûteux.

Depuis quelques années, il y a un autre phénomène : ZENIT.

Le ZENIT est un reflex 24 x 36.

Comme tous les reflex, il a une visée reflex très lumineuse, une cellule incorporée, un compteur d'images, une prise flash, un armement rapide.

Comme tous les reflex, le ZENIT peut tout : macrophotographie, reportage, portrait, microphotographie.

Le ZENIT possède toute une gamme d'objectifs interchangeables, pas n'importe lesquels : du grand angle au télé 10/1000, la qualité de ces objectifs est reconnue dans le monde entier. De plus, le ZENIT peut recevoir 400 objectifs - de toutes marques.

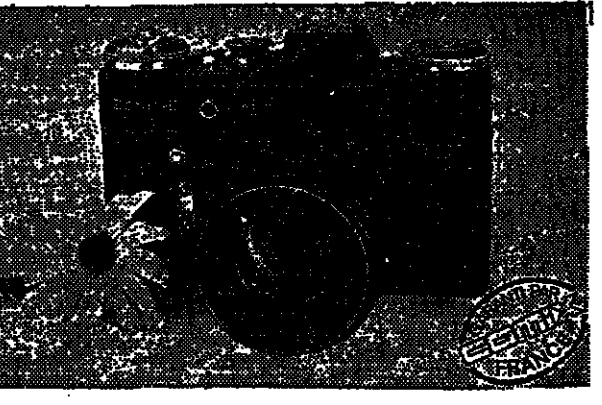
Et tout cela pour un prix incroyable. Vous le constaterez vous-même chez votre spécialiste Photo. C'est aussi cela le phénomène ZENIT.

Bien sûr, ce phénomène pourrait être lui aussi une mode éphémère, un appareil bon marché sans plus.

Seulement voilà : des professionnels utilisent chaque jour le ZENIT : chasseurs d'images, reporters, scientifiques.

Chaque année, grâce au ZENIT, des milliers de photographes - en herbe ou chevronnés - réalisent ce rêve : posséder un reflex. Car il y a un indice qui ne trompe pas sur la qualité de cet appareil : le ZENIT est le plus vendu des reflex 24 x 36. Depuis plusieurs années. Vous ne le saviez pas ?

C'est tout cela le phénomène ZENIT.



Je veux faire connaissance avec le phénomène ZENIT

Nom
Rue
Départ
Localité

Bon à découper et à retourner à
COMIX 18 rue de Toul 75012 PARIS

ZENIT : LE 24 x 36 REFLEX LE PLUS VENDU EN FRANCE

Le Monde

DES ARTS ET DES SPECTACLES

LES SCENES DE L'AMERIQUE

Trois générations ont aimé le cinéma à travers Hollywood

Une exposition de costumes de cinéma rappelle le souvenir des grandes stars de Hollywood. Sur des mannequins sans visages trônent les robes qui furent créées pour Vivien Leigh, Greta Garbo, Marilyn Monroe, inspirées d'une exposition conçue par Diana Vreeland au Metropolitan Museum de New-York, celle-ci s'appelle Hollywood au Marais. Dans ce musée sans figures de cire — mais, chaque soir, le Centre culturel du Marais présente des films pour faire revivre les ombres, — le promoteur ému ou simplement curieux peut prendre la mesure de l'art des couturiers qui habillèrent les mythes.

tourne *The Squaw Man* ne fut peut-être pas le premier studio d'Hollywood, mais c'est le plus célèbre, celui à partir duquel commença l'empire. Lorsque, en octobre 1915, un décret consacra la mort légale du trust Edison, Hollywood eut déjà une puissance. Griffith a tourné *Naissance d'une nation*, son premier chef-d'œuvre, et commença son monument, *Intolérance*. Tous les cinéastes alors en exercice ont été des pionniers. Ils se sont lancés avec leurs caméras à la conquête du cinéma comme d'autres s'étaient lancés, au dix-neuvième siècle, à la conquête de l'Ouest avec des chariots et des fusils. Avec Griffith, Mack Sennett et Thomas Ince ont créé un art nouveau qui se répand dans le monde entier, les images muettes ayant un langage compris de tous. Chaplin débute. Des émigrés européens, Aldoph Zukor, Louis B. Mayer, Carl Laemmle, Samuel Goldwyn, comptent parmi les fondateurs des premières grandes compagnies de production et de distribution, bases industrielles de la métropole du cinéma. Le règne des stars a commencé avec l'image ingénue de Mary Pickford, « la petite fiancée de l'Amérique », avec Douglas Fairbanks, qui va devenir le héros bondissant. Et le vagabond nommé Charlie est à la fois star et personnage universel.

Entre 1920 et 1930, s'affirment toutes les caractéristiques du cinéma hollywoodien : concentration industrielle, organisation technique des studios où le « producteur » fait la loi (à la M.G.M., Irving Thalberg coupera les ailes au génie trop envahissant de Stroheim en intervenant dans le montage des *Rapaces*), primauté du spectacle et du divertissement, promulgation publicitaire du « star system ». Les vedettes sont des étoiles fabuleuses, telle Garbo, importée de Suède, et autour de laquelle on entretient une atmosphère de mystère. Elles rapportent beaucoup d'argent. Elles vivent dans de somptueuses villas de style hispano-mauresque construites sur les collines, et Hollywood Boulevard, la voie royale du monde du cinéma, traverse tout Los Angeles. Les stars sont soumises aux lois morales édictées par les ligues de vertu et le code de la pudeur. Un scandale de mœurs — ils ne manquent pas dans ces « années folles » — peut briser leur carrière. Car Hollywood, « usine à rêves » place ses produits sous le signe du profit. Une image de star ternie n'est plus

En fait, le système hollywoodien n'a jamais rien négligé de ce qui pouvait servir son prestige. Le réalisateur en est un élément, après les vedettes et le producteur, qui décide de tout. Les résultats sont là : Hollywood domine le marché mondial du cinéma et, après un fléchissement à la fin des années 20, se convertit au parlant sans trop de dommage et affronte la crise économique du début des années 30. Paradoxalement, c'est de cette crise que naît l'« âge d'or » du film hollywoodien. Les foules ont besoin de divertissement, le New Deal rooseveltien provoque une poussée d'idéalisme démocratique. Des réalisateurs

chassés d'Allemagne par le nazisme (tel Fritz Lang) apportent une nouvelle touche artistique. Les scénaristes prennent de plus en plus d'importance, car le cinéma parlant doit se rapprocher de l'art dramatique. A partir de 1935, l'utilisation du Technicolor apporte un atout supplémentaire au cinéma américain.

Les années 30, c'est donc l'apogée du système. La production hollywoodienne est presque entièrement contrôlée par cinq grandes compagnies (les majors) : M.G.M., Paramount, Fox, R.K.O., Warner, et trois compagnies plus modestes (les minors) : Universal, Columbia, United Artists. Chacune de ces compagnies se spécialise dans des « genres » : comédies musicales, mélodrames et drames sentimentaux, comédies « américaines », films de gangsters et films sociaux, films historiques, films d'aventures, films fantastiques. Les stars aussi sont « spécialisées » : Greta Garbo, Marlene Dietrich, Jeanette MacDonald, Joan Crawford, Katharine Hepburn, Jean Harlow, Bette Davis, Carole Lombard, Gary Cooper, Clark Gable, James Stewart, Errol Flynn, Tyrone Power, James Cagney puis Humphrey Bogart. Et aussi, par voie de conséquence, les réalisateurs : Ford, Hawks, Capra, Wyler, Van Dyke, Leisen, Sternberg, Mankiewicz, Cukor, Borzage, Wellesman, qui, dans ce système, trouvent leur style et leur univers.

Cette époque est importante non seulement par les souvenirs qu'elle a laissés à toute une génération de spectateurs, mais encore, surtout, par le modèle qu'elle a proposé et plus ou moins imposé aux cinémas d'Europe (U.R.S.S. non comprise) sous l'effet de la concurrence commerciale. Genres, modes de récit, conflits psychologiques et sentimentaux, mythologie des acteurs, sens de l'action et du spectaculaire, toute une manière de parler au public, de l'attirer, s'est infiltrée ailleurs. On peut en retrouver l'influence dans les cinémas français et anglais. Et l'habitus fasciste et l'holocauste nazi s'ajoutent aux influences des studios de Cincinatti et des studios de Berlin, leur Hollywood.

Ce n'est pas uniquement au sens financier et industriel qu'il faut parler de l'impérialisme de Hollywood. Cet impérialisme s'est exercé, sur les mentalités collectives, par un modèle culturel : les films de genres, à vedettes, où même le réalisme social est un spectacle. Trois générations ont découvert et aimé le cinéma à travers ce modèle, d'autant plus imprégnant qu'il était soutenu par une énorme machine financière.

« radicalisme », ou même « professionnalisme », quoique ces notions ne soient évidemment pas étrangères à la réalité.

D'abord, il convient de voir par qui, où, et dans quel contexte cela se produit. En quoi deux siècles de vie en communauté ont constitué un imaginaire collectif. En quoi aussi l'irréductible diversité des préoccupations, des expériences et des pratiques, que l'approche au présent rend cacophonique, possède en fait une cohérence, la même sans doute qui unit la nation américaine d'un océan à l'autre.

Ce puzzle culturel, peut-on le reconstruire d'embles sans tomber dans les stéréotypes ? Le Monde des arts et des spectacles présente, dans ce numéro, le début d'une série d'enquêtes, de points de vue, de témoignages, d'analyses, où lieux géographiques et lieux mythiques vont se répondre. C'est, ici, une histoire d'Hollywood, la plus grande industrie du rêve de tous les temps. Et c'est, là, le théâtre, dont New-York est la capitale et Broadway le pincé, mais qu'un double mouvement centrifuge-centripète anime, vers les îles de ce qu'on appelle l'« off » et aussi l'« off-off », lieux bien centraux encore à côté des expressions de certaines minorités sociales.

Hollywood, pour ces spectateurs, c'était aussi la perfection technique et esthétique due à la richesse. Dans ces conditions, comment les foules n'auraient-elles pas gardé une préférence pour ce cinéma-là ? Dans les années 50, en France, les critiques de gauche vilipendaient à peu près tout ce qui venait de Hollywood, envahisseur économique et adversaire idéologique, mais les « Cahiers du cinéma » inventaient la politique des auteurs à travers le modèle admiré tandis que les jeunes futurs cinéastes réalisaient de la même manière. Appliqués au travail d'un réalisateur français, le terme « technique à l'américaine » a toujours été un brevet de qualité.

Peut-on dire, vraiment, que Hollywood est mort ? Les années 40 y furent marquées par l'exaltation des vertus nationales dans l'effort de guerre, la propagande antifasciste, la relance de la comédie musicale, le mythe de la pin-up girl symbolisée par Rita Hayworth, et le passage fulgurant d'Orson Welles, qui fut banni de l'empire, mais dont les innovations dans le langage cinématographique furent recueillies par d'autres. Les années 50 y furent assombries par les retombées de la « chasse aux sorcières » et par la concurrence grandissante de la télévision contre laquelle furent mobilisées le cinémascope, le cinéma et les superproductions (souvent tournées en Europe pour baisser les prix de revient). Les années 60 virent une décentralisation vers New-York avec productions indépendantes à faible budget et une nouvelle concentration des grandes compagnies hollywoodiennes s'orientant vers le « produit télévision » ou vers d'autres investissements plus fructueux que ceux de l'industrie cinématographique. Mais les indépendants de New-York furent attirés, eux aussi, par la Californie, et à travers toutes ces mutations, les films américains, même avec les nouvelles techniques, n'ont pas totalement modifié leurs codes. Hitchcock, Huston, Kazan, Kubrick, Mankiewicz, Sirk, Ray, Aldrich, Prelinger, pour ne citer que ceux-là, ont assuré une continuité avec l'avant-guerre. Le « star system » a survécu à la mort de James Dean et de Marilyn Monroe, victimes romantiques du désordre moderne ou du système. Simplement, il y a moins de stars qu'autrefois et elles ne sont plus tenues de vivre leur mythe en dehors de l'écran. Il faut dire aussi — mais c'est une autre histoire — que le « star system » s'exerce désormais sur les vedettes masculines (de Marlon Brando à Robert Redford) plutôt que sur les vedettes féminines.

Aujourd'hui Hollywood qu'il subit, à l'échelle américaine, la crise du capitalisme mondial, continue de récupérer, d'assembler ce qui vient ronger son empire. Des studios ont été démolis, des stocks de costumes et d'accessoires vendus à l'encan, et il n'y a plus, de par le monde, un seul cinéma omnipotent, mais des cinémas nationaux qui se sont développés et diversifiés dans les transformations économiques et sociales de leur propre univers. Qui songerait à la nier ? Cela n'empêche pas Hollywood (non mythe mais réalité recouvrant maintenant une réalité industrielle et économique différente) de continuer à produire et diffuser des films hollywoodiens. La fréquentation dans les salles de cinéma a baissé (à cause de la télévision, de l'automobile et du développement des loisirs dans les sociétés de consommation, on le sait). Cela n'empêche pas la publicité de courir à un de ces films hollywoodiens qui procède toujours un grand lancement publicitaire, et qui apportent, à tout le moins, la garantie d'un spectacle bien fait et aux émotions variées. Constatation amère pour certains, Hollywood arrive toujours à gagner. C'est que, s'il y a, de nos jours, comme on l'a dit, plusieurs formes de cinéma — qui voudraient changer les habitudes et les mentalités, — il n'y a, au fond, qu'un seul public : celui qui fait les recettes, donc les succès.

JACQUES SICLIER.

L'anthologie des mythes



Les étoiles qui rapportaient



une image rentable. On l'efface. C'est l'envers du décor : le cinéma hollywoodien est un phénomène capitaliste soumis aux lois du marché. Et dans une société encore puritaine, il doit en respecter l'idéologie, sinon la répandra. Et dans la hiérarchie de la fabrication des films, les réalisateurs ne sont, en principe, que les exécutants des plans de production. L'indépendance de Chaplin, qui tourne ce qu'il veut, comme il veut, est une exception. Pourtant, Hollywood, industrie artistique, ne néglige pas la valeur professionnelle de ceux qui tournent les films. Cecil B. de Mille, King Vidor, Allan Dwan, John Ford sont déjà des piliers du temple. Leur signature, comme celle d'un Lubitsch qu'on a fait venir d'Allemagne où il était célèbre, a son importance.

RAOUL WALSH

UN DEMI-SIÈCLE A HOLLYWOOD

L'homme qui a lancé John Wayne... Bogart... Gary Cooper et Clark Gable, Errol Flynn et Douglas Fairbanks, Gregory Peck et Robert Mitchum, Marlene Dietrich et Gloria Swanson... Cet ancien cow-boy irlandais "poète, ivrogne et bagarreur" est l'un de ceux qui ont fait Hollywood.

L'EXPRESS

CALMANN-LEVY

WALSH ET CAPRA TÉMOIGNENT

DEUX ouvrages de souvenirs écrits par des réalisateurs américains viennent d'être traduits en français : Un demi-siècle à Hollywood, de Raoul Walsh (1) et Hollywood Story (autobiographie) de Frank Capra (2).

Raoul Walsh est né à New-York, en 1892, dans une famille émigrée d'Irlande. Frank Capra est né à Palermo en 1897 et il est arrivé aux États-Unis avec ses parents en 1903. Leur histoire à tous deux illustre l'esprit d'entreprise et la réussite individuelle à l'américaine. Quant au milieu bourgeois, Walsh a vécu en aventurier avant de découvrir le cinéma comme une autre aventure. Il a filmé *Pancho Villa* pendant une révolution mexicaine ; Capra, lui, a vécu une enfance misérable, travaillé durement pour faire des études, et s'est propulsé dans le cinéma sur un coup de bluff.

Leurs carrières — différentes — reflètent les facettes de l'Hollywood qu'ils ont connu, Walsh en tournant des westerns vite faits, Capra en étant « gagman » chez Mack Sennett.

Le livre de Walsh bourré d'anecdotes sur les méthodes de tournage et les acteurs est le témoignage d'un artiste qui a passionnément aimé son métier, qui s'est intégré au système et qui ne s'est jamais pris pour un génie.

Le livre de Capra, ému par la parole, est le récit d'un combat mené par un petit émigré sicilien pour s'imposer dans la société américaine, hausser le niveau social des siens, et se faire un nom dans Hollywood sans renoncer à sa liberté et à ses idées « humanistes ». C'est un document précieux pour l'histoire de la Co-

lumbie et de son « dictateur » Harry Cohn. Capra démonte les rouages de la compagnie dont il fit le renom avec ses comédies. Ces réalisations dans les années 30, il obtint de contrôler ses films de bout en bout. Ce ne fut pas sans batailles. Capra les revit, ainsi que ses échecs et ses succès, pour en tirer les leçons. On éprouve avec lui le fièvre des avant-premières où se décidait le sort commercial d'un film, les doutes, les incertitudes et la fièvre que donne l'attribution d'un « Oscar » ardemment désiré. Et surtout un amour du cinéma et pour lequel l'univers cinématographique de Capra a refait au sein d'Hollywood l'idéal de la démocratie rooseveltienne. — J. S.

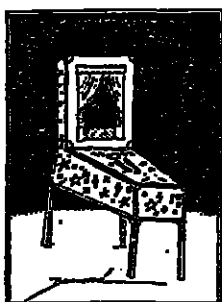
(1) Ed. Calmann-Lévy, 62 F.
(2) Éditions Stock, 55 F.

LES SCÈNES

Dans le kaléidoscope

Le mythe de New-York tisse l'imagination du vieillard, affaibli de se trouver brusquement à l'intérieur du décor au lieu d'être assis devant, désorienté d'en sentir l'odeur poussiéreuse traversée de vents marins, d'entendre le couinement des sirènes de pompiers sans sous-titres. On a juste le temps de penser : « A nous deux, ville folle » avant d'être englouti dans l'anonymat bigarré de la foule polyglotte.

Broadway et les autres



Ce ne sont pas seulement 6 000 kilomètres qui séparent New-York de Paris. Littéralement on nage dans une autre dimension, et ce n'est pas seulement une question de taille. Où sont les Américains ? On navigue dans une mosaïque de cultures, un kaléidoscope perpétuel mouvement. Les couleurs dansent, se carambolent, se croisent, se superposent sans se confondre. Quand on s'applique à en regarder une, elle semble dominer les autres et c'est une illusion d'optique. On serre les poings, on plonge, tout étonné de se trouver assis sur le vrai fauteuil, normal, rouge, plutôt râpé, d'une esbèle décorée 1900, qui ne fait pas grand effort de coquetterie. Les lumières de Broadway clignotent dans la mémoire nourrie de clichés : luxe, prestige, rêve, sont à portée de yeux, là, dans ces vieux théâtres gris groupés autour de Time Square.

On sait aussi que plus loin, off et off-off Broadway, mijote un théâtre différent. Et, pour ce qui est, plus on s'éloigne, plus il est expérimental et pauvre. Du Living Theatre à Bob Wilson, du « radical » au « pictural », on en a vu en France des exemples fulgurants qui ont laissé des traces et des disciples.

Les frontières ne sont pas seulement géographiques. La différence ne tient pas tellement au répertoire, aux choix esthétiques. Le Village n'est pas le temple de l'avant-garde, on y voit aussi de l'académisme. En revanche, Broadway en adapte les modes : un zeste de mauvaise conscience, une passerelle dans le public, des acteurs déguisés en gérards : c'est Pacific Overtures, un musical fastueux. John Vaccaro (fondateur avec Charles Ludlum d'une troupe de travestis, le Théâtre du Ridicule) se prépare pour Broadway, qui, dit-il, est prêt maintenant à digérer ses extravagances. D'ailleurs les styles de jeu ne sont pas fondamentalement différents. Tous les comédiens savent bouger dans un décor, s'exprimer avec leurs corps, même dans l'immobilité. Ils le savent de naissance, et apprennent à développer ce don. Ils apprennent à se concentrer sur la manière dont fonctionnent leurs muscles et leurs cerveaux, qu'il s'agisse d'inventer un vocabulaire gestuel, de jouer un drame ou un burlesque. Après tout, Jodi Grey (le travesti de Cabaret) a débuté comme acteur d'avant-garde.

Le théâtre de Broadway est commercial. Des capitaux énormes y sont investis (un spectacle coûte environ 100 000 dollars, 500 000 quand il est musical), et

doivent rapporter des bénéfices. Les places sont chères (jusqu'à 17 dollars), les salles sont grandes, remplies à 100 %. Les canards boiteux déparassent immédiatement de l'affiche, les succès d'estime sont inconnus. Des syndicats corporatistes et tout-puissants réglementent minutieusement les conditions de travail, le nombre, les salaires, les fonctions des personnels artistiques et techniques, à peu près comme dans un Opéra national, sans la notion de service public.

Avec ses structures lourdes, l'énormité des sommes engagées, Broadway s'essouffte dans la recherche des garanties, la surenchère du vedettariat. On remonte *My Fair Lady*, qui a pour de Virginia Woolf ? avec Ben Gazzara, et quand Richard Burton reprend le rôle principal dans *Equus*, le théâtre devient lieu de pèlerinage. Bien que les salles soient louées des semaines à l'avance, chaque soir, cent personnes au moins, bien habillées, disciplinées, font la queue dans l'espérance probable de places annulées, dans l'espoir plus probable de trouver des billets au marché noir. Il est vrai que si la pièce est plate, racornée, Burton lui donne une qualité supérieure. Il ne triche pas : Broadway ne triche pas, limite ses risques, adopte des spectacles qui ont fait leurs preuves ailleurs (*Bubble brown sugar*, un musical noir, *Chorus Line*, qui a reçu neuf Tony Awards, ont été créés off Broadway), mais il offre de l'ouvrage parfait.

Même Ellen Stewart, la mondialement célèbre Mama, peut difficilement produire et entretenir ses troupes. Celle dirigée par André Serban tourne à l'étranger, en Europe, en France. La Mama Etc. joue encore *Gamilla* et *Renard* que l'on avait vus à Paris en 1971. Pourtant les trois salles d'Ellen Stewart restent la plaque tournante de ce que l'on appelle l'avant-garde. On y voit Meredith Monk, un festival Annabell avec *Architecte* et *l'Empereur*, dans une mise en scène de Tom O'Horgan, des troupes françaises, des concerts... Ellen Stewart peut-elle vraiment choisir ?

A quelques exceptions près, sur off Broadway, on monte des affaires en visant le secteur commercial. C'est l'histoire même de *Chorus Line*, qui tourne en dérisoire ces stéréotypes classiques où l'on voit une danseuse vouée à son art devenir vedette simplement parce qu'elle a du talent, et épouse le fiancé à qui elle est restée fidèle. Là, un danseur portoricain émeut le maître de ballet qui lui attribue la première place dans le chœur... Et c'est une joie pour la classe moyenne, de contempler l'envers du décor (un immense mur de miroirs mobiles), d'entendre ces curieux animaux, les artistes, raconter leur vie dans une série de psychodrames en musique, avec un vocabulaire bien cru.

Le commerce de luxe ne peut supporter que des succès modérés, acceptables par une énorme masse de public. Il y a cinq ans, l'auteur compositeur noir Melvin Van Peeple produisait à Broadway un musical sur Harlem, euphoriquement sauvage, mis en scène par Gilbert Moses : *Am't suppose to die a natural death*. Il a perdu. Il ne renonce pas : il organise une sorte d'association qui vend des billets à prix réduit, à des groupes de vingt-cinq spectateurs, pour *Bubble brown sugar*, musical sirupeusement nostalgique (mais il y a une merveille de chanteuse, des danseurs éblouissants, et tous les grands succès noirs des années 30). Plus encore qu'avec *Chorus Line*, l'ironie s'est noyée dans le luxe et le succès.

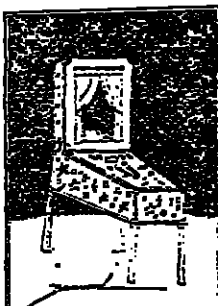
Alors que livres et films traitent avec une surprenante liberté de scène des scandales du Watergate ou de la G.I.A., le théâtre, même hors Broadway, prend des attitudes puritaines, se cache derrière l'abîme thérapie pour exposer diverses perversions. Dans le

domaine politique, il reste centré sur deux traumatismes : le Vietnam et ses suites, l'assassinat de Kennedy auquel est lié le destin amer des années 70.

Jo Chalkin (fondateur de l'Open Theatre, qu'il a dissous en 1973) se sent, dit-il, « éloigné d'une avant-garde apolitique, tournée vers des mystiques qui exigent une adhésion aveugle ». Il joue *Woyzeck*, il prépare une *Madée* avec Jean-Claude Van Itallie. Dans les années 80, il jouait pour les déserteurs, leur apportait des informations, une aide active. Il se sentait efficace. Aujourd'hui, il ne voit pas comment il pourrait agir. C'est le fameux pragmatisme américain, venu d'une culture qui cultive la rhétorique, et où « je » s'écrit avec un « I » majuscule.

Comment un théâtre politique pourrait-il se développer dans un pays ouvert à toutes les idées, mais où n'existe aucun grand parti d'opposition au système social ? Le Radical, qui, dans un esprit humaniste, s'était mobilisé contre la guerre, une guerre très impopulaire, atteignant toute la population, est mort sans héritiers. Les troupes d'avant-garde, n'entrant dans aucun circuit commercial, dépendent entièrement du bon vouloir des fondations, dont l'organisation est kafkaïenne, qui peu-

Le « radical » est mort sans héritiers



vent se montrer très libérales ou très méfiantes. Il faudrait bien douze avocats pour comprendre leurs mécanismes. Elles ont dans les années 60 refusé d'aider le Living, amenant ainsi l'expulsion pour dettes de Julian Beck et Judith Malina. C'est une histoire que dans le Off-off on n'oublie pas.

Off-off Broadway (OOB) est né il y a quinze ans pour échapper aux lois du commerce, à celles des syndicats, et à pris d'abord une forme artisanale. C'était le temps du « théâtre dans une boîte à chaussures ». On jouait n'importe où « gratuitement », c'est-à-dire que le public, comme dans les cafés-théâtres, était invité à faire un don minimum. Ce temps-là est révolu, mais on joue toujours partout : galeries, arrière-boutiques, ateliers, hangars. Parfois les lieux sont juste indiqués par une feuille de papier punaisée sur la porte d'un immeuble désert. Quand on n'a pas peur, on prend l'ascenseur dangereusement brinquebalant, sans éignal d'alarme (« Si vous montez à plus de quatre, annonce une affiche manuscrite, ça risque de casser, et vous serez à l'intérieur »). Quand on a du courage, on se lance à l'assaut des étages, par les hautes marches sinistres, mais, en haut, on trouve des salles bien aménagées, des murs passés à la chaux, des plantes vertes. Et du public. Jamais le théâtre à New-York n'a mieux marché que cette année. Il y a du monde partout. A Broadway, bien entendu, mais aussi dans les chapelles du Village,

dans les foies de Soho et les hangars lépreux près du fleuve.

« OOB » a beaucoup grandi depuis quinze ans. Les troupes ont proliféré, elles sont près de deux cents, travaillant plus ou moins régulièrement, qui ont l'année dernière monté cent cinquante spectacles, à qui les fondations privées ou publiques ont versé 900 000 dollars. « OOB » est entré en concurrence avec les circuits commerciaux ou pré-commerciaux, et a dû se soumettre à des réglementations : la billetterie est obligatoire. Le prix et le nombre des places sont limités, et surtout le nombre de représentations. Douze, mais les syndicats peuvent en autoriser vingt-quatre, autoriser aussi des acteurs syndiqués à y participer. (Ils sont alors signalés sur les programmes : Untel, avec l'agrément de l'« Equity »).

D'autre part, avec les ateliers d'animation, les spectacles pour enfants, les répétitions publiques, les expositions, certaines salles ont une activité permanente, emploient une équipe administrative à plein temps, tournent sur des budgets de 300 000 dollars. « OOB » qui est devenu une industrie n'est plus le « petit dernier », on ne peut plus le voir avec un sourire paternaliste. Un comité, qui réunit soixante-dix-sept troupes, s'est formé pour étudier les nouvelles formes de fonctionnement. Sous peine de perdre leur monopole, les syndicats ne peuvent pas se permettre de laisser s'organiser sans eux un secteur de cette importance.

« Les Etats-Unis vivent dans une cacophonie de traditions importées. La prise de conscience des talents spécifiques de notre pays est récente ».

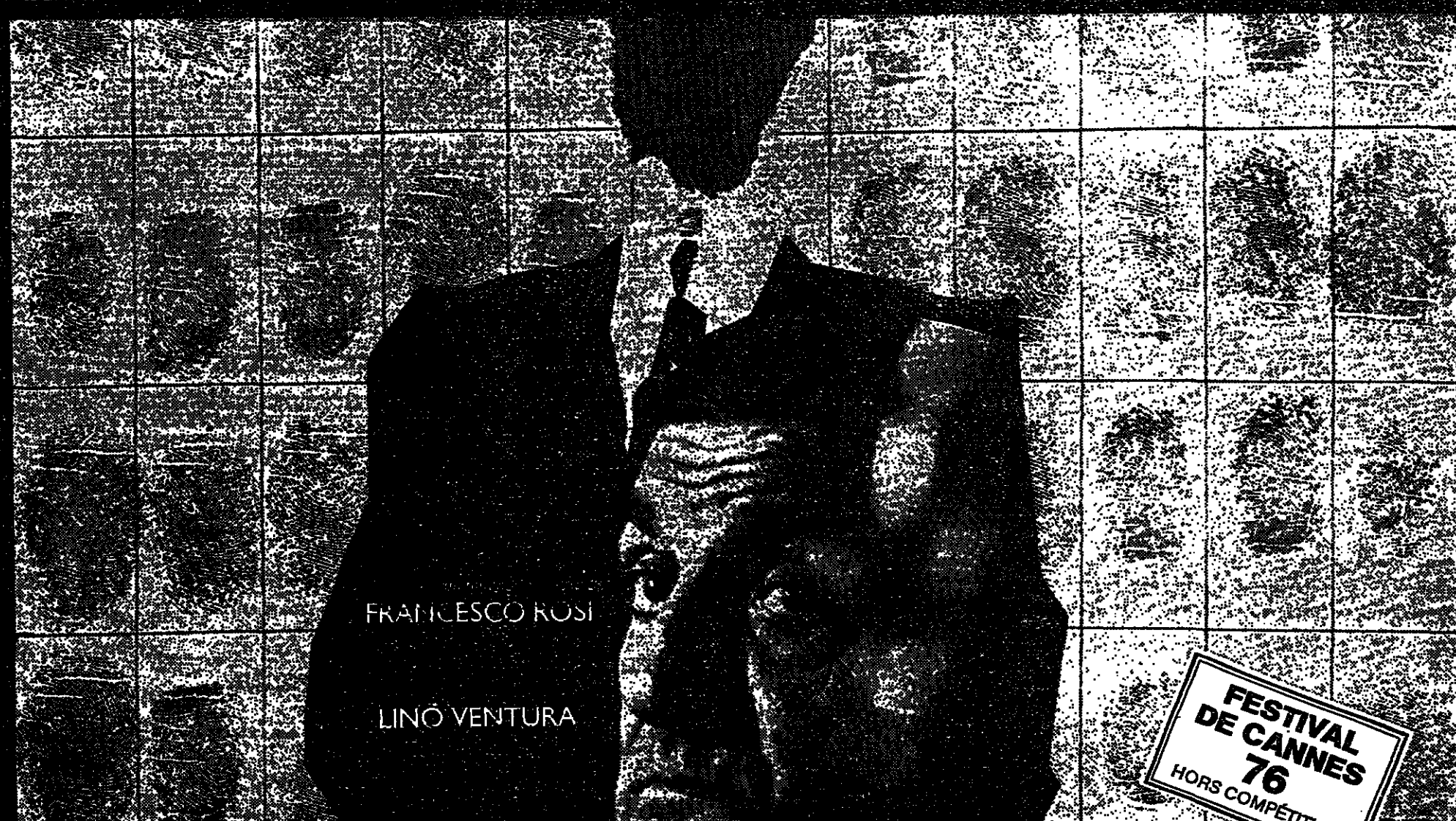
Elle est récente, mais vigoureuse. Tout ce qui se crée se veut américain. La « cacophonie de cultures » est, il est vrai, si riche, si diverse, que le besoin de savoir ce qui se fait ailleurs est moins aigu que dans les petites nations d'Europe, enfermées, elles, dans des traditions anciennes. L'isolementisme contre lequel luttent les hommes de théâtre est intérieur. Des centaines d'expériences se développent partout, séparées par des milliers de kilomètres, et par le manque d'information : il n'y a pas de presse nationale. Toute recherche peut trouver son public, et le trouve. Ne pas s'en contenter est un choix politique, parier aux autres est le problème fondamental à résoudre.

Au mois de juin se tient à Baltimore un festival — le premier de ce type aux Etats-Unis — qui, sous un sigle explosif : T.N.T. (The New Theatre), réunit pendant une semaine plus de vingt troupes « tournées vers l'avenir », disposant de moyens à peu près égaux. Pendant une semaine, elles logent et travaillent dans une université. Elles ne se contentent pas de présenter et de confronter leurs spectacles. Le but du festival, avant tout professionnel, est de mettre sur pied une organisation, des systèmes d'échange et de coopération.

Vue de l'Europe, de la France, l'avant-garde américaine donne le modèle d'un langage universel. Bob Wilson, Meredith Monk, Yvonne Rainer, Robert Aron, Richard Foreman, projettent des images subconscientes construisent d'abord un théâtre visuel, musical même lorsqu'on part d'un texte écrit, et qui flotte dans les eaux changeantes de l'irrationnel, de l'ionisme. Un théâtre foncièrement subjectif, vivant, contemporain, mais qui reste le fait exceptionnel de personnalités exceptionnelles. Les plus engagées dans leur existence

SORTIE A PARIS LE 26 MAI

ALBERTO GRIMALDI présente



FRANCESCO ROSI

LINO VENTURA

CADAVRES EXQUIS

(CAVARI ECCELLENTI)

TINO CARRARO • MARCEL BOZZUFFI • PAOLO BONACELLI • ALAIN CUNY
LUIGI PISTILLI • RENATO SALVATORI • TINA AUMONT
et avec FERNANDO REY et avec MAX VON SIDOW et avec CHARLES VANEL

avec le concours de l'association LES ARTISTES ASSOCIES

Une œuvre de la PRODUZIONI EUROPEE ASSOCIATE (ROMA) LES PRODUZIONI ARTISTE ASSOCIATE (PARIS)
distribuée par LES ARTISTES ASSOCIES



THEATRE

des théâtres ne

U.C.C. NORMANDIE HEL

Après "Il était un

FESTIVAL DE CANNES 76 HORS COMPETITION

FRED ASTAIRE GENE KELLY

LEONARD GERSHWIN

GENE KELLY

périphérie : VERSAILLES

St GEORGES ARTEL

حکومتی الاصل

EN BREF

Les rencontres américaines de La Rochelle

Quatrième édition des rencontres internationales d'art contemporain de La Rochelle : du 26 juin au 10 juillet, spécial biennal. Une grosse moisson de créations françaises, signées par des compositeurs souvent complètement inconnus en France, devrait permettre de savoir s'il se passe du neuf en musique dans le Nouveau Monde. Cristobal Halffter dirigera également l'Orchestre de la Résidence de la Hays (Becker, Brown, Foss, Ives). Steve Reich sera là, avec ses musiques planantes, et John Cage, avec des inédits en France.

La Mamma, côté théâtre, c'est New-York. C'est également la Grèce antique (avec la reprise de *Médée*, d'Euripide, des *Troïennes*) et Shakespeare (adaptation de *Comme il vous plaira*), dans des mises en scène d'André Serban. La rentrée en France, après vingt-deux ans d'absence, de Martha Graham et de sa troupe dominera le programme chorégraphique.

La tournée de l'Opéra aux Etats-Unis

La première tournée de l'Opéra de Paris aux Etats-Unis aura lieu du 8 au 18 septembre prochain. Trois spectacles seront donnés au Metropolitan Opera : *Faust*, de Gounod ; les *Noëls de Verdi*, de Mozart ; *Otello*, de Verdi, dont la nouvelle présentation de Piero Faggioni, dans des décors de Joseph Svoboda, sera créée le 25 juin à Paris. Le même programme sera répété au Kennedy Center de Washington, où seront données également deux concerts, la *Damnation de Faust* et le *Messa des morts*, de Berlioz. Cent quatre chanteurs ou instrumentistes et cent quatre choristes se déplaceront à cette occasion.

M. Rolf Liebermann a justifié ce choix lors de son récent séjour à New-York : « Ce sont trois créations modernes répondant au goût et aux tendances du vingtième siècle », a-t-il dit. L'administrateur du palais Garnier a également démenti toute intention de quitter son poste avant l'expiration de son contrat en 1980.

Les créations de Carpentras-Vaison-la-Romaine

Gérard Dourmel, qui organise le festival de Carpentras-Vaison-la-Romaine, a inscrit à son programme, pour juillet et août 1976, quatre créations audio-visuelles : un *Chopin* de Christian Nabert (le 20 juillet) ; les *Gospels* de J.-M. Grenier, avec le Golden Gate Quartet (le 22) ; un spectacle consacré au bicentenaire des Etats-Unis, avec les ballets *Russell* (le 24) ; et un autre sur le Kenya (le 27). Deux créations théâtrales sont également prévues : la *Carrosse du Saint-Sacrement* de Prosper Mérimée, mis en scène par Gérard Dourmel (les 20, 21 et 23 juillet) et un *Roméo et Juliette* avec Renée Faure, Jean Davy et Jean-Laurent Cochet (les 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31 août). Pierre et le Loup de Prokofiev sera proposé aux enfants.

Au cours de ce festival (qui recevra l'Orchestre philharmonique de Bucarest et le Pro Arte de Munich), le réalisateur de télévision Jean-Christophe Averty devrait faire ses débuts au théâtre en montant une pièce dont le titre n'a pas encore été révélé. — (Corresp.)

Jazz à Nîmes

Six concerts seront donnés à Nîmes, du 9 au 14 juillet, par Milt Jackson, Sarah Vaughan, Dizzy Gillespie, Bill Coleman, Marion Williams, Sun Ra, Lionel Hampton et la Preservation Hall Band.

Diverses manifestations se succéderont également pendant la tournée : une causerie de Maurice Cullis, président de l'Académie de jazz, une exposition de photos de Guy Le Querrec et de Jean-Marie Reboul, ainsi que des projections du film *Jam sessions* célébrées et jazz classique animées par Michel Bealbe. Pendant la durée de cette semaine de festival, des orchestres parcourront les rues comme à La Nouvelle-Orléans et donneront des concerts improvisés en divers points de la ville. — (Corresp.)

POINT DE VUE

L'Afrique cinématographique n'ira pas à Royan

par MOULOUD MIMOUN (*)

EN quatre ans, le Festival de Royan a entrepris une tâche originale et ardue : faire connaître en France les réalités du tiers-monde. Souvent schématisées, fréquemment déformées, plus sûrement ignorées ou méconnues, celles-ci ont été rarement exprimées à partir du point de vue de ses habitants.

Pour la première fois en Europe, un festival de cinéma a donné la parole à des gens du tiers-monde, confrontant leur discours à la vision de ceux qui ont choisi d'être leurs interprètes ou leurs témoins en Occident.

Tout à l'heure, l'Amérique latine, le Proche-Orient, le Sud-Est asiatique et la Chine ont été explorés. Soit à travers des reportages ou documentaires de télévision, soit par le biais de films issus de cinématographies écartées des circuits de diffusion européens.

S'agissant du seul festival de cinéma en Europe consacré exclusivement au tiers-monde, il était naturel que Royan revêtît d'abord un caractère de plate-forme d'information, dans laquelle l'expression artistique joue surtout un rôle de révélateur culturel.

Malgré des moyens ridicules (7 millions d'anciens francs), en comparaison des 160 millions attribués aux deux autres volets de la manifestation (animation, danse classique et musique contemporaine), malgré un faible écho auprès des commerçants et retraités qui composent l'essentiel de la population locale, « les dossiers du cinéma » se sont maintenus au point d'acquiescer un certain poids politique. De nombreux films ont trouvé preneurs après leur passage à Royan, tandis que plusieurs thèmes et certains aspects du tiers-monde ont enrichi ou complété l'information des journalistes et critiques français. Il suffit de mentionner le dialogue entre Arabes et anti-sionistes en 1975 et la présence, cette année, de représentants et de films chinois et nord-coréens.

Pourtant, le Festival de Royan — du moins dans sa formule actuelle — va disparaître. On prête en effet à la municipalité de la ville l'intention de diluer le volet cinématographique dans une manifestation aux contours encore assez flous. Il serait question d'organiser un festival des arts et de la culture dans lequel le tiers-monde réédosserait ses oripeaux folkloriques. Par ailleurs, la bonne conscience humaniste trouvera à s'exprimer avec quinze films sur la sécheresse dans les pays du Sahel, lesquels provoqueront un sérieux mouvement en direction des mouchoirs et des porte-monnaies. Comme si, aujourd'hui, les calamités naturelles étaient seules à l'origine des problèmes de sous-développement du tiers-monde.

Ce n'est ni le hasard ni encore moins la nécessité de revoir une formule vieille de quatre ans qui sont à l'origine de la liquidation prochaine de Royan. Les programmations Janine Euvard et Dominique Polac avaient, en effet, prévu pour 1977 de tourner leurs regards vers l'Afrique — choix à la fois rationnel et pertinent. Il était rationnel d'aborder l'Afrique après l'Amérique latine, le Moyen-Orient et l'Asie, comme il était pertinent de programmer un continent qui prend

un relief politique singulier au regard de la défaite américaine dans le Sud-Est asiatique. Les transformations et mutations qui s'opèrent dans le tiers-monde entraînent une relation dialectique avec la stratégie et les intérêts impérialistes dans le monde. L'épicentre du prochain séisme aurait tendance à se déplacer vers l'Afrique, comme le confirment la récente tournée et les propos de M. Kissinger.

Cela explique-t-il que les organisateurs de Royan tiennent à limiter la vision de l'Afrique aux seuls pays du Sahel, alors que les autres continents ont été présentés dans leur entité physique ? Une telle attitude, si elle se confirme, appelle un certain nombre de questions.

Pourquoi pareille division s'agissant de l'Afrique ? Souhaitait-on avec le Sahel la mise sur pied d'un festival de la charité ?

Pourquoi ces tentatives qui visent à perpétuer des divisions artificielles entre une Afrique noire et une Afrique blanche, une Afrique au nord et une Afrique au sud du Sahara, une Afrique francophone et une Afrique arabophone et anglophone ? Y a-t-il un rapport avec les prochaines élections municipales ? Le maire de Royan est aussi le ministre de la coopération, ceci n'explique-t-il pas cela ? L'Afrique serait-elle la chasse gardée du FIFEP (1) ? Peut-on renvoyer une image correcte de l'Afrique en écartant les pays nouvellement indépendants, comme l'Angola, ou encore en lutte, comme le Sahara occidental, et qui traduisent une phase historique du continent africain ?

Au moment où les ministres arabes et africains des affaires étrangères jettent à Dakar les bases d'une coopération inter-africaine, au moment où le président de la République française lui-même déclare au journal *le Monde* (4 mai 1976) qu'« il faut enlever du concept de coopération la notion d'impérialisme sous toutes ses formes », on ne peut s'empêcher de relever que la réalité des faits à Royan ignore l'évolution réelle de l'Afrique et dément catégoriquement les affirmations de M. Giscard d'Estaing.

Les chances de voir renaitre en France un festival du tiers-monde digne de ce nom sont-elles définitivement envolées ? N'y a-t-il pas là une perche à saisir pour les forces démocratiques, dont l'orientation politique s'accrocherait mieux d'un pareil projet ?

Il ne faudrait pas que la déception — au demeurant prévisible — causée par un régime qui montre sa vraie nature préluce à une désillusion plus grande, quand la gauche affirme justement vouloir entendre les arguments du tiers-monde.

La suppression ou, plus grave encore, la mutilation d'un festival sur l'Afrique ne manquera pas de susciter une sérieuse inquiétude chez les cinéastes, journalistes et hommes de culture africains, comme chez tous les amis du Festival de Royan à travers le monde.

Certes, Royan est mort désormais. Mais l'idée de Royan doit lui survivre. Dans l'intérêt de peuples condamnés à mieux se connaître pour se comprendre.

(1) Festival International du Film de l'ensemble francophone.

* Journaliste et critique.

GALERIE TAMENAGA
18, avenue Matignon - 75008 PARIS - Téléphone 266-61-94

AÏZPIRI
19 MAI - 19 JUIN

CLAUDE LEVESTRAUSS ET FRANCIS BACON
Deux nouveaux tenants dans les semiers de la création

Dans la voie des masques, Claude Levestrauss analyse l'art des indiens de la côte du Pacifique en Colombie britannique et en Alaska. Il nous invite à réfléchir sur un problème technique : qu'est-ce qu'un visage et comment le rendre en style et même en matière ?

Francis Bacon, quant à lui, nous fait découvrir un monde où l'homme se cherche et se définit par ses recherches et ses interrogations. Ses figures, ses visages, ses portraits sont des images sur lesquelles il a peint et a peint. Elles sont des images et des images passionnantes, des images de la pensée et de la vie, des images contemporaines.

EXPOSITION
DU 20 MAI AU 30 JUIN 1976

ARTCURIAL
8, avenue Matignon Paris 8
266 70 70

GALERIE CARLIER
33, rue Guénégaud (6^e)

CHESNAY
du 19 mai au 5 juin

EXPOSITION
BEERI
Galerie des Editions de l'Ermite
33, r. El-Barbouse (5^e), 033-71-44
t.l.j. (sauf dim.) de 10 à 19 h.
Jusqu'au 31 mai

DERBRE
SCULPTURES
DU 20 MAI AU 30 JUIN 1976

ARTCURIAL
8, avenue Matignon Paris 8
266 70 70

GALERIE SIN' PAORA

IREN BÓDY-ARANKA HÜBNER
DEUX VISIONS DE TEXTILES
du 13 mai au 5 juin de 12 h. à 19 h.
13, RUE ETIENNE-MARCEL - 75001 PARIS

GALERIE MAURICE GARNIER

JANSEM
6, AVENUE MATIGNON, PARIS, 8^e - JUSQU'AU 29 MAI

Lisbonne avant Stockholm

« Mostra » du « cinéma d'intervention »



UNE « Mostra internacional de cinema de intervenção » ou « Mostra de cinema de intervenção » au début du mois de mai : « cinéma d'intervention », c'est le nom que l'on donne au Portugal (comme au Québec) à cette catégorie de films de contre-information, d'incitation ou de mobilisation politiques qu'en France on appelle plus volontiers « militants » et qui, sous des dénominations analogues, fleurissent un peu partout dans le monde depuis 1968.

Une trentaine de délégations ou de collectifs étrangers (français pour une bonne moitié) avaient été invitées par le Centre d'intervention culturelle (C.I.C.) avec le concours de la Junta do Turismo de la Costa do Sol. Cent cinquante films de tout métrage, ainsi que des dizaines de bandes vidéo, ont été projetés dans les deux salles du « Palais des congrès » à raison de douze heures par jour. La plupart, s'ils sont relativement connus en France, d'où ils avaient d'ailleurs été achetés, étaient inédits au Portugal. Le public avait ainsi en principe la possibilité de voir des témoignages de tous ordres sur les luttes anti-impérialistes et anticapitalistes d'Europe, d'Afrique, d'Amérique latine en particulier.

Malheureusement, découragés peut-être par la distance et l'inadéquation du lieu (Estoril, cité résidentielle, est située à une trentaine de kilomètres de la capitale) ou encore désorientés par la grande dispersion politique des forces cinématographiques portugaises, les spectateurs ont été le plus souvent clairsemés et ne se sont décidés à venir nombreux que les deux derniers jours. Il a paru de même assez difficile pour les organisateurs d'attirer les milieux du cinéma. Le cinquième jour cependant, d'importants collectifs de la gauche portugaise, après plusieurs réunions, une assemblée (presque) générale a pu enfin se tenir en présence des représentants d'une trentaine de comités d'animation de différents usines ou d'associations diverses ainsi que de quelques collectifs de réalisation.

Le propos du C.I.C., en organisant cette Mostra, était quadruple : renforcer l'attention des militants sur l'intérêt des films d'intervention pour le travail d'animation politique ; constituer une unité d'importation et de distribution d'une part, organiser un système de financement en ouvrant une salle de type art et essai. Dans cette perspective, les collectifs étrangers qui avaient apporté des films ont été invités à accepter leur kinescopage (et leur doublage en portugais) afin de faciliter par la suite des achats de copies 16 mm en bonne et due forme.

Cette Mostra aura permis le début de réalisation des deux premiers objectifs ci-dessus définis. Le développement de circuits de

films militants serait d'autant mieux venu au Portugal que, si l'on excepte par exemple les efforts du cinéaste Cunha Telles, qui projette des films politiques dans une salle de Lisbonne, la distribution commerciale n'a pratiquement pas connu de modifications depuis le 25 avril 1974. Les quatre cents salles sont toujours programmées comme par le passé : « Les films sont encore à 70 % d'origine américaine », nous a-t-on dit au cours d'une table ronde. Le F.I.A.P.F. (Fédération internationale des associations de producteurs de films, à dominante U.S.) aurait fait savoir qu'elle boycotterait le marché portugais s'il était nationalisé ou remanié. A ce jour, la seule innovation en matière de distribution commerciale a été l'introduction du cinéma porno...

La production pose, elle aussi, beaucoup de problèmes et ce d'autant plus que les cinéastes sont extrêmement divisés à de multiples points de vue. Les centres de création sont actuellement l'Institut portugais du cinéma et des coopérations comme Cine que non, Ciné-Quilpe, Centre portugais du cinéma et Ano O.

Par rapport à la production internationale réunie à Estoril, il semble que le cinéma militant portugais reste encore embryonnaire. A ce niveau, la Mostra jouera peut-être aussi un rôle positif. D'une façon générale, il y avait beaucoup de leçons à tirer de la vaste confrontation des films projetés. Conscient du caractère encore trop souvent fastidieux d'un certain cinéma documentaire incapable de lever le bout de son nez au-dessus de la simple relation événementielle, le C.I.C. avait programmé aussi des « fictions politiques ». Celles qui ont fait apparemment la plus forte impression sont *Libre d'histoire* et *Prenez le cinéma* un homme, Madame, deux films danois.

Le premier, divisé en neuf chapitres de vingt minutes, est une étonnante évocation, en dessin animé, des aventures de l'impérialisme occidental du Moyen Age à nos jours. Le second, signé par les trois « seurs rouges » de Copenhague, est un tractant pamphlet féministe tourné sur le mode de la comédie. On peut penser que c'est en conjuguant, sur ce mode ou sur d'autres, le plaisir esthétique et la volonté didactique que le cinéma militant devrait s'orienter à l'avenir s'il veut intervenir efficacement dans la lutte des classes, comme il se le propose par principe. Il ira utilement à ce propos l'intéressant article sur « Le syndrome Costa-Gavras » dans le dernier numéro de la revue américaine *Cinéma*, dont l'auteur, James Monaco, propose une « alliance » entre la distanciation brachienne et la méthode de Shaw.

Cette réunion portugaise, quoi qu'il en soit, est venue ajouter un nouveau relais à « l'internationale » du cinéma militant dans le monde. Signalons à cet égard que le Film Centrum de Suède organise à Stockholm, suite des « Etats généraux » de Montréal en 1974, (entre le 8 et le 12 juin) les premières rencontres ouest-européennes de ce type de cinéma, avec pour objectif la création d'une fédération européenne du cinéma progressiste (à l'image de la Fepaci africaine), la création d'un bulletin de liaison, le développement d'une critique de type nouveau, l'examen de l'innovation actuelle du cinéma dans les luttes et enfin l'établissement d'une meilleure coordination avec les cinéastes du tiers-monde.

GUY HENNEBELLE
* Pour tous renseignements, écrire au Film Centrum, Tapio-gatan 4, S-115 28 Stockholm, Suède. Tél. : 08/67 98 85.

LES FESTIVALS

MIKLOS JAK

Esthé

Le Coup d'

La mise

Galerie Vercan

CASTELLA

GALERIE MORANTIN NOUVION

DE MATCHVA

REBEYROLLO

NOTES ET POUVOIR

GALERIE MAEGH

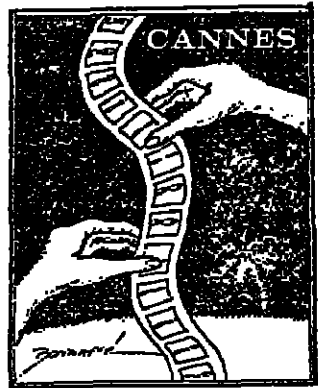
حکذا من الاصل

هكذا من الامم

DES SPECTACLES

LE MONDE — 20 mai 1976 — Page 23

DES FESTIVALS



Un jeune cinéaste filme juillet 35

Philippe Nahon, qui, à vingt-sept ans, a écrit et réalisé le film *Le Coup d'État*, est en compétition à Cannes. Le film, qui raconte la prise de pouvoir de Pinochet au Chili, est une œuvre ambitieuse et engagée.

Philippe Nahon, qui, à vingt-sept ans, a écrit et réalisé le film *Le Coup d'État*, est en compétition à Cannes. Le film, qui raconte la prise de pouvoir de Pinochet au Chili, est une œuvre ambitieuse et engagée.

Dans une propriété de Semenzelle (dans l'Yonne, c'est la vraie maison de famille de Sophie Chameau, interprète de cette fille, unique à tous les sens), Sophie affronte ses problèmes personnels avec Bruno, militant communiste parisien, égaré en province et que considère comme une curiosité le milieu bourgeois de cette époque.

Les débats sont déjà passionnés autour d'un film qui, d'autre part, retient l'attention pour son écriture. Philippe Nahon a volontairement tourné en noir et blanc, pour rappeler le cinéma des années 1930-1940. Mais ses personnages parlent comme on parle en 1976. Et Thomas Mauch a travaillé à la caméra — en plans-séquences — d'une façon très moderne.

« Je ne tenais pas à faire une reconstitution, précise Philippe Nahon, je voulais exprimer mon point de vue d'aujourd'hui sans me perdre dans une mythologie historique. » — J. S.

MIKLOS JANCZO ET GÉRARD BLAIN EN COMPÉTITION

Esthétisme hongrois et intimisme français

On attendait avec curiosité le nouveau film de Miklos Jancso. Le réalisateur hongrois avait, en effet, annoncé qu'il voulait changer d'inspiration et de « manière ». Finalement, le film *Le Coup d'État* est une œuvre ambitieuse et engagée.

Différent des *Sans espoir*, de *Psaume rouge*, ce film intitulé *Vices privés, Vertus publiques* l'est à coup sûr. On y compte, paraît-il, trois cent quarante-trois plans, alors qu'*Électre*, le précédent film de l'auteur, n'était fait que de onze séquences. Mais Jancso le cinéaste, lui, ne s'est pas changé. En rompant les derniers liens qui bridaient son imagination, il a simplement porté au paroxysme son goût de la somptuosité visuelle et matérialisée sans retenue ses fantasmes d'artiste. On serait tenté d'écrire qu'il s'est défilé.

Sur le thème très librement interprété du drame de Masyngbe, le film raconte la révolte d'un jeune prince héritier et de ses courtisans contre un empereur autoritaire et « paternaliste ».

Revolte qui prend la forme de jeux pervers et de débauches collectives. Le prince invite dans sa retraite campagnarde la jeunesse de sa cour à l'assassinat du cinéaste. On danse, on chante la *Carmagnole*, on se débauche, on s'accouple, on se livre aux facéties les plus saugrenues ou les plus scandaleuses, et tandis qu'un orchestre joue des polkas, des valses de Strauss ou des marches militaires, Mary l'Hermaphrodite, dont le prince est tombé amoureux, est sacrée impératrice. La fête terminée, le prince, deux de ses complices préférés, et Mary demeurent tête-à-tête. Ils s'aiment une fois encore. Puis des hommes en noir pénètrent dans le château et tirent sur les jeunes gens. Les corps du prince et de Mary sont mutilés. On répand la nouvelle de leur suicide. Une légende est née.

Il ne faut évidemment voir dans ce film ni une thèse historique ni même (malgré les déclarations de l'auteur) un ouvrage à contenu politique. Il faut y voir qu'une tapisserie luscieuse, un monstrueux bijou baroque, une explosion d'images qui nous plongent dans le plus chaotique, le plus raffiné des balais d'écume. Tout est tapage, désordre et

voltérisse. Éléance également : malgré l'audace de certaines scènes, la pornographie est évitée.

Un ouvrage de ce genre a malheureusement ses limites. Elles sont ici assez vite atteintes. Les premières séquences, celles qui présentent le prince héritier et ses compagnons de plaisir, nous enlèvent. Souffrance de la caméra, fluidité des enchaînements, magie des couleurs et de la musique, beauté des protagonistes : on ne peut que s'incliner devant tant de perfection. C'est au milieu de l'orgie que la lassitude commence à poindre. Trop, c'est trop. Or Jancso raffole du superflu. Trop de champagne, trop de viroloires, trop de corps nus, trop de plaisanteries salaces : on est repu, on a envie de demander grâce. L'esthétisme de l'auteur devient une conque vide. Son immense talent tourne en rond.

L'émotion qui naît à la fin du récit redonne de la vigueur aux images. Mais, pour en arriver à ce plan des deux amants allongés dans leurs cercueils charnels, que de piétinements, de détours inutiles. Notre irritation est à la mesure de notre admiration. Miklos Jancso est un cinéaste trop important pour qu'on puisse se contenter de ses caprices de visionnaire.

Après la *Griffe et la Dent*, un enfant dans la foule, de Gérard Blain, était projeté dans la compétition. Comme les *Amis et le Pêcheur*, les précédents films de l'auteur, c'est une œuvre discrète, toute en demi-teintes, en notations délicates, en murmures, en souples étouffés. L'avant-guerre, la guerre, la Libération : un gosse pousse, vaillat que vaillat, au milieu des événements, séparé de son père, mal aimé de sa mère, quêtant auprès des Allemands et des Américains, des camarades de collège ou d'amis de rencontre l'affection qui lui fait si terriblement défaut. Gérard Blain est fidèle à ses thèmes, à son style intimiste, économe, très concis, où l'influence de Bresson se fait sentir, mais qui a malheureusement trouvé sa cadence propre et sa couleur.

On ne peut qu'avoir de la sympathie pour un ouvrage qui prêche la sensibilité et la vérité des sentiments profonds à la violence et à l'effronterie. Mais ses qualités mêmes le rendent si fragile qu'il nous a paru — comme son héros — un peu perdu dans la foule du festival.

JEAN DE BARONCELLI

« Le Coup d'État » de Patricio Guzman à la quinzaine

La mise en images des contradictions de l'Unité Populaire

Sous-estimé par une partie de la critique française de gauche, le premier volet du triptyque intitulé *La Bataille du Chili* (titre de la première partie : *L'Insurrection de la bourgeoisie*) définit une approche de l'analyse politique au cinéma qui rompt avec les traditions. Se situant à égale distance du film militant strict, destiné à obtenir des effets bien précis, et du film « artistique » dans la tradition des grands soviétiques du muet — un héritier direct de cette tradition est aujourd'hui à Cuba le cinéaste Santiago Alvarez — Patricio Guzman et son équipe de travail proposent simultanément un outil de travail, un témoignage, une analyse.

Rappelons brièvement les circonstances du tournage et du montage de *La Bataille du Chili* telles que nous les expliquait le metteur en scène au lendemain de la présentation de l'insurrection de la bourgeoisie à la quinzaine des réalisateurs à Cannes en mai 1975. Guzman et quatre de ses amis s'organisent pour suivre au jour le jour l'actualité politique chilienne. Avec une discipline quasi militaire, qui leur permettra après le coup d'État du 11 septembre 1973 de mettre à l'abri puis de transporter hors du pays l'immense matériel tourné sur les derniers mois de l'Unité populaire, ils jettent les prémices d'une démarche cinématographique qui n'a pas d'équivalent à ce jour. Le champ de l'actualité sera balayé chaque matin, avant de partir tourner, dans tel ou tel lieu précis, du « bouche à oreille ». « Il faut être présent partout où le processus politique déroule ses phases les plus importantes, les plus significatives. » Mais, pour son plus grand effort, Guzman, qui avait filmé avec enthousiasme les deux premières années de l'Unité populaire, voit selon ses propres termes qu'il est en train de filmer « non plus la révolution mais la contre-révolution ». Les événements progressent à un rythme si vertigineux que l'équipe, à un moment donné, a l'impression

de courir désespérément après une réalité insaisissable.

L'insurrection de la bourgeoisie s'achevait prémontoirement sur l'assassinat du cinéaste argentin Leonardo Henríquez en train de filmer des officiers et soldats putschistes, lors de la première tentative de coup d'État du 29 juin 1973, et froidement abattu par l'un d'entre eux, qui vise directement dans la caméra. *Le Coup d'État* reprend le fil des événements exactement à cet endroit, utilise la même séquence pour enclencher un récit qui épouse avec une extrême rigueur le déroulement des dix dernières semaines du gouvernement Allende. Les travailleurs défilent devant le président au lendemain du putsch, Allende s'engage à surmonter la crise par voie constitutionnelle. Le nouveau gouvernement reçoit sa structure selon deux lignes de force dialectiquement balancées, étant bien acquis que *L'Insurrection de la bourgeoisie*, thème du premier volet de *La Bataille du Chili*, court aussi bien en filigrane du second, définissant la contradiction principale. Le récit va donc présenter deux stratégies de la gauche, qui n'arriveront jamais à se rejoindre jusqu'au 11 septembre. D'un côté, il y a la stratégie de front antifasciste défendue par Allende et qui groupe le parti communiste, le parti MAPU ouvrier et paysan, le parti radical : de l'autre, la stratégie de préparation pour un affrontement violent avec l'armée et la bourgeoisie, considérée comme inévitable, thèse défendue par le parti socialiste, le MAPU (Mouvement d'action populaire unitaire, distinct du MAPU ouvrier et paysan), la gauche de la démocratie chrétienne, et qu'appelle le MR (Mouvement de la gauche révolutionnaire). La centrale unifiée des travailleurs (CUT) révèle en son sein des contradictions identiques.

Parallèlement, la situation du gouvernement d'Unité populaire va sans cesse empruntant. La

démocratie chrétienne refuse de voter l'état de siège après la première tentative de putsch du 29 juin, le mouvement d'agitation et de revendication suscité par la droite à travers tout le pays se développe, soutenu par l'argent américain. L'armée se prépare sérieusement au second coup d'État ; elle commence par appliquer avec une extrême rigueur une loi votée à l'origine pour lutter contre les agissements des groupes armés de la droite : les usines, les cordons ouvriers se régulièrement fouillés par des militaires qui agissent en terrain conquis. Les contradictions à l'intérieur même du gouvernement d'Unité populaire apparaissent à l'évidence quand, par exemple, le préfet de police décide un jour d'envoyer ses forces contre les ouvriers d'un cordon industriel, qui occupent la rue. L'intendant de la province de Santiago, qui a banni sur la place, est dépêché d'urgence pour rétablir la situation, faire évacuer les forces de police.

Un commentaire qui invite à lire

Deux moments extraordinaires, des moments d'anthologie, d'ailleurs, si le terme ne paraissait ici déplacé — car en fait, nous sommes en face d'une autre conception du cinéma, révolutionnaire, qui lie l'indiscipline à l'histoire et l'action, ou, si l'on préfère, le signifiant et le signifié — nous donnent à lire l'histoire comme soudain traquée dans son mouvement irréversible : le 27 juillet, la droite assassine l'aide de camp du président Allende, le commandant Arturo Araya ; le jour même ses restes sont transportés du palais de la Moneda au cimetière de Valparaíso pour l'enterrement ; les honneurs militaires lui sont rendus aux accents d'une marche funèbre, la caméra glisse le long des visages, un commentaire incisif nous invite pratiquement à lire sous ces regards fermés

le putsch décisif qui se prépare. Deuxième moment historique : la gigantesque manifestation du 4 septembre, une semaine avant le coup : huit cent mille sympathisants de l'Unité populaire défilent devant Allende, les six parties de l'Unité populaire sous leur bannière, le MIR qui s'est joint au défilé. Chaque parti scande ses slogans, ses politiques, et la caméra, le micro, étaient là pour capter admirablement la contradiction dans l'unité.

Les images de la chute d'Allende sont brèves : n'étant ni mexicaine ni suédoise, l'équipe de *La Bataille du Chili* se replie, filme néanmoins la déclaration des quatre militaires organisateurs du putsch devant les caméras de télévision du Canal 13. Le film de Patricio Guzman trouve sa conclusion logique, confirme un style d'approche de la réalité irremplaçable. Nous entendons tellement répercuter, à tort et à travers, que le cinéma « trahit » la réalité quand il prétend la montrer en direct, que nous mettrions volontiers le monde la tête à l'envers. Si le témoignage offert par le cinéma direct, et dans cette perspective la *Bataille du Chili* marque une date dans l'histoire du cinéma, — Guzman et ses collaborateurs étaient là tous les jours au premier rang d'une actualité — interprète — de la tournure — et ce témoignage reste irremplaçable, c'est dans la mesure où il ne s'exerce pas dans le vide idéologique, c'est dans la mesure où il sert une analyse : « le coup d'État » nous laisse entrevoir ce que sera demain l'histoire étudiée, revue et corrigée par le cinéma, loin de la poussière livraque.

La quinzaine des réalisateurs s'est honorée en inaugurant son cycle de projections, parallèlement à la projection de *L'Empire des sens* dans une salle voisine, par ce très grand film qu'il est difficile de présenter avec l'exactitude voulue après une seule vision.

LOUIS MARCORELLES

Galerie Vercamer
3 bis, rue des Beaux-Arts, 633-18-50
CASTELLANO
4-29 mai

LA COUR D'INGRES
Léon SALOMON
7, rue de la Harpe (5^e)
WIFREDO LAM
Mai - juin

Colette Dubois
352, rue St-Honoré, 1^{er}, 260-54-83
TOPPI
1-31 mai

Galerie Herouet
44, rue des Francs-Bourgeois, PARIS (3^e)
Tél. ART. 62-60
Sculptures de **CLERT**
Peintures et dessins de **GARCIA GOMEZ**
A. & E. de SADE
TIERSONNIER
YLLÉN
du 16 au 30 mai 1976

GALERIE MORANTIN NOUVION
38, rue de l'Université, PARIS VIII^e - 261-23-38
La Galerie du Fantastique Contemporain
MILITCH DE MATCHVA
En permanence

XXI^e SALON DE MONTRouGE
ART CONTEMPORAIN
PEINTURE, SCULPTURE, DESSIN
et
VAN DONGEN

REBEYROLLE
NATURES MORTES ET POUVOIR
vernissage jeudi 20 mai 1976
GALERIE MAEGHT
13 rue de Téhéran et 26 rue Treillard - 75008 PARIS

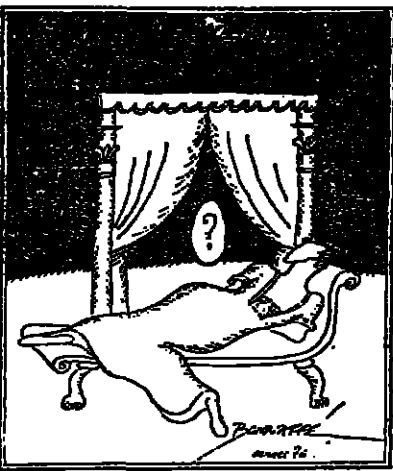
ART MODERNE - JAUBERT S.A.
75, FAUBOURG-SAINT-HONORE, VIII^e - Tél. : 286-84-78
G.D. de MONFREID
(1886-1920)
Peintures - Aquarelles - Dessins - Gravures
6 MAI - 4 JUIN
EN COLLABORATION AVEC LA SOCIÉTÉ SPIESS

19 mai GRAND PALAIS 13 juin
COMPARAISONS
ART ACTUEL

GALERIE EMMANUEL DAVID
14, avenue Matignon, 75008 PARIS - 350-94-90
JUTAND
11 mai - 6 juin

LE MONDE
LE TEMPS
L'Europe avant Stockholm
Maîtres du cinéma d'intervention
Films militants seront-ils mieux vus par l'Europe ?
L'Europe avant Stockholm
Maîtres du cinéma d'intervention
Films militants seront-ils mieux vus par l'Europe ?
L'Europe avant Stockholm
Maîtres du cinéma d'intervention
Films militants seront-ils mieux vus par l'Europe ?

Une sélection



« La Marquise d'O » vue par Bonnard.

Cinéma

SALO OU LES 120 JOURNÉES DE SODOME

de Pier-Paolo Pasolini

Sade pour la métaphore, la République sociale italienne de 1944 à Salò, pour la représentation. Avec une froideur funèbre, aussi loin de la pornographie commerciale que des complaisances érotiques et sentimentales, Pasolini met en scène l'horreur d'un pouvoir absolu et fou qui opprime, humilie, détruit. La barrière de la censure s'entrebatte pour une sortie confidentielle qui va susciter des controverses.

LA MARQUISE D'O

d'Eric Rohmer

Un film romantique pour un conte d'époque : une mise en scène rigoureuse et fidèle. Rohmer, Kleist, deux tempéraments méticuleux, deux regards d'intelligence et d'humour froid sur les comportements d'une famille. Présenté par la télévision allemande à Cannes.

HOLLYWOOD... HOLLYWOOD!

de Gene Kelly

Le cinéma de l'Amérique quand elle se portait bien : le rêve, la danse, les chansons sous la pluie des cloaques. Enchantement et dévotion, moxoux d'anthologie. Comme il était une fois à Hollywood, une aimable récréation. Le gala d'ouverture de Cannes.

UNE HISTOIRE IMMORTELLE

d'Orson Welles

Un vieil homme très riche, dans un Orient fantastique, offre une nuit d'amour à un marin très beau avec une femme très belle, pour que s'écarte une légende. Étrange et envoi-tante, interprétés par l'auteur et par Jeanne Moreau, cette Histoire immortelle a été une des premières entreprises cinématographiques de la télévision — l'O.R.T.F. avait alors une politique de création.

LES MAGICIENS de Claude Chabrol

Parabole sous forme policière de l'alliance de l'argent et de la superstition. Exercice de style brillant, interprété à la perfection par Jean Lefebvre, Gert Fröbe, Stefania Sandrelli, etc., etc.

NOUS NOUS SOMMES TANT AIMÉS

d'Ettore Scola

Trois amis et trente années d'histoire de l'Italie. Trois destins personnels, qui symbolisent les espoirs et les déceptions d'une génération : l'apocalypse réformiste et ambitieuse, l'enseignant qui se prend de passion pour le cinéma néo-réaliste, et l'industriel qui ne connaît pas de promotion sociale, mais reste fidèle à ses convictions politiques. Un hommage tendre et critique à Vittorio de Sica. Rires et émotions mêlés.

F COMME FAIRBANKS

de Maurice Dugowson

Le chantage et le rêve. Fils d'un projectionniste américain qui le surnomme Fairbanks, André (Patrick Dewaere), juste libéré du service militaire, se heurte aux difficultés de la vie, en compagnie de Marie (Mélou-Miou), une Alice au pays des merveilles bien d'aujourd'hui. Grave sous son apparente légèreté.

LE PONT DE SINGE

d'Harris et Sedouy

La crise de l'armée française de tradition, envisagée à travers les rapports — aujourd'hui ambigus — que le corps militaire a entretenus avec le corps social depuis 1914. Documents et témoignages, montage démythifiant qui fait apparaître « ce qui se passe dans la tête des gens ».

LA DERNIÈRE FEMME

de Marco Ferreri

La fin atroce, difficilement supportable, ne doit pas masquer la gravité de ce film. Il raconte l'histoire d'un couple qui se construit selon les normes traditionnelles (rencontre, cohabitation) et se détruit le jour où la solitude, la frustration des deux partenaires, font éclater le lien artificiel qui les unissait. Paradoxe : ce film sur la mort du couple est traversé d'extraordinaires moments de tendresse. Ce film pessimiste porte la nostalgie d'une innocence.

LA SPIRALE

Décembre 1970, septembre 1973. Victoire et chute de l'Unité populaire au Chili. Réalisé notamment par Armand Mattelart, Jacqueline Meppiel et Valérie Mayoux, la Spirale est un film qui refuse le manichéisme et montre simultanément la marche à l'abîme d'une expérience générique et la réussite d'un piège fabriqué de toutes pièces à l'extérieur du pays. Le premier dossier exhaustif.

— ET AUSSI : L'homme qui voulait être roi, de John Huston (la conquête d'un pays perdu) ; le Songe, de Francesco Maselli (la vigilance révolutionnaire du P.C.I. en 1934) ; Adieu, ma jolie, de Dick Richards (c'est Mitchum qui incarne Philip Marlowe) ; Jamais plus toujours, de Yannick Bellon (les petites madeleines de la vie) ; Une femme sous influence, de John Cassavetes (une épouse rangée qui dérange).

Théâtre

LES PRODIGES

aux Bouffes du Nord

Cabotins grandiloquents, un raté hypocritique et une coquette de province se déchirent avec une force qui, peu à peu, les entraîne au-delà de leurs limites, et leur fait retrouver le lyrisme tempéré de Jean Vau-

thier. Il existe des mariages heureux : celui des débordements de l'auteur avec la retenue du metteur en scène Jacques Rosner, aux Bouffes du Nord.

JE N'IMAGINE PAS MA VIE DEMAIN

au Compe-chou

Une lie enchantée dans les marécages du théâtre. Une haute de plaisir accompli. Peu de bruit, rien qu'une actrice et un acteur qui parlent à mi-voix. Rems Bartels, un peu lée sur les bords. François Nocher alerte et songeur dirigés par Andreas Voutsinas. Les acteurs et leurs sortilèges. ET AUSSI : La Famille, à la Cour des miracles (une histoire terrible et de formidables comédiens) ; Rosencrans et Guldénstern sont morts, aux Mathurins (les jeux de l'esprit et de l'angoisse) ; le Rictus de la haine et l'Orchestre, au Campagne-Première (le rire pincé de Philippe Bruneau et le rire grave de la trépassée brésilienne) ; la Veste des Tribades au Centre culturel suédois (en souvenir de Strindberg).

Musique

PARIS

A L'HEURE AIXOISE

D'Aix-en-Provence, en passant par Toulouse, la contagion à musique dans la rue a gagné la capitale : vingt-trois ensembles se succéderont, du 23 mai au 13 juin, sur le thème des treizième et quatorzième arrondissements. Deux thèmes : répertoire du vingtième siècle ; renouveau de l'interprétation des dix-septième et dix-huitième siècles. Retransmis en direct, tous les concerts sont entrés libres.

LE PRODIGEUX « IDOMÉNÉE »

de Lavelli

On ne en finit voir à Paris l'Idoménée, riche en prodiges, de Mozart, tel que Jorge Lavelli l'avait présenté il y a un an à Angers. La responsabilité de l'opéra sera craque et laisse libre cours au flot impétueux, quasi baroque, de l'évocation et de l'expression. Un décor abstrait, des mouvements réduits à des épreuves, une puissance fantastique d'imagination et d'expression. Un des plus admirables spectacles lyriques jamais réalisés. Par le Théâtre national d'Angers, dans la direction de Marc Biguenet, sous la direction de Diego Maestri (Théâtre des Champs-Élysées, du 25 mai au 5 juin, à 20 heures) ; matinee le dimanche, à 17 heures.

CONCERTS BLEUS

au Palais des congrès

Il s'agit de pris un départ fondroyant, les mardis de musique de chambre organisés à la salle bleue du Palais des congrès (18 h. 30), avec une pléiade de musiciens exceptionnels groupés autour des instrumentistes de l'Orchestre de Paris ; les programmes sont toujours merveilleux, les artistes donnent le meilleur d'eux-mêmes, mais le public s'ennuie, pourquoi ? Selon Michel Deloche, on attendait la cote d'Alsace ; l'ennui qu'on essaie d'insuffler à l'orgueilleux Centre international de Paris est menacé. Que réser pourant de plus délicieux après le travail que le Trio des quilles, de Mozart, le Quatuor pour flûte, alto, violoncelle et harpe, de Haydn, et les Quatuors vocaux, de Brahms, avec piano ? (le 25 mai).

AUTOUR

DE JEAN-CLAUDE ELOY

Deux jours pour faire le point sur Jean-Claude Eloy qui est, à trente-huit ans, un de nos compositeurs les plus originaux et intéressants. Radio-France présente, sous la direction de Kamakia, dont la première avait paru un peu floue il y a cinq ans, en même temps que les Gruppen de Stockholm (le 21, 20 h. 30), puis Shanti, superbe poème électronique, méditation cosmique sur le poète intérieur (22 h.). Le lendemain, analyse du concert de la veille (à 11 h.), puis concert-débat où Eloy analysera sa « trajectoire » :

l'héritage direct (Berg, Webern, Boulez), « ce que me dit l'Occident » (Wagner), « ce que me dit l'Orient » (musiques de l'Inde et du Tibet) et audition de ses fausses-diffractions. Avec le Quatuor Parrenin. G. Pludermacher et Nadine Denize (le 22 mai, 14 h. 30).

— ET AUSSI : Orchestre symphonique de Montréal, dir. R. Frühbeck de Burgos avec M. Forrester et R. Turin (Bordeaux, le 20, cathédrale de Baza, le 21, et Fieyel, le 25 mai) ; Requiem allemand de Brahms, pour les « Chantiers du cardinal » (Notre-Dame de Paris illuminée, le 20) ; Quartetto italiano dans Schubert (Champs-Élysées, le 20) ; Carmina burana d'Orff (basilique de Saint-Denis, le 20) ; Intégrale Chopin, par Jean Micaut (Gaveau, les 20, 25 mai 2, 9, 10 juin) ; Festival ESSIC avec E. Gilius, C. Bolling, A. Lagoya, J. Greco, A. Rabinovitch, etc. (quartier de la préfecture, Cergy-Pontoise, le 20) ; Gopalakrishnan, violon d'Inde du sud (musée Guimet, le 20) ; musique continue dans le château et le parc de Versailles, pour la création de l'Institut de recherche sur la musique ancienne (le 22, de 10 h. à 23 h.) ; Promenade dans l'œuvre d'Hervé Télémaque, un artiste qui s'arrange avec des objets du quotidien. Il les éprouve, organise entre eux des rapprochements saugrenus, les met en page sur des fonds de couleurs volontairement neutres. Chaussures, couteaux, armoires, entonnoirs, ciseaux, à déchiffrer, un peu comme un rebuts.

De Samuel Buri, l'ARC présente un ensemble de peintures et de sculptures récentes, sur le thème de l'autoportrait de l'artiste à la campagne. Du vert, des choux, des fenêtres, des marronniers, la famille Monet, et une sculpture-paysage de 10 mètres de long.

Danse

LE BALLET RAMBERT

au Théâtre de la Ville

En 1966, Marie Rambert, animatrice du célèbre ballet britannique, a restructuré sa troupe avec la collaboration d'un jeune chorégraphe, Norman Morris. Elle a abandonné complètement le style traditionnel classique opté pour un répertoire résolument moderne, très influencé par le Nederlands Dans Theater. C'est la première fois que le Nouveau Ballet Rambert vient à Paris avec des œuvres de Ch. Bruce, G. Teitel, R. North.

Expositions

RAMSES LE GRAND

au Grand Palais

Sur trois niveaux du Grand Palais, les chefs-d'œuvre du musée du Caire, qui, à deux exceptions près, n'avaient jamais quitté l'Égypte. Soixante-douze monuments ou ensembles d'objets — reliefs, statues, éléments d'architecture, sculptures monumentales, tombes, funéraires, mobiliers, etc. — regroupés pour illustrer les divers aspects de la civilisation égyptienne du Nouvel Empire, la personne et le règne brillant du pharaon.

Une grande manifestation, décidée au plus haut niveau des pays intéressés, qui a des chances de battre quelques records de fréquentation.

LA PEINTURE ESPAGNOLE DU SIÈCLE D'OR

au Petit Palais

Une soixantaine de peintures pour évoquer cette brillante période de l'art espagnol des Greco, des Velasquez, des Murillo, des Ribera, mais aussi des tableaux de maîtres moins célèbres comme Ribalta, Cano, Pereda. Cet ensemble, constitué par la plus

grande part d'œuvres des collections du Prado, a déjà été présenté à Londres.

NUS PAR INGRES

au musée Bourdelle

Nus choisis parmi les quelques quatre mille dessins que possède le musée de Montauban : dessins dont beaucoup ont précédé l'exécution de tableaux célèbres. L'exposition nous montre, par exemple, quatorze nus précédant l'âge d'or, six ayant servi aux personnages vêtus de l'Apothéose d'Homère, quatre préparant la Vénus anadyomène. Elle regroupe également des dessins de Bourdelle, qui toute sa vie admira son compatriote montaubanais.

LES MACHINES CÉLIBATAIRES

au Musée des arts décoratifs

Le mythe de la machine célibataire inventé par Marcel Duchamp et mis en scène par Harald Szeemann. Une exposition où le conservateur joue les créateurs et l'entrepreneur de spectacle muséal. Machines insolites, machines aberrantes auxquelles introduit utilement le livre de Michel Carrouges, qui vient d'être réédité aux éditions du Chêne (« Les Machines célibataires » ; 160 p. 75 F.).

TELEMAQUE ET BURL...

Peintures, dessins, collages, lithographies, calques, de 1960 à 1976 : une promenade dans l'œuvre d'Hervé Télémaque, un artiste qui s'arrange avec des objets du quotidien. Il les éprouve, organise entre eux des rapprochements saugrenus, les met en page sur des fonds de couleurs volontairement neutres. Chaussures, couteaux, armoires, entonnoirs, ciseaux, à déchiffrer, un peu comme un rebuts.

De Samuel Buri, l'ARC présente un ensemble de peintures et de sculptures récentes, sur le thème de l'autoportrait de l'artiste à la campagne. Du vert, des choux, des fenêtres, des marronniers, la famille Monet, et une sculpture-paysage de 10 mètres de long.

...ET LES PHOTOS. PORTRAITS DE HARALI

à l'ARC

Un jeune photographe nous propose une étonnante galerie de portraits, sans artifices, dépouillés à l'extrême. Ils semblent directs, simples, trop simples. En fait, David Harali est un chasseur d'expressions humaines les plus subtilement anodines. De tous les masques qui composent un visage, il choisit le plus vrai, toujours furtif et instable. Son art est justement de le happer au passage.

— ET AUSSI : Icônes bulgares au Petit Palais ; Malevitch, Penzance et Cuevas au Musée d'art moderne de la Ville de Paris ; le Musée des antiquités nationales, réaménagé à St-Germain-en-Laye ; Energies libres au C.C.I. ; Trésors du musée Jacquemart-André ; le Salon des peintres-graveurs à la Bibliothèque nationale. Le Salon de mai, à la Défense ; Empreintes de Recolet, au CNAC.

Variétés

JERRY LEWIS

à l'Olympia

Entrée à Paris de Jerry Lewis dans un nouveau « one man show ».

PASCAL AUBERSON

aux Blancs-Manteaux

Une forte personnalité de la chanson. Du cœur, de la générosité, une gueule. Une voix parfaitement maîtrisée, baignée dans le jazz et la musique brésilienne, mais qui s'est dégoûtée de toute influence. Une drôle d'efficacité scénique. La découverte de l'année.

CANTO POPOLARE

au Théâtre de la Ville

Il nous retrouvons les chants de leur histoire, ils échoient les clichés du Napoléon hâbler et volubile, du gratteur de guitare strupeux. Ils nous découvrent la noblesse rude, la vraie joie de leur peuple. (18 h. 30.)

GALERIE KRIEGLER
36, avenue Matignon (8^e)

BAUCHANT

13 Mai - 12 Juin

31, rue de Miromesnil (8^e)
GALERIE SAPIRO

LUCIE WEILL, à rue Bonaparte
NORA AURIC

De 4 mai au 2 juin

NEW-YORK
FELIX VERCEI
CUBISTES

mai-juin

31, avenue Matignon
PARIS-8^e 26 75 14

LA SALLE, 13 r. Roche Nivelle
MICHEL DUPORE

peintures

7 mai - 12 juin

LA FAMILLE COPENHAGUE

La capitale du Danemark et la vie de ses habitants. Présentation de photos, audio-visuel et objets d'art.

BOITE DE VILLE DE PARIS
Salle Saint-Jean, entrée porte centrale

Tous les jours de 10 h. à 17 h. - Du 7 au 23 mai - Entrée libre.

MUSÉE BOURDELLE
16, rue Antoine-Bourdelle
(métro Montparnasse)
NUS
par **INGRES**

du 14 mai au 14 juillet

GALERIE L. 55
55, rue de la Pompe
DEREK
MIDDLETON
Bois gravés
Aquarelles
Tous les jours de 10 h. à 19 h.
jusqu'au 31 mai

GALERIE DU LION

16, place des Vosges, Paris-4^e 857-73-25

PAYSAGES EUROPÉENS DU XX^e SIÈCLE

BONNARD, BRAQUE, R. DUFY, D. de SEGONZAC, O. FRIESZ
MARQUET, UTRILLO, VAN DONGEN, VILLON, VLAMINCK.

28 avril

5 juin

حکومت الاصل

Expositions

VIETRA DA SILVA, exposé pour son portrait personnel. — Galerie de la Seine (328-25-32), jusqu'au 19 juin.

EN BANLIEUE

CHAMPIGNY - SURE - MARNE. Le tableau de l'artiste. — L'œuvre de qualité internationale vue par les dessinateurs de presse. Centre Jean-Paul Sartre (330-70-30), du 41-40, jusqu'au 28 mai.

COURBEVOIE. La femme vue par l'artiste. — Galerie de la Seine (328-25-32), de 11 heures à 19 heures. — Robert-Fould (333-30-73), jusqu'au 15 mai.

PARIS. — Le grand atelier de l'artiste. — Ségéral d'hier et d'aujourd'hui — Maison des arts et de la culture (899-80-50), jusqu'au 15 mai.

EVRY. Prix univers 1978. — Théâtre de l'Acacia, jusqu'au 20 mai.

PARIS. — Exposition Rose et Blanc. — Galerie Buret, place des Belles-lettres (333-45-14), jusqu'au 4 juin.

PARIS. — Exposition de peintures. — René Bédak, photographes. Institut national d'ethnologie (896-49-11), jusqu'au 31 mai.

MONTROUGE. Salon art contemporain (Montargis). — Van Gogh, 2^e avenue Emile-Boutroux (23-21-78), jusqu'au 2 juin.

PARIS. — Exposition de peintures. — Evry. — Kovat, Samadon, Valladères. — Galerie d'art de l'Indrapoig, jusqu'au 15 mai.

MAISON-SALFORD. Salon de printemps. — Salle des fêtes de la mairie.

Calvère du Petit Château (Aix, Ma.
1. Ve. 17. 14 h. à 18 h. 30 : Sam. et
Dim. 10 h. à 12 h. 30 : 10 h. à 12 h.
du 12. 14 h. à 19 h. 15. Jusqu'à
30 mal.

NIEURRIS. Toulouze-Lautrec et
l'Affiche 1910. - Château-aux-Bois,
Jusqu'au 15 juin.

SAINT-GERMAY. Jean Piquet le Dessin,
tapissier, lithographies, céramique.
- Musée d'art et d'histoire (752-
200). Jusqu'au 15 juin.

SECAZE. Cent pastels-constats en
la banlieue parisienne défigurée. -
Musée de l'île-de-France, orangeie
de Saint-Denis (88-06-71). Jusqu'à
30 mal.

VITRY-SUR-SEINE. Albert Buvé,
dessins, gravures, sculptures, et
parc de la mairie (88-80-85). Jus-
qu'au 14 h. à 20 h. Jusqu'au
30 mal.

EN PROVINCE

AIX-EN-PROVENCE. Dialogues
d'Yves Brayer avec Granet sur
l'Italie. - Musée Granet (28-09-06).
Jusqu'au 15 juin.

ARC-ET-SENANS. Hommage au
dernier quatuor de siècle et Les Déve-
loppements de la sculpture. - Musée
royale (80-25-42). Jusqu'au 9 août.

BEAUVAIS. Saint-Martin-aux-Rols.
Images d'une abbaye cistercienne. -
Musée de la ville. - Gournay et Ecou-
en. - Musée départemental de l'Oise
(445-13-60). Jusqu'au 24 mai.

BOULOGNE. Les sculptures de la Ma-
dame. - Musée de la ville (80-25-42).
Jusqu'au 17, rue de l'Eglise (80-07-00).
Jusqu'au 15 septembre.

BORDEAUX. Centre d'art plastique
contemporain (44-16-35). Identité,
identifications : Accordez-vous à
l'absence de la ville. - Salle de
M. Perru. Jusqu'au 5 juin. Galerie
des beaux-arts : Wastly Kandelisky,
Jusqu'au 15 septembre.

CHALON-SUR-SAONE. Tapisseries de notre temps. — Renseignements à la Maison de la culture. Jusqu'au 25 mai.

CLAMECY. Dessins anciens : XVII^e-XIX^e. — Hôtel de Ballegarde. Jusqu'au 30 juin.

CHARTRES. L'emploi de la peinture : Babou, Cuoco, Casadesu, Fromanger, Le Bonlch, Messac, Rabascall. — Musée.

DUNKERQUE. Ex-voto marins du Ponant. — Musée municipal Jus-

Verdun. Jusqu'au 15 juin.
HONFLEUR. Jacques Pasquier :
 Chemin de croix. — L'Estuaire,
 98, rue Sainte-Catherine (80-90-68).
 Jusqu'au 30 mai.
LÉ HAYRE. Frédéric Lemaitre et
 son temps. — Prieuré de Gravière.
 Jusqu'au 30 mai.
LE MANS. Sabina-Puig, sculptures.
 J.-M. Roques, photographes. —
 Musée de Tessé (83-22-00).
MARÇQ-EN-BAROEUL. Raoul Dufy.
 Septentrion (78-26-37). Jusqu'au
 30 mai.
MARSEILLE. Alfred Hofmann, des-
 sins monumentaux. — Musée Can-

NANTES. Jagoda Bulic : œuvres
Poésie de la matière. — Sculptures.
Galeries Polrel (24-18-04). Jusqu'au
7 mai.

pour « la Tempête » de Shakespeare. Musée national. Message graphique Chagall (30-45). Jusqu'au 22 juin. - Gaston Chéraud (1818-1968). - Galerie des Pontonniers. - La marée du Nord. - Les chefs-d'œuvre des musées de Nice et de la Côte d'Azur. - Musée des Beaux-Arts. Printemps-été.

NIMES. - Salon international d'art photographique. Musée des Beaux-Arts. Jusqu'au 22 juin.

RENNES. Les Français dans la guerre d'indépendance américaine. Musée des Beaux-Arts.

SAINT-ETIENNE. Antiquités de Chypre du musée du Louvre. - Saint-Etienne d'industrie.

SAINT-ONGES. Hommage à Fernand Mourlet. - Musée de l'histoire de la ville. Jusqu'au 22 juin.

SAINT-PAUL-DE-VENCE. Henri Michaux. peintures. Fondation Toulet. (30-61-68). Jusqu'au 10 juin.

TOULOUSE. Les vieilles courtières en C.R.S. entre 1917 et 1935 vu par Fernand Léger. - L'été. - Théâtre. - Centre Gréar de Toulouse. 3 rue du Digne. Jusqu'au 29 mai. - Jean Caille. Galerie Protée (52-70-95). Jusqu'au 12 juin.

TOULON. Aspects de l'art des Etrusques. - Musée de la ville de Toulon. - Musée des savants, salle des Châli. Jusqu'au 17 juin.

- ST-ANDRÉ-DES-ARTS

YUKON
MONTAGNES
S

MARCELINE LORJAN

CNP LRP CNP Villeneuve

ST-SEVERIN - GIT-LE-CŒUR - ST-ANDRÉ-DES-ARTS

**COMMENT YUKONG
DÉPLAÇA LES MONTAGNES**

L'Aventure de la Chine

12 films de JORIS IVENS et MARCELINE LORIDAN

Province : **LE CLUB** Grenoble - **CNP** Lyon - **CNP** Villeurbanne
CÉZANNE Aix-en-Provence

JUSTICE

Les polémiques autour de la mutation de M. Ceccaldi

Deux faits nouveaux sont intervenus dans l'affaire Ceccaldi depuis que, dimanche 16 mai, le Syndicat de la magistrature, réuni en congrès extraordinaire, a voté le principe d'une grève et des poursuites judiciaires engagées contre le substitut de Marseille. Premièrement, le ministère de la Justice a publié une partie du dossier administratif de M. Ceccaldi — qui est professeur — faisant ressortir qu'elle pensait devoir quitter Marseille dans un avenir proche. L'épouse du substitut de Marseille a déposé une plainte contre X. Au ministère de l'Éducation, on assure que la communication d'administration à l'administration et « dans l'intérêt du service » de cet élément de dossier est une pratique relativement courante.

Deuxièmement, répondant, mardi, à une question orale sans débat, au Sénat (nos dernières éditions), M. Lecanuet a affirmé que M. Ceccaldi était le seul candidat au poste de procureur à Hazebrouck qu'il refuse. Du strict point de vue de la gestion des personnels, l'argument est fort. Il vient bien tard et ne saurait à lui seul dissiper l'arrière-plan « pétrolier » de l'affaire marseillaise. D'autant que, d'une part, les rumeurs de réquisitions de non-lieu en faveur des dirigeants pétroliers incriminés persistent ; d'autre part, parce que l'avis de la commission des ententes et des positions dominantes, dont on tenait la communication pour imminente au début de l'affaire Ceccaldi, tarde à être publié.

M. LECANUET : le magistrat était le seul candidat au poste d'Hazebrouck

Répondant mardi matin 18 mai à une question orale de M. Henri Calliat, sénateur du Lot-et-Garonne (gauche démocratique) concernant l'affaire du substitut Ceccaldi et le problème de l'indépendance de la magistrature, M. Jean Lecanuet, garde des sceaux, a notamment déclaré : « Ce que l'on appelle la préoccupation politique ou partisane en ce qui concerne la promotion de ce magistrat m'est restée totalement étrangère. J'affirme ici sans crainte de démenti qu'un changement de substitut ne modifie en rien l'insubordination d'une affaire judiciaire. Il n'y a eu de ma part aucune sorte d'intervention dans cette affaire. Mon devoir de ministre de la Justice est de donner à tous les tribunaux une exacte et impartiale administration de justice, y compris ceux qui sont situés au nord de la France, l'enlèvement du personnel judiciaire nécessaire à leur bon fonctionnement. »

Libres opinions

Être ou ne pas être à Hazebrouck

par PAULETTE VANPOULLE (*)

Le refus d'un collègue marseillais d'accepter de rejoindre un poste de la cour de Douai met à nouveau en lumière les difficultés de pouvoir dans ce ressort les deux cent soixante-dix-sept postes de magistrats, et, sur le plan national, certains postes dont les conditions de travail sont particulièrement difficiles.

À la fin de l'année 1973, l'U.F.M. (maintenant Union syndicale des magistrats) avait traité, dans son bulletin du ressort de Douai, ce problème dans deux études différentes, dont elle estime aujourd'hui nécessaire de publier les résultats.

En effet, si l'actualité a axé les commentaires sur le caractère politique — ou prétendu tel — du déplacement d'un magistrat du Sud à un poste du Nord qui figure sur une liste établie par lui, cette lumière déformante ne doit pas faire oublier les problèmes de fonctionnement difficile du service de la justice dans ces régions où la concentration urbaine exceptionnelle entraîne une forte délinquance.

À l'époque de cette étude, les rapporteurs étaient MM. Hubert Douvroux, alors président à Cambrai, maintenant conseiller à Rennes, et Michel Légrand, substitut à Douai, nommé depuis à Brest. Ce rappel illustre le fait que la rotation des magistrats est ici rapide. Les données d'ordre national d'augmentation des tâches ou de difficultés de recrutement ont une répercussion directe plus lourde dans des cours comme celles-ci, et il n'y a pas de répartition équitable des déficits : un poste libre dans la région sud ne reste jamais longtemps vacant, car (sauf exceptions) les candidats sont nombreux. Parmi eux, on compte souvent des magistrats en poste dans le Nord désireux de regagner leur région d'origine, car le nombre des magistrats « régionaux » est faible ici.

Citons à ce sujet le rapport de MM. Douvroux et Légrand : « Zone d'extraction minière et d'industrie lourde, mais aussi de petites entreprises familiales métallurgiques ou textiles, le Nord, par suite de sa vocation commerciale, produit essentiellement des cadres pour le secteur privé. La faiblesse des effectifs en matière de fonction publique y est constante. Les tribunaux n'y échappent pas et ces problèmes sont dramatiques dans certaines juridictions. »

Il y a en France métropolitaine onze postes de procureurs sans poste de substitut : Brest, Besançon, Bourges, Caen, Clermont-Ferrand, La Rochelle, Lille, Metz, Montpellier, Nancy, Orléans, Pau, Poitiers, Reims, Rouen, Saint-Étienne, Strasbourg, Toulon, Valenciennes. Même si la preuve était apportée pour certains que le volume de travail est supportable, le secrétariat insuffisant et compétent, et l'équipement bon, leurs conditions de travail sont anormales : ils sont en effet tenus d'assurer un service permanent trois cent trente-cinq jours de suite par an, même les dimanches et fêtes, pour être en mesure de répondre aux appels éventuels et demandes d'instruction de la police ou de la gendarmerie (cf. article 40 et 54 du code de procédure pénale). Le jumelage avec de plus grandes villes peut être techniquement obtenu par des délégations du procureur général. Cette faculté n'est pas un droit. Et cette possibilité d'être déchargé, certains des quarante-sept ou quarante-huit dimanches annuels où pèse cette obligation de présence, dépend de la bonne volonté du procureur général et des collègues acceptant d'assurer le remplacement.

Les juges d'instruction seuls dans cette spécialisation ont les mêmes sujétions. Mais leur remplacement est plus facile, car il peut se réaliser à l'intérieur du tribunal grâce à la générosité d'un magistrat de la même ville, juge au siège.

Alors que l'obligation de présence est permanente, la droit à un remplacement par délégation n'existe légalement qu'un mois par an pour les magistrats nommés à ces postes : aucune profession n'a plus, à l'heure actuelle, de telles servitudes.

Certes, l'insuffisance des garanties de carrière est en question à propos de cette nomination, et l'Union syndicale des magistrats, dans son récent congrès de Bordeaux, a réclamé une réforme constitutionnelle pour obtenir ces garanties.

Pourtant, le pense, personnellement, que notre collègue aurait abandonné allégrement — son « dossier » s'il avait été nommé à un poste lui convenant géographiquement.

Il nous est apparu nécessaire de faire la lumière sur des aspects de sa nomination complètement négligés, et nous estimons indispensable de protester énergiquement contre certaines propos inadmissibles rapportés par des articles de presse (1) dénigrant la région du Nord, exprimant des inexactitudes sur le caractère disciplinaire de ces postes, traitant avec mépris les magistrats étant ou ayant été en fonction dans ce « petit » tribunal et jetant un doute sur leurs qualités professionnelles, déformant la réalité concernant l'activité de cette juridiction étendue dans un ressort de cent dix mille habitants, qui nous paraissent suffisamment dignes d'intérêt pour qu'un magistrat, qui se dit bien noté, s'intéresse à eux et à leurs problèmes.

(*) Premier substitut du procureur de la République de Douai, chargé de la direction régionale, pour la cour d'appel de Douai, de l'Union syndicale des magistrats.

(1) « Le Monde » n'est pas en cause.

PROTESTATIONS CONTRE LE PROJET TENDANT À RÉDUIRE LES POUVOIRS DU JUGE DE L'APPLICATION DES PEINES.

L'Union syndicale des magistrats (U.S.M.), le Syndicat de la magistrature et l'Association des juges de l'application des peines ont, samedi 15 mai, le président de la République, en tant que président du Conseil supérieur de la magistrature, d'une protestation contre le projet de loi tendant à soumettre certaines décisions du juge de l'application des peines à l'accord préalable du ministre public ou de l'administration pénitentiaire (le Monde du 8 avril).

Ce projet de loi, l'un des quatre projets sur la sécurité adoptés par le conseil des ministres du 7 avril, tend notamment à soumettre les principales décisions du juge de l'application des peines en matière de libération conditionnelle, d'autorisation de sortir et de réduction de peine à l'accord préalable du ministre public ou de l'administration pénitentiaire (le Monde du 8 avril).

Selon les termes du communiqué commun des trois organisations, « les juges de l'application des peines voient dans ce projet une grave atteinte à leur indépendance de magistrats du siège, garantie par la Constitution. S'ils ont été les premiers à souligner le danger des pouvoirs sans contrôle que leur avait conférés le législateur en 1972, ils n'entendent pas, pour autant, être soumis à la tutelle du ministre public ou d'un fonctionnaire dépendant d'un autre pouvoir exécutif : si leur appareil de justice seule autorité judiciaire du siège est qualifiée pour trancher d'éventuels conflits. Le projet, en outre, de nature à affaiblir l'indispensable autorité du juge de l'application des peines en détention, à compromettre l'efficacité du traitement pénal dont il a la responsabilité et à nuire à la cohésion de l'équipe pénitentiaire. »

Quatre manifestants impliqués dans les récents affrontements qui ont opposés des étudiants aux forces de l'ordre sur le campus de Grenoble le 11 mai dernier (le Monde du 13 mai) ont été condamnés, mardi 18 mai, par le tribunal correctionnel de Grenoble. MM. Jean-Luc Martin, dix-huit ans, ouvrier, a été condamné à quatre mois d'emprisonnement dont trois avec sursis ; Noël Bonnet, vingt et un ans, et Reynaldo Momont, dix-neuf ans, étudiants, inculpés de détournement d'armes, ont été condamnés à trois mois d'emprisonnement dont deux avec sursis ; un ans, inculpé de violence à l'égard de la force publique, a été condamné à quinze jours d'emprisonnement avec sursis.

LE DRAME D'ALGERIA DEVANT LA COUR DE SURETÉ DE L'ÉTAT

L'accusation fait un pas vers la défense

Alors que le procès du docteur Edmond Simeoni et de ses huit coaccusés devant la Cour de sûreté de l'État n'en est toujours qu'aux préliminaires, les débats du 18 mai ont fait incidemment apparaître, à propos d'une nouvelle question de procédure, un élément qui sera sans doute déterminant dans le débat sur le fond de l'affaire.

En présentant un plan des lieux où s'est produite la fusillade d'Algeria, le 22 août dernier (« Le Monde » du 18 mai), le président,

M. Pierre David, a déclaré : « On peut considérer qu'il ressort du dossier que non seulement des coups de feu ont été tirés de la cave de M. Depelle (qui s'étaient retranchés le docteur Simeoni et ses amis), mais aussi de l'extérieur du bâtiment, vraisemblablement dans les vignes avoisinantes. » Quelques instants plus tard l'avocat général, M. Marcel Dorwling-Carter, devait à son tour se ranger à cet avis : « J'admets d'ores et déjà, a-t-il dit, que l'on a pu tirer d'ailleurs. »

été joint au fond et la cour ne se prononcera qu'au moment de rendre son arrêt.

Cette partie du débat préliminaire a donné lieu à l'une des premières interventions du docteur Simeoni, qui depuis le début du procès était resté silencieux. On a pu assister à un dialogue, significatif de l'attitude modérée de chacun des protagonistes de ces débats. S'adressant au docteur Simeoni, comme s'il devait le consulter, le président a déclaré : « Vous n'êtes pas un terroriste anonyme, vous êtes intellectuellement honnête. Je vais vous poser une question. Une reconnaissance nécessiterait la présence des forces de l'ordre ayant participé à l'action. Reconstituer l'Algeria serait donc faire revivre l'Algeria, avec ses passions qui, certainement, ne sont pas éteintes. Décideriez-vous, si vous en aviez le pouvoir, de procéder à cette reconnaissance ? »

En pesant ses mots, le docteur Simeoni a aussitôt répondu : « J'ai déjà condamné certains actes de violence et j'ai lancé la semaine dernière un appel au calme. Honnêtement, je ne puis pas vous dire qu'il ne se passerait rien à l'Algeria. Il y a des risques. On ne peut pas exclure des provocations. En toute honnêteté, je ne pourrais pas prendre cette responsabilité. » Manifestement sensible au ton de cette déclaration, le président a ajouté : « Je ne m'attendais pas à une autre réponse de votre part. »

La cour a accordé au docteur Simeoni vingt-quatre heures de réflexion pour préparer la déclaration liminaire que ce dernier

Refus de la demande de mise en liberté pour M. Albert Teissyre, le vitiiculteur arrêté le 17 mai, à la suite de la fusillade de Montredon (Aude), et détenu à la prison des Baumettes sous l'inculpation de tentative d'homicide volontaire. La chambre d'accusation de la cour d'appel de Montpellier a, mardi 18 mai, ordonné la mise en liberté de M. Assie, juge d'instruction à Narbonne, qui avait refusé cette demande formulée par les défenseurs de M. Teissyre.

Ces condamnations sont plus lourdes qu'aucune de celles prononcées dans l'affaire des fausses factures de Lyon.

Quatre industriels de la région lyonnaise ont été condamnés, mardi 18 mai, par le tribunal de Villeurbanne (Rhône) à des peines d'emprisonnement ferme pour fraude fiscale, faux et usage de faux.

M. Raymond Temporel, gérant des sociétés à responsabilité limitée et Colibri, à Cahuire (Rhône), gérant de la société Hydromat à Villeurbanne, a été condamné à la plus lourde peine : dix-huit mois d'emprisonnement ferme, 100 000 F d'amende et 315 308 F à rembourser à l'État. M. Temporel avait déjà été condamné dans l'affaire des fausses factures de Lyon, en novembre 1974, à treize mois d'emprisonnement, dont dix avec sursis (jugement confirmé en appel).

M. Maurice Pichon, entrepreneur de chaudronnerie et constructions métalliques à Decines (Rhône), a été condamné à quinze mois d'emprisonnement ferme, 100 000 F d'amende et 305 417 F à rembourser à l'État. M. Pichon, Emile Plassard, carrossier à Chazelles, et Robert Depardon, de Lécussan, ont été condamnés chacun à neuf mois d'emprisonnement ferme, et 20 000 F d'amende pour le premier.

Des condamnations sont plus lourdes qu'aucune de celles prononcées dans l'affaire des fausses factures de Lyon.

PASSEPORT

Des vols, des expéditions, de 1 850 F à 2 850 F. Mais surtout chaque jour des régions d'information et projections de diapos.

DE MAURICE A partir de 2 500 F.


Passeport pour toutes vos destinations de vacances : charters, circuits séjours 68, rue de Valenciennes 75006 Tél. 544.20.43 ou 21.99

ZENITH vous propose des Croisières dans les Caraïbes

ABORD de 3 PAQUEBOTS de LUXE - DURÉE : 1 semaine HAITI - BAHAMAS - JAMAÏQUE - GRAND CAYMAN - PUERTO-RICO - MEXIQUE - ILES VIERGES

10 JOURS - PARIS/PARIS avion Paris/Miami 4860 F. avec une nuit à Miami et une à Nassau. Extension du séjour possible en FLORIDE ou aux BAHAMAS.

Brochure sur les vols de votre agence de voyages ou 14, rue Thiers - 75001 Paris tél. 742.85.80 - 742.84.77 ou 21, avenue d'Italie - 75013 Paris tél. 588.14.22 - 332.89.71 (loc. 702 A)



DIRECTEUR GENERAL
150/180.000 F.
PARIS

DIRECTEUR COMMERCIAL FRANCE
90/100.000 F.
+ intéressement
Ameublement
PARIS

CHEF DES VENTES
75/85.000 F.
+ intéressement
+ voiture
Produits pour l'imprimerie

Un groupe français fabriquant et distribuant en France et à l'étranger (C.A. 100 millions de F.) des produits industriels de précision, recherche le directeur général de son organisation française (quatre Sociétés dont les activités sont spécialisées par produit et par clientèle). Dépendant du Président, il aura complète délégation pour diriger et animer cet ensemble. Son action portera principalement sur les aspects gestion financière, négociations commerciales à haut niveau, politiques en matière d'échange, développement et investissements et disposera pour ce faire de cadres compétents tant sur le plan technique que dans le domaine de la vente. Agé d'au moins 35 ans, de formation supérieure (Business school américaine souhaitée), bilingue anglais, il aura exercé avec succès des fonctions équivalentes comme directeur de division ou de département d'une société fabriquant et distribuant des produits industriels. Ecrire à V. Blanchon, réf. B.3.214.

Un puissant groupe européen de l'ameublement (2.500 personnes, 30 filiales) crée, pour accroître sa pénétration sur le marché français, un poste de Directeur commercial. Participant à l'élaboration de la politique de la filiale française, le titulaire sera chargé de son application. Ayant pour première mission la vente des produits de literie, il animera la force de vente et le réseau de distributeurs. Il assurera personnellement le contact avec les principaux clients (centrales d'achats, industriels...) et préparera l'introduction progressive des autres produits du groupe (mobiliers de collectivités notamment). Le candidat retenu, âgé de 33 ans au moins et de formation commerciale, connaissant bien l'anglais et la conduite d'une équipe supérieure, aura acquis, si possible dans le secteur de l'ameublement, une parfaite connaissance de la distribution des produits de masse. Il est souhaité que cette expérience ait comporté simultanément ou successivement les différents aspects du marketing et de la vente. Ecrire à P. Vinet, réf. B.3.775.

Une société française (C.A. 15 millions) spécialisée dans la distribution de produits consommables et de matériels destinés aux imprimeries recherche son futur chef des ventes. Placé dans un premier temps en position fonctionnelle auprès du PDG, il prendra ensuite totalement en charge le recrutement, la direction et l'animation de la force de vente. Il entretiendra la cohésion et le dynamisme de son équipe, définira et répartira ses objectifs et lui donnera les moyens de les atteindre en assurant sa formation technique et commerciale. Personnellement en contact avec les fournisseurs et les principaux clients il travaillera dans le cadre d'un budget prévisionnel et sera jugé sur les résultats. Le poste conviendrait à un homme âgé de 28 ans au moins, de formation commerciale, connaissant bien l'anglais et ayant acquis une expérience de plusieurs années de la vente et de la conduite d'une équipe de préférence dans une société multinationale commercialisant des biens d'équipement ou des produits destinés à l'industrie. Ecrire à P. Vinet, réf. B.3.760.

Pour chacun de ces postes, adresser un bref curriculum vitae à Paris en spécifiant bien la référence. Aucune information ne sera transmise à quiconque sans autorisation expresse des candidats donnée au cours d'un entretien personnel avec le consultant.

AUSTRALIE - IRLANDE - AMERIQUE DU SUD - GRANDE-BRETAGNE - ALLEMAGNE - FRANCE - ITALIE - SUISSE - BELGIQUE - AFRIQUE DU NORD - CANADA

73, Bd HAUSSMANN 75008 PARIS. Tél. 265-37-00
11, Pl. A. BRIAND 69003 LYON. Tél. (78) 62-08-33

صك من الاصل

85f.
Robe longue
style boubou.
100 % coton

حکذا من الاصل

est publié

Le permis de construire pour la reconstruction de la synagogue de Saint-Germain-l'Auxerrois, dans le sixième arrondissement de Paris, a été refusé par le tribunal administratif de Paris. Le tribunal a jugé que le permis de construire était contraire à l'urbanisme et qu'il n'y avait pas de motif légitime pour l'accorder. Le tribunal a également jugé que le permis de construire était contraire à l'histoire et à la culture de la ville de Paris.

nécessaire

Le permis de construire pour la reconstruction de la synagogue de Saint-Germain-l'Auxerrois, dans le sixième arrondissement de Paris, a été refusé par le tribunal administratif de Paris. Le tribunal a jugé que le permis de construire était contraire à l'urbanisme et qu'il n'y avait pas de motif légitime pour l'accorder. Le tribunal a également jugé que le permis de construire était contraire à l'histoire et à la culture de la ville de Paris.

contre la démolition

Le permis de construire pour la reconstruction de la synagogue de Saint-Germain-l'Auxerrois, dans le sixième arrondissement de Paris, a été refusé par le tribunal administratif de Paris. Le tribunal a jugé que le permis de construire était contraire à l'urbanisme et qu'il n'y avait pas de motif légitime pour l'accorder. Le tribunal a également jugé que le permis de construire était contraire à l'histoire et à la culture de la ville de Paris.

TROP DE VERRE
AVENUE MATHIGNON

Un permis de construire a été délivré le 21 décembre 1975 par la société civile immobilière Mathignon-Building pour la construction, dans le huitième arrondissement de Paris, d'un immeuble de sept étages, d'une superficie de 1.500 m², comprenant une cour intérieure, une terrasse, une piscine, une chaufferie et une salle de sport. Le permis de construire a été accordé malgré l'opposition de certains riverains qui ont estimé que l'immeuble était trop haut et qu'il était contraire à l'urbanisme.

DES APPRENTIS

Le corps des apprentis de la construction a été créé par le décret n° 1111 du 11 mai 1975. Ce décret a pour objet de définir les conditions de recrutement, de formation et de placement des apprentis de la construction. Le décret a également défini les conditions de rémunération des apprentis de la construction.

contre la démolition

Le permis de construire pour la reconstruction de la synagogue de Saint-Germain-l'Auxerrois, dans le sixième arrondissement de Paris, a été refusé par le tribunal administratif de Paris. Le tribunal a jugé que le permis de construire était contraire à l'urbanisme et qu'il n'y avait pas de motif légitime pour l'accorder. Le tribunal a également jugé que le permis de construire était contraire à l'histoire et à la culture de la ville de Paris.

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
Offres d'emploi "Placards encadrés"	35,00	42,03
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,18
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.C.
Achat-Vente-Location	25,00	30,35
EXCLUSIVITES	32,00	37,36
L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19
(chaque mercredi et chaque vendredi)		

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

CONSTRUCTION MECANIQUE

créa la fonction de

directeur de fabrication

dans son usine des VOSGES.

Ce poste conviendrait à un INGENIEUR A.M. (ou équivalent) âgé de 30 ans au moins ayant plusieurs années de pratique en fabrication en position de chef d'équipe et souhaitant évoluer à terme vers un poste de DIRECTEUR D'USINE.

Toutes informations sur cette offre seront données en toute discrétion au téléphone par Information Carrière SVP 11-11 de 9 h à 18 h ou donnera un rendez-vous aux candidats intéressés. Référence 808.

65, avenue de Wagram 75017 PARIS

MATRA

recherche pour l'un de ses centres de production situés à SALBRIS (580 personnes, 60 km Orléans)

UN CONTROLEUR DE GESTION

Il est responsable de la mise en place et du suivi du contrôle de gestion du centre : gestion des commandes, des "en cours" de production, établissement des prix de revient...

Ce poste peut concerner 2 types de candidatures : soit un cadre HEC, ESC... ayant de l'ordre de 5 ans d'expérience du contrôle de gestion d'une société à vocation électronique ou électromécanique ; soit un ingénieur expérimenté ayant orienté son expérience sur la gestion financière.

Adresser C.V. et prétentions sous référence NK 150

MATRA Monsieur KORFAN BP N° 1 - 78140 VELIZY

amri

Société Industrielle Française de biens d'équipement en constante et rapide expansion

Pour sa Direction Technique située dans le SUD-OUEST

UN CHEF SERVICE TECHNIQUE

- Il devra assurer l'amélioration et le développement de produits de haute technicité.
- Il sera responsable de la définition des performances et de la promotion technique des produits.
- Il aura des contacts fréquents avec les services commerciaux et les principaux clients français ou étrangers.
- Ingénieur Arts et Métiers de préférence.
- Il aura une expérience d'environ 5 ans dans des services techniques.
- Anglais indispensable.

Ecrire avec C.V. photo et prétentions à : SOCIÉTÉ AMRI 50, Avenue Daumesnil - 75012 PARIS

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE D'IMPLANTATION NATIONALE

recherche LIEUX RAPIDEMENT en vue de renforcer sa Direction Régionale de Bordeaux

UN GESTIONNAIRE D'IMMEUBLES

Le candidat retenu devra avoir une expérience des problèmes de gestion immobilière (syndic et gérant) d'au moins 5 ans. Une formation juridique ainsi que le goût du travail en équipe seraient souhaitables.

Envoyer C.V. dét. et présent. à n° 58.833, Contesse Publiée, 20, av. Opéra 75004 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Filliale important groupe français située à 40 km au SUD d'ORLÉANS

Leader sur le marché de l'éclairage

recherche

CADRE COMPTABLE

qui, en tant qu'ADJOINT AU DIRECTEUR de la comptabilité et de la gestion, sera chargé de la comptabilité générale et analytique de l'établissement des bilans des comptes d'exploitation et participera au contrôle budgétaire.

Il est nécessaire d'avoir quelques années d'expérience dans un service de comptabilité et possible en outre de posséder une formation ou une expérience de niveau supérieur avec D.E.C.S. Envoyer curr. vitæ, photo et prétentions, n° 58.481, CONTESSE Publ., 20, av. Opéra, Paris (1^{er}), qui transmettra.

DIRECTEUR DE PRODUCTION

Réf. 1.01.06/M

Région EST 150.000 +

Notre Client, une Société d'EQUIPEMENTS ELECTRIQUES INDUSTRIELS, implantée dans une ville importante de l'Est de la France, offre cette opportunité de premier plan qui peut intéresser un Ingénieur grande école ou un Autodidacte ayant réalisé d'excellentes performances âgées de plus de 35 ans, possédant une expérience de plusieurs années dans un poste d'ingénieur de Chantiers ou dans une activité de production dans la branche Installations ou Constructions Electriques, mais avec une participation prouvée à l'organisation de chantiers. Outre sa formation et son passé professionnel, le candidat souhaité devra posséder l'aptitude à convaincre les responsables hiérarchiques, le sens de la gestion et de la rentabilité des activités de service réalisées par la société. A ce titre, il sera admis rapidement au Conseil de Direction de la Société. Ecrire à Clair.

INGENIEUR DE TRAVAUX

Réf. 1.01.07/M

Région EST 95.000 +

Cette même Société offre ce poste de haute responsabilité qui peut intéresser un Ingénieur (ESE, AM, INSA, etc.) ou un Autodidacte de valeur, âgé de plus de 35 ans, capable de prouver ses performances, possédant l'habitude du commandement (200 personnes environ), ayant dirigé la construction de lignes T.H.T., Postes et M.T. En outre, le candidat retenu aura réalisé un C.A. de 20 à 30 M.Fs avec satisfaction à des Sociétés locales. Il sera familiarisé avec la gestion et les procédures de travaux et d'administration pour des produits exportés. Il sera disponible pour des séjours fréquents à l'étranger et capable de répondre à tous les niveaux : Administrations, Grandes Entreprises, Artisans ou Entrepreneurs locaux. Les connaissances en Génie Civil et en Mécanique seront appréciées. La langue anglaise parlée est exigée. La langue arabe (ou une autre) est souhaitée. Au salaire de base, variable selon les antécédents du candidat, pourront s'ajouter des indemnités de séjour et de déplacements. Ecrire à Clair.

DIRECTEUR FINANCIER

Réf. 3.02.01/M

Région CENTRE 120.000 +

Une Société d'Economie Mixte dont les interventions dans les domaines hydrauliques, agricoles, touristiques et industriels, concernant un développement et à la mise en valeur de deux régions du Centre de la France, recherche un Directeur Financier. Sous l'autorité du Directeur Général et avec l'assistance d'une dizaine de personnes, il sera responsable de la gestion financière et comptable, de la trésorerie, de la mise en place et du suivi des financements, du contrôle de gestion, des relations avec les banques et les administrations de tutelle. Il sera le Conseiller du Directeur Général pour tout ce qui concerne la gestion de la Société (fiscalité, droit des contrats, etc.). Le candidat retenu aura au moins 25 ans, et sera de formation supérieure ESSEC - ESC - Expertise Comptable. Ce poste nécessite de solides connaissances comptables juridiques et fiscales et au moins 5 ans d'expérience d'une fonction similaire, acquise si possible dans une autre Société d'Economie Mixte, une grande entreprise de Travaux Publics ou de promotion immobilière. Des déplacements de courte durée sont à prévoir (1 à 2 jours/semaine). Ecrire à Paris.

Toutes les candidatures seront rigoureusement traitées de façon confidentielle.

Adresser lettre manuscrite et curriculum vitae détaillé + photo + souhaits de rémunération, en rappelant la référence du poste à : SOCIÉTÉ INFORVENTE

- 38640 - CLAIR, rue Lesdiguières - Téléphone : (76) 98.07.02.
- 75008 - PARIS, 45 rue Boissy d'Angas - Téléphone : 265.59.79 et 99.

SOCIÉTÉ EUROPEENNE DE PROPULSION

ETABLISSEMENT DE VERNON

SEP RECHERCHE

contrat à durée déterminée jusqu'en février 1978

INGENIEUR ARTS ET METIERS

ou équivalent

pour assurer :

- dans un premier temps, les recettes d'utilisation d'essais présentant des techniques très variées ;
- dans un deuxième temps, l'analyse des principaux problèmes survenus lors de l'exploitation de ces installations et le contrôle des étalonnages des moyens de mesure.

Dynamique, opératoire et méthodique, ayant quelques années d'expérience dans la construction ou la mise en œuvre d'installations fluides importantes.

Adresser curriculum vitae et prétentions en précisant référence 162, à : SEP, SERVICE DU PERSONNEL, B.P. 802, 27207 VERNON.

COTE ATLANTIQUE

Très importante Société Industrielle produisant matériel électro-mécanique en grande série. 1700 personnes

ingénieurs débutants

(ou presque)

EDP - A et M - ENSM - ENI

Chargés de missions ponctuelles et diversifiées en production pendant un an, ils seront ensuite chargés de responsabilités opérationnelles ou de commandement.

Toutes informations sur cette offre seront données en toute discrétion au téléphone par Information Carrière SVP 11-11 de 9 h à 18 h ou donnera un rendez-vous aux candidats intéressés. Référence 802.

65, avenue de Wagram 75017 PARIS

SANDVIK S.A.

Nous sommes la filiale d'une importante Société Suédoise. Nous recherchons dans le cadre de notre décentralisation à ORLÉANS La Source

UN ASSISTANT MARKETING

En collaboration avec le Chef de Service Marketing du Département Comptant (outils coupants), il préparera et présentera les budgets à moyen et long terme après avoir collecté les informations et les statistiques nécessaires. La connaissance des machines-outils et de l'informatique serait très appréciée.

Ce poste suppose une formation de type Ecole Supérieure de Commerce ou Sciences Economiques complétée par une première expérience dans un poste similaire.

Une bonne connaissance de l'anglais est indispensable. 12 mois. Prime de vacances. Avantages sociaux.

Adresser C.V. détaillé, photo et prétentions (sous référence C 133) à SANDVIK, Service du Personnel, Boîte Postale 194 - 92308 LEVALLOIS. Discretion assurée.

IMPORTANTES SOCIÉTÉS INDUSTRIELLES

(1500 personnes) recherche pour son siège à ANGERS

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Il s'agit d'un poste complet incluant toutes les responsabilités comptables, financières et de gestion budgétaire évoluant en même temps que celles ayant trait aux questions juridiques, d'assurances et de droits des Sociétés.

Les services à diriger, y compris l'informatique, regroupent 40 personnes.

Une réelle expérience de ces fonctions ainsi que l'aptitude à travailler au sein d'une équipe de direction dynamique sont nécessaires.

Formation supérieure.

Langues vivantes anglaise, allemand souhaité.

Ecrire avec C.V. et présent. à BAVAS CONTACT, 156, bd Hausmann, 75008 PARIS, sous réf. 59.127. DISCRETION ASSURÉE.

URGENT

ANIMATEUR ou EDUCATEUR

pour centre de loisirs d'adolescents. Juillet-Août. Demandons forte expérience. Envoyer lettre manuscrite et C.V. Centre d'Animation Châteaurenault, 28, rue de l'Abbaye, 31000 TOULOUSE, qui transmettra.

Entreprise btl. et génie civil rech. conducteurs de travaux confirmés pour Toulouse et Montpelier. Poste haute responsabilité. Larges connaissances exigées. Ecrire à P. Lichou sous réf. 59.128. 31000 TOULOUSE, qui transmettra.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

offres d'emploi

CHANTIER CONSTRUCTIONS REPARATIONS NAVALES

(effectif 400 personnes)

COTE OUEST AFRIQUE

FILIALE D'IMPORTANTES SOCIÉTÉS FRANÇAISES recherche :

POUR SECONDER SON DIRECTEUR : INGENIEUR

35 ans minimum.

DIPLOME (A.M. ou équivalent) ou niveau similaire ayant solide expérience constructions et réparations navales. Anglais souhaité.

CHEF ATELIER MECANIQUE

NIVEAU INGENIEUR - 35 ans minimum.

Expérience confirmée réparations navales, responsable division mécanique comprenant ateliers machines-outils et équipe réparations bord. Effectif total 70 personnes.

CHEF ATELIER CHAUDRONNERIE

NIVEAU INGENIEUR - 35 ans minimum.

Expérience confirmée réparations constructions navales, responsable chaudronnerie navale, industrielle et tuyautage. Effectif total 100 personnes.

Engagement sous contrat expatrié avec nombreux avantages.

Ecrire avec C.V. dét. à No 58.330 CONTESSÉ Publiée 20, av. Opéra 75004 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

INGENIEUR COMMERCIAL PARIS

Nous sommes un Groupe Industriel important dans notre spécialité (Caoutchouc et Matières Plastiques). Nous fabriquons et commercialisons des produits pour l'industrie et la Grande Consommation en particulier.

Un département Promotion Bâtiment et Travaux Publics vient d'être créé pour :

- piloter les recherches de ces marchés ;
- faire connaître, présenter, prescrire les produits Bâtiment et Travaux Publics du Groupe ;
- vendre toutes les fois où la spécialisation à ce marché est nécessaire.

L'Ingénieur commercial que nous recherchons passera 50 % de son temps en clientèle auprès des Entreprises Matières d'œuvre et une autre partie dans les Salles de production (6 principalement).

Se base sera à PARIS.

Il devra vouloir s'intégrer à une équipe restreinte (8 personnes maximum).

Nous souhaitons qu'il possède une formation technique (C.N.A.M. - S.B.T.P. - E.N.S.A.) et 2 ou 3 ans d'expérience commerciale.

Envoyez adress. votre C.V. au N° 8852 - Le Monde - Pub., 5, rue des Italiens 75427 Paris-9^e, qui transmettra.

SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'UN GROUPE INTERNATIONAL

recherche pour son Etablissement de Paris un

cadre technico-commercial

- 1) Il aura pour mission de créer, former, suivre et contrôler un service technico-commercial, afin d'assurer l'information et la vente de nos produits auprès des industries alimentaires.
- 2) Il participera à la mise au point de la gamme des produits et à l'élaboration des documents techniques et commerciaux.
- 3) Il sera responsable de la réalisation des objectifs dans le respect des budgets acceptés.
- 4) Il assurera les liaisons techniques avec la maison mère.
- 5) Il dépendra directement du directeur de la société.

Si vous êtes âgé de 30 ans min., Si vous êtes de formation ENSIA ou école équivalente, ayant une bonne pratique de l'allemand ou de l'anglais, et spécialisé dans les additifs alimentaires et enzymes, Si vous avez une bonne connaissance des industries alimentaires, Si vous avez l'expérience du management d'une équipe de vente, Ecrivez-nous pour nous faire part de votre conception sur la promotion et la vente de ces produits dans les industries concernées. Adresser lettre manuscrite, C.V. photo à : FRANCACIP PRESSE 17, rue de la Banque 75002 Paris qui transmettra

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
Offres d'emploi Placards encadrés	36,00	42,03
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,18
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER	26,00	30,35
Achat-Vente-Location	32,00	37,36
EXCLUSIVITES	25,00	29,19
L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19
(chaque mercredi et chaque vendredi)		

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

P.M.E., proche banlieue ouest, filiale d'un groupe important recherche trois jeunes cadres (minimum 27 ans) qui sous l'autorité directe du Chef d'Entreprise devront remplir des fonctions de :

RESPONSABLE ADMINISTRATION COMMERCIALE (réf. 1269)

Le candidat devra être parfaitement bilingue (anglais), sa formation comparable au niveau H.E.C. ou ESSEC. Il devra avoir rempli avec succès des fonctions similaires ou cours des deux dernières années. Il dirigera le secrétariat et les relations avec les clients et les fournisseurs.

RESPONSABLE DES VENTES (réf. 1267)

Il aura la responsabilité d'assurer la mise en place de toute une gamme de produits (biens de consommation durables) et des structures nécessaires au développement des ventes.

Les qualités d'homme de terrain, d'enthousiasme au service de la vente et du contact direct seront essentiellement appréciées. La preuve de succès précédents dans des fonctions similaires sera indispensable.

A chacun des deux candidats sera proposé un salaire annuel de départ de 60/80.000 F ainsi qu'une évolution très rapide.

Les postes déboucheront à court/moyen terme vers des Directions Commerciales au sein des filiales.

RESPONSABLE DE LA COMPTABILITE (réf. 1268)

Dans le cadre d'une petite entreprise il devra s'occuper d'abord - assés encaissements - prendre en charge et résoudre tous les problèmes comptables et financiers, assurer enfin la gestion administrative et les relations avec le personnel.

Le poste débouchera à moyen terme vers une Direction Financière. Le salaire de départ sera de l'ordre de 50 à 70.000 F/an. Il évoluera rapidement.

Les candidats sont priés d'adresser, en rappelant la réf. du poste correspondant, un C.V. détaillé accompagné d'une photo à INTER PA, 19 rue St Marc, 75002 Paris qui trans. (Tous les documents seront traités confidentiellement)

AUCHAN

17 HYPERMARCHÉS Chiffre d'affaires en 1976 : 3,5 milliards. Progression annuelle 40 % depuis 10 ans. Prépare l'ouverture de nouvelles unités en France. et recherche

10 RESPONSABLES COMMERCIAUX

LA FONCTION :
Assumer la responsabilité d'une partie du magasin ou d'un service du magasin. Définir et appliquer une politique commerciale. Action directe sur une gamme de produits, sur le personnel et sur la clientèle.

L'HOMME :
Une intelligence au service du concret.
Une capacité à fournir des efforts physiques.
Le goût des contacts humains et une aptitude à mener un groupe.
Une formation Grande École ou Universitaire est souhaitable mais peut être compensée par l'expérience professionnelle.
La formation au métier est garantie par la société chaque poste est évolutif.
La promotion est liée à l'efficacité individuelle et à la réalisation des objectifs.
Cette proposition vous intéresse ?

Écrivez-moi en joignant C.V., photo et ambitions
M.F. LECLERCQ Hypermarché AUCHAN
rue de la Mouchetière - 45140 ST-JEAN DE LA RUELLE

CENTRE DE RECHERCHES APPLIQUÉES D'UN TRÈS GRAND SECTEUR INDUSTRIEL

recherche

JEUNES INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES

(X, Mines, E.C.P., A. et M., Supélec, E.P.C.I.)

Tous souhaitons, en début de carrière, compléter votre formation dans le domaine des applications industrielles en créant l'ELABORATION de l'ACIER, sa TRANSFORMATION et son UTILISATION.

NOUS VOUS OFFRONS DE PARTICIPER :

- à l'étude des procédés modernes et des perfectionnements qui peuvent leur être apportés, automatisés par exemple ;
- à la conception de procédés nouveaux et à leur mise au point dans des pilotes semi-industriels ou industriels ;
- aux recherches concernant les propriétés et l'utilisation de l'acier.

VOUS AUREZ LA POSSIBILITÉ :

- d'utiliser des moyens modernes d'investigation et de traitement de l'information ;
- d'avoir de nombreux contacts avec l'industrie et les laboratoires des universités et des grandes écoles ainsi qu'avec des organismes étrangers ;
- de poursuivre, après quelques années au service de la recherche, votre carrière dans l'industrie de notre profession.

Une connaissance de la langue anglaise suffisante pour aborder une discussion technique est souhaitée.

Contribution ou logement assurés.

Envoyer C.V., photo et prétentions n° 58.490, CONTEXTE Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, g. 12.

IMPORTANTE FIRME FRANÇAISE FABRICATION D'APPAREILS D'EQUIPEMENT GRANDE MARQUE, RECHERCHE POUR SON USINE VILLE CÔTE OUEST

INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE

AM - ECP ou école équivalente, 32 ans min., pour poste de

RESPONSABLE MONTAGE SERIE

Ce poste peut convenir à candidat ayant acquis une solide expérience de montage série en mécanique ou matériels électriques. Ces fonctions impliquent

NETTES POSSIBILITÉS DE DÉVELOPPEMENT DE CARRIÈRE VERS POSTE DE RESPONSABLE POUR CANDIDAT AYANT QUALITÉS MARQUÉES DE CHEF D'ORGANISATEUR, INTÉRESSÉ PAR CONCEPTIONS MODERNES DE PRODUCTION.

RÉMUNÉRATION 100.000 F

Écrire sous réf. PZ 438 AM, 4, rue Massenet, 75016 PARIS. DISCRETION ABSOLUE

etap

Nous sommes une division d'un des plus grands Groupes français d'industrie lourde et nous fabriquons des produits spéciaux pour l'automobile et les véhicules de transport. Notre Société dispose de 3 usines et d'un Siège à PARIS où se situe le poste de

directeur général

que nous recherchons.

Ce dernier devra être ingénieur de grande école, avoir une formation de base d'homme de production mais posséder une expérience générale et un standing répondant à la hauteur de la fonction.

Cette-ci implique un passé professionnel autorisant à prendre en main l'animation d'un Groupe de 1.000 personnes dont 50 cadres, et la gestion d'un C.A. de 250 millions.

Les problèmes posés seront ceux du développement de nouveaux produits sur un marché dont nous sommes le leader et ceux de l'expansion par l'exportation.

Le poste peut déboucher sur une promotion à l'échelon de l'équipe de direction du Groupe.

Adresser CV détaillé et lettre de candidature manuscrite sous réf. 1805 Serge Bally Conseil 40, avenue Hoche 75008 PARIS

Ingénieur analyste

Société de constructions mécaniques - 16 000 personnes - C.A. 3 milliards - Nous recherchons, pour notre service central de traitement informatique, un ingénieur (Centrale - Mines - A.M....) ayant acquis 3 à 4 ans d'expérience dans le développement et la mise en place de systèmes informatiques appliqués à l'industrie.

Nous lui confierons l'analyse des cahiers des charges, la conception des chaînes et la mise en application de projets de gestion de la production.

Lieu de travail : Proche banlieue Ouest.

Envoyer curriculum vitae détaillé sous réf. SERX (à mentionner/enveloppe) à

EMPLOIS et CARRIÈRES
30 rue Vernet 75008 PARIS

GRUPE MULTINATIONAL RECHERCHE POUR SA DIVISION INDUSTRIE

RESPONSABLE DES VENTES MARINE

IL S'AGIT DE GÉRER ET DE DÉVELOPPER AVEC DYNAMISME ET AUTONOMIE UN MARCHÉ EXISTANT

Ce poste peut convenir à un candidat ayant l'expérience de la vente, introduit dans le milieu marin (marine marchande, marine militaire), ayant des connaissances techniques lui permettant de se familiariser rapidement avec les asservissements pneumatiques.

Connaissance de l'anglais utile.

Lieu de travail : Paris proche banlieue Nord Est.

Écrire sous réf. NEX 482 AM, 4, rue Massenet 75016 PARIS. DISCRETION ABSOLUE

etap

GD CONTROL DATA

UNE GAMME COMPLÈTE DE SYSTÈMES INFORMATIQUES POUR APPLICATIONS SCIENTIFIQUES ET DE GESTION

CONTROL DATA recherche :

INGÉNIEURS COMMERCIAUX
Grandes Ecoles ou équivalent

La nature des interventions qu'ils auront à réaliser implique non seulement des qualités de négociateur au plus haut niveau mais également qu'ils soient capables d'agir auprès de leurs interlocuteurs comme de véritables ingénieurs d'affaires. L'essentiel de leur temps sera consacré à la prospection de nouveaux secteurs d'activité.

Leur rémunération, liée en grande partie à leur succès personnel, doit leur permettre d'atteindre des niveaux de salaire élevés.

Nous souhaitons des candidats ayant une expérience de 4 ans minimum dans la vente de systèmes informatiques, réseaux, logiciels et parlant couramment anglais.

Envoyer C.V. à Control Data, Réf. 101 M Service du personnel, 195, rue de Bercy, 75582 PARIS CEDEX 12 ou téléphoner à M. GARY au 345.60.35.

ingénieurs commerciaux

En 21 mois nous avons vendu 1500 ordinateurs 90 30. Pour répondre à ce succès SPERRY UNIVAC 2ème constructeur mondial d'ordinateurs recherche

des INGENIEURS COMMERCIAUX

ayant une première expérience professionnelle dans la vente d'équipements informatiques.

Après une formation intensive à nos séries 90 et 1100 nous offrons la responsabilité d'un territoire dans le DISTRICT DE PARIS.

Une expérience dans les secteurs de l'industrie et de la distribution serait très appréciée ainsi que la connaissance de l'anglais.

Salaire élevé.

Avantages sociaux nombreux.

Adresser vos candidatures avec C.V., photo et prétentions sous réf. M au Service du Personnel SPERRY UNIVAC 3, rue Bellini 92800 Puteaux.

SPERRY UNIVAC

DIRECTEUR DE CENTRE SOCIÉTÉ COMMERCIALE FRANÇAISE DU SECTEUR AUTOMOBILE A IMPLANTATIONS MULTIPLES SUR LE PLAN NATIONAL

recherche

DES RESPONSABLES D'UNITÉ

Sous l'autorité du Directeur Général et en liaison constante avec ses principaux collaborateurs, ils prendront en charge la Gestion globale d'une Unité implantée sur le parking d'une Grande Surface se composant :

- d'une Station-Service,
- d'un Atelier de Mécanique légère,
- d'un Magasin de vente d'accessoires et pièces détachées et d'un tunnel de lavage automatique.

Cette fonction implique des responsabilités à la fois commerciales, techniques et administratives.

Ce Poste conviendrait à des Candidats de forte personnalité :

- âgés de 30 ans minimum, au moins de formation secondaire,
- ayant le sens du commandement,
- possédant une solide expérience de la gestion, du travail en équipe et de l'automobile.

Le dynamisme et les qualités d'animateur au sein d'une Société en constante évolution seront des atouts déterminants.

La rémunération annuelle de départ sera fonction de la qualité des Candidats retenus.

Les Candidats intéressés adresseront lettre de candidature avec C.V. détaillé, sous référence 7101, à P. LICHAD S.A., 10, rue de Louvois, 75003 Paris Cedex 03, qui transmettra.

Importante Société française RADIO et ÉLECTRONIQUE

recherche pour service

Région Parisienne

INGÉNIEUR

origine anglaise ou ayant parfaite maîtrise longue et langage technique anglais. Nations de français indispensables.

Plusieurs années expérience industrie domaine émission Radio et émission T.V., aptitude à rédaction documents techniques, technico-commerciaux et présentation équipements.

Envoyer C.V. et prétentions à n° 57.263, Contesse Publ., 20, av. Opéra, Paris 1^{er} qui trans.

IMMOBILIER

Pour poursuivre le développement de plusieurs de ses départements, une des premières Agences françaises recherche

JEUNE CADRE à vocation commerciale H.E.C. - E.S.S.E.C.

D.E.S. de SC. ECO. - SC. PO., etc...

Le candidat devra posséder de préférence une expérience bancaire ou immobilière acquise au sein :

- D'un service Immobilier d'une importante société,
- D'une Société de Promotion.

BONNE RÉMUNÉRATION ET LARGES PERSPECTIVES D'AVENIR

Envoyer curriculum vitae et photo à RANCO, n° 508, 11, rue Mouton, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ Région Ouest de Paris

recherche pour son

Département Chaudronnerie

INGÉNIEUR SOUDEUR DIPLOMÉ

Le poste requiert un technicien expérimenté qui participera aux études nouvelles.

Le candidat retenu définira et assurera l'application des procédés de soudage.

Il dirigera les travaux d'homologation des procédés et de qualification des soudeurs.

Il assurera la formation du personnel.

Allemand ou anglais souhaité

Envoyer C.V. n° 58.538, CONTEXTE Publicité, 20, av. de l'Opéra 75004 Paris Cedex 01, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE PROMOTION IMMOBILIÈRE

recherche, libres très rapidement

DES COMPTABLES
niveau préparation du D.E.C.S.

Au sein du Service Comptable et en liaison étroite avec le responsable du programme, le candidat devra être capable de prendre en charge la totalité de la tenue de comptabilités de sociétés civiles (bilans, fiscalité immobilière).

Priorité sera donnée à l'expérience similaire.

Envoyer C.V. et J. SIEBER - OCCEP, 168, rue de Grenelle, 75007 PARIS.

Fournisseur de pièces mécaniques à l'industrie Automobile, recherche

ADJOINT AU DIRECTEUR GÉNÉRAL

chargé des questions administratives et financières. Ce cadre sera responsable de l'établissement des comptes mensuels et bilans.

Le poste convient à un diplômé d'une École Supérieure de Commerce âgé de 30 ans minimum. Il présente de très bonnes possibilités d'avancer pour un élément de valeur. Parfaite connaissance de l'anglais indispensable.

Adresser C.V. et prétentions à J. VANTROUYEN, 30, rue Rouget-de-l'Isle - 92160 SURESNES.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ de production industr. en cours d'implantation au GABON

recherche :

RESPONSABLE SÉLECTION DU PERSONNEL AFRICAIN

LE CANDIDAT AURA :

- Développer et entretenir des relations avec les autorités institutionnelles.
- Organiser, avec leur concours, la sélection d'un personnel à vocation technique.
- Assurer le suivi des résultats et améliorer les méthodes de sélection.

LE POSTE REQUIERT :

- Un niveau de formation : BAC technique.
- Une expérience de quelques années de milieu industriel.
- Une bonne capacité d'analyse, un esprit méthodique et une forte attirance pour cette activité.

LE POSTE EST À POURVOIR TRÈS RAPIDEMENT.

Envoyer lettre manuscrite et C.V. à SOGACEL, 183, av. Ch.-de-Gaulle, 92000 NEUILLY-SUR-SEINE.

Secrétaire Général

BOURSE EUROPEEN

CHIEF DU PERSONNEL

INGÉNIEUR BUREAU D'ÉTUDES

COLLABORATEUR

هكذا في الاجل

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	36,00	42,03
Offres d'emploi "Placards encadrés"	36,00	44,37
minimum 15 lignes de hauteur	8,00	9,18
DEMANDES D'EMPLOI		
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER	26,00	30,35
Achat-Vente-Location	32,00	37,36
EXCLUSIVITES		
L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19
(chaque mercredi et chaque vendredi)		

L'immobilier

appartements vente

appartements vente

constructions neuves

constructions neuves

Paris

17^e FACE SQUARE

STUDIOS - 2 PIÈCES
Petit imm. résidentiel, Vente
25, r. d'Alsace-Lorraine, 1010
Tél. : 27-42-32

EXCEPTIONNEL

AV. FOCH (8^e étage)

APPT STANDING
100 m² + balcon 15 m²
+ cave
Prix total : 1.250.000 F.

181, RUE DE LA POMPE

Beau 8 Pces, 5^e ét. imm. 1910
plein soleil. Grand balcon
S/face marbre. 100 m² + 10 m²
14-17 h. Gpe Doresey 548-43-94

XVI^e SAINT-DIDIER

Immeuble 1973. Grand standing.
Particulier vend 5 pièces,
140 m² + chambre service
+ 2 parkings + cave. Balcon
soit. 140 m² + 10 m²
Tél. : 27-42-32

PLACE DES VOSGES

2 P. 21 m² + 2 P. 38 m²
TOUT CONFORT. 274-44-43

TROCADERO

Immeuble récent. 4 étages.
75 m² + 13 m² balcon.
Impeccable. Parking.
FRANK ARTHUR 724-07-49

PLACE PEREIRE

Petite vd de imm. p. de l'él.
centr. asc. 220 SUPER L.V.
+ 1 chambre. Sali. de bain.
Kitchen. 723-38-43

S/PARC MONCEAU

Imm. haut standing. 4 étages.
Excellente. 100 m² + 10 m²
balc. + studio. Serv. 1^{er} ch. serv.
Tél. : 724-00-40

BD MALESHERBES (près

PARC) Bel imm. d'angle.
140 m² + 10 m² balcon.
serv. serv. 1^{er} ch. serv.
Tél. : 724-00-40

PASSY SQUARE

ALBONNI
Bel appart. de réception 140 m²
et confort. 4 étages. asc. chère
de service. Tél. : 723-10-74

16^e RUE

Gd living + 3 chambres. Tout
conf. 140 m² + 10 m² balcon.
Bel imm. Vue. Soit. Prix int.
1017 h. 11, RUE BAYEN
Tél. : 22, AV. P. KENNEDY

PASSY PETITREUX

STUDIO 25 m² confort. 4 étages
sur rue. Tél. : 723-10-74

JULES JOFFRIN

Immeuble
1 p. cul. 55.000 F. 547-75-00

CLAUDE LORRAIN

Grande pièce 70 m². 14 m² balcon.
chambre 22 m². 3 de bain. cab.
toilet. 14 m². 14 m² balcon.
calme. asc. Tél. : 400.000 F.

TROCADERO

APPT GRAND STANDING
BEL IMM. PIERRE DE TAILLE
TRIPLE RECEPTION. SALLE
A MANGER. 4 Pces. BELLES
GALERIES. 4 Sali. DE BAINS.
2 CUIS. 1 OFFICE. 2 W.C.
GD BALCON. 4 CHAMBRES SERV.
924-56-74

BOIS VINCENTES

Bel immeuble rénové 100 %.
Habitable immédiatement.
Reste à 5 étages. tout confort
5 STUDIOS
Le Propriétaire : 523-52-21

5^e BITE-CHAUMONT

Part. vend tr. beau 3 P. 1974.
65 m² + balcon 3 m². dernier
étage (19^e). 1 conf. impeccable.
entièrement rénové. 14 m²
équip. asc. Interph. cave box
1 vol. jardin 10 m². 200.000 F.
encl. et calme. Px : 220.000 F.
Visite sur place. Vend. sam.
dim. 14 à 19 h. 11, RUE BAYEN
Tél. : 22-35-32. Avant 9 h. et ap. 20 h.

XVI^e SAINT-DIDIER

Immeuble 1974. Grand standing.
Particulier vend 5 pièces,
140 m² + chambre service
+ 2 parkings + cave. Balcon
soit. 140 m² + 10 m²
Tél. : 27-42-32

TROCADERO

Part. vend tr. beau 3 P. 1974.
65 m² + balcon 3 m². dernier
étage (19^e). 1 conf. impeccable.
entièrement rénové. 14 m²
équip. asc. Interph. cave box
1 vol. jardin 10 m². 200.000 F.
encl. et calme. Px : 220.000 F.
Visite sur place. Vend. sam.
dim. 14 à 19 h. 11, RUE BAYEN
Tél. : 22-35-32. Avant 9 h. et ap. 20 h.

PASSY RAYNOUARD

Luxueux duplex moderne
4 p. 140 m² p. 4^e Terrasse.
MICHEL 345-96-45

PREL'FORT de l'imm. réc. 5^e ét.

asc. 1^{er} ch. serv. 3 ch.
s. de bain. Cuisine rénov. 1005
autres détails. 547-75-00

PREL'FORT de l'imm. réc. 5^e ét.

asc. 1^{er} ch. serv. 3 ch.
s. de bain. Cuisine rénov. 1005
autres détails. 547-75-00

PREL'FORT de l'imm. réc. 5^e ét.

asc. 1^{er} ch. serv. 3 ch.
s. de bain. Cuisine rénov. 1005
autres détails. 547-75-00

PREL'FORT de l'imm. réc. 5^e ét.

asc. 1^{er} ch. serv. 3 ch.
s. de bain. Cuisine rénov. 1005
autres détails. 547-75-00

PREL'FORT de l'imm. réc. 5^e ét.

asc. 1^{er} ch. serv. 3 ch.
s. de bain. Cuisine rénov. 1005
autres détails. 547-75-00

PREL'FORT de l'imm. réc. 5^e ét.

asc. 1^{er} ch. serv. 3 ch.
s. de bain. Cuisine rénov. 1005
autres détails. 547-75-00

PREL'FORT de l'imm. réc. 5^e ét.

asc. 1^{er} ch. serv. 3 ch.
s. de bain. Cuisine rénov. 1005
autres détails. 547-75-00

PREL'FORT de l'imm. réc. 5^e ét.

asc. 1^{er} ch. serv. 3 ch.
s. de bain. Cuisine rénov. 1005
autres détails. 547-75-00

PREL'FORT de l'imm. réc. 5^e ét.

asc. 1^{er} ch. serv. 3 ch.
s. de bain. Cuisine rénov. 1005
autres détails. 547-75-00

PREL'FORT de l'imm. réc. 5^e ét.

asc. 1^{er} ch. serv. 3 ch.
s. de bain. Cuisine rénov. 1005
autres détails. 547-75-00

PREL'FORT de l'imm. réc. 5^e ét.

asc. 1^{er} ch. serv. 3 ch.
s. de bain. Cuisine rénov. 1005
autres détails. 547-75-00

PREL'FORT de l'imm. réc. 5^e ét.

asc. 1^{er} ch. serv. 3 ch.
s. de bain. Cuisine rénov. 1005
autres détails. 547-75-00

PREL'FORT de l'imm. réc. 5^e ét.

asc. 1^{er} ch. serv. 3 ch.
s. de bain. Cuisine rénov. 1005
autres détails. 547-75-00

PREL'FORT de l'imm. réc. 5^e ét.

asc. 1^{er} ch. serv. 3 ch.
s. de bain. Cuisine rénov. 1005
autres détails. 547-75-00

PREL'FORT de l'imm. réc. 5^e ét.

asc. 1^{er} ch. serv. 3 ch.
s. de bain. Cuisine rénov. 1005
autres détails. 547-75-00

PREL'FORT de l'imm. réc. 5^e ét.

asc. 1^{er} ch. serv. 3 ch.
s. de bain. Cuisine rénov. 1005
autres détails. 547-75-00

PREL'FORT de l'imm. réc. 5^e ét.

asc. 1^{er} ch. serv. 3 ch.
s. de bain. Cuisine rénov. 1005
autres détails. 547-75-00

PREL'FORT de l'imm. réc. 5^e ét.

asc. 1^{er} ch. serv. 3 ch.
s. de bain. Cuisine rénov. 1005
autres détails. 547-75-00

7^e - BONAPARTE, sur jardins

Très bel apt. 3 pièces.
Carcère. Calme. Soit.
150 m² - ODE 62-79

SERGE KAYSER

au cœur de 1^{er} arrondissement.
bel immeuble pierre de taille.
récept. + 3 chbres. et confort.
100 m² - ODE 62-79

DUPLIX 78 M2

Rue-Jardin. 1^{er} étage. Soit.
Calme et charme province.
Serge KAYSER : 424-94-00

1^{er} - FORT SEINE - Part. 3 Pces

angle des. 1^{er} p. 80 m² cul.
équipée. 400.000 F. - Tél. : 27-42-32

RUE DES CANNETTES

3^e ét. studio 28 m² cul. soier.
très bel imm. Pierre de taille.
3 chbres de serv. - 547-22-84

NEUILLY - rue de la Harpe

JARDIN PRIVATIF PROTEGE.
Belles réceptions + 3/4 chbres.
Groupe DORESSAY : 548-43-94

RUE DE VERNEUIL

Bel imm. 2^e ét. 3 chambres.
Calme. Ascens. en cours.
250.000 F. - Tél. : 287-29-20

QUAI VOLTAIRE - Bel imm.

3^e et 2^e p. 45 m² cul.
280.000 F. - Tél. : 227-40-46

1^{er} - FORT SEINE - Part. 3 Pces

angle des. 1^{er} p. 80 m² cul.
équipée. 400.000 F. - Tél. : 27-42-32

RUE DES CANNETTES

3^e ét. studio 28 m² cul. soier.
très bel imm. Pierre de taille.
3 chbres de serv. - 547-22-84

NEUILLY - rue de la Harpe

JARDIN PRIVATIF PROTEGE.
Belles réceptions + 3/4 chbres.
Groupe DORESSAY : 548-43-94

RUE DE VERNEUIL

Bel imm. 2^e ét. 3 chambres.
Calme. Ascens. en cours.
250.000 F. - Tél. : 287-29-20

QUAI VOLTAIRE - Bel imm.

3^e et 2^e p. 45 m² cul.
280.000 F. - Tél. : 227-40-46

1^{er} - FORT SEINE - Part. 3 Pces

angle des. 1^{er} p. 80 m² cul.
équipée. 400.000 F. - Tél. : 27-42-32

RUE DES CANNETTES

3^e ét. studio 28 m² cul. soier.
très bel imm. Pierre de taille.
3 chbres de serv. - 547-22-84

NEUILLY - rue de la Harpe

JARDIN PRIVATIF PROTEGE.
Belles réceptions + 3/4 chbres.
Groupe DORESSAY : 548-43-94

RUE DE VERNEUIL

Bel imm. 2^e ét. 3 chambres.
Calme. Ascens. en cours.
250.000 F. - Tél. : 287-29-20

QUAI VOLTAIRE - Bel imm.

3^e et 2^e p. 45 m² cul.
280.000 F. - Tél. : 227-40-46

1^{er} - FORT SEINE - Part. 3 Pces

angle des. 1^{er} p. 80 m² cul.
équipée. 400.000 F. - Tél. : 27-42-32

SAINT-CLOUD VAL D'OR

Site privilégié, part. 23 p.
+ loggia 1^{er} ch. Prix 300.000 F.
+ garage. Tél. : 532-70-43

FONTENAY-SOUS-BOIS

800 m GARE, face centre cité.
piscine, pavillon. Vds 3 p.
40 m² d'été. Excell. 4^e ét.
T1 cul. Tél. : 740.000 F. dont
27.000 F. de plus

ISSY-LES-MOULINEAUX

3^e ch. cuisine, bain, loggia.
Jardin privé 50 m². Prix
200.000 F. - Tél. : 855-35-31

NEUILLY - rue de la Harpe

JARDIN PRIVATIF PROTEGE.
Belles réceptions + 3/4 chbres.
Groupe DORESSAY : 548-43-94

RUE DE VERNEUIL

Bel imm. 2^e ét. 3 chambres.
Calme. Ascens. en cours.
250.000 F. - Tél. : 287-29-20

QUAI VOLTAIRE - Bel imm.

3^e et 2^e p. 45 m² cul.
280.000 F. - Tél. : 227-40-46

1^{er} - FORT SEINE - Part. 3 Pces

angle des. 1^{er} p. 80 m² cul.
équipée. 400.000 F. - Tél. : 27-42-32

RUE DES CANNETTES

3^e ét. studio 28 m² cul. soier.
très bel imm. Pierre de taille.
3 chbres de serv. - 547-22-84

NEUILLY - rue de la Harpe

JARDIN PRIVATIF PROTEGE.
Belles réceptions + 3/4 chbres.
Groupe DORESSAY : 548-43-94

RUE DE VERNEUIL

Bel imm. 2^e ét. 3 chambres.
Calme. Ascens. en cours.
250.000 F. - Tél. : 287-29-20

QUAI VOLTAIRE - Bel imm.

3^e et 2^e p. 45 m² cul.
280.000 F. - Tél. : 227-40-46

1^{er} - FORT SEINE - Part. 3 Pces

angle des. 1^{er} p. 80 m² cul.
équipée. 400.000 F. - Tél. : 27-42-32

RUE DES CANNETTES

3^e ét. studio 28 m² cul. soier.
très bel imm. Pierre de taille.
3 chbres de serv. - 547-22-84

NEUILLY - rue de la Harpe

JARDIN PRIVATIF PROTEGE.
Belles réceptions + 3/4 chbres.
Groupe DORESSAY : 548-43-94

RUE DE VERNEUIL

Bel imm. 2^e ét. 3 chambres.
Calme. Ascens. en cours.
250.000 F. - Tél. : 287-29-20

QUAI VOLTAIRE - Bel imm.

3^e et 2^e p. 45 m² cul.
280.000 F. - Tél. : 227-40-46

1^{er} - FORT SEINE - Part. 3 Pces

angle des.

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

CONFLITS ET REVENDICATIONS

Des négociations se sont ouvertes à Randonnai entre les immigrés et le patron des fonderies

Le travail a repris en partie, le mardi 18 mai, aux usines de la Société des fonderies et ateliers de Randonnai (SFAR), dans l'Orne, paralysées depuis une semaine par une grève sauvage de trois cent cinquante travailleurs immigrés de l'une des deux usines de l'entreprise (le Monde du 18 mai). Ces derniers avaient en effet, en échange d'une promesse de négociation, accepté de lever les piquets de grève placés devant la fonderie de Randonnai. Ce mercredi matin, ils devaient se réunir en assemblée générale pour examiner les propositions faites par le maire de la localité, M. André Métra, P.D.G. de la SFAR. La veille, à Alençon, M. Métra avait rencontré, en présence de l'inspecteur du travail, M. Fièvre, une

délégation de ses « ouvriers-locataires », assistée de représentants syndicaux de la C.G.T., majoritaire dans l'usine. L'inspecteur du travail a obtenu du maire de Randonnai qu'il renonce à sa demande de référé auprès du tribunal de grande instance d'Alençon, pour « entraves à la liberté du travail ». D'autre part, le P.D.G. a promis qu'un foyer serait ouvert dès juillet prochain — mais au loyer supérieur à 200 F par personne — pour pallier les difficultés de l'actuelle cité-bidonville de Randonnai, mise en cause par les immigrés. Enfin, un projet d'accord a été élaboré, qui permettrait diverses augmentations de salaires, notamment de 3 % pour tous au 1^{er} juillet prochain et de 5 % pour les catégories les plus basses.

Parmi les rats et la vermine...

Randonnai. — Un village de mille sept cents âmes, perdu dans la verdure, à 5 kilomètres de la route nationale qui relie Verneuil-sur-Avre à Mortagne-au-Perche. Les chaumières et les vergers à cidre composent un paysage de carte postale : « Bons baisers de Normandie... » Et puis brusquement, à deux pas du carrefour, on aperçoit la fonderie et ce qu'il est convenu d'appeler une cité.

C'est plutôt une sorte de camp, où depuis un an et demi vingt-quatre travailleurs immigrés, sur les quelques deux cent cinquante qui vivent ici, ont dû être hospitalisés pour tuberculose.

La décor défile l'imagination. A l'arrière, passe encore : trois blocs collectifs, sans étages, et plusieurs dizaines de baraquements exiguës, abritant chacun trois ou quatre hommes — on y dort, on y fait aussi la « tambouille ». — s'alignent sur deux rangs, au bord d'un enclos de terre battue. Les murs sont décrépis, les portes sont parfois défoncées, les châssis métalliques des fenêtres sont, pour la plupart, entièrement rouillés. Mais l'intérieur est pire, et cette situation, affirment les gens de la région, dure depuis plusieurs années.

Voici d'abord le « réfectoire » des Portugais — il y en a un autre, identique, pour les Marocains, qui constituent l'ethnie dominante avec quelques ouvriers turcs, — et, dès l'entrée, c'est une vision de cauchemar. Une salle surélevée, aux murs noirs de crasse et d'humidité, aux plafonds percés, au sol défoncé par endroits. Entre les planches pourries du plancher, on entrevoit, un mètre plus bas, un cloaque gigantesque alimenté par les canalisations défectueuses. Ne parlons pas des installations sanitaires : quelques éviers fendus ne méritent pas ce nom.

Les cuisines, les « chambres », à quatre lits, reflètent le même délabrement. Elles sont devenues le refuge préféré des rats et de la vermine : moustiques, blattes, puces... Les moustiques tourbillonnent dans les couloirs. Les blattes, on en voit partout : courant sur les murs, sur les tables, ou s'échappant de la pile de linge que l'on déplace au de la valise qu'un locataire ouvre sous nos yeux. Quant aux puces... Depuis trois ans, matelas et couvertures n'ont pas été changés. Quand on pose la question à M. Métra, il répond avec candeur : « Est-ce que je change mon matelas, moi, tous les trois ans ? »

En échange de ce gîte misérable, les résidents versent un loyer mensuel de 150 F. Dès 1971, les cabanons étaient loués à l'employeur au prix de 220 F par mois, par la société Algéco. Ils étaient reloués à 150 F par lit, à raison de quatre personnes par baraquement, soit

De notre envoyé spécial

une différence de 380 F, atteignant quelque 30 000 F par mois pour l'ensemble du chantier... Au regard de ces loyers, les salaires des fondeurs ne sont guère élevés : entre 1 500 et 1 700 F pour la plupart des travailleurs étrangers. Une minorité d'O.S. 3, payés aux pièces, gagnent environ 2 000 F par mois, mais ceux-là font le travail le plus pénible : « On lève des carters de 30 kilos toute la journée, on a les poumons séchés par la chaleur des fours... » La plus grande partie du salaire est envoyée à la famille, restée au pays. « Alors, explique l'un des ouvriers de M. Métra, si nous revenons pas grand-chose. »

Le racisme

En filigrane, derrière ce conflit, on devine bien sûr les séquelles laissées par le racisme ordinaire, celui qui s'exprime dans le rue ou à l'usine. Les gens du cru voient d'un œil peu amène les immigrés s'aggloméner devant l'unique « café-mercerie » de l'endroit, pour regarder passer quelque paysanne aux jupes rebordées. Mais que faire le dimanche dans ce village éloigné de tout, où le maire lui-même, résidant à Bezon, refuse d'habiter ? L'intégration est loin d'avoir été réalisée sur les lieux de travail, où les immigrés se plaignent des brimades exercées, disent-ils, par les agents de maîtrise. Partie d'un problème de logement — l'état de la cité-bidonville —, la protestation des « ouvriers-locataires » de Randonnai, s'est cristallisée en quelques jours, sans doute sous l'influence de certains de leurs leaders, autour d'une revendication d'ordre salarial. Le 10 mai, des ouvriers marocains demandaient à deux cent trente de leurs compatriotes de se mettre en grève, invoquant le non-paiement d'une journée d'arrêt de l'entreprise en avril dernier. C'était là, selon M. Métra, le résultat d'une « intoxication » provoquée par « des gens qui sement leur mauvaise graine auprès de personnes faciles à exalter ».

Les immigrés se détestent de toute polémique : « C'est pour éviter une accusation de ce genre, expliquent-ils, que nous avons demandé aux membres de l'Association des Marocains en France de ne pas prendre en charge un conflit qui ne regarde que nous-mêmes. » Le rejet des bons offices d'une association, qui n'est pas en odeur de sainteté auprès du pouvoir chrétien, n'a toutefois pas empêché les Marocains de négocier mardi aux côtés de la C.G.T. et de s'aligner sur ses revendications en faveur d'un nouveau point de salaire.

Quant à l'état de la cité, M. Métra en rejette la responsabilité sur

GRÈVES DANS LES BANQUES

Outre le mot d'ordre de grève confirmé mardi 18 mai par la C.F.D.T. et la C.G.T. pour le jeudi 20 et le vendredi 21 mai dans l'ensemble des banques, deux conflits particuliers affectent actuellement le secteur bancaire :

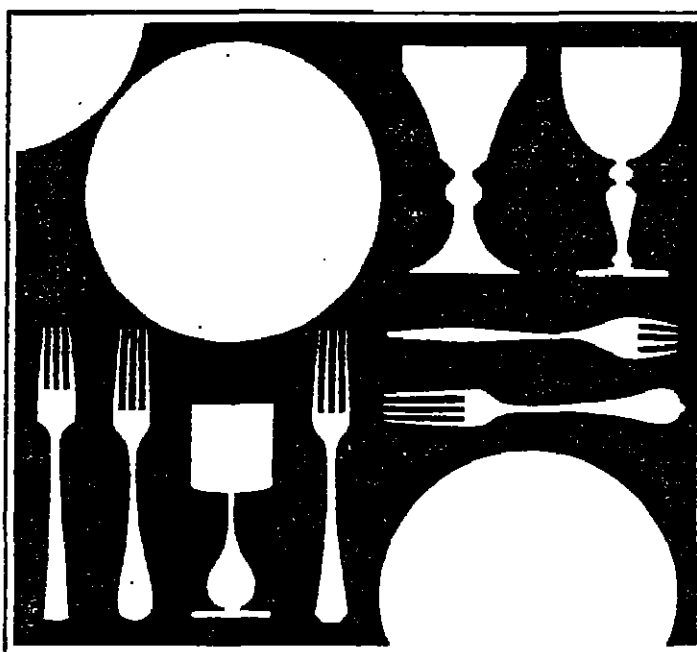
● A LA BANQUE DUPONT, à l'appel des syndicats C.F.D.T., C.G.T. et F.O., cent cinquante agents, employés et gradés, sur un effectif d'environ mille deux cents personnes, sont en grève depuis le 12 mai. Cette grève touche le siège central de la banque (25, avenue Franklin-Roosevelt, Paris-8^e), les agences de Paris, Cambrai, Denain, Valenciennes, le bureau de Somain ayant repris le travail. Mais les soixante agences de la banque Dupont sont depuis le début de la grève restées ouvertes au public.

Les syndicats demandent, outre la satisfaction des revendications nationales, l'alignement du statut du personnel sur les dispositions les plus avantageuses des banques du groupe CIO auquel appartient la Banque Dupont.

● DANS LE GROUPE B.N.P.-GAMBETTA, où un conflit local porte sur le retard enregistré dans l'avancement par rapport à l'ensemble du réseau parisien de la B.N.P., soixante-dix employés et gradés sur un effectif total d'environ cent quarante personnes, sont en grève depuis le 26 avril.

● A L'ACQ, les syndicats C.F.T.C., C.G.S.I. (indépendants), U.C.T. (cadres et techniciens) et C.G.C. de la Société nationale des pétroles d'Aquitaine, ont décidé mardi 18 mai d'observer une grève de vingt-quatre heures à titre d'avertissement, se joignant ainsi à la grève commencée vendredi par la C.G.T., la C.F.D.T. et F.O. Considérant « que les sanc-

tions ne sont pas levées », et que le projet de protocole, présenté par la direction, est « irrecevable », les quatre syndicats ont en outre décidé « l'établissement immédiat avec les autres syndicats d'un collectif de discussion sur la restructuration (de l'entreprise) ». (Le Monde du 19 mai.)



Pour choisir...
il faut avoir le choix
(et les conseils d'un spécialiste)

Listes de mariage
Pavillons
Christofle

12, rue Royale - 8^e
31, bd des Italiens - 2^e
95, rue de Passy - 16^e
17, cours de Vincennes - 12^e
Centre Commercial de Parly II
Centre Commercial de Vélizy II

Choisir un matériel de photocopie réaliste, c'est vital pour une compagnie d'aviation. Il s'agit de sa communication avec son réseau.

Un réseau sans lequel il n'y a pas de compagnie d'aviation. C'est pourquoi chaque compagnie tient à pouvoir compter sur des photocopieurs dont la qualité et la rentabilité lui assurent aux meilleures conditions l'influx qu'elle doit donner.

Voici comment nous travaillons chez Océ : nous sommes très ouverts dans les discussions avec vous, mais très précis dans l'analyse de vos besoins car nous voulons que vous en ayez pour votre argent.

Et recevoir.

La gamme étendue de copieurs Océ offre une réponse bien raisonnée pour chaque besoin, pour chaque budget. (La situation n'exige pas toujours un ensemble).



C'est dans doute pourquoi Océ est réputé, même hors d'Europe. Un photocopieur Océ améliorera vos échanges avec votre réseau.

Choisissez sans indulgence. Choisissez Océ.

Océ : un choix raisonnable.

Tous procédés de reprographie
Océ-Photosia S.A. 27, rue Cuvier - 93107 Montreuil Cedex - Tél. 374.11.35
Bordeaux - Grenoble - Lille - Lyon - Marseille - Nancy
Nantes - Rouen - Strasbourg - Toulouse



IMMOBILIER
Achat-Vente-Location
EXCLUSIVITÉS
L'AGENDA DU MONDE
25,00 (chaque mercredi et chaque vendredi)

constructions neuves

RAIS THORIGNY
rue de Thorigny - PARIS 3^e

studio ou 5 pièces
trimestre 1977 - Prix fermes et définitifs.
Bureau de vente sur place : 277.72.34
d'un 10 h 30 à 13 h et de 14 h 30 à 19 h
d'un 10 h 30 à 13 h et de 15 h à 19 h 30.

CONFIDENTIEL tél. : 266.34.56



ET NOUS N'AVONS VERSE QU'

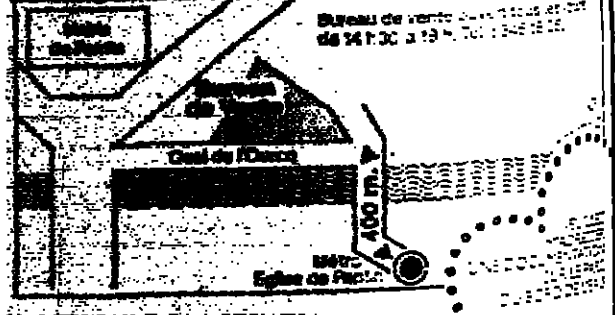
31 000

POUR NOTRE APPARTEMENT
2 PIÈCES AVEC LOGGIA
DANS UN PARC DE 2,5 HECTARES
A 400 METRES DU METRO

Solde en 20 ans équivalent à un loyer mensuel de 150 F
avec déduction d'impôts sur les intérêts

LE PARC AU BORD DE L'EAU
à Pantin

— deux studios —
2, 3, 4, 5 pièces avec P.C



104 av. Ch. de Gaulle
à Pantin/Seine
Tél. 757.11.10

Projet d'habitat collectif à Pantin/Seine
104 av. Ch. de Gaulle - 93500 Pantin
Tél. 757.11.10

Wagram

Wagram

Wagram

Wagram

Wagram

Wagram

Wagram

Wagram

Wagram

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

AGRICULTURE

M. Lauga quitte la présidence du C.N.J.A.

Le XV^e congrès du Centre national des Jeunes Agriculteurs (C.N.J.A.), qui se tient ces 19 et 20 mai à Orléans, doit être marqué par le renouvellement du conseil d'administration. Président depuis 1972, M. Louis Lauga doit quitter ce poste, frappé par la limite d'âge (trente-cinq ans). Le bureau présente pour sa succession M. Eugène Schaeffer (Bas-Rhin), secrétaire général depuis 1973. M. Joseph Torrent (Haute-Loire) est candidat au secrétariat général.

En outre, les délégués débattent du rapport moral de M. Eugène Schaeffer sur les orientations de la politique agricole et du rapport d'orientation : « Une société avec des paysans », présenté par M. Désiré Devienne (Nord) et Joseph Torrent.

La séance de clôture du congrès sera marquée par un discours de M. Jacques Chirac, premier ministre.

La réussite d'un réformiste

Chemise et cravate de tons crus, longs cheveux noirs, moustache fine et accrocheuse. Des discours brutaux, habiles ou démagogiques, Louis Lauga a été ces dernières années une des figures les plus voyantes du monde paysan. Séminariste, comme un sergent, belliqueux ou gai luron, à trente-six ans, il quitte la présidence du Centre des jeunes agriculteurs.

Pour lui, c'est la fin de la première mi-temps d'un match mené avec allant, respect, ambition.

Son père exploitait une petite ferme à Monas, village de trois cents habitants dans les Pyrénées-Atlantiques. Quatorze ans : il quitte l'école pour travailler aux champs et laisse son frère, pourtant plus jeune, continuer des études. Vingt ans : il se retrouve sergent dans la légion algérienne. Vingt-quatre ans : retour de l'armée, il reprend l'exploitation familiale, qu'il intensifie, 28 hectares de maïs et de blé, des taurellons et des porcelets. Il mène une liste d'opposition aux élections municipales et est élu. Vingt-huit ans : il devient président régional des Jeunes Agriculteurs avant d'entrer au bureau national. « C'est d'Arlequin », murmurent, amusés les cadres administratifs du Centre des jeunes.

Trente ans : il devient secrétaire général du C.N.J.A., à l'occasion du congrès de Blois. Période incandescente. Depuis 1968, un courant, né dans l'Ouest, se développe. Paysans et travailleurs doivent mener le combat de front contre le capitalisme. C'est une option révolutionnaire dans les campagnes. Aux côtés de Vincent Gaumer — un Creusois aux allures de curé de campagne qui fend lui-même son bois — Louis Lauga bat d'une courte majorité les candidats paysans-travailleurs, autrement dit les gauchistes.

Mais le C.N.J.A. est cassé en deux. Réformistes et révolutionnaires s'affrontent dans de nombreux départements. Dans les coulisses du gouvernement, on pense alors à « couper les vivres » aux jeunes, décidément trop turbulents. Il s'agit donc pour le C.N.J.A. de survivre. Le syndicalisme ne se borne pas à des théories (mais) retrousse ses

manches (car) ce sont les expériences concrètes qui modifient un milieu et peuvent ouvrir la voie aux changements profonds », écrit Louis Lauga.

Trente-deux ans : il est élu président des Jeunes à Vichy. Les gauchistes ont perdu du terrain ; en quelques mois ils ne conserveront que quelques bastions isolés. L'équipe des réformistes a la balle, monte à l'assaut et transforme : les primes d'installation et les primes bonifiées aux Jeunes Agriculteurs, la réforme du statut du fermier, le statut des associés d'exploitation, l'organisation inter-professionnelle des marchés deviennent des lois ou des décrets. Parallèlement, le C.N.J.A. a fait quelques belles réussites en jeu : la création d'un office du vin, la clarification du marché des fruits et des légumes, le statut des agriculteurs sont largement discutés. Ces derniers mois, rue La Boétie, Louis Lauga se passe à pester contre les fonctionnaires européens, la mauvaise gestion des marchés agricoles et les perspectives « alarmantes » d'éclatement de la C.E.E. à l'Espagne ou à la Grèce.

Sans grands résultats.

Reste que le Centre des jeunes a retenu une équipe paysanne de premier plan qui n'hésite pas, à l'occasion, à marquer les organisations sifflées. C'est pourquoi le capitaine sortant ne quittera pas le stade : depuis quelques jours, Louis Lauga est président de la Fédération départementale des exploitants des Pyrénées-Atlantiques et il est membre de la caisse locale de Crédit agricole. Les milieux paysans lui promettent une belle carrière.

Pourtant, le manège n'est pas du goût de tous. Le député socialiste de Saône-et-Loire, M. Pierre Joxe, a pris à partie récemment le président du C.N.J.A., lui reprochant de faire le lit du gouvernement dans les campagnes. C'est qu'il est facile de « récupérer » les bénéfices d'une action réformatrice. M. Jacques Chirac le sait bien, qui viendra clôturer les travaux de ce quinzième congrès des Jeunes Agriculteurs.

A. G.

CONSUMMATION

La C.G.T. serait prête à créer sa propre organisation

Dans une importante interview accordée à 50 millions de consommateurs (1), M. Jean-Louis Moynot, secrétaire confédéral de la C.G.T., annonce l'existence d'une organisation syndicale envisagée de créer sa propre organisation de consommateurs, afin de pouvoir s'adresser au conseil d'administration de l'Institut national de la consommation. « Notre position de principe », déclare M. Moynot, est que la C.G.T. en tant qu'organisation syndicale est représentative des consommateurs-salariés. Elle est même la plus importante organisation représentative de consommation. Cependant nous sommes obligés de tenir compte des faits : et la situation actuelle se prolonge et s'il n'y a pas de possibilités d'être reconnus autrement, nous envisagerons le problème et il n'est pas impossible que la C.G.T. se dote d'un organisme spécifique. Cette prise de position marque une importante évolution de la C.G.T. en la matière. Déjà, une confédération de salariés, Force ouvrière, a créé sa propre organisation (F.O. consommateurs) et est entrée en avril 1974 au conseil d'administration de l'I.N.C.

D'autre part, au cours d'une conférence de presse consacrée le 18 mai à la présentation de ce numéro de 50 millions de consommateurs, M. Estingoy, directeur de l'I.N.C., a dénoncé le « scandale » des sièges « auto » pour bébé : deux seulement sur les quinze sièges testés par l'I.N.C. offrent en effet une sécurité satisfaisante, tout fabricant pourra aujourd'hui, l'absence d'une réglementation précise, commercialiser un produit dangereux.

L'I.N.C. demande que les sièges qui se révèlent dangereux soient retirés du marché et qu'une homologation rigoureuse soit rendue obligatoire.

(1) N° 66, juin 1976, 450 F ; 56, rue de Sévres, Paris-7.

Pour assainir le marché du vin blanc français

Les Neuf autorisent une nouvelle opération de distillation

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — Pour aider la France à se débarrasser des excédents de vin blanc qui alourdissent gravement le marché, surtout en Champagne et en Gironde, les ministres de l'Agriculture des Neuf, réunis lundi et mardi à Bruxelles, ont décidé d'autoriser, entre le 31 mai et le 13 juin, une nouvelle opération de distillation. Le prix d'achat payé aux viticulteurs, qui porteront leurs surplus à l'alambic, a été fixé à 7,88 francs par degré-hecto.

M. Bonnet estime qu'environ 1 million d'hectolitres pourraient être ainsi dégagés du marché. En fait, c'est l'autorisation de distillation, décidée par le conseil des Neuf, qui est maintenant ouverte. Les Neuf, pour faciliter le règlement de la guerre du vin franco-italienne, avaient ouvert, au profit des viticulteurs de la péninsule, la faculté de distiller jusqu'à 4 millions d'hectolitres (le Monde daté 7-8 mars).

Or les contrats conclus par les viticulteurs italiens s'ont portés sur un total se situant entre 2 millions et 2 millions et demi d'hectolitres. C'est le reliquat de cette tranche des 4 millions d'hectolitres qui pourra être utilisé pour assainir le marché français. Afin que le coût de cette intervention pour le Fonds européen agricole ne dépasse pas les évaluations qui avaient été faites en mars, les partenaires de la France ont exigé que le prix d'achat ne dépasse pas celui qui avait été fixé alors en fonction de la situation sur le marché italien, soit 7,88 F par degré-hecto. C'est un niveau bas, si on le compare à celui des 10,50 F inscrit dans l'accord interprofessionnel récemment conclu entre producteurs et négociants, sous les auspices de la direction générale des prix.

Mais, fait remarquer M. Bonnet, les viticulteurs du Sud-Ouest, littéralement submergés par la vendange pléthorique des vins blancs de la région de Cognac, ne parviennent pas, en dépit de cet

accord, à vendre leur récolte, composée bien souvent de vins médiocres. Si, comme tout le monde le suppose, les négociants continuent à poudrer ces vins insipides, la seule perspective pour les viticulteurs, continue à expliquer M. Bonnet, sera de faire appel, au début de la prochaine campagne, à la « distillation préventive ».

Le nouveau règlement viti-vinicole européen indique que le prix garanti, dans ces conditions, est égal à 68 % du prix d'orientation, soit pour les vins blancs 1,04 francs par degré-hecto. Le ministre français conclut que les viticulteurs, qui détiennent dans leurs caves des vins blancs de mauvaise qualité — et il apparaît qu'une fraction importante des excédents est ainsi composée de piquettes — auront tout intérêt à faire usage de la bonde de sauvetage qui leur est maintenant tendue par la Communauté.

Les ministres ont donné de nouvelles directives à M. Lardinois, le commissaire européen chargé des affaires agricoles, pour poursuivre les négociations avec les pays producteurs de sucre d'Afrique (surtout A.C.P.), signataires de la convention de Lomé sur les conditions auxquelles la Communauté leur rachète leur récolte, au cours de la campagne 1976-1977.

Au terme de la convention de Lomé, la Communauté s'est engagée à leur acheter un peu plus de 1 300 000 tonnes par an, à un prix compris « dans la gamme des prix des consommateurs ». M. Lardinois leur avait proposé initialement un prix garanti de 25,53 unités de compte par 100 kilos (1). Jusqu'ici, les pays A.C.P. réclament 32,15 U.C. par 100 kilos, ont refusé ces propositions. Ils estiment que la Communauté, interprétant de manière désavantageuse pour eux les dispositions de la convention de Lomé sur la façon de calculer le prix d'achat, ne respecte pas ses engagements. Il semble que la marge de manœuvre consentie par les Neuf à M. Lardinois soit des plus modestes : il ne serait pas autorisé à aller au-delà de 26 U.C. par 100 kilos. Les négociations avec les représentants des producteurs A.C.P. vont reprendre dans les prochains jours.

Au-delà de ces marchandages sordides, il faut noter que la garantie ainsi donnée aux producteurs A.C.P. devient, compte tenu de l'évolution sur le marché mondial, très intéressante, puisque cette année, contrairement à la précédente campagne, le prix mondial se situe au-dessous du prix communautaire et risque de lui devenir inférieur. L'application de la convention de Lomé, même si elle est l'occasion — comme c'est toujours le cas — d'accrochages difficiles lorsqu'il s'agit d'ajuster des intérêts quelque peu contradictoires, donne aux producteurs de sucre des pays pauvres une assurance d'écoulement et de revenus qu'aucun arrangement international ne leur a jusqu'à présent fourni, et ce au moment même où des débats infructueux et confus se déroulent sur ce thème à la conférence de Paris ou à la CNUCED.

Il faut encore noter que les ministres ont décidé de proroger jusqu'au 31 mai la suspension des droits de douane à l'importation, dans la Communauté, de pommes de terre nouvelles.

PHILIPPE LEMAITRE.

(1) 133,28 francs.

CONJONCTURE

● L'INDICE MENSUEL DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE EN FRANCE est passé de 119 en février à 121 en mars (base 100 en 1970), soit une hausse de 1,7 % en un mois. Par rapport à mars 1975, la hausse est de 3,5 %. Le niveau atteint en mars confirme la forte reprise de la production industrielle : au cours des trois derniers mois, l'indice a progressé de 3,4 %, ce qui correspond à un rythme annuel de progression de 14,3 %. Par rapport au point haut atteint en juillet-août 1975 (cote 139), le retard était encore, en mars, de 8,2 %.

EMPLOI

● LE PERSONNEL DE LIP a commencé mardi 18 mai à s'inscrire à l'Agence pour l'emploi de Besançon. Les ouvriers ont manifesté une nouvelle fois dans les rues de la ville. Chaque porteur un dossier : « Je suis le 2623 chômeur de Besançon », et je suis le 2624 », et ainsi de suite. Ils ont collé une photocopie de leur lettre de licenciement sur le mur, le portail et le trottoir de la préfecture. — (Corresp.)

FISCALITÉ

« Les fonctionnaires des impôts effectuent avec conscience et compétence une tâche difficile » déclare M. Fourcade

Edigeant du gouvernement une prise de position « claire et ferme » concernant les critiques adressées aux contrôleurs du fisc, environ deux mille cinq cents fonctionnaires des impôts ont participé, mardi 18 mai, dans le silence, à une manifestation « d'apertisement » sur le lieu où un de leurs collègues avait été molesté par un commando proche du CID-UNATL le 14 mai (le Monde daté 16-17 mai).

Parallèlement à l'appel de tous les syndicats, C.G.T., C.F.D.T., F.O., C.G.C. et S.N.U.I. (autonomes), les dix-huit mille agents de la direction générale des impôts de la région parisienne avaient fermé leurs bureaux au public.

Les syndicats ont indiqué que ces actions pourraient s'étendre si le gouvernement ne formulait pas, dans les quarante-huit heures, « publiquement et fermement » sa position à l'égard des attaques dont des agents de la D.G.I. (direction générale des impôts) sont les victimes.

M. Fourcade a déclaré mardi soir devant un groupe de journalistes : « Je ne laisserai pas attiser les fonctionnaires des impôts, qui effectuent avec conscience et compétence une tâche difficile. Depuis quelques semaines, une campagne se développe contre les fonctionnaires du ministère de l'économie et des finances, et notamment ceux qui sont chargés du contrôle fiscal (1). »

Cette campagne veut accablant l'idée que les milliers d'agents des impôts manqueraient fréquemment de courtoisie et de réserve dans l'exercice de leurs fonctions. Je m'élève contre de telles insinuations. La fraude fiscale est une cause d'inégalité sociale qu'il faut combattre parce que nous voulons réaliser une société plus juste. L'action engagée depuis quelques années sera donc poursuivie.

« Mais le contrôle fiscal, a encore déclaré M. Fourcade, doit s'exercer, ainsi que je l'ai récemment indiqué à l'Assemblée nationale, dans le respect des libertés auxquelles nous sommes attachés. Les décisions concrètes que j'ai annoncées au Parlement et qui tendent soit à mieux assurer la défense des contribuables légitimes, soit à cantonner certaines procédures spéciales à des cas de banditisme ou de fraude frauduleuse, ne sauraient être interprétées comme une marque de suspicion à l'égard des contribuables. À partir du moment où le contrôle fiscal s'exerce sur des milliers de contribuables chaque année, il est normal que des procédures soient organisées pour que les rapports humains entre l'administration et les contribuables soient préservés. »

« J'ai la ferme volonté de tout mettre en œuvre pour que notre fiscalité soit celle d'un pays moderne et libre. Je sais que je peux compter sur le soutien de la grande majorité des Français pour cette œuvre de justice », a conclu le ministre.

Interrogé, d'autre part, sur l'éventualité d'une rencontre avec M. Gérard Nicoud, leader du CID-UNATL, le ministre a déclaré : « Je ne peux pas rencontrer un monsieur qui commence par taper sur mes agents. »

LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

	Dollars	Deutsche marks	Francs suisses
48 heures	4 3/4	5 3/4	1 1/2
1 mois	5 1/2	6 1/2	1 1/4
3 mois	5 3/4	6 1/4	1 1/8
6 mois	6 1/2	7	1 3/8

éditions sociales

collection "NOTRE TEMPS"

Conférence générale du travail

Chomage :
la jeunesse accusée

dans la même collection

Madeline VINCENT
FEMMES,
QUELLE LIBÉRATION ?
13-frs

Claude QUIN
CLASSES SOCIALES ET
UNION DU PEUPLE
DE FRANCE
13-frs

J. et J. STEINBACH
PHNOM-PENH LIBÈRE
13-frs

VIETNAM

Le pro-consul américain
fuit Saigon au petit matin.
C'était la réalisation du
délit qu'avait lancé le
Président Ho Chi Minh
"Vous verrez, le
pachyderme y laissera
sa peau".

PORTUGAL
les points sur les i

"Un témoignage vibrant"
J.C. GUILLEBAUD
(Le Monde)

Un passionnant reportage
"In vivo"
Henri ALLEG
(Humanité)

EN VENTES TOUTES LIBRAIRIES

INDUSTRIELS ! A 40 MINUTES DE PARIS
une zone d'activités privilégiée
vous est offerte (accès faciles)

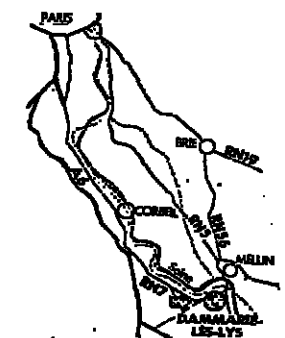
DESSERVIE PAR

- de grands axes routiers
- l'autoroute A6
- la voie ferrée
- la voie fluviale

Lots industriels de 1200 m² (63 F le m²), à

DAMMARRIE-LÈS-LYS

TÉLÉPHONEZ AU 437.24.59



VIE ÉCONOMIQUE

S.N. S.E.M.P.A.

CONSTRUCTION DE SILOS DE

Le S.N. S.E.M.P.A. lance un appel d'offres pour la construction de silos de stockage de céréales d'une capacité de trente millions de quintaux, de 40 à 45 mètres de hauteur, pour un montant de 140.000 tonnes.

L'appel d'offres porte sur les lots suivants :

- Lot n° 1 : Génie civil
- Lot n° 2 : Équipements
- Lot n° 3 : Équipements

Les soumissionnaires intéressés par ces offres doivent déposer leur dossier avant le 10 mai 1976, à la S.N. S.E.M.P.A. - Direction Générale, 4, boulevard ZIBOUT-BOULEVARD ALGER.

Les offres de soumissionnaires de pièces détachées doivent porter sur les lots suivants :

- LOT n° 1 : APPEL D'OFFRE
- LOT n° 2 : APPEL D'OFFRE
- LOT n° 3 : APPEL D'OFFRE

La date du dépôt des offres est fixée à 176, délai de rigueur.

سكنة من الاصل

هكذا من الامم

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

FISCALITÉ

Les fonctionnaires des impôts effectuent avec conscience et compétence une tâche difficile
déclare M. Fourcade

Le gouvernement a une tâche difficile à accomplir. Il doit assurer la croissance et l'emploi, tout en maintenant l'équilibre des finances publiques. Les fonctionnaires des impôts jouent un rôle essentiel dans cette tâche. Ils effectuent leur travail avec conscience et compétence, malgré les difficultés que leur impose la complexité des lois fiscales et la pression des contribuables. M. Fourcade, ministre de l'Économie, a souligné l'importance de leur rôle et leur a rendu hommage.

VII^e PLAN

« La politique de réduction des inégalités préservera la situation des classes moyennes et des cadres dans leur majorité »
déclare M. Chirac au Conseil économique

Le VII^e Plan constitue, au premier chef, un engagement gouvernemental. Il a été adopté par le Conseil économique et social, présidé par M. Chirac, le 18 mai 1976. M. Chirac a déclaré : « En dehors même de ses difficultés d'application, le blocage autoritaire de la politique des revenus, elle est plus complexe, mais elle appelle elle aussi, pour l'instant, une réponse négative (...). Les négociations collectives doivent être étendues à toutes les branches, à toutes les entreprises : leur objet doit être élargi. »

Le premier ministre, après avoir cité quelques exemples de mesures prioritaires que le gouvernement s'engage, quel qu'il arrive, à réaliser d'ici à 1980, a déclaré : « Il n'est pas facile de s'engager à construire 60 % des autoroutes dans la partie la moins prospère et la moins industrialisée du pays, de trouver les fonds nécessaires pour permettre au Conservatoire du littoral d'acheter 10 000 hectares de terrain en bord de mer, de faire passer de 50 000 à 100 000... »

A L'ÉTRANGER

En Allemagne fédérale
L'augmentation des salaires dans l'imprimerie menace la politique économique du gouvernement
De notre correspondant

Bonn. — Les ouvriers du Livre, qui ont approuvé, le 18 mai, à une large majorité, les augmentations de salaires négociées la semaine dernière par leur syndicat, ont-ils ouvert une brèche dans la politique économique du gouvernement de Bonn ? C'est la question que l'on peut se poser à l'issue du conflit le plus dur depuis la grève des ouvriers et employés des services publics à la fin de l'hiver 1974.

La position « dure » adoptée par le syndicat du Livre s'explique par le fait que l'imprimerie, en tant que profession, en R.F.A. comme ailleurs, est aussi par le moment de la négociation. Les premiers accords salariaux ont été conclus au début de l'année, encore sous le signe de la récession. Depuis, avec la relance de l'activité, les salaires sont moins disposés à faire des sacrifices.

Baisse du pouvoir d'achat

En 1976, les salaires augmentent de 5 % en moyenne contre 7 % en 1975. En outre, compte tenu de la hausse des prix, de la progression de l'inflation sur le revenu et de la majoration des cotisations sociales, les revenus disponibles réels des salariés devraient diminuer, pour la première fois dans l'histoire de la République fédérale, les experts financiers et boursiers estiment, en revanche, que les bénéfices des entreprises augmentent de 20 % dans la machine-outil, de 33 % dans l'industrie électrique, de 35 % dans la chimie et même de 100 % dans la sidérurgie (compte tenu d'un point de comparaison très bas).

Les dirigeants syndicaux ont visé un rattrapage pour l'automne. Ils ont déjà connu une situation analogue : en 1969, les négociations salariales s'étaient conclues au printemps sur des augmentations modestes, et des grèves sauvages avaient éclaté à l'automne. Cette année, les syndicats préfèrent prendre les devants.

DANIEL VERNET.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

GRUPE PALUEL-MARMONT
SOCIÉTÉ DE PLACEMENTS INTERNATIONAUX

L'assemblée générale ordinaire, réunie le 13 mai 1976 sous la présidence de M. Pierre Bartholin, président, a approuvé les comptes de l'exercice 1975 et fixés le montant global du dividende à 3,51 F, dont : coupons 2,07 F et impôts déjà payés au Trésor (taux de 10,4 %).

L'assemblée générale a nommé administrateurs pour une période de six ans M. Bernard Clerc et Jean-Marie Paluel-Marmont. Elle a renouvelé le mandat de M. L. Morillon.

L'assemblée générale extraordinaire qui s'est tenue le même jour a décidé la transformation, à compter du 1^{er} juillet 1976, de la Société de placements internationaux en société anonyme (S.A.).

En 1975, le chiffre d'affaires a progressé de 13 %. Il s'élève à 2 101 millions contre 1 858 millions. Les résultats sont en forte augmentation. Le groupe a réalisé un bénéfice avant impôts de 232 millions contre 244 millions au cours de l'exercice précédent.

Le conseil indique, en outre, que pour le premier trimestre de l'exercice en cours les résultats d'exploitation sont en progrès par rapport à la période correspondante de l'année dernière. Le programme d'investissement substantiel prévu pour cette année est déjà bien engagé.

Pour l'union Dunlop-Pirelli, l'exercice s'est soldé par un bénéfice avant impôts de 297 millions contre 287 millions l'année précédente. Les résultats d'exploitation ont progressé de 14 % pour atteindre 2 142 millions contre 2 134 millions.

DOLLFUS - MIEG ET Cie

Dans une lettre qu'il adresse aux actionnaires, M. Jacques Dollfus, président-directeur général, indique que le chiffre d'affaires du groupe D.M.C. en 1975 et évoque ses perspectives de développement en 1976.

Au cours de l'exercice 1975, le chiffre d'affaires consolidé hors taxes s'élève à 1 073 millions de francs contre 2 152 millions de francs en 1974, et les résultats consolidés sont en forte augmentation.

Au cours du premier trimestre 1976, les ventes ont évolué de la façon suivante :

En millions de francs	1 ^{er} trimestre 1976	1 ^{er} trimestre 1975	1976/1975
Textile	176,0	197,4	+ 12,2 %
Trassage	299,9	307,5	+ 2,5 %
Parafabrics et arts graphiques	52,5	56,8	+ 13,5 %
Total	528,4	561,7	+ 6,8 %

(*) Chiffres provisoires.

La reprise qui s'est engagée au début d'année sur la plupart des marchés a permis une progression des ventes, mais les prix n'ont pas, dans certains secteurs, retrouvé son équilibre. Cependant, une amélioration est envisageable si, comme on peut l'espérer, cette reprise se poursuit au cours des prochains mois.

SOCIÉTÉ HOLDING DE LA COMPAGNIE DE L'EST-ASIATIQUE

Les comptes et résultats de l'exercice clos le 30 avril 1976 seront présentés à l'assemblée générale ordinaire, qui se tiendra le 2 juin prochain à Copenhague.

L'exercice 1975 a été bénéficiaire. Le chiffre d'affaires consolidé s'élève à 1 291 000. Compte tenu du report à nouveau de l'exercice précédent, le bénéfice net s'élève à 18 242 251. Il permettra au conseil d'administration de proposer la distribution d'un dividende de 12 % du capital social de Kr. 140 millions, soit 16 800 000.

Le dividende sera mis en paiement à compter du 11 juin 1976.

SYNTHELABO

Le bilan et les comptes de l'exercice 1975 ont été arrêtés par le directeur et présentés au conseil de surveillance. Ils seront soumis à l'assemblée générale ordinaire des actionnaires du 16 juin prochain.

Les résultats du groupe s'établissent comme suit, sur une base consolidée :

Le chiffre d'affaires du groupe s'élève à 480 millions de francs en 1975, marquant une progression de 17,1 % sur l'activité réalisée en 1974. Le chiffre d'affaires par filiale a progressé de 12,2 %.

Cette activité représente le chiffre d'affaires réalisé par les divisions spécialisées pharmaceutiques, internationale, hôpital, chimie, vétérinaire, y compris les ventes des filiales dans lesquelles la participation de Synthelabo est égale ou supérieure à 30 %.

Le chiffre d'affaires par filiale a progressé de 10,5 %.

Le bénéfice net consolidé s'élève à 33,6 millions de francs en 1975, contre 33,6 millions de francs en 1974.

Le résultat net corrigé de l'incidence des plus-values exceptionnelles et de la provision pour investissements, s'élève à 35,07 millions de francs.

Le conseil d'administration a décidé de proposer un dividende de 11 % et 15,50 % par rapport au résultat de 1974 calculé sur les mêmes bases et à fiscalité égale.

Le cash-flow consolidé comprenant le résultat net corrigé, les dotations aux amortissements et à certaines provisions à caractère de réserve s'élève à 54 millions de francs contre 42,3 millions de francs en 1974.

Synthelabo, société mère, a réalisé, en 1975, un chiffre d'affaires consolidé net de 30,61 millions de francs contre 24,75 millions de francs en 1974, après déduction de 3,9 millions de francs aux amortissements et provision pour impôts sur les sociétés de 9,8 millions de francs.

Il sera proposé à l'assemblée générale du 16 juin prochain, de fixer le dividende de l'exercice 1975 à 6,30 F par action, assorti d'un avoir fiscal de 2,10 F, soit un revenu global de 8,40 F par action, contre respectivement 11 F et 15,50 F par action en 1974.

Le conseil d'administration a également nommé censeurs M. Pierre CHAMPAGNE, sous-directeur honoraire du Crédit foncier de France, M. Eric LUNDGREN, directeur de la Société suisse d'assurances générales sur la vie humaine, ainsi que la Caisse centrale de la Mutualité agricole et la Mutualité des architectes français.

M. Jean-Jacques NERET-MINIER a été confirmé dans ses fonctions de vice-président, fonctions auxquelles M. Marcel PITON a également été nommé.

A LOUER EN TOTALITÉ
A IMPORTANTE SOCIÉTÉ
dame immobilière 1960 remis complètement à neuf, état impeccable.

à MONTROUGE
avenue Gambetta
18 CHAMBRES
avec lavabo
eau chaude et froide,
groupe complet de douches
et w.c. séparés (10)

2 APPTS DE 2 PIÈCES
cuisine, salle de bains et w.c.,
1 salle à manger et réfectoire ou
salle de réunion, 1 grande cuisine.

TEL à 551-58-04
pour tous renseignements et visites.

LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

Devise	Taux
Dollars	3,5 %
Devises	3,5 %

éditions sociales
collection "NOTRE TEMPS"

Madeline VINCENT
FEMMES
QUELLE LIBÉRATION ?
120 pages

Claude QUIN
CLASSES SOCIALES ET
UNION DU PEUPLE
DE FRANCE
120 pages

J. et J. STEINBACH
PHONOPHONIE
120 pages

EN VENTES TOUTES PARTS

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DE L'ÉNERGIE

SOCIÉTÉ NATIONALE DES SEMOULERIES, MEUNERIES, FABRIQUES DE PÂTES ALIMENTAIRES ET COUSCOUS.



S.N.S.E.M.P.A.C.
6, BOULEVARD ZIROUT-YOUCÉF - ALGER

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

CONSTRUCTION DE SILOS DE CÉRÉALES

La S.N.S.E.M.P.A.C. lance un avis d'appel d'offres international en vue de la RÉALISATION D'UN RÉSEAU DE SILOS DE STOCKAGE DE CÉRÉALES D'UNE CAPACITÉ GLOBALE DE TRENTE MILLIONS (30.000.000) DE QUINTAUX RÉPARTI en 41 sites. La capacité de stockage unitaire varie de 50.000 tonnes à 140.000 tonnes.

L'appel d'offres porte sur les lots suivants :

- Lot n° 1 - Génie civil, tous corps d'état ;
- Lot n° 2 - Equipements mécaniques ;
- Lot n° 3 - Equipements électriques.

Les soumissionnaires intéressés peuvent retirer, à compter du 10 mai 1976, le cahier des charges contre la somme de 2.000 D.A. à la S.N.S.E.M.P.A.C. - Direction de Développement - 6, boulevard ZIROUT-YOUCÉF à ALGER.

Les offres, accompagnées de pièces réglementaires et références, doivent parvenir sous double enveloppe et pli cachetés portant la mention : « APPEL D'OFFRES - SILOS DE STOCKAGE - SOUMISSION A NE PAS OUVRIR ».

La date du dépôt des offres est fixée au **lundi 6 septembre 1976**, délai de rigueur.

RÉPUBLIQUE DE CÔTE-D'IVOIRE
(Publicité)
Union - Discipline - Travail

Ministère des Finances — Ministère du Plan
Ministère de l'Agriculture (Comité Sucrier)

**AVIS DE PRÉSELECTION D'ENTREPRISE POUR LA RÉALISATION
DU COMPLEXE SUCRIER DE BOROTOU-KORO**

Le Gouvernement de la Côte-d'Ivoire recherche une entreprise intéressée par la réalisation d'un complexe agro-industriel de canne à sucre dans la préfecture de TOUBA (635 kilomètres d'ABIDJAN) et comprenant :

- une sucrerie de capacité 4.000 tonnes/jour
- une exploitation agricole de 6.000 ha de canne à sucre irriguée
- toutes les infrastructures annexes.

Les entreprises françaises intéressées peuvent retirer un document donnant le cadre général de la réalisation du Projet auprès :

- du Ministère de l'Agriculture à Abidjan
- de l'Ambassade de Côte-d'Ivoire, Centre Européen de Promotion, 26, rue Feydeau, PARIS-2.

MATTEI

Le moins cher des grands loueurs

Tarif 1976 :	La Journée + le km	
FIAT 127	39,60	0,30
RENAULT 5 TL		
PEUGEOT 104 GL	40,80	0,36
SIMCA 1100 ES		
FIAT 131 "S" - SIMCA 1307 "S"	46,80	0,39
RENAULT 12 Break		
FIAT 132 GLS Bte Aut. et Radio	50,40	0,45
PEUGEOT 504 GL ou Cade		

prix T.T.C.

Comparez...

★ Du vendredi 17 heures au lundi 09 heures, les locations de voitures particulières ne sont facturées que pour 2 journées.

12* - 205, Rue de Bercy 346.11.50 • 18* - 102, Rue Ordener 076.32.90
12* - 108, Bd Diderot 628.27.50 • 11* - 82, Bd Voltaire 355.39.17
ET 60 AGENCES EN FRANCE

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

POINT DE VUE

Plus-values, épargne et monnaie

par GILBERT GANTIER (*)

AVEC le projet d'imposition des plus-values, la France fiscale, qui commençait à s'ennuyer, paraît avoir trouvé sa nouvelle bataille d'Hermès, puisque nous assurons certains sondages, le nombre des Français qui envisagent favorablement la réforme ne serait pas tellement inférieur à celui des Français qui s'y montrent résolument hostiles. Qui s'en étonnerait ? La perspective de « faire payer les riches » et de remédier à l'injustice fiscale est une idée qui ne peut manquer a priori de faire recette dans un pays comme le nôtre, même si elle fait lever un vent de panique chez ceux qui s'estiment menacés. Mais on aurait sans doute tort, en l'occurrence, de croire que la frontière des opinions passe entre riches et pauvres : certains ralliements spectaculaires au projet, et les lettres nombreuses que reçoivent par ailleurs la plupart des parlementaires, montrent bien que partisans des modernes ou partisans des classiques peuvent se recruter dans toutes les couches de la société.

On peut aussi se demander si cette affaire n'évoque pas la cavemane Plutch, au fond de laquelle s'appareillait que le roquet déformé d'une réalité extérieure et invisible à ses habitants. Les contribuables s'y voient déjà dépouillés de leurs biens et les auteurs du projet croient apparemment avoir trouvé la pierre philosophale qui permettra d'aboutir à un régime social plus juste et plus équitable. Quant aux « politiques », qui se sont sciemment saisis du projet et qui, dans le secret de leurs synodes, le répètent, le rabotent et l'ajustent, ils courent le risque de donner naissance à un enfant que ne reconnaîtront pas les auteurs du projet initial et que ne voudront pas néanmoins adopter ses détracteurs.

Le premier point qui doit trapper l'observateur impartial, c'est bien, en effet, l'aspect politique de cette entreprise et le bruit qu'elle suscite, et qui semble disproportionné avec son

objet. Le nouvel impôt rapporterait, en effet, seulement 1,1 milliard en année pleine, soit environ la troisième partie des ressources fiscales de l'Etat. Son rapport serait du même ordre de grandeur par conséquent que les recettes qui proviennent déjà du régime de plus-values existant dans notre régime fiscal depuis 1963 : 0,7 milliard. Ce n'est donc assurément pas le souci de tondre le contribuable qui justifie la réforme : les recettes de la seule T.V.A. étant évaluées à 158 milliards de francs dans la loi de finances pour 1976, il suffirait de la majorer de 0,007 % pour obtenir le même rendement.

Le rapport de la commission Monquignon, dont le président de la République a confié l'austère lecture à tous les Français, le rapport et l'avis du Conseil économique et social sur le même sujet, témoignent d'autre part de la difficulté de cerner une réalité exceptionnellement complexe et mouvante.

Il faut avouer que les auteurs du projet n'ont pas manqué d'« esto-mac » en s'attaquant à un problème qui a préoccupé les théoriciens de l'économie depuis William Thompson, Rodbertus, Marx, Siemond, Henry George et leurs émules, et qui n'a jamais jusqu'à présent trouvé de solution satisfaisante en doctrine : jusqu'à sa sixième édition, parue en 1950, la traité de droit administratif de Marcel Waline consacrait une section entière à la « Récupération des plus-values », rappelant que le problème était déjà d'actualité sous l'Ancien Régime et qu'une loi de l'Empire avait tenté de l'organiser, en 1807, en matière de travaux publics, qu'elle avait été suivie de plusieurs décrets-lois en 1835 sur le même sujet. Mais l'ouvrage précisait que, même dans ce secteur cependant bien limité, aucune solution satisfaisante n'avait pu être trouvée. C'est assurément l'intense épé-

lition dont les terrains à bâtir ont été l'objet dès la fin des années 50 qui a poussé — et de façon fort justifiée — la V^e République à reprendre le flambeau des régimes précédents en l'adaptant aux besoins du moment. Dès 1953, une première construction apparaît dans le régime fiscal français : taxation à 25 % des plus-values réalisées en moins de cinq ans sur les terrains.

Le résultat est assez décevant. M. André de Lattre, alors sous-gouverneur à la Banque de France, n'hésite pas à écrire dans le cours de politique économique qu'il professe à l'Institut d'études politiques : « Cet impôt a été un échec. Son rendement a été extrêmement faible. Surtout, étant perçu au moment d'une transaction, au moment de la vente, il a tout naturellement été répercuté sur l'acquéreur et il s'est traduit par une augmentation du prix des terrains, et donc de la construction ».

Les pouvoirs publics ne se décourageant pas pour autant : dix ans plus tard, le bâillage initial se voit renforcé d'un étage. Le délai de cinq ans à l'intérieur duquel était appréciée la plus-value est jugé insuffisant et purement et simplement doublé : il va même au-delà de dix ans pour les terrains à bâtir et ne prend en compte qu'une érosion monétaire de 3 à 5 %, qui est aujourd'hui sans rapport, hélas ! avec la réalité. C'est — et bien des Français le méconnaissent — le régime sous lequel nous vivons actuellement. Le projet dont nous sommes saisis tend seulement à le renforcer encore en élevant une nouvelle fois le corps de logis principal, celui qui porte sur les biens immobiliers, et en y adjoignant, sans doute par souci de symétrie, deux ailes latérales, l'une visant les valeurs mobilières et l'autre les objets et métaux précieux.

Personne aujourd'hui ne semble contester que le projet devra être sérieusement révisé pour répondre pleinement au souci de justice exprimé par le président de la République, sans aboutir à des inéquités ou à d'injustes pénalisations des épargnants. Le « haro » sur les propriétaires de résidences secondaires poussé trop facilement par certains techniciens de la finance est sans doute tout à fait excessif : ces résidences, qui contribuent largement au bonheur des familles riches ou modestes, apportent également un concours qu'il serait injuste de sous-estimer à la décentralisation de l'activité économique. Combien de petites villes ou de bourgades seraient aujourd'hui dépeuplées et exsangues sans l'aide des résidents secondaires ?

Nous le savons, le gouvernement acceptera certainement des amendements importants sur ce point. Mais d'autres aspects du projet ne sont pas moins inquiétants : l'exonération du « napoléon », qui risque de pousser de nombreux petits épargnants à acquiescer ce bien parfaitement stérile et déjà fortement surévalué, et, au contraire, la taxation des objets précieux dont l'application sera pour le moins difficile. On peut, enfin, s'interroger sur la curieuse distinction faite entre actions et obligations, alors même que, d'après le Conseil économique et social, la capitalisation boursière des actions cotées en France atteint seulement 122 milliards, que le montant total des obligations s'élève à 195 milliards et que la commission « du développement du VII^e Plan » écrit dans le chapitre relatif au développement de l'appareil de production et à son financement (page 111) : « Les dispositions fiscales qui jouent en faveur des obligations et au détriment des actions doivent être révisées en vue de supprimer les discriminations injustifiées sur le plan économique ».

N'est-il pas étrange, en effet, de vouloir poursuivre une politique d'endettement des entreprises et de couper progressivement le lien qui unit les entreprises à leurs actionnaires ? M. Pompidou déplorait que les Français « n'aient pas leur industrie ». Veut-on les en dégoûter à jamais et livrer les grandes sociétés à quelques technocrates destinés à décider de leurs investissements sous la seule autorité du F.D.E.S., qui accorde les crédits du Plan, ou de la direction du Trésor, qui autorise le lancement des obligations ?

Il ne faut pas oublier que si la justice fiscale constitue bien un élément fondamental de toute politique démocratique, la politique fiscale n'en est pas moins l'une des composantes essentielles du développement de l'économie et, par conséquent, de la politique tout court.

Dans cette perspective, l'émou qui le projet a causé dans le pays semble s'expliquer de deux façons. D'une

part, en généralisant l'imposition des plus-values à tous les biens de quelque importance détenus par les particuliers, ceux-ci se voient soumis à une inquisition fiscale qu'ils résistent. D'autre part, et cela est beaucoup plus important encore, on peut se demander si les auteurs de ce projet ambitieux n'ont pas ouvert la porte de Pandore. Nous vivons depuis de nombreuses décennies dans un régime d'inflation chronique qui a provoqué, dans les mécanismes financiers étatiques comme dans les entreprises et chez les particuliers, des propres systèmes compensatoires : le particulier qui achète de l'or, des tableaux de maître ou une résidence secondaire calcule qu'il se met ainsi à l'abri de l'inflation. Le projet de taxation des plus-values ne le méconnaît pas entièrement puisqu'il admet que les valeurs puissent être révaluées pour tenir compte précisément de l'érosion monétaire. Mais, ce faisant, il souligne d'autant mieux tous les secteurs où cette érosion ne sera pas prise en compte, dans le cadre du projet lui-même, et surtout en dehors.

Il apparaît ainsi que le premier et le plus important bénéficiaire des plus-values en France, c'est l'Etat lui-même, qui détient près de 300 milliards de francs dans les caisses d'épargne et qui les rémunère avec un intérêt négatif de 5 % en ce moment puisque l'intérêt versé est loin de correspondre au niveau de l'érosion monétaire. Un bref calcul permet de mesurer l'immensité des avantages que cette érosion procure aux finances publiques. Le Conseil économique et social n'a pas manqué de souligner un coin du voile lorsqu'il écrit dans son avis : « Le Conseil ne peut manquer de se demander si l'indexation dans le cadre de l'imposition des plus-values ne conduira pas à étudier certaines indexations pour l'épargne ».

C'est le fond du débat. Une imposition généralisée des plus-values réalisées par les particuliers implique de donner à ceux-ci une compensation, au moins partielle, des risques très réels que l'inflation fait courir à leur capacité d'épargne. L'adoption du projet semble donc engager la recherche immédiate de solutions en ce sens. Il serait souhaitable, par exemple, de réétudier complètement le mécanisme de fonctionnement des caisses d'épargne afin de donner une garantie honnête à leurs usagers. Au lieu de leur offrir un intérêt relativement élevé, mais en vérité fallacieux, il serait normal d'offrir à chaque foyer la possibilité de déposer des sommes qui ne seraient pas du tout rémunérées mais qui seraient automatiquement réévaluées au niveau de l'inflation. Ainsi, celui qui aurait déposé 100 F retrouverait automatiquement 100 F l'année suivante dans le cas d'une inflation à 10 %. L'ouverture des livrets pourrait être organisée sur le modèle du quotient familial afin de favoriser les familles, comme le veut à juste titre la tendance actuelle, et les montants seraient plafonnés.

Un perfectionnement pourrait être apporté au système en intégrant les titulaires de livret au développement de l'économie française. On pourrait imaginer encore un petit pourcentage de rémunération complémentaire serait accordé sur la base d'indices représentatifs de l'activité et de la richesse nationale. Par exemple, l'évolution de la production intérieure, les cours de la Bourse, la valeur comparée de la monnaie nationale et de la « monnaie mondiale » calculée par l'INSEE. Chaque Français pourrait ainsi avoir en fin d'année sa « révolution de l'économie » de notre pays s'est déroulée favorablement ou non. L'intérêt psychologique de la réforme serait loin d'être négligeable.

Bien entendu, les prêts qui seraient consentis avec les sommes ainsi collectées devraient être, eux aussi, indexés. Mais cela ne présenterait aucun inconvénient pour les activités normalement rentables et éviterait le financement « sur l'inflation » comme cela ne se fait que trop fréquemment aujourd'hui.

Il faudrait assurément réviser de façon décapante l'ensemble de nos mécanismes financiers. Mais ceci serait dans la logique du système. Le projet de loi sur les plus-values met opportunément le doigt sur le cancer dépassé du régime actuel du crédit. La meilleure défense de l'épargne et le meilleur moyen de permettre aux Français de bénéficier des plus-values de bien-être qu'ils peuvent réaliser en commun, c'est la défense de la monnaie.

Voici pourquoi et comment les clients du CIC savent ce qu'il faut faire de leur argent. Et le savent à temps.

Chaque mois l'analyse d'un point important de l'actualité économique.

Tableaux, exemples, schémas sur un sujet qui peut vous paraître complexe.

Enrichi de tous les éléments de savoir pour prendre une décision.

Des conseils pratiques pour obtenir le meilleur rendement.

Si vous n'êtes pas client du CIC, vous pouvez retirer la "lettre" à l'adresse du CIC la plus proche de votre domicile.

LA LETTRE MENSUELLE DU CIC.

CRÉDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL

Louer une voiture c'est commode
europcar
645.21.25

هكذا في الاجل

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. PROCHE-ORIENT
LIBAN : M. Jomblatt
demande aux belligérants
d'épargner les civils.

2. AFRIQUE
ALGERIE : le débat sur la
charte nationale mobilise tout
le pays.

2-3. ASIE
VIETNAM : dans les cam-
pagnes du Sud, une organi-
sation souples est mise en
place pour assurer l'auto-
suffisance alimentaire.

4. AMERIQUES
CHILI : l'ancien secrétaire
général adjoint du P.C. est
arrêté.

4-5. DIPLOMATIE

5 à 7. EUROPE
R.D.A. : le congrès du parti
socialiste unifié.

PORTUGAL : le P.C. présente
son propre candidat à l'élec-
tion présidentielle.

8. GUERRE ET REPRESSION
LIBRES OPINIONS : « Crimes
en Uruguay », par Alfred
Kastler.

9 à 11. POLITIQUE
Les travaux de l'Assemblée
nationale.

CORRESPONDANCE : le dé-
bat sur la dictature du pro-
létariat.

M. Marchais répond à
M. Fontanet : « On ne
me fera pas le coup de Roger
Solengro. »

12-13. DÉFENSE
AVANT LE DÉBAT SUR LA
PROGRAMMATION MILI-
TAIRE : « La mythologie
des gros bataillons », par le
général Jean Vuilleumet.

14. SCIENCES
14-15. ÉDUCATION
La situation dans les univer-
sités.

16. MÉDECINE
Un débat éthique - croyants :
le silence de Dieu.

16. RELIGION
18. SPORTS
S.K.I. : la réhabilitation des
exclus de l'équipe de France.

LE MONDE DES ARTS ET DES SPECTACLES

PAGES 19 A 29

CANNES : Miklos Jancso et
Gérard Blain en compétition.
Un jeune cinéaste litonien
litt 35 ; La deuxième partie
de « La Bataille du Chilli ».

EXPOSITIONS : « Elle Faure
chez lui », à Bordeaux ; Les
quatre-vingt ans d'André
Masson.

30-31. JUSTICE
Le procès du Dr Siméoni
devant la Cour de sûreté de
l'État.

L'officier Cecaldi : « Être
ou ne pas être à Haze-
brouck », libre opinion par
Paullette Vonnelle.

32. ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS
TRANSPORTS : Suez ou
relent.

33 à 42. LA VIE ÉCONOMIQUE
ET SOCIALE
POINT DE VUE : « Plus-
values, épargne et monnaie »,
par Gilbert Gantier.

CONFLITS : des négociations
se sont ouvertes à Randonnai
entre les immigrés et le
patron des fondrières.

LIRE ÉGALEMENT
RADIO-TELEVISION (29)
Aujourd'hui (18) ; Carnet (18) ;
« Journal officiel » (18) ; « Météo-
rologie » (18) ; « Mots croisés » (18) ;
Bourse (43).

Le numéro du « Monde »
daté 10 mai 1976 a été tiré à
568 028 exemplaires.

COUVERTS ARGENTÉS
garantie 25 ans
Fabricant - Vente directe
FRANOR 70, rue Anatole
FR. 700-87-88.
N° 51-52-53-54. Ouv. ts les jrs et samedi

A B C D E F G

APRÈS LE SUICIDE D'UN COMMERÇANT PARISIEN

Une rue en deuil

« Fermé pour cause de décès. » L'ardoise s'est approchée au rideau de la petite boutique verte, étroite, coincée entre un fleuriste et une pâtisserie au coin de la rue de Buzenval et de la rue d'Avron (dans le vingtième arrondissement). Une odeur de pain chaud traîne dans l'air. Plusieurs centaines de personnes se tassent, le visage grave, dans un silence pesant et un peu emprunté. Commerçants et artisans des alentours sont venus nombreux, ce mercredi 18 mai, pour observer une minute de silence à la mémoire de M. Marcel Volin, commerçant en fruits et légumes, qui s'est donné la mort le jeudi précédent, à l'annonce d'un contrôle fiscal, et qui est enterré ce mercredi en Normandie.

La cortège, silencieux, qui, à la porte de Montreuil, rassemble à peine trois cents personnes, s'est enfilé peu à peu, au long de la rue d'Avron, de dizaines de sympathisants, habitants du quartier et clients. À sa tête marchaient les représentants des organisations professionnelles du commerce : Confédération des P.M.E., Fédération des commerçants non sédentaires, C.I.D.-UNATI, Union des jeunes détaillants en fruits et légumes, chambre de métier et, bien sûr, le groupement des commerçants de la rue d'Avron et des rues adjacentes, qui organisait cette manifestation. Simple groupement de promotion com-

merciale, il y a une semaine, il a constitué, aussitôt après le décès de M. Volin, un comité d'action pour se défendre « contre des drames et les problèmes de ce genre ». Cette manifestation, affirme son président, M. Stéphane, jeune et élégant propriétaire d'une boutique de prêt-à-porter masculin, l'a fait vouloir « calme et digne », afin de « montrer à tout le monde que ce n'est pas en commettant des violences qu'on règle ces problèmes ». Et de déclarer, bien haut, qu'« ils ne sont pas solidaires des membres du C.I.D.-UNATI » qui ont investi la semaine passée une perception du quartier en guise de représailles.

La minute de silence terminée, le cortège poursuit, tranquille, son chemin, puis se sépare après un bref discours dans lequel M. Stéphane appelle les participants à « rester très attentifs et mobilisés », et à ne « pas oublier que les agents du fisc dépassent parfois leurs obligations professionnelles pour se livrer à des exactions ».

Le quartier ne reprendra vie qu'à midi. Ce matin, seul un supermarché avait ouvert boutique : sur toutes les façades, des affichettes bordées de noir affirmaient la solidarité comme vents face aux méthodes inadmissibles de répression dirigées exclusivement contre les commerçants indé-

pendants. — V. M.

La crise de l'imprimerie

La Fédération du livre devra se prononcer d'ici au 30 juin sur le plan de relance de la Néogravure

« L'opération que je mène ne constitue pas le simple sauvetage d'une grande entreprise. Il s'agit de sortir de la condition d'assisté dans laquelle, depuis novembre 1974, se trouve le groupe. Je veux dire par là que nous ne devons pas attendre que l'État nous fasse un cadeau de 240 millions de francs pour les quatre prochaines années (dont 90 millions sont déjà souscrits par les actionnaires-éditeurs). »

Cette restructuration n'en entraîne pas moins pour l'ensemble du nouveau groupe — qui ne prendra pas le nom d'Hélo-Sud, envisagé il y a cinq mois — une réduction d'effectifs allant de huit cent cinquante à mille deux cents personnes, selon le dynamisme que saura manifester dans les prochains mois la « néo-Néogravure ».

Des discussions à ce propos doivent commencer la semaine prochaine avec la Fédération du livre. Elles devraient aboutir d'ici au 30 juin. Sans préjuger la décision du tribunal de commerce qui se prononcera le 24 mai sur les opérations de rachat, il est clair que la réussite de ce plan de relance dépend pour une large part de ces négociations.

Tandis que la S.D.P. sera propriétaire de tous les actifs, la gestion de ces entreprises sera assurée par la Compagnie française des industries graphiques sous la forme d'une société anonyme à directoire (présidé par M. Edme Jeanson) et à conseil de surveillance (présidé par M. Victor Michel).

En ce qui concerne l'actuel Néogravure, qui intéresse deux mille sept cents personnes, on s'oriente vers l'abandon du système des trop grosses unités du type Corbeil (qui sera fractionné en deux d'ici à juillet 1976). En revanche, l'imprimerie de Lieusaint se développera (passant de quarante à cinq cent cinquante personnes dans un délai de dix-huit mois). Deux fermetures d'usines sont prévues : à Arcueil et Issy-les-

L'affaire Lischka

INCIDENTS A COLOGNE AU DÉBUT DU PROCÈS DE NEUF FRANÇAIS

Un incident a marqué, ce mercredi 18, à Cologne, le début du procès des rabbleux français Daniel Farhi et de ses huit compagnons, jugés pour avoir brisé, l'an dernier, les vitres de la façade du bureau de Kurt Lischka, l'ancien chef de la police nazie de Paris, responsable de la rafle du Vél d'Hiv.

À 7 heures du matin, mercredi, un autocar en provenance de Paris a stoppé près du bureau de Lischka, dans l'Altenbergerstrasse. Une cinquantaine de Français en sont descendus et ont, à nouveau, brisé les vitres de l'établissement. Ils brandissaient des drapeaux tricolores, arboraient des étoiles jaunes et portaient des banderoles avec des inscriptions : « La France réclame le jugement de Lischka et de ses complices », « Juges le SS-Führer Lischka, pas les nazis », « L'Allemagne est responsable de la rafle du Vél d'Hiv », « L'Allemagne est responsable de la rafle du Vél d'Hiv », « L'Allemagne est responsable de la rafle du Vél d'Hiv ».

Malgré l'arrivée immédiate de forces de police, celles-ci ne sont pas intervenues. Les manifestants se sont dirigés vers le tribunal de Cologne, où ils ont rejoint d'autres Français pour tenter de pénétrer dans la salle d'audience.

Dans une lettre à M. Chirac

LE CHEF DE L'ÉTAT RAPPELLE SES PRÉOCCUPATIONS QUANT À LA CRÉATION TÉLÉVISÉE

M. Giscard d'Estaing a adressé, le 15 mai dernier, à M. Jacques Chirac, premier ministre, une lettre par laquelle il rappelle le souhait qu'il a exprimé au cours de sa dernière réunion de presse de voir améliorer les services de la télévision et de la radio nationales.

« La réforme des télévisions et de la radio nationales », écrit le Président de la République, mise en œuvre au début de 1975, a d'ores et déjà eu pour résultat d'améliorer la gestion de ces organismes et de libérer leur information.

« Il reste à faire un nouvel effort pour améliorer la qualité et assurer le renouvellement de leurs programmes, poursuit le chef de l'État. Je réaffirme, d'ailleurs, avant la fin du premier semestre de cette année, les dispositions que le gouvernement pourrait adopter à cette fin. Il y aurait lieu, notamment, d'examiner les moyens qui permettraient de mieux lier le montant des ressources des sociétés à la qualité de leurs émissions, d'encourager davantage l'innovation et d'élever qu'un nombre trop élevé d'émissions soit confié aux mêmes personnes et aux mêmes équipes », conclut M. Giscard d'Estaing.

L'Académie française s'apprête à pourvoir, jeudi 20 mai, au siège de Robert Aron, décédé. Elle aura à choisir entre deux candidats : M. André Fauriol, membre de l'Académie des inscriptions et belles lettres, archéologue, célèbre par les fouilles de Mari et M. Maurice Rheims, ancien commissaire-priseur, auteur de nombreux ouvrages sur l'art et les artistes et sur la « haute curiosité » qui fut professionnellement la sienne pendant trente-cinq ans.

Deux ans après l'explosion du premier engin nucléaire indien

Ottawa met fin à sa coopération atomique avec New-Delhi

Ottawa (U.P.I., A.F.P., Reuter). — Le gouvernement canadien a fait savoir, mardi 18 mai, qu'il cessait toute coopération dans le domaine nucléaire avec l'Inde en raison « des vues profondément divergentes » entre les deux pays.

Cette décision a été annoncée devant le Parlement par M. Mac Ewen, ministre des Affaires extérieures.

La coopération en matière atomique entre New-Delhi et Ottawa avait été suspendue après l'explosion d'un engin nucléaire indien, en mai 1974. Depuis lors, des négociations bilatérales avaient eu lieu en vue de la reprise des fournitures par les Canadiens d'équipements destinés à deux nouvelles centrales nucléaires. Mais Ottawa entendait s'opposer au retraitement par l'Inde du combustible utilisé dans les réacteurs canadiens pour l'obtention du plutonium, ce métal pouvant servir à la fabrication d'explosifs atomiques. Le Canada souhaite en effet obtenir l'assurance que sa technologie ne sera pas utilisée à des fins militaires ; il demande que ces garanties soient données au matériel déjà livré. (C'est à partir du plutonium produit par un réacteur livré par le Canada qu'a été fabriqué le premier engin nucléaire indien.) Le gouvernement de New-Delhi s'est refusé à fournir ces garanties, arguant que chaque pays est libre d'utiliser comme il l'entend les déchets radioactifs obtenus dans une centrale installée sur son territoire.

A Ottawa, certains observateurs se demandent si New-Delhi n'a pas l'assurance, pour poursuivre son programme, de pouvoir bénéficier de l'aide d'autres pays, et en particulier de la France, qui installe un surréacteur à Madras.

« La France, cependant, ne construit pas de réacteurs de type canadien et a abandonné son programme de mise au point de réacteurs à eau lourde fonctionnant suivant le même principe. Elle ne pourrait donc fournir des composants de centrales nucléaires à l'Inde qu'en sous-traitance. A partir de plans fournis par l'Inde, ce qui serait probablement coûteux. »

COURS RICHELIEU

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE PRIVÉ

75, avenue des Ternes - 75017 Paris

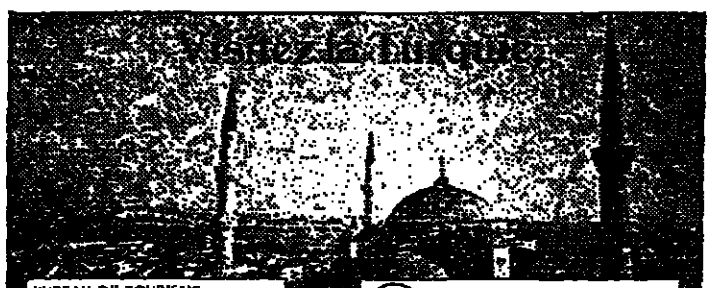
Renseignements : Tél. 380.53.00 et 754.26.85

JEUNES GENS - JEUNES FILLES
Externat - Demi-Pension

PRATIQUE COMME UN FEUTRE. BEAU COMME UN WATERMAN.



Feutre CF de 100 F à 240 F. WATERMAN



et reposez-vous au bord de la Mer Egée.

La Turquie, c'est la magie d'Istanbul, du Bosphore, de la Corniche d'Or, de Topkapı, de Sainte-Sophie. C'est aussi Brousse-la-Verte, Pergame, Izmir, Kusadasi et Ephèse. Mais c'est à Marmaris, au bord de la Mer Egée, que vous découvrirez la Turquie secrète.

2 semaines : 2 350 F Paris/Paris.
GRANDES VACANCES
1, rue du Louvre, Paris 1er
250.34.35

هكذا من الذهل